

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

APRÈS LA TENTATIVE DE DÉBARQUEMENT D'UN COMMANDO

Israël lance un raid de représailles contre un camp palestinien près de Saïda

Dix personnes, au moins, ont été tuées ou blessées lors d'un raid mené, le jeudi 10 juillet, par quatre hélicoptères israéliens contre le camp de réfugiés palestiniens d'Al-Héïdoun, près de Saïda, au sud du Liban. Selon les services de sécurité libanais, près d'une vingtaine

de missiles air-sol ont été tirés par les hélicoptères, appuyés par des avions de chasse et, au large, par des vedettes. Israël dit avoir visé quatre mouvements : le Fath, le Front de lutte populaire (pro-libyen), le FPLP, le FPLP et les dissidents du Fath regroupés autour d'Abou

Moussa. Quelques heures plus tôt, à Damas, le Front populaire pour la libération de la Palestine avait revendiqué la responsabilité de l'opération de commando lancée le même jour par quatre fedayins venus, par mer, du Liban du Sud. (Renter, AP.)

De notre correspondant

Jérusalem. — Il est 3 heures du matin, le jeudi 10 juillet, lorsqu'une vedette israélienne ouvre le feu sur un canot pneumatique qui s'approche de la côte, à 400 mètres seulement au nord du poste frontalier de Rosch-Hanikra (le Monde du 11 juillet). Trois des quatre membres du commando réussissent à accoster — l'autre étant tué dans le canot — avant d'être pris entre les tirs de la marine et ceux d'une patrouille d'infanterie.

Le combat dure trois heures, éclairé par les projecteurs d'un hélicoptère. L'un des assaillants, armé de grenades et abrité derrière un rocher, tue un soldat israélien — un bédouin de Galilée — et en blesse mortellement un autre. Neuf autres militaires sont blessés, dont deux sérieusement. Les quatre assaillants sont tués : trois Palestiniens du FPLP de Georges Habache et un Libanais du Parti national-socialiste syrien (PNSS). En possession d'une grande quantité d'armes et de munitions, ils avaient, semble-t-il, l'inten-

tion de lancer une attaque contre la ville de Nahariya. Cette tentative d'infiltration est la plus meurtrière dont est victime Israël depuis longtemps. En 1985 et 1986, une dizaine d'actions analogues ont eu lieu, faisant une trentaine de tués parmi les assaillants. Elles furent le plus souvent l'œuvre du Fath. Toutes furent déjouées par le système de détection perfectionné mis en place par la marine israélienne le long de la côte libanaise.

Le fait nouveau, dans cette opération, tient à l'identité de ses auteurs. Pour la première fois, en effet, une

milice libanaise, en l'occurrence le Parti national-socialiste syrien, participait, aux côtés des Palestiniens, à une tentative d'infiltration. Sur le plan politique, M. Shamir, chef du Likoud et ministre des affaires étrangères, n'a pas résisté à la tentation de tirer à sa manière le leçon de l'événement : « Alors que nous nous efforçons de débarrasser l'affaire du Shin Beth, nous ferions mieux de combattre le terrorisme arabe au lieu de nous épuiser à des querelles fratricides. »

J.-P. LANGELLIER.

Le premier journal palestinien en hébreu

De notre correspondant

Jérusalem. — Dans la Jérusalem arabe, un journal vient de naître. Un nouveau journal, pas tout à fait comme les autres, car ce bimensuel palestinien a pour signe hautement particulier d'être rédigé en hébreu. A l'intention, donc, d'un public israélien. Il s'appelle *Gesher* ce qui veut dire le Pont. Un titre — programme à l'image de son inspi-
rateur : Ziad Abu Zayad, quarante-six ans, journaliste, nationaliste fervent, mais grand « dialogueur » avec Israël. De longue date, il s'emploie à « jeter des ponts » entre juifs et Arabes. Pour un tel projet, Abu Zayad était l'homme idéal.

Dès août 1967, deux mois après la victoire sioniste d'Israël, il décide d'apprendre l'hébreu « par esprit pratique et pour connaître la langue de l'adversaire ». Il s'inscrit à l'« Upan » de Beit Ha'am à Jérusalem — centre d'enseignement pour nouveaux immigrants — dont il est le premier élève arabe ; une vingtaine d'autres Palestiniens l'imitent. Depuis cette époque, il n'a cessé de perfectionner son hébreu grâce aux livres, aux journaux, à la télévision et aux nombreuses rencontres israélo-arabes auxquelles il a pris part.

« Pour attirer l'attention »

En 1982, le journal de Jérusalem-Est, *Al Fajr*, lance une édition bimensuelle hebdomadaire avec Abu Zayad pour rédacteur en chef. L'expérience réussit mais cesse après quinze mois. Tôt, Abu Zayad a choisi de récidiver en faisant cette fois cavalier seul. Les débuts de *Gesher* sont modestes mais prometteurs. Tiré à mille exemplaires sur format tabloïd et papier couleur saumon — pour attirer l'attention —, il a déjà deux cents abonnés. La petite

équipe rédactionnelle est à parité israélo-arabe. Abu Zayad, qui a fourni la mise de départ, espère séduire rapidement quelques publicistes. Principal obstacle : la mise en place de *Gesher* dans les points de vente. Certains dépositaires israéliens refusent le journal, soit par hostilité soit par crainte qu'on les montre du doigt.

Pourquoi pareille aventure ? « Je veux permettre aux Israéliens, explique Abu Zayad, de savoir ce qui se passe vraiment dans les territoires occupés en leur donnant, dans leur langue, une information de première main. Sur ce sujet, leur presse est tantôt incomplète ou inexacte, tantôt indifférente ou silencieuse. Je veux aussi contribuer à une meilleure compréhension mutuelle en combattant les clichés et les stéréotypes que les Israéliens nourrissent à notre sujet. D'où l'accent mis sur la vie quotidienne, la société et la culture palestiniennes. » Au sommaire du deuxième numéro de *Gesher*, publié la semaine dernière, on trouve, entre autres, une « chronique de l'occupation », un article sur le féminisme en Égypte, un débat sur les juifs sépharades, une étude sur la littérature palestinienne après la guerre du Liban, et un long dialogue entre deux intellectuels de gauche israéliens.

Abu Zayad n'a jamais fait mystère de ses opinions. Proche de l'O.L.P., il milite pour l'avènement d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Comme beaucoup de nationalistes des territoires, il n'a pas tout à fait renoncé au vieux rêve d'une Palestine laïque et démocratique où vivraient juifs et Arabes, ce qui suppose — même s'il ne le dit pas — la disparition d'Israël. « Cette solution n'est pas réaliste, convient Abu Zayad. Laissons-la aux générations futures. Aujourd'hui, nous deman-

sons l'autodétermination et le droit de choisir nos dirigeants parmi l'O.L.P. »

Dernier détail : l'éditorial de *Gesher* est publié deux fois : en hébreu et en arabe. Les intellectuels palestiniens se font, en effet, souvent reprocher de tenir un double langage, modéré quand ils s'adressent aux Israéliens, beaucoup moins lorsqu'ils parlent à leur public.

L'écrivain Amos Oz notait un jour à propos des « Palestiniens du dialogue » : « Je n'accorde du crédit qu'à leurs déclarations faites en arabe. » Pour échapper à ce grief et dissiper tout soupçon, Abu Zayad écrit d'abord son éditorial en hébreu ; il le traduit ensuite dans sa langue maternelle.

J.-P. L.

Rejet d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. — Les États-Unis et Israël ont rejeté, jeudi 10 juillet, la suggestion de M. Gorbatchev, d'une réunion spéciale sur le Proche-Orient des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU formulée lors de la visite en URSS de M. Mitterrand (le Monde du 11 juillet). Washington entend que Moscou se montre d'abord disposé à « jouer un rôle constructif dans la région » et à rétablir ses relations diplomatiques avec Israël. Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a rappelé que son pays « était opposé, par principe, à toute conférence internationale » (sur le Proche-Orient) et ajouta : « Nous n'accepterons pas des solutions imposées à nos problèmes. »

Le verdict du procès de l'Achille-Lauro

RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ POUR ABOUL ABBAS, TRENTA ANS DE PRISON POUR LE MEURTRE DE LEON KLINGHOFFER

Gênes. — La cour d'assises de Gênes a condamné, jeudi 10 juillet, à la réclusion à perpétuité Aboul Abbas, chef du Front de libération de la Palestine, jugé par contumace et reconnu coupable de l'organisation du détournement du paquebot *Achille-Lauro* en octobre 1985.

La même condamnation a été prononcée pour Azzedine Badrakhan, également en fuite, responsable de l'O.L.P. et présent avec Aboul Abbas dans l'avion détourné par les Américains sur la base sicilienne de Sigonella, et pour Ziad-El-Omar, qui avait remis les armes et l'argent aux pirates.

Des peines moins sévères ont été prononcées contre les exécutants du détournement présents à l'audience, à l'exception de Majid El-Mouk, reconnu coupable d'avoir assassiné Leon Klinghoffer, le paraplégique américain, et pour qui le procureur avait réclamé la perpétuité ; il est condamné à trente ans de réclusion criminelle. Les autres peines infligées s'échelonnent de quelques mois pour les complices à quinze et vingt-quatre ans pour les autres auteurs du détournement. — (AFP.)

EUROPE

Italie

LA CRISE GOUVERNEMENTALE

M. Andreotti entre en piste

De notre correspondant

Rome. — En désignant le jeudi 10 juillet M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères du cabinet sortant, qui fut déjà cinq fois président du conseil, comme son candidat pour diriger le prochain gouvernement, la Démocratie chrétienne a d'emblée placé la barre très haut. Si le seul homme politique que les Italiens estiment mieux préparé pour le pouvoir que M. Craxi — enfant chéri des sondages — devait échouer, la crise, aujourd'hui considérée comme difficile, paraîtrait presque insoluble.

L'exacerbation des passions est telle entre les deux principales formations de la majorité qu'on a longtemps joué à cache-cache. On a feint de croire depuis l'ouverture de la crise, le 27 juin, que l'un des deux adversaires-partenaires, le chef de la DC et le secrétaire du PS, pourrait faire une concession capitale. Or M. Craxi ne pouvait guère consentir à voir son éventuelle reconduction comme président du conseil liée à

des conditions de durée. Le secrétaire général de la Démocratie chrétienne, M. De Mita, n'entendait pas davantage donner carte blanche au sortant pour poursuivre sa brillante carrière au détriment du parti majoritaire.

La désignation de M. Andreotti semble dictée par trois raisons au moins. D'abord le ministre des affaires étrangères, après avoir été longtemps un adversaire farouche de M. Craxi, a en, durant tout le temps de la présidence socialiste, une attitude très loyale à son égard. On ne peut certes pas exclure que ce grand manœuvrier ait parfois pris des assurances et souvent ménagé ses arrières. Mais, pour l'homme de la rue, sa solidarité a été sans faille et M. Craxi aura donc bien du mal à élever des arguments contre ce démocrate-chrétien-là. Au moment du drame de l'*Achille-Lauro*, une photo avait fait le tour de l'Italie : le ministre versant à la tribune un verre d'eau à « son » président lors d'un débat.

Autre argument : M. Andreotti est l'un des rares démocrates-chrétiens qui — sans naturellement s'en prévaloir ostensiblement — peut espérer bénéficier d'une « alliance de revers ». N'a-t-il pas été, de 1976 à 1978 et surtout de 1978 à 1979, le premier ministre de la « solidarité nationale », du « compromis historique » avec les communistes. Soucieux de sortir du ghetto où il est enfermé depuis la fin de cette expérience, le PC ne pourrait-il éventuellement donner des « coups de main » à M. Andreotti sur des points très précis, au cas où le PS marchanderait par trop son propre soutien ? Enfin, hormis M. De Mita lui-même (inacceptable par M. Craxi en raison de leur contentieux de ces derniers mois), M. Andreotti est pratiquement le plus important personnage que la DC pouvait mettre en piste. C'est bien le moins qu'elle tente de faire oublier dans l'esprit du public ce temps fort qu'a été le gouvernement Craxi. De fait, M. Andreotti a été aux affaires de façon à peu près ininterrompue depuis quarante ans. Son échec rendrait presque insupportable le recours à des élections anticipées. Or, officiellement du moins, aucun des cinq partis de la majorité sortante, qui devrait selon toute probabilité se survivre à elle-même, ne souhaite retourner rapidement devant les urnes.

« Il a été fait appel à mon ancienne », a expliqué M. Andreotti en sortant de la présidence de la République. C'était là une modestie feinte naturellement : l'expérience n'est-elle pas l'autre nom de l'ancienneté ?

JEAN-PIERRE CLERC.

Grande-Bretagne

LE BROUILLEUR BROUILLÉ

Le nouvel ambassadeur d'URSS à Londres, M. Leonid Zamiatine, aurait sans doute mieux fait de réfléchir avant de protester auprès de la chambre des Communes contre le « brouillage » des émissions en langue anglaise de Radio-Moscou. Une enquête aussitôt lancée par les services techniques de la BBC a en effet révélé que les interférences présentes sur deux des fréquences utilisées par la radio soviétique provenaient... des stations de brouillage installées en URSS.

« C'est l'histoire de l'arroseur arrosé », a remarqué le directeur des émissions de la BBC vers l'étranger, M. Austin Kart, en rappelant que l'URSS était le seul pays qui « brouille délibérément les programmes des autres, ce que M. Zamiatine sait fort bien ». Il a qualifié la « plainte » de l'ambassadeur d'exemple « particulièrement peu subtil de désinformation ».

M. Zamiatine, en la matière, n'est pas vraiment un néophyte : ancien porte-parole de Léonid Brejnev et responsable des services d'information du comité central, il était célèbre à l'époque pour la brutalité et le cynisme des réponses qu'il faisait aux journalistes occidentaux.

DIPLOMATIE

CHARIVARI AU PARLEMENT EUROPÉEN

Quand les tableaux antinucléaires deviennent pancartes...

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — « Serveurs de Staline ! », « Allez manifester en Union soviétique ! », « Laissez-nous circuler ! » : des coups de patte et des coups de gueule ont animé la session du Parlement européen, jeudi 10 juillet, à Strasbourg. Un groupe de manifestants brandissant des affiches et des tableaux contre les essais nucléaires français en Polynésie s'est infiltré dans le hall de l'Assemblée. MM. Lecanuet et Maillard en tête, quelques représentants français ont fait face à ce crime de lèse-parlementaire, sommant sans aménité les tribuns d'aller manifester dehors.

Après un moment d'effacement, le service d'ordre s'est ressaisi : comment des tableaux, dont certains mesuraient plus de 2 mètres, avaient-ils pu franchir les nombreux contrôles ? Fort simplement : à l'invitation du Groupe pour le désarmement nucléaire au Parlement européen, fort d'une soixantaine de membres et présidé par M^{me} Bodil Roserup (communiste danoise), une exposition avait été organisée dans une salle de l'Assemblée. Jeudi matin, l'exposition est devenue itinérante... et les porteurs de pancartes étaient parlementaires eux-mêmes.

« Nous avons choisi le 10 juillet, a déclaré M^{me} Dorothea Piermont (groupe Arc-en-Ciel, RFA), parce que c'est la date anniversaire de l'attentat terroriste d'Etat contre le

Rainbow Warrior, qui a coûté la vie au photographe portugais Fernando Pereira. Nous voulons dénoncer l'hypocrisie de la Communauté, qui critique l'atteinte aux droits de l'homme partout ailleurs que dans la CEE. »

De fait, une large partie de la journée fut consacrée aux sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. En prendre ou pas ? Telle fut la question. Finalement, une majorité (228 pour, 114 contre, 2 abstentions) a « recommandé aux États membres d'appliquer immédiatement les mesures » dont le Conseil européen avait seulement proposé l'examen et de prendre des mesures complémentaires, telles que l'interdiction des importations de produits agricoles, d'uranium, d'or et de diamants.

La manifestation des parlementaires antinucléaires — dont le groupe recrute dans dix pays — « mais on ne voit pas beaucoup les Français », nous a dit Mme Piermont, — aura permis à M. Maland de tenir des propos moins convulsés que les débats dans l'hémicycle. Parlant de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, il a lancé à ceux qui réclamaient leur « indépendance » : « J'espère que nous garderons ces colonies-là », ajoutant, à un autre moment du pigal verbal : « Oui, je suis un ami de l'Afrique du Sud. »

J. G.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75001 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter de
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprise,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,600 F ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Venezuela, 110 mt.

ABONNEMENTS
BP 587 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines au plus) : nos
abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant
leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture
tous les nouveaux progrès en capitales
d'imprimerie.

Imprimé
de « Le Monde »
7, rue des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,70 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,600 F ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Venezuela, 110 mt.

Plus vite, moins cher !

ça c'est NEUBAUER

SOLDES EXCEPTIONNELS
sur quelques modèles 1986
neufs ou d'exposition

- 4 309 GT (bleu Minq, gris Futura, gris Winchester)
- 2 309 GR (gris métal et bleu Minq)

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

PEUGEOT NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎43.21.60.21

مكتبة الأصيل

Italie

LA CRISE GOUVERNEMENTALE

Andreotti entre en piste

De notre correspondant

Le président de la République, Francesco Cossiga, a annoncé hier, par la radio, qu'il avait décidé de nommer à la présidence du Conseil le général de corps armée, Amintore Fanfani, ancien président du Conseil, et ancien ministre de la Défense. Cette nomination, qui intervient à la suite de la démission de Bettino Craxi, marque le retour à la présidence du Conseil d'un homme d'Etat expérimenté, et d'un homme de gauche, ce qui est une nouveauté dans la politique italienne.

Le général Fanfani, 72 ans, a été ministre de la Défense de 1974 à 1976, puis ministre de l'Intérieur de 1976 à 1978. Il a été président du Conseil de 1981 à 1982. Il est considéré comme un homme d'Etat expérimenté, et d'un homme de gauche, ce qui est une nouveauté dans la politique italienne.

Grande-Bretagne

SEMOULEUR MOULLE

Le ministre de l'Agriculture, John Gummer, a annoncé hier, par la radio, qu'il avait décidé de nommer à la présidence du Conseil le général de corps armée, Amintore Fanfani, ancien président du Conseil, et ancien ministre de la Défense. Cette nomination, qui intervient à la suite de la démission de Bettino Craxi, marque le retour à la présidence du Conseil d'un homme d'Etat expérimenté, et d'un homme de gauche, ce qui est une nouveauté dans la politique italienne.

Le général Fanfani, 72 ans, a été ministre de la Défense de 1974 à 1976, puis ministre de l'Intérieur de 1976 à 1978. Il a été président du Conseil de 1981 à 1982. Il est considéré comme un homme d'Etat expérimenté, et d'un homme de gauche, ce qui est une nouveauté dans la politique italienne.

Le général Fanfani, 72 ans, a été ministre de la Défense de 1974 à 1976, puis ministre de l'Intérieur de 1976 à 1978. Il a été président du Conseil de 1981 à 1982. Il est considéré comme un homme d'Etat expérimenté, et d'un homme de gauche, ce qui est une nouveauté dans la politique italienne.

DIPLOMATIE

CHARIVARI AU PARLEMENT

Quand les tableaux antinucléaires deviennent pancartes...

De notre envoyé spécial

Washington. - Les députés américains ont voté hier, par 277 voix contre 161, une résolution qui condamne la politique de la Maison-Blanche en matière de défense. Cette résolution, qui est la plus sévère jamais votée par le Congrès, accuse le président Reagan de « faiblesse » et de « lâcheté » en matière de défense. Elle demande également la mise en œuvre d'un programme de réduction des dépenses militaires.

La résolution, intitulée « Résolution sur la politique de la Maison-Blanche en matière de défense », a été adoptée à l'unanimité par la commission des Affaires étrangères du Sénat. Elle est considérée comme une étape importante dans la lutte contre l'augmentation des dépenses militaires.

La résolution, intitulée « Résolution sur la politique de la Maison-Blanche en matière de défense », a été adoptée à l'unanimité par la commission des Affaires étrangères du Sénat. Elle est considérée comme une étape importante dans la lutte contre l'augmentation des dépenses militaires.

EUROPE

Yougoslavie

Relaxe pour un journaliste qui avait critiqué le premier ministre

De notre correspondant

Belgrade. - Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais le verdict prononcé, le 10 juillet, par le tribunal de Ljubljana en faveur de M. Tomaz Mastnak, journaliste accusé d'avoir présenté M. Mikulic, devenu entre-temps premier ministre fédéral - comme l'instigateur de « mesures répressives » prises au cours des dernières années dans la République de Bosnie-Herzégovine contre les intellectuels, est incontestablement une « première » de la jurisprudence yougoslave.

En effet, ce genre de délits a été régulièrement sanctionné, jusqu'à présent, souvent par de lourdes peines de réclusion, conformément à la loi sur le « délit oral de nature à troubler l'opinion publique ». Or, cette fois, le procureur a déclaré qu'il renonçait aux poursuites, précisant que, tout compte fait, le texte de M. Mastnak émis par la Radio de la jeunesse et repris par le journal *«Mladina»* ne présentait qu'un danger minime pour la société.

M. Mastnak avait été inculpé en janvier dernier. Dans son texte, il avait affirmé que M. Mikulic, à l'époque numéro un de Bosnie-Herzégovine, était à l'origine de la condamnation, à Sarajevo, du professeur de sociologie, M. Vojislav Seselj, à huit ans de réclusion, et

d'autres condamnations qui avaient suscité de nombreuses protestations.

Dans sa défense, M. Mastnak a réitéré, en substance, tous les points de son texte. L'audience a duré une heure, et la déclaration du procureur annonçant qu'il renonçait aux poursuites a été applaudie par une salle archicomble.

Il est prématuré de penser que les fameux paragraphes sur le « délit oral » qui furent appliqués dans la quasi-totalité des procès faits aux contestataires et dissidents vont disparaître à brève échéance du code pénal. Néanmoins, l'issue du procès de Ljubljana semble indiquer qu'on s'oriente vers une application moins rigide de ces textes. Ce verdict inhabituel intervient au lendemain du treizième congrès de la Ligue des communistes, un congrès marqué par de virulentes critiques adressées aux dirigeants par certains délégués.

PAUL YANKOVITCH.

● Doublement - éphémère - du prix du pain. - Le gouvernement yougoslave a annoncé, jeudi 10 juillet, la hausse allant de 100 à 150 % du prix du pain qu'il avait annoncée la veille. Cette décision avait provoqué la colère des députés, car elle intervenait après l'adoption d'une nouvelle loi fédérale portant que toutes les augmentations doivent être notifiées cent vingt jours à l'avance. - (Reuter).

RFA

APRÈS L'ATTENTAT DE MUNICH

La police ouest-allemande recherche neuf membres de la Fraction armée rouge

Wiesbaden. - La police criminelle fédérale (BKA) recherche neuf membres de la Fraction armée rouge (RAF) après l'assassinat, mercredi près de Munich, du professeur Karl Heinz Beckurts, membre du directeur du groupe électro-technique Siemens, tué ainsi que son chauffeur.

La police possède « des preuves » que ces neuf suspects ont séjourné récemment dans le sud de la RFA. Il s'agit de cinq femmes et quatre hommes : Eva Sybille Häule-Frimpong (trente-deux ans), qui passe pour une spécialiste du rangement des explosifs; Birgit Elisabeth Hofegfeld (trente ans); Andrea Martina Klump (vingt-neuf ans); Sigrid Sternebeck (trente-sept ans); et Barbara Meyer (trente ans), dont on pense qu'elle était déjà impliquée dans l'assassinat de l'industriel Ernst Zimmermann, le 1^{er} février 1985, également près de Munich; Horst Ludwig Meyer (trente ans), son mari; Christoph Eduard Seidler (vingt-huit ans); Thomas Simon

(trente-trois ans), enfin, Wolfgang Werner Grams (trente-trois ans). Tous figurent sur le plus récent avis de recherches publié en avril dernier par la BKA et comportant les photos et signalements de dix-huit membres du « noyau dur » de la RAF. Ces neuf personnes auraient disposé d'une « planque » dans Munich ou ses environs.

Le BKA a également publié une description de la bombe utilisée pour l'attentat: elle était composée de deux bouteilles de gaz propane d'une hauteur de 48 centimètres remplies de 30 kilos d'explosifs de fabrication artisanale. Ces bouteilles sont du même type que celles construites spécialement pour les chemins de fer ouest-allemands.

Des engins identiques avaient été utilisés dans l'attentat sur la base militaire américaine Rhein-Main de Francfort, le 8 août 1985, qui avait fait deux morts et avait été revendiqué conjointement par la RAF et l'Action directe.

République sud-africaine

Sévères mesures de sécurité dans les écoles à l'approche de la rentrée

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, rencontrera le président sud-africain, M. Pieter Botha, les 23 et 24 juillet, dans le cadre de la mission de bons offices que lui a confiée la CEE. Après la Zambie, qu'il a quittée mercredi soir 9 juillet, Sir Geoffrey devait s'entretenir, jeudi, avec le premier ministre zimbabwéen, M. Mugabe, à Harare, puis se rendre au Mozambique et en Afrique du Sud. A Bonn, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a indiqué que des sanctions économiques contre Pretoria étaient « en vue », la

RFA ne pouvant se permettre de se retrouver « isolée au rapport au monde libre occidental ».

En Afrique du Sud, la grève des mineurs, commencée jeudi 3 juillet dans certaines mines de diamant, où elle vient de cesser, et qui avait gagné les mines d'or, s'est étendue à près de mille mineurs de charbon du sud-est du Trans-

vaal, qui observent des arrêts sporadiques de travail. Alors que le gouvernement a décidé de limiter l'insurrection anti-apartheid à la ville de Soweto (autre la région de Johannesburg était auparavant concernée), le COSATU, principale confédération syndicale noire du pays, a annoncé qu'il envisageait une journée nationale d'action, le 14 juillet, pour protester contre l'état d'urgence. Enfin, une bombe a explosé jeudi à la Bourse de Johannesburg, sans faire de victimes. - (AFP, Reuter, AP.)

De notre correspondant

Johannesburg. - Afin d'assurer un fonctionnement normal de l'enseignement dans les écoles noires, le ministère de l'éducation et de la formation a mis au point un « plan d'action », série de mesures concernant 1,7 million d'élèves et 48 000 enseignants qui, lundi 14 juillet, doivent reprendre les cours avec un retard de quinze jours.

Ce délai a été imposé par les autorités pour mettre en application les nouvelles dispositions.

Désormais, tout élève devra être porteur d'une carte d'identité scolaire pour pénétrer dans les locaux, les uniformes n'étant pas considérés comme suffisants pour faire le tri entre les vrais écoliers et les « voyous ». Tous les établissements, au nombre de sept mille, seront entourés d'une clôture fermée par une grille. Leur surveillance sera assurée par du personnel de sécurité.

auquel la police pourra prêter main forte dans certains secteurs « chauds ».

A l'avenir, les enseignants devront être vêtus « correctement », c'est-à-dire ne pas s'habiller comme des « jardiniers » ou des « hommes à tout faire ». Ils devront rester dans les bâtiments pendant les heures de cours, sous peine de renvoi immédiat. Ordre leur a été donné de faire disparaître des salles de classe posters et slogans politiques. Ils devront aussi souscrire « aux règles normales d'objectivité au regard de leurs convictions sociales et politiques et de leur responsabilité envers les enfants dont ils ont la charge ». En cas de difficulté à faire respecter ce « plan d'action », ils ont à leur disposition un numéro de téléphone secret.

Ces mesures destinées à « normaliser la situation scolaire » ont été

décidées sans consultation des organisations de parents et d'élèves car, selon le ministère, elles ont un caractère administratif. Comment seront-elles acceptées ? Les écoles restent un foyer important de la révolte dans les townships. Petit à petit, d'ailleurs, se met en place un mouvement d'opposition parallèle, manifestement destiné à sensibiliser les écoliers à la condition de la communauté noire.

C'est pour éviter que les établissements scolaires ne se transforment en écoles de la contestation que les autorités ont décidé de serrer la vis. « Il est absurde », a déclaré M. Jaap Strydom, directeur général adjoint au ministère, de suggérer que ces nouvelles mesures de sécurité vont transformer les écoles en prisons virtuelles. - MICHEL BOLE-RICHARD.

Cameroun

Un « journaliste-surveillant »

Journaliste ? Détective appointé ? M. Jacques Tillier, grand reporter au *Journal du Dimanche*, reconnaît en tout cas dans un entretien publié vendredi 11 juillet dans le *Matin* de Paris, l'exactitude des accusations prononcées contre lui par l'Événement du jeudi et TF 1. « Depuis un an et demi, indique-t-il, je collabore avec l'Etat camerounais dans le but de favoriser l'image de cet Etat à l'extérieur de l'Afrique ».

Selon l'Événement du jeudi (numéro daté 10-18 juillet) et TF 1 (qui a diffusé un reportage sur l'affaire Tillier) mercredi dans son journal de 20 heures, Jacques Tillier a signé un contrat de travail avec la délégation générale à la sûreté nationale, qui dépend de la présidence de la République du Cameroun, prévoyant notamment d'« assurer au Cameroun un positionnement positif dans l'opinion, par contraste avec l'image d'Afrique sous-développée et affaiblie ».

Il doit en outre rendre compte aux autorités camerounaises, c'est-à-dire, en fait, au chef de l'Etat, M. Paul Biya, de toutes activités de l'ancien président camerounais, M. Ah Ahidjo, qui réside sur la Côte d'Azur, à Grasse. Pour mener cette double

mission, le contrat de travail prévoit la création d'un « cabinet ».

Le fonctionnement de celui-ci est assuré par « une dotation mensuelle (qui) est attribuée à M. Jacques Tillier. Son montant est fixé à 10 millions de francs CFA (200 000 francs français), les honoraires de M. Tillier s'élevant à 4 millions CFA (80 000 francs). L'événement du jeudi publie plusieurs photocopies de documents - dont M. Tillier confirme l'authenticité dans le *Matin* - qui sont autant de preuves.

Dans sa riposte, M. Tillier déclare qu'il ne s'est « jamais caché » de ses activités et précise : « S'il s'agit bien de surveillance exercée sur l'ancien président de la République camerounaise, ces surveillances ont été effectuées dans un cadre purement journalistique (...). Que mes informations aient été ensuite utilisées... c'est une évidence ».

M. Tillier, qui a tant à préciser qu'il n'est pas « le seul journaliste à collaborer avec la présidence d'un pays africain », reconnaît avoir transmis des « comptes rendus d'observation » à M. Denis Ekou, secrétaire d'Etat camerounais à la santé, qui était chargé du suivi de l'étrange collaboration de M. Tillier.

DIPLOMATIE

Les négociations sur le contrôle des armements

(Suite de la première page.)

Et les Etats-Unis, pour leur part, souhaitent plus modestement, renforcer les procédures de vérification prévues par les deux accords de limitation signés dans les années 70.

Il semble cependant que le Kremlin ait laissé espérer une ouverture vis-à-vis de Washington en matière de vérifications directes sur le terrain. Plus généralement, toute esquisse de progrès dans le domaine de la vérification du respect des accords existants marquerait surtout un déblocage significatif, dans la mesure où l'une des principales critiques faites par l'équipe en place à Washington au principe même du contrôle des armements est qu'il n'impose en pratique aucune contrainte réelle à l'URSS, puisque celle-ci n'aurait aucune difficulté à violer sa propre signature.

Symboliquement au moins - et peut-être, demain, de façon plus décisive - la perspective de pourparlers sur les questions de contrôle constitue ainsi une étape d'autant plus importante que, sur le fond, les choses évoluent également. Envisagée comme la plus plausible des hypothèses de compromis depuis que les recherches sur la « guerre des étoiles » ont été véritablement lancées, en 1984, la possibilité de voir Moscou troquer de tangibles concessions sur la réduction des armes nucléaires offensives contre un ralentissement du programme d'initiative de défense stratégique a, en effet, commencé à prendre corps.

L'incertitude est, en ce domaine, immense, puisque M. Reagan affiche un irréductible attachement à l'idée de développement d'un « bouclier stratégique », alors que les dirigeants soviétiques veulent, eux, éviter à toute force d'avoir à relever le défi technologique et financier que représenterait le déploiement d'un système de défense antimissile de cette ampleur.

Une vraie réduction ?

Le 11 juin dernier, Moscou a proposé, dans le cadre des pourparlers en cours à Genève depuis presque un an et demi, d'assouplir nettement ses positions sur les procédures de comptabilisation d'une réduction des armes nucléaires (le *Monde* du 13 juin). La contrepartie demandée est que Washington s'engage à respecter, pour une période de quinze à vingt ans, le traité ABM sur les armes antimissiles, qui peut, dans ses termes actuels, être dénoncé sur simple préavis de six mois. L'URSS espère parvenir, de cette manière, à cantonner pour plusieurs années le développement du programme IDS à la recherche en laboratoire, puisque le traité ABM - que beaucoup, à Washington, souhaiteraient dénoncer - impose de très strictes limitations à la mise en place de systèmes défensifs.

L'offre soviétique n'en est pas moins intéressante pour la Maison Blanche car, si elle ouvrait la voie à un accord, elle permettrait, en premier lieu, à M. Reagan d'en-

trer l'histoire comme le premier président américain sous lequel on serait parvenu à une réduction, et non pas à une simple limitation, du niveau des armes nucléaires. Cela a toujours été l'objectif proclamé de l'effort de réarmement mené depuis cinq ans, et M. Reagan pourrait donc se targuer d'avoir vu juste dès le début.

Second intérêt pour Washington : elle n'implique pas, en fait, de concessions déshonorantes, car il serait, en tout état de cause, plus qu'improbable que les recherches sur la « guerre des étoiles » puissent déboucher sur des essais de grande ampleur et, plus encore, sur un véritable déploiement avant le milieu de la prochaine décennie. Une reconnaissance du traité ABM permettrait, en revanche, à la Maison Blanche d'obtenir un plein feu vert pour la recherche en laboratoire.

Hommage à M. Gorbatchev

Le jour même où avait été faite la proposition soviétique, M. Reagan rendait, au cours d'une conférence de presse, un hommage appuyé à M. Gorbatchev, qualifié de « premier dirigeant soviétique à avoir jamais parlé, de lui-même, d'une réduction des armes nucléaires ». Une semaine plus tard, le président américain se rendait à Glassboro et saluait - de cette ville du New-Jersey où avait eu lieu, en 1967, le sommet soviéto-américain qui avait ouvert la voie au premier traité SALT - le « sérieux effort » fait par les Soviétiques. « Nous croyons », ajoutait-il après avoir parlé d'un « tournant », qu'une atmosphère existe peut-être

réellement qui permettra de sérieuses discussions ».

Après que le nouvel ambassadeur soviétique à Washington, M. Doubinine, eut remis à M. Reagan, le 23 juin, une lettre de M. Gorbatchev, le président américain se dit, cette fois-ci, dans un entretien accordé le 3 juillet à *USA Today*, « optimiste » sur la possibilité d'un nouveau sommet et sur celle de parvenir « à un accord sur certains des objectifs que nous partageons ».

Quelques jours plus tôt, des déclarations au *Los Angeles Times* avaient, pour la première fois, laissé vaguement entrevoir un assouplissement sur l'IDS. Mercredi dernier enfin, M. Reagan qualifiait, dans le *Daily News*, d'« encourageantes » les propositions soviétiques.

La réponse de M. Gorbatchev est en cour d'élaboration, indique-t-on officiellement à la Maison Blanche, en précisant qu'aucune indication ne sera donnée sur son éventuel contenu avant qu'elle n'ait été adressée à son destinataire. On sait seulement que, dans le droit fil d'un conflit politique déjà ancien, M. Shultz pousse à ne pas ignorer le geste soviétique, tandis que M. Weinberger y dénonce une chausse-trappe pour l'IDS. A en croire le *Washington Post*, M. Reagan serait, pour sa part, encore indécis, mais voudrait obtenir une réduction de moitié du niveau des armes offensives, au lieu des 35 % dont parle Moscou.

Dès jeudi matin, la Maison Blanche examinait les premières informations qu'elles avaient reçues sur les conversations de MM. Mitterrand et Gorbatchev. Les choses évoluent, ce qui ne signifie pas qu'elles aboutiront.

BERNARD GUETTA.

AFRIQUE

Tunisie

Quatre condamnations à mort dans le procès des « anarchistes islamiques »

De notre correspondant

Tunis. - Le tribunal militaire de Tunis, a prononcé, le jeudi 10 juillet, quatre condamnations à mort, dont deux par contumace, quatre peines de travaux forcés à perpétuité et d'autres s'échelonnant de cinq à vingt ans de prison ou de travaux forcés. Vingt-six Tunisiens, parmi lesquels un lieutenant de l'armée - ce qui explique leur comparution devant une juridiction militaire - avaient à répondre d'association de malfaiteurs, d'attaque à main armée, de vols qualifiés, d'atteinte aux biens d'autrui et de détention d'armes et d'explosifs. Ils avaient été arrêtés au mois de mai dernier après s'être livrés, dans les mois précédents, sans grand succès d'ailleurs, à des attaques contre une agence bancaire, une recette postale, un poste de police où un agent avait été blessé, et à des cambriolages, notamment chez un armurier.

Etrange affaire que l'accusation s'est employée, tout au long du procès, à vouloir maintenir dans un cadre exclusivement crapuleux, alors que le chef du groupe - l'un des condamnés à mort, Habib Dahoui -, se réclamant du Djihad islamique, a clamé sur tous les tons n'avoir agi qu'en militant politique.

Cet éleveur de volailles, âgé d'une quarantaine d'années, dont l'itinéraire professionnel et politique paraît aussi confus que le mouvement, a expliqué que le groupe qu'il avait commencé à recruter

principalement dans les mosquées, dès 1982, n'avait qu'un seul objectif : se procurer des armes, ou de l'argent pour en acheter, afin d'être en mesure de créer dans le pays un climat de guerre civile. « Nous ne sommes pas des bandits comme on veut le faire croire, a-t-il répété tout au long des débats. Nous voulons des armes pour lutter contre le régime vendu à l'impérialisme français et américain, créer l'anarchie et un climat propice à la révolution islamique ».

Les autres accusés, étudiants ou lycéens, commerçants, employés, agriculteurs, ont tenté de minimiser leur rôle, affirmant avoir agi sous l'influence de Habib Dahoui ou, comme le lieutenant Ouchali Kilani - le second condamné à mort en état d'arrestation, - ont nié toute participation aux activités du groupe.

Banditisme ou subversion ? Mythomanie de l'accusé principal ? Quoi qu'il en soit, c'est la première fois, en Tunisie, qu'un accusé proclame haut et fort son appartenance au Djihad islamique et adopte devant ses juges une attitude aussi suicidaire.

Coincidence troublante en parallèle de cette affaire : les journaux locaux ont rapporté récemment que, à deux reprises, des policiers de garde devant des bâtiments diplomatiques ont été agressés par des individus qui tentaient de s'emparer de leurs armes.

MICHEL DEURÉ.

Les nouveaux tarifs jeunes de TWA

Destinations	Tarif A/R en francs*
New York	3.390
Boston	3.390
Washington	3.590
Chicago	3.890
Miami	4.290
Orlando	4.290
Dallas	4.690
Houston	4.690
Los Angeles	5.290
San Francisco	5.290

Pour plus d'informations, contactez TWA au 47.20.62.11, ou votre agent de voyages.

* Conditions: Age: 12-24 ans inclus. Tarifs valables jusqu'au 23 juillet 86. Billet valable jusqu'au 31 octobre 86. Séjour minimum 14 jours.

TWA ouvre la voie vers les USA.



AFRIQUE

LE SOUDAN UN AN APRÈS LA CHUTE DU PRÉSIDENT NEMEIRY

Les hésitations de Khartoum et l'intransigeance du colonel Garang perpétuent la rébellion du Sud et menacent la démocratisation

De notre envoyé spécial

Khartoum. - Plus d'un an après la chute du président Nemeiry, rien n'a été fait ou presque pour régler le problème de la guerre civile dans le Sud, l'égée par l'ancien régime. Comme dans le cas de la *chiria* (loi islamique), qui fut l'une des causes de ce conflit, les militaires, dans la période de transition vers un gouvernement civil, ont été d'une étonnante passivité.

Il leur a fallu deux mois pour songer à entrer en contact avec le colonel Garang. Deux longs mois au cours desquels des échanges publics d'invoctives, d'accusations et de contre-accusations avaient empoisonné le climat politique et rendu difficile, sinon impossible, une réponse favorable des rebelles du Sud.

La division du Sud en trois régions distinctes, en juin 1983, par le président Nemeiry n'a pas été remise en question. L'accord d'Addis-Abeba qui avait mis fin, en 1972, à dix-sept années de guerre civile entre le Nord et le Sud, stipulait pourtant que les provinces de Bahr-el-Ghazal, du Haut-Nil et de l'Équatoria constituaient une région « unie et autonome ». Le président Nemeiry, au cours des derniers mois de son règne, avait, sur le papier du moins, annulé sa décision de diviser le Sud en trois.

Les militaires décrétèrent donc, dès leur arrivée au pouvoir en avril 1985, la reconstitution du Haut Conseil exécutif (HCE), qui aux termes de l'accord d'Addis-Abeba est chargé de gouverner la région autonome. Ils s'en sont tenus là, et les trois régions théoriquement réunifiées, ont été mainte-

mus distinctes, sous l'appellation de « zones administratives » et dotées de mini-gouvernements comprenant trois commissaires assistés de ministres. Une fois de plus, les « divisionnistes » de la province de l'Équatoria ont donc remporté la partie.

Le nouveau succès des « divisionnistes »

Cédant au chantage, le CMT n'a rien fait pour tenter d'imposer son autorité. Les huit membres du HCE, dont deux Équatoriens, ont été ainsi relégués dans l'inaction au dernier étage de l'immeuble de... la poste centrale de Khartoum durant toute la période de transition.

Les positions du nouveau premier ministre, M. Sadek El Mahdi, ne semblent guère différer de celles de ses

prédécesseurs en ce qui concerne le problème épineux de l'unité du Sud. Il vient en effet de proposer une solution de compromis qui en réalité donne satisfaction aux « divisionnistes », puisqu'elle accorde à la région d'Équatoria un statut spécial au sein du Sud réuni.

En fait, dans l'esprit de M. Sadek El Mahdi, cette solution ne constitue qu'un pis-aller en attendant la conférence constitutionnelle tant attendue qui réglerait une fois pour toutes le problème du Sud dans ses moindres détails. Avant même sa victoire électorale, il avait engagé, à Koka-Dam, en Éthiopie, par l'intermédiaire de l'Alliance nationale, dont son parti, l'Oumma, est membre, des négociations avec le colonel Garang, en vue de la convocation de cette conférence à laquelle seraient conviés tous les partis et organisations soudanaises.

Il a, dans ce domaine, remporté un succès non négligeable, puisqu'il a réussi à amorcer, avec le Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS) du colonel Garang, un dialogue de ce genre qui avait obstinément refusé d'engager avec ses prédécesseurs.

Mais ce dialogue ne semble pas devoir aboutir rapidement. La séance inaugurale de la conférence constitutionnelle prévue pour la troisième semaine de juin n'a pas eu lieu, et les négociateurs n'ont apparemment pas réussi à contourner l'obstacle essentiel aux pourparlers de paix qu'est la *chiria*. Toutes tendances confondues, les quelque vingt-huit députés sudistes ont boycotté la séance inaugurale du Parlement pour protester contre le maintien de la *chiria* « même sous une forme plus humaine ».

Les partis et les députés du Sud sont unanimes pour réclamer, comme le colonel Garang, l'abolition sans conditions de la loi islamique et le retour à une Constitution laïque, sans laquelle, soulignent-ils, il ne saurait y avoir de Soudan uni et d'égalité entre musulmans et non-musulmans (*le Monde* du 10 juillet).

L'impossible victoire militaire

Alors que tout semble plaider pour une solution négociée entre le gouvernement et les rebelles, M. Sadek El Mahdi, qui s'est attribué le poste-clé de ministre de la défense, semble avoir opté pour une solution militaire. Dans une interview fort remarquée accordée à l'hebdomadaire *Newsweek*, il a affirmé que, parallèlement aux efforts en vue de la conférence constitutionnelle, il était nécessaire de mettre sur pied une force militaire puissante qui constituerait, selon lui, « le principal moyen de dissuasion contre la violence dans le Sud ». Il a laissé également entendre qu'il n'excluait pas une sorte d'arrangement avec les dirigeants éthiopiens, qui « considèrent Garang et ne lui laissent guère beaucoup de choix dans les décisions qu'il prend ».

L'idée d'une intensification de l'effort de guerre est cependant peu populaire au Soudan tout comme la stratégie du colonel Garang dont la volonté de poursuivre le combat sur le

terrain jusqu'à la formation à Khartoum d'un gouvernement qui lui serait favorable, rencontre de moins en moins d'adhésion populaire dans le Nord.

La poursuite de la guerre semble suicidaire pour le Nord où elle compromet la tentative de démocratisation en cours et les efforts en vue d'assainir une économie grevée par une dette extérieure de 9 milliards de dollars. Elle est tout aussi désastreuse pour le Sud, que les combats transforment en terre brûlée.

Des méthodes de combat peu orthodoxes

Démoralisée par les épurations successives au sein du haut commandement militaire, sous-équipée, l'armée soudanaise a depuis longtemps abandonné l'idée de combattre de front les rebelles. Cantonnée dans les principales garnisons des villes de Bahr-el-Ghazal et du Haut-Nil et de l'Équatoria, elle n'entre en action que ponctuellement lorsqu'elle est attaquée par les unités de l'ALPS. La tactique de cette dernière est d'ailleurs d'encercler et d'asphyxier villes et villages afin d'obtenir le rétablissement des garnisons locales ou bien leur effritement, la plupart des soldats étant originaires du Sud et en conséquence perméables à la propagande rebelle.

Pour faire face à la guerre non classique menée par les maquisards, les militaires de Khartoum ont de plus en plus recouru à des méthodes de combat peu orthodoxes utilisées déjà sous le règne de l'ex-président Nemeiry : armer les tribus musulmanes traditionnelles rivales des tribus chrétiennes ou animistes, notamment les Misseriyas, des nomades arabes du Sud Kordofan pour attaquer les Dinkas de la région de Bahr-el-Ghazal, qui constituent le plus grand groupe ethnique autonome du Soudan et le réservoir humain d'où proviennent la plupart des combattants de l'ALPS qui se meuvent dans ces territoires comme des poissons dans l'eau.

C'est ainsi que, entre le 24 décembre 1985 et le 4 janvier 1986, des nomades Misseriyas - environ un millier de jeunes disposant d'un armement moderne fourni par les militaires - ont entièrement ravagé, dans la région dite de Twic, située au nord du district de Gogrial, un territoire de près de 200 000 habitants. Selon un rapport adressé par les notables de Wau au général Sewart El Dahab, chef du CMT, plusieurs milliers de logements, une centaine de magasins, douze écoles, six cliniques et une église catholique ont été incendiés par les attaquant, qui, apparemment, étaient encadrés par des militaires en civil.

Ils ont également brûlé ou détruit près de 48 000 tonnes de grains de millet, mûr, définitivement sept puits qui venaient d'être creusés par l'UNICEF et emmené avec eux 20 000 bovins et quelque 30 000 chèvres et moutons. À la suite de ce razzia, près de 160 000 personnes ont perdu leurs foyers et ont dû se réfugier au sud de la rivière Lol dans un territoire aride et désertifié.

Toujours, selon ce même document, la razzia avait été précédée, le 25 novembre 1985, par un raid de dix

jours conduit par un groupe de 300 Misseriyas armés, dans un autre territoire de la région de Twic habité par 100 000 Dinkas. Le bilan de l'expédition a été également lourd : 53 000 bovins et près de 150 000 chèvres et moutons volés par les attaquant, plusieurs centaines de logements réduits en cendres et toute la population déplacée au sud de la rivière Lol, dans un réduit déjà exsangné par des rétrogrades misés par les privations, la famine et les intempéries.

On estime à plusieurs centaines de milliers le nombre de bovins qui ont été égorgés, volés ou dispersés par les Misseriyas ou par d'autres groupes de nomades arabes également armés et encouragés par l'armée depuis le début de la guerre civile. « Il s'agit, nous a dit un fonctionnaire d'une organisation soudanaise humanitaire de Khartoum, d'une véritable tentative de génocide. On sait que les bovins constituent la base de la vie économique des Dinkas, et tuer le bétail en territoire Dinka, c'est priver la population locale de ses moyens de subsistance pour en faire un peuple déraciné et dépendant de l'aide internationale, c'est-à-dire placé dans l'impossibilité d'aider les rebelles de l'ALPS. »

Le drame de la famine

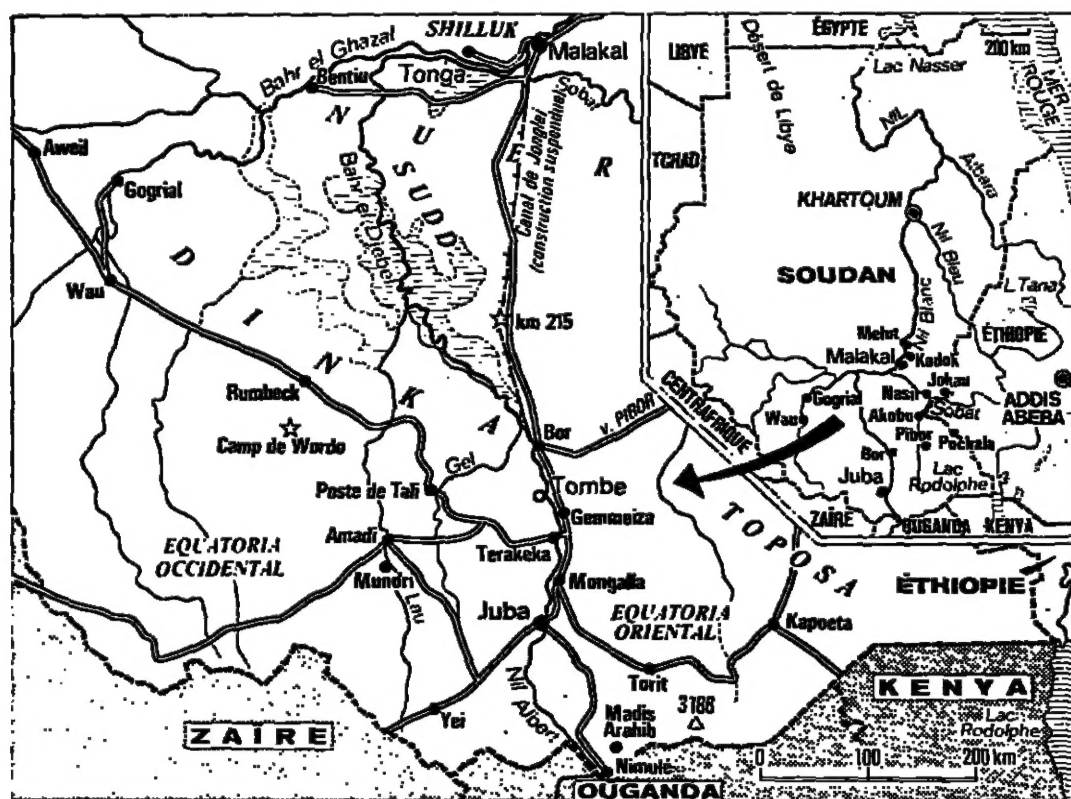
L'organisation britannique humanitaire Oxfam, très active dans le sud du Soudan, a lancé vers la mi-mai un appel au cessez-le-feu pour permettre la distribution de nourriture aux populations des régions touchées par la guerre civile dans le sud du pays. Cet appel en vue d'une trêve alimentaire a été réitéré récemment par dix-sept organisations et Églises travaillant dans le Soudan du Sud. Les signataires estiment en effet que cette région court un grand danger à la suite de la guerre qui s'y déroule loin des feux de l'actualité, et qu'entre « deux et trois millions de personnes sont exposées à une menace imminente de famine ».

Une récente étude patronnée par l'Oxfam dans le district de Tereka indique que 38 % des enfants de cette agglomération, située à 100 kilomètres au nord de Juba, présentent de graves signes de malnutrition, en raison de la disparition graduelle des bovins, qui fournissent aux tribus indigènes le lait, le fromage, le beurre et la viande dont elles ont besoin pour leur subsistance.

Il est peu probable que les dirigeants soudanais prêtent l'oreille aux cris d'alarme lancés par les organisations humanitaires. L'ALPS a déjà rejeté la proposition de « trêve alimentaire », en affirmant que, dans le passé, les troupes gouvernementales avaient fréquemment violé ces trêves et détourné l'aide pour leur propre usage. La guerre civile, qui vient d'entrer dans sa troisième année, a creusé un océan de méfiance entre le Nord et le Sud. Le seul espoir de paix réside dans une solution politique négociée au sommet. Elle exige que les dirigeants du Nord rassurent les « sudistes » au sujet de la *chiria* et l'unité du Sud, et que les rebelles du colonel Garang fassent preuve de moins d'intransigeance.

JEAN GUEYRAS.

La situation militaire



Dans le Haut-Nil, l'armée contrôle la capitale régionale Matakak. Elle dispose de garnisons à Nasser, Bentin, Akobel, Juba, Melak et Koda, pratiquement assiégées dans un pays presque entièrement occupé par les unités de l'ALPS. Les postes militaires de Bor et Fabor sont constamment harcelés par les rebelles qui ont récemment contraint l'armée à évacuer le village de Pochala vers de la frontière éthiopienne et le point dit de « kilomètre 215 » situé sur le canal de Jonglei dont les travaux de creusement ont été arrêtés depuis février 1984.

L'Anyanya II, autrefois l'armée de l'ALPS, dispose de succursales entre Nasser et Akobel en régions Nomer. Au cours de l'année écoulée, l'Anyanya II s'est transformée en milice locale combattant les rebelles de l'ALPS pour le compte de l'armée dont elle fait désormais pratiquement partie.

Wau, la capitale de Bahr-el-Ghazal, et Awail sont assiégés par l'ALPS et seuls les convois militaires peuvent emprunter la route reliant ces deux agglomérations. Plus au sud, Rumbek, occupé le 4 mai dernier par les troupes du colonel Garang, a été reconquis par les forces gouvernementales venant de Maridi le 7 mai dernier. Mais les maquisards demeurent aux alentours de la ville et ont abattu le 18 mai à

l'aide d'un Sam-7 un hélicoptère militaire ayant à son bord le commandant de la garnison de la ville, l'évêque de Wau et plusieurs officiers d'organisations humanitaires. Les agglomérations de Yrol et de Shamba sont occupées par les maquisards.

Longtemps épargnée par la rébellion, l'est de l'Équatoria est depuis près d'un an un théâtre d'opérations menées par des unités de l'ALPS venues du plateau de Boma. La ville de Kapoeta est pratiquement assiégée par les rebelles qui se trouvent également entre Tirit et Juba, entre Mungalla et Gemmeiza. La route Juba-Bor est fermée à la circulation et celle qui relie Juba à Nimale se peut être empruntée que sous escorte armée. En revanche, les routes Juba-Mandiri et Juba-Yol sont relativement sûres. Tereka, plus au nord a été assiégé en 1985 pendant plusieurs mois. Enfin, l'ALPS vient d'annoncer l'occupation du poste de Tali à 150 kilomètres du nord-ouest de Juba par les unités venant probablement de Bahr el Ghazal.

Enfin, il n'existe pas d'implantation permanente de maquis rebelles dans l'ouest de l'Équatoria, mais des unités de l'ALPS ont été souvent signalées dans les environs d'Awail et de Mandiri.

GENÈVE 650 F. ALLER RETOUR

COUCOU!

Air France innove en Europe. Air France, c'est à partir du 10 juillet jusqu'au 31 août 1986 des tarifs aller-retour exceptionnels au départ de Paris vers Genève (650 F) et Zürich (875 F). Pendant tout l'été, d'autres tarifs aller-retour exceptionnels vous sont proposés comme : Londres

(595 F). Rome (1580 F). Naples (1780 F). Stockholm (1795 F). Oslo (1660 F) et Copenhague (1300 F).

Autant de preuves de la volonté d'Air France d'innover sans cesse pour mieux satisfaire ses passagers. Prix susceptibles de modifications sans préavis.

ASIE

Cinq jours de deuil précéderont les obsèques

ATRAVERS LE

مكتبة الامم المتحدة

هناك امه الاصل

ASIE

LA MORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE VIETNAMIEN

Cinq jours de deuil national précéderont les obsèques de Le Duan

Bangkok. — Le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Le Duan, est mort, le jeudi 10 juillet, à Hanoï, à l'âge de 82 ans, après une longue maladie.

Le numéro dix vietnamien, qui était âgé de soixante-dix-neuf ans, était gravement malade des reins depuis plusieurs années. Ses obsèques auront lieu le mardi 15 juillet, à l'issue d'un deuil national de cinq jours durant lesquels tous les spectacles et festivités seront suspendus, a précisé la radio. Le comité d'organisation des obsèques sera présidé par le numéro deux du parti, le président du Conseil d'Etat, M. Truong Chinh. Trois délégations étrangères seront invitées : celles d'URSS, du Laos et du Cambodge.

Trois proches des Soviétiques, avec qui il entretenait régulièrement sa « complète identité de vues », Le Duan disparaît à un moment crucial pour l'avenir du Vietnam. Le pays se débat dans des difficultés économiques très graves, à la suite de l'échec recouvert de l'application des réformes décidées il y a un an par le plénum du comité central. Le parti, source du pou-

voir, est en crise. A l'approche du sixième congrès, prévu pour novembre, des changements devraient intervenir au sein du bureau politique, mais il semble que l'immunité n'existe ni sur les personnes ni sur la politique à suivre, nous indique notre correspondant en Asie du Sud-Est, Jacques Bekaert.

Sur le plan international, le Vietnam souffre de l'isolement diplomatique qui sanctionne son occupation, depuis 1979, du Cambodge voisin. Quant aux relations avec la Chine, malgré quelques initiatives discrètes en vue de les améliorer, elles restent toujours aussi mauvaises. La République populaire maintient sa pression militaire sur la frontière nord du pays.

Le Duan était malade depuis longtemps et avait pratiquement cessé toutes activités depuis le début de l'année. Son décès ne devrait donc pas modifier les orientations présentes du Vietnam. Le système collégial de direction, déficient de balance entre instances diverses, excite tout écart trop brutal de la ligne décidée par le bureau politique.

L'organisation avant tout

A la tête du parti depuis plus d'un quart de siècle, Le Duan était devenu, après la mort de Ho Chi Minh en septembre 1969, le premier personnage du Vietnam. Ce petit homme au regard vif, né en 1908 dans la province de Quang-Tri — juste au sud de la ligne démilitarisée qui allait diviser pendant vingt ans le pays en deux, — s'est lancé dans l'action révolutionnaire dès les années 20. Ce qui lui valut, en 1931, d'être condamné à vingt ans de prison. Libéré en 1936, arrêté à nouveau en 1940, il est remis en liberté en 1945, quand le Vietnam s'empare du pouvoir. Dès lors, il va prendre part à la résistance dans le Sud, dont il devient le commissaire politique.

Ce n'est qu'après les accords de Genève qu'il rejoint le Nord. Ho Chi Minh, qui a assuré un temps l'intérim du secrétariat du parti — dont le titulaire, M. Truong Chinh, a été limogé pour ses « erreurs » dans la réforme agraire, — lui assure une promotion rapide. A la mort de l'« oncle Ho », Le Duan devient le *primus inter pares* de l'équipe mise en place par le fondateur du parti et de l'Etat. Cette équipe, que certains désignent de « transition », et fragile, aura tenu plus de quinze ans.

Tandis que M. Pham Van Dong gère et que le général Giap guerrière, Le Duan définit les grandes lignes à suivre. Le maître mot de son programme sera toujours l'« organisation », sans laquelle il ne peut y avoir ni parti, ni Etat, ni victoire, ni progrès économique et social. En

même temps, il participe à de nombreuses missions dans les pays « frères », chaque visite à Pékin étant équilibrée par un séjour à Moscou.

C'est n'est qu'après 1977 que la balance cessera d'être égale, avec la rupture avec la Chine. Pragmatique avant d'être idéologue, Le Duan porte désormais aux nues une Union soviétique devenue le seul appui du Vietnam, et dont, en 1966, il dénonçait le « révisionnisme ».

C'est lui qui prend la décision ultime des grandes offensives, que ses généraux seront chargés de commander sur le terrain. C'est lui qui définit le thème de la « grande production socialiste », qui doit faire d'un Vietnam arriéré et sous-développé une nation riche et forte, « progressant directement vers le socialisme sans passer par une étape de développement capitaliste » (1) et qui devrait résoudre toutes les difficultés.

C'est encore lui qui, au lendemain de la victoire du 30 avril 1975, pèse de tout son poids contre les « durs » de l'armée et du parti, pour une réunification en douceur et en faveur d'un compromis temporaire avec les Khmers rouges. C'est lui qui, fin 1977, mène les négociations de la dernière chance avec Pékin et qui, en juillet suivant, fait décider par le bureau politique d'en finir une fois pour toutes avec le régime Pol Pot. Enfin, avec M. Dong, il signe, le 3 novembre 1978, le traité liant le Vietnam à l'URSS.

Toutefois, les résultats de la socialisation de tout le pays ne seront pas tous au niveau des espérances : l'équilibre entre Moscou et Pékin, clé de l'indépendance, n'existe plus ; la victoire militaire au Sud ne s'est pas concrétisée politiquement, l'opposition persiste, le parti, en dépit des purges répétées, manifeste toujours des « phénomènes de négativisme » (corruption, autoritarisme...) et a même été atteint par le virus « chinois ».

Témoins les limogages de 1976-1977 et la fuite en Chine d'un des plus proches compagnons de Ho Chi Minh, M. Hoang Van Hoan, qui dénonçait désormais, « la dictature fasciste de la clique Le Duan ». Sur le plan économique, la « grande production socialiste » marque elle aussi le pas, toute l'énergie du pays étant déournée vers la guerre.

Le Vietnam étend son hégémonie sur ses deux petits voisins tandis que la guerre risque de reprendre un jour où l'autre à la frontière chinoise. Homme d'appareil rompu à mettre en théorie les problèmes concrets et à moduler le marxisme en fonction des « spécificités locales », et qui, depuis 1975, déclarait qu'il fallait « laisser la place aux jeunes », Le Duan manquait cependant de l'habileté manœuvrière dont avait su faire preuve Ho Chi Minh. Il laisse son pays isolé dans un état d'incertitude politique et de grave marasme économique.

PATRICE DE BEER.

(1) Rapport au quatrième congrès de décembre 1976.

AMÉRIQUES

Le Paraguay troublé par la modernité

(Suite de la première page.)

Même à Asunción, la modernité est loin d'avoir triomphé. La vie y continue au ralenti. Ministères à mi-temps, banques fermées après 11 heures. Et un mot, celui de « siesta » pour désigner l'après-midi, ces longues heures passées derrière les volets clos, dans un silence impressionnant.

Le premier train d'Amérique du Sud, le voilà. En 1961, pour son centenaire, le général Stroessner l'a « restitué au peuple paraguayen ». Une locomotive anglaise casquée d'une énorme cheminée dont trois hommes alimentent la chaudière avec des bûches. Pour faire les 40 kilomètres qui vont jusqu'à Ypacarai, il lui faut deux heures de danse essouffée et d'innombrables crachats.

Les restaurateurs qui écrivent leurs menus à la craie sur un tableau noir, les bureaux de poste qui offrent pots de colle et enciens sur des écriitoires de pierre, et font de la correspondance le plus solennel des beaux-arts, les vendeurs de chromos retouchés tirés des livres d'histoire, les écoles à pupitres, les églises pour films de Bunuel : ce Paraguay hors du temps fait souvent penser à la France d'avant-guerre, celles de Gaston Bonheur.

En même temps, une modernité en trompe-l'œil bouscule les anciens paysages : immeubles-tours, snacks, commerces coréens ou formosans qui regorgent de chaînes hi-fi et de jeux vidéo entrés en fraude, par des filières à peine clandestines, car hautement protégées. Le Paraguay reste, sans fausse pudeur, le premier contrebandier du continent et c'est par ironie, sans doute, plus que par un dernier scrupule, qu'il appelle « mau-mau » les Volkswagen, les Mercedes volées chez ses voisins, et revendues au quart de leur prix, après avoir été officiellement « blanchies ».

« Un monsieur qui a beaucoup réalisé »

Comme tant de villages paraguayens, Piribebuy étouffe par son silence, sa tranquillité. Guerre de radio, peu de voitures, et cet air de propriété — générale dans le pays — qui contraste avec la saleté du Brésil voisin. « Un endroit si calme, dit le curé, qu'il a l'air fait pour se reposer ».

Il y a plus d'un siècle, pendant la grande guerre, les femmes de Piribebuy se sont défendues contre l'invasion brésilienne en

lui jetant de l'eau bouillante, et en bourrant les canons avec des éclats de verre et du sable. Les enfants, eux, se sont peints des barbes et des moustaches pour tromper l'ennemi, de loin.

Aujourd'hui, le curé dit des paysans du cru qu'ils sont pacifiques, soumis, qu'ils ont « peur de s'organiser ». Que s'est-il donc passé ? Le courage a-t-il fait défaut contre le général Stroessner ? La question ne sera pas posée. Car le curé, qui passe pour progressiste, dit du général : « c'est un monsieur qui a beaucoup fait, il faut le reconnaître. Son tort, c'est de ne pas avoir préparé sa succession ».

Il faut aller plus loin, à Caaguazú, dans le département voisin, pour entendre un autre langage. A l'heure du *terere* — l'herbe matée infusée dans l'eau froide, et aspirée à la ronde avec une pipette, — Gabriel Garcia explique ce qui s'est passé à la campagne ces dix dernières années. Gabriel Garcia est l'un des jeunes dirigeants du Mouvement paysan, une organisation fondée sur les débris des Ligues agraires, dont l'Eglise avait pris l'initiative mais qui ont été démantelées en 1976 par la répression. Les quelques compagnons qui travaillent avec lui, dit-il, sont ceux qui ont échappé à la torture et à la prison. Il reconnaît que le régime a fait une réforme agraire — 100 000 bénéficiaires, selon les autorités, installés sur des terres pour la plupart publiques — mais les nouveaux propriétaires, faute de crédits, n'ont pas prospéré : ils ont quitté le monte, les collines où s'accrochaient leurs parcelles.

C'est avec ces paysans sans terre que Gabriel Garcia entend former l'armée de la révolte, dans un pays qui a longtemps ignoré la faim, chaque agriculteur ayant son lopin, ou trouvant dans l'émigration une échappatoire à la concentration foncière. Assis sur un tabouret, devant sa case, Gabriel Garcia parle « bien ». C'est pourquoi ses années l'ont envoyé, adolescent, « se former à l'étranger ». Il en est revenu en parlant mieux encore, mais avec tous les stéréotypes d'un marxisme mal digéré.

Selon lui, c'est « l'impérialisme qui a désigné le Paraguay comme producteur de coton et de soja ». C'est à droite qu'il faut classer les organisations et les partis paraguayens — même le Parti fédériste, membre de l'Internationale socialiste, — qui ne gravitent pas dans la nébuleuse gauchiste. Le comité des Eglises, financé par plusieurs cultes pour aider les paysans et les familles de prisonniers, n'est selon lui qu'un « appendice de la dictature ». L'histoire elle-même n'échappe pas à ses clichés : au dictateur Francia, il accorde un brevet d'anti-impérialisme pour avoir, au début du XIX^e siècle, fermé le Paraguay au commerce international et aux étrangers, et l'avoir soumis à une autarcie médiévale, durement contrôlée.

Le foulard rouge au cou

Entre ce militantisme schématisé, préluce à toutes les débaîtes, et le grand sommeil paysan, il y a place pour des réalités plus nuancées. Ce n'est pas aux *colorados*, bien sûr, qu'il faut en demander l'explication. Les *colorados* sont les membres du parti officiel qui, avec le général Stroessner et l'armée, domine le pays depuis trois décennies. Ils ont des sections dans la moindre localité — à la fois bureaux de police, écoles et dispensaires. Les jours de défilé, ils se mettent un foulard rouge, l'emblème du parti. Le même foulard qu'on voit, sur les portraits officiels, à l'étoile lumineuse de la *renaissance nationale*, le général Stroessner.

Quand le général est arrivé au pouvoir, disent les *colorados*, il n'y avait pas d'eau courante dans la capitale. Seulement 70 kilomètres de routes, d'Asunción à Eusebio-Ayala, étaient goudronnés. Le fleuve Paraguay couvrait le territoire en deux, et le pays tout entier était isolé. Au nord-ouest, le Chaco — plus de la moitié de la superficie totale — était un désert.

« Stroessner a fait construire un pont sur le Paraguay, et relié les deux moitiés du pays. Il a fait asphalter les routes qui vont vers l'Argentine, le Brésil, la Bolivie. Il a installé l'électricité dans les campagnes, colonisé le Chaco et substitué de nombreuses importa-

tions, comme le blé, qui sert à l'alimentation populaire. »

Les *colorados* parlent avec la simplicité et l'assurance de gens rarement contredits. Leur parti quadrille l'ensemble de la population. Pour être militaire ou fonctionnaire, il faut être *colorado*. Sans la carte du parti, les médecins ne trouvent pas d'emploi dans les hôpitaux publics et les avocats perdent leurs procès.

« Si quelqu'un ne prête pas sa voiture le jour où le parti fait une mobilisation, dit le curé de Piribebuy, il peut s'attendre à avoir des ennemis, par la suite, avec la police et la mairie. »

Une organisation verticale, aux ramifications multiples, qui n'a rien à envier à celles des pays communistes, ces Antéchristes cloués chaque jour au pilori. Au sommet de la pyramide, des profiteurs nombreux et fortunés. Chaque paysan peut montrer, dans sa région, une « hacienda » qui appartient à un général ou à un dignitaire. « Ici, les militaires sont propriétaires terriens, banquiers, industriels, transporteurs, assureurs ou contrebandiers », explique un confrère. On donne à certains généraux le nom du whisky dont ils monopolisent le trafic : il y a le général Haig, le général Ballantines...

Dans le « city tour » fait à Asunción avec les journalistes amis figure inévitablement le palais — en forme de château de la Loire — que s'est fait construire le général Andres Rodriguez, commandant du 1^{er} corps d'armée, et trafiquant notoire si l'on en croit la rumeur publique. Apparenté par sa fille au chef de l'Etat, le général Rodriguez passe pour l'un de ses successeurs possibles.

Le trésor d'Itaipu

La classe dirigeante s'est beaucoup enrichie avec la construction d'Itaipu, sur le Paraná. « Les gratte-ciel que vous voyez à Asunción, c'est Itaipu », dit, dans un raccourci, le rédacteur en chef d'un quotidien. Autrement dit, les fortunes engendrées par « le plus grand barrage du monde » ont été investies dans l'immobilier, quand elles n'ont pas émigré vers des coffres-forts étrangers. De 1976 à 1982, 150 millions de dollars sont entrés chaque année dans le pays.

C'est beaucoup, à l'échelle d'une économie microscopique. Le Paraguay n'a été que l'associé obligé du maître d'œuvre brésilien, le Parana étant fleuve-frontière entre les deux pays. Il a eu pour lui la moitié du chantier, avec les crédits correspondants.

Itaipu a révélé, en la grossissant, une évolution qui a précédé le barrage et qu'un sociologue, M. Domingo Rivarola, explique de la façon suivante : « Jusqu'aux années 60, 60 % des Paraguayens vivaient dans un rayon de 100 km autour de la capitale. Avec la colonisation et l'émigration spontanée, les frontières agricoles ont été repoussées : cinq cent mille personnes — soit le sixième de la population — se sont installées dans la région du Parana. Si un secteur de l'agriculture est resté statique, un autre secteur, moderne, s'est développé, surtout dans le soja. 80 % des Paraguayens continuent de vivre de l'agriculture, et la moitié habite les campagnes, mais ils écoutent la radio et beaucoup ont l'électricité. Ils se sont intégrés. Leur connaissance du monde, leurs habitudes ont changé. Mais le modèle politique, lui, n'a pas suivi. »

Surprise. Il faut venir à Asunción pour entendre un homme de gauche. En l'occurrence M. Euclides Acevedo, du Parti fédériste, décrit les mérites « objectifs » des multinationales : « En débarquant ici, elles ont modifié l'appareil productif, dit-il. Elles ont modernisé le pays, l'ont intégré au marché international. Le régime s'est trouvé petit à petit en décalage par rapport à une société qui s'est transformée. L'insurrection qu'il affronte aujourd'hui est de caractère culturel. Il ne sait pas comment y répondre : en cédant ou en réprimant. »

Il cède et réprime en même temps. Par incapacité de choisir, par désarroi ? Ou parce que le chef de l'Etat, en bon professionnel de la « poigne », sait que les deux méthodes sont nécessaires pour durer ? « Longue vie au général Stroessner », disent ses partisans. Longue patience, aussi, à ses opposants.

CHARLES VANHECKE.

A TRAVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Pas d'accord avec La Havane sur l'immigration

Washington (AFP). — A l'issue de deux jours de discussions, mardi 8 et mercredi 9 juillet, à Mexico, les Etats-Unis et Cuba n'ont pu se mettre d'accord sur la remise en vigueur d'un accord d'immigration entre les deux pays, signé en décembre 1984 et dénoncé au mois de mai suivant par La Havane, a annoncé jeudi le département d'Etat. Son porte-parole, M. Bernard Kalb, a précisé que l'échec était dû au fait que « Cuba avait insisté pour obtenir des changements importants et dommageables dans l'organisation de la diffusion radiophonique aux Etats-Unis ». L'accord avait été suspendu par le président Castro en représailles au lancement par les Etats-Unis, en mai 1985, d'émissions à destination de Cuba de Radio Martí, considérée comme anticastroïste par La Havane. M. Kalb n'a pas donné de détails sur les conversations qui se sont déroulées entre le conseiller juridique adjoint du département d'Etat, M. Michael Kozak, et le vice-ministre cubain des affaires étrangères, M. Ricardo Alarcon de Quesada. Le New York Times avait indiqué mardi que Cuba avait renoncé à demander la fermeture de Radio Martí, mais demandait en contrepartie le feu vert de Washington pour émettre vers les Etats-Unis sur la bande des ondes moyennes.

PHILIPPINES

Inquiétudes américaines

L'insurrection communiste aux Philippines s'aggrave et gagne du terrain, a estimé le jeudi 10 juillet le secrétaire adjoint américain à la défense, assurant que le président Corason Aquino devra « reprendre l'offensive ». M. Richard Armitage a souligné, dans un entretien avec une agence américaine, que la Nouvelle Armée du Peuple (NPA), bras armé du Parti communiste philippin, compte désormais le chiffre record de quelque 22 500 combattants et inflige plus de pertes aux forces gouvernementales qu'avant la prise de pouvoir de M^{re} Aquino, en février dernier. « La situation militaire est grave et empire, les communistes disposent de l'initiative et contrôlent, en fait, des zones où l'influence du gouvernement a diminué régulièrement depuis plusieurs années », a déclaré M. Armitage.

Par ailleurs, le président Reagan a exprimé sa « grande admiration » à M^{re} Aquino, pour la manière « saine et pacifique » dont elle a fait face à la récente tentative de putsch à Manille, a-t-on annoncé jeudi de source présidentielle philippine. — (AFP)

COLOMBIE

Assassinat d'un consul honoraire britannique

Bogota. — Le consul honoraire britannique dans la cité portuaire de Barranquilla, dans le nord du pays, M. Geoffrey Hutchinson, a été tué par

beilles par un commando de deux hommes, le jeudi 10 juillet, alors qu'il circulait en voiture dans le centre de cette ville. Atteint à quatre reprises par les coups de feu, M. Hutchinson est mort immédiatement. Les deux meurtriers, qui se trouvaient à bord d'une moto, ont pu prendre la fuite.

De citoyenneté colombienne, le consul britannique était une personnalité très connue à Barranquilla, où il était l'un des responsables d'une firme automobile anglaise. Cet assassinat intervient trois jours après la visite dans la ville de Jean-Paul II. Le pape avait appelé, dans une allocution, à mettre un terme à la violence. — (AP, UPL)

GRANDE-BRETAGNE

Un couple mystérieux condamné pour espionnage

Un couple de ressortissants est-allemands a été condamné, le jeudi 10 juillet, par le tribunal londonien de l'Old Bailey, à dix ans de réclusion criminelle pour « actes préparatoires » à des activités d'espionnage. Reinhard et Sonja Schultz vont être emprisonnés en prison beaucoup de leurs secrets. La cour a, en effet, admis ne pas connaître leur identité réelle et ne pas savoir quelles informations ils recherchaient, ni même s'ils en avaient déjà transmis aux services secrets dont ils dépendent. Au terme d'un procès de deux semaines, dont une grande partie s'est déroulée à huis clos, le jury est néanmoins parvenu à la « conclusion incontestable » qu'ils étaient des espions du bloc de l'Est, en raison de leurs faux documents d'identité, et du matériel sophistiqué d'émission et de réception de messages codés découverts dans leur maison d'Hounslow, dans la banlieue ouest de Londres, non loin de l'aéroport de Heathrow. Ils s'étaient mariés en 1984 à Londres. Les accusés qualifiés de personnes « intelligentes, talentueuses et déterminées » par le président du tribunal, n'avaient éveillé aucun soupçon chez leurs voisins ou leur proches. Leur propriétaire a même déclaré que, « parfois, ils laissaient leur clé sous le paillasson lorsqu'ils sortaient ». — (AFP)

ÉGYPTE

Mort du patriarche grec orthodoxe d'Alexandrie

Le Caire. — Nicolas VI, pape et patriarche grec orthodoxe d'Alexandrie et d'Afrique, est décédé le jeudi 10 juillet à Moscou à la suite d'un infarctus. Agé de soixante et onze ans, il se faisait soigner depuis un mois en URSS où il s'était rendu à l'invitation de l'Eglise orthodoxe russe. Elu patriarche le 10 mai 1988, Nicolas VI avait vu son autorité contestée au cours de ces dernières années. En 1981, il avait demandé aux autorités égyptiennes l'expulsion de cinq évêques pour « incompétence ». Plusieurs des évêques expulsés avaient requis le déstement du patriarche malade et presque aveugle. L'archevêque Barnabé Polissio assure l'intérim en attendant les élections qui doivent se dérouler dans les huit jours suivant l'annonce officielle de la vacance du trône patriarcal. L'Etat égyptien doit accorder l'investiture à l'élu. La communauté grecque orthodoxe d'Egypte compte quelque vingt mille membres, dont cinq mille d'origine hellénique. — (Corresp.)

Le colonel Garang et la démocratisation

Le colonel Garang, le chef du mouvement de libération du Soudan, a été élu président du Soudan le 10 juillet 1986, après une victoire écrasante aux élections générales. Cette victoire marque la fin d'une longue période de dictature militaire et l'ouverture d'une ère de démocratisation.

Le colonel Garang, qui a dirigé le mouvement de libération du Soudan pendant plus de dix ans, a été élu président du Soudan le 10 juillet 1986, après une victoire écrasante aux élections générales. Cette victoire marque la fin d'une longue période de dictature militaire et l'ouverture d'une ère de démocratisation.

Le colonel Garang, qui a dirigé le mouvement de libération du Soudan pendant plus de dix ans, a été élu président du Soudan le 10 juillet 1986, après une victoire écrasante aux élections générales. Cette victoire marque la fin d'une longue période de dictature militaire et l'ouverture d'une ère de démocratisation.

Le colonel Garang, qui a dirigé le mouvement de libération du Soudan pendant plus de dix ans, a été élu président du Soudan le 10 juillet 1986, après une victoire écrasante aux élections générales. Cette victoire marque la fin d'une longue période de dictature militaire et l'ouverture d'une ère de démocratisation.



Le colonel Garang, qui a dirigé le mouvement de libération du Soudan pendant plus de dix ans, a été élu président du Soudan le 10 juillet 1986, après une victoire écrasante aux élections générales. Cette victoire marque la fin d'une longue période de dictature militaire et l'ouverture d'une ère de démocratisation.

politique

LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le ministre de l'intérieur se pose en champion du juste milieu

M. Charles Pasqua est-il le juste milieu entre M. Georges Dufour et M. Jean-Marie Le Pen ? C'est en tout cas ce que le ministre de l'intérieur a tenté de le faire croire, le 10 juillet, à l'Assemblée nationale, lors de la deuxième journée de la discussion de son projet sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. A l'adresse des créateurs de la majorité, il n'a cessé de répéter que son texte était l'expression d'un juste équilibre entre la nécessité de mettre fin au laxisme et l'obligation de la générosité. Pourtant, à entendre les interventions des députés du RPR et de l'UDF, mais aussi, et surtout, leurs interjections pendant que parlait celui de l'extrême droite et de la gauche, il apparaît bien que le gouvernement a dû trouver

le délicat chemin qui lui permet de satisfaire son aile gauche sans trop désespérer son aile droite.

Une des solutions qu'il a trouvées réside dans une différence de tonalité entre les modalités du texte et le discours qui les accompagne : le second est à l'évidence plus sévère que les premiers. Tout cela donne un débat assez irréal, où effectivement les votes de la majorité basculent d'un camp dans l'autre : la droite classique se retrouve avec la gauche pour repousser les pétitions de principe, traduites en amendements, de l'extrême droite, mais elle reçoit le soutien du Front national quand il s'agit de s'opposer aux tentatives de la gauche pour adoucir les dispositions du projet.

Ce curieux jeu de bascule des uns et des autres permet toutefois une vraie discussion sur un réel problème. Les positions de tous sur l'immigration apparaissent clairement soit à travers les discours soit à travers les actes. Mais cela prend du temps. Le gouvernement a compris qu'il ne pourrait obtenir que son projet soit voté avant la fin de la semaine. Il a donc décidé que les travaux du Palais Bourbon du début de la semaine prochaine y seront aussi consacrés, retardant d'autant le débat sur le projet de M. Pierre Méhaignerie relatif aux rapports entre les propriétaires et les locataires.

La session extraordinaire va donc s'allonger encore un peu plus.

La fin de la discussion générale a pu donner quelques arguments à M. Charles Pasqua pour se présenter en arbitre entre des positions diamétralement opposées. La gauche, jeudi 10 juillet, a retapé sur le clou qu'elle avait commencé à planter la veille. Quand M. Bruno Gollnisch (FN, Rhône), affirme que Mgr Decourtray et SOS-Racisme, « sciemment ou inconsciemment, préparent une invasion de notre pays, pacifique pour le moment et encore, pas par la force », M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier) répond par avance : « A cultiver les allergies aux hybridations ethniques ou culturelles on s'achemine vers une impasse (...). L'islam de France n'est pas l'islam intégriste. Le Maghreb est notre plus proche sud. L'échange de civilisation est notre meilleur rempart. » Et M. Gérard Fuchs (PS, Paris), qui fut le président de l'Office de l'immigration, s'insurge : « Si les étrangers sont dans une situation de grande précarité, les phénomènes de ghetto, et par là la délinquance, se développent. »

De même, quand M. Gollnisch prétend : « Ce texte est un rideau de fumée, de la poudre aux yeux à l'intention de l'électorat (...). Il ne répond pas au souci des Français de préserver leur identité nationale (...). Vous cédez aux pressions des communistes, des socialistes et de divers groupes à prétentions humanitaires. » M. Guy Decourtray (PC, Haute-de-Seine) affirme à l'inverse : « A l'égard des étrangers le gouvernement se livre à une véritable opération de menace individuelle et collective (...). Loin de combattre efficacement l'immigration clandestine en frappant le patronat utilisateur, votre projet tend à fragiliser la situation des immigrés installés régulièrement en France. Vous préférez une immigration destructrice, malléable et soumise au bon vouloir de l'administration. »

Face à de tels échanges, M. Pasqua peut évoquer « des critiques parfaitement contradictoires émanant soit de ceux qui n'ont rien appris, rien compris ou qui ne veulent pas savoir, soit de ceux qui confondent une réalité préoccupante avec des risques de guerre civile ». Mais aux critiques des socialistes il répond en parlant « de procès d'intention », et en confirmant que le gouvernement a bien l'intention, à l'automne, de revenir sur les conditions actuelles d'utilisation du droit d'asile, qu'il estime « trop laxiste », et sur l'octroi « automatique » de la

nationalité française : « Il faudra pour obtenir celle-ci la demander et que cette demande soit acceptée ». M. Pasqua met même en cause « des regroupements familiaux anarchiques ».

Au Front national, à l'inverse, le ministre de l'intérieur répond que son projet aura de réelles conséquences sur l'immigration en limitant notamment « l'attribution automatique de résidents au cas méritant ». Pour lui, si l'extrême droite est si véhément dans sa critique, c'est simplement parce qu'elle craint que le gouvernement ne réussisse à régler le problème de l'immigration.

Les silences du gouvernement

Le ministre de l'intérieur est bien le seul à avoir entendu la majorité parler d'une même voix. M. Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne), quand il demande que l'on ignore pas les interrogations de « certaines autorités morales ou spirituelles », et que l'on « cesse de rendre les étrangers responsables de tous nos maux », a-t-il la même analyse que M. Yvan Blot (RPR, Pas-de-Calais) qui insiste sur la nécessité « de préserver l'identité culturelle de la nation française » ? M. Albert Mammy (UDF, Tarn), même s'il approuve l'esprit du projet, quand il souligne que les immigrés « sont particulièrement vulnérables, car il cumulent tous les handicaps », réagit-il de la même façon que M. Charles Elmann (UDF, Alpes-Maritimes) qui souligne que « le Coran est un livre religieux, social, politique et que le développement des mouvements intégristes ajoutera aux difficultés que pose la religion musulmane si différente de la nôtre et qui est la deuxième de France » ?

Ces divergences de sensibilité au sein de la majorité offrent évidemment un argument à la gauche pour répondre au ministre de l'intérieur. Ainsi M. Belorgey lui rétorque-t-il : « Vous êtes pris entre le désir de vous concilier des clientèles xénophobes et celui de ne pas trop vous aliéner les franges humanistes de votre électorat traditionnel. » M. Ducouret, lui, ne veut pas être dupé : « Ce ne sont pas les excès de langage de l'extrême droite ou du nom de la France aux Français qui vont faire passer par un modéré en la matière. La partition est bien réglée : il y a ceux qui crient fort et ceux qui crient moins fort... qui ne sont pas les moins dangereux. »

Pour éviter ce piège du gouvernement navigant entre deux extrêmes, la gauche va profiter de la discussion des articles et des amendements pour tenter d'obtenir des précisions des ministres sur la façon dont ils comptent appliquer ce texte. M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin), Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), Jean-Yves Le Deant (PS, Meurthe-et-Moselle), Jacques Roux (PC, Hérault) vont se relayer pour faire remarquer que les conditions mises à l'entrée des étrangers risquent d'avoir de fâcheuses incidences sur le tourisme, que l'appréhension de « moyens d'existence suffisants » sera bien compliquée à mettre en œuvre, que la porte sera ouverte à « tous les arbitraires », que la suppression du délai de vingt-quatre heures, avant le rapatriement de l'étranger dont l'entrée en France aura été refusée, l'empêchera concrètement d'avertir sa famille, ses amis, son consul, comme la loi lui en donne le droit. Tout cela sans succès. D'autant que M. Pasqua a préféré laisser à M. Robert Pandraud le soin de répondre et que celui-ci se refuse à donner des indications précises sur le contenu des

décisions d'application. Il se contente, sur le dernier point, d'affirmer que toutes les dispositions ont été prises avec les autorités consulaires. Pourtant, la majorité de la commission des lois, par la voix du rapporteur, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) est convaincue, elle aussi, que la mise en œuvre pratique du contrôle à la frontière ne sera pas aisée et elle aurait aimé obtenir quelques précisions du gouvernement. Dans sa réponse générale, M. Pasqua s'est contenté d'affirmer que toutes les instructions seront données aux services de police pour permettre aux étrangers d'user réellement du droit de contact avec l'extérieur, qui leur est reconnu.

Plus surprenant est le quasi-silence du gouvernement et de la majorité devant certains amendements du Front national, qui souhaite le rétablissement généralisé des visas, un contrôle sanitaire obligatoire à la frontière, la non-inscription dans les écoles des enfants de clandestins, le refus d'accorder à ceux-ci des logements HLM, etc. Des amendements si brutaux que M. Yvon Briant, qui vient d'être exclu du groupe de M. Le Pen, refusa de les voter, après avoir dit, il est vrai, que lui, contrairement à ses anciens amis, approuve le projet gouvernemental parce qu'il est « réaliste ».

La gauche fut seule à critiquer ces demandes de l'extrême droite, parlant d'« énormités » qui cherchent à « accablent les légendes sur les avantages dont bénéficieraient les immigrés clandestins ». Si le gouvernement veut continuer à se placer au « centre », il ne peut pas se borner à répondre aux amendements de sa gauche. Il lui faut aussi répondre à sa droite.

THIERRY BRÉNIER.

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LA BRIGADE DE RÉPRESSION DU BANDITISME

M. Chirac a donné à M. Pasqua des consignes de « calme » et de « dédramatisation »

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a rapporté, le 10 juillet, le jugement de ce dernier sur l'attentat commis la veille contre la Brigade de répression du banditisme, en le résumant en ces mots, empruntés à M. Jacques Chirac lui-même : « diabolique ». M. Baudouin a indiqué que le premier ministre, s'étant rendu sur place après l'attentat, avait trouvé « une police extrêmement tendue » qui avait « l'impression d'avoir été désignée du doigt depuis quelques jours ». L'habileté « diabolique » des poseurs de bombes avait donc consisté à s'en prendre au « maillet le plus sensible » de l'Etat, par un acte qui « risque de créer des réflexes dangereux ».

M. Chirac avait exprimé, dès sa nomination comme premier ministre, l'intention de « couvrir » la police dans l'exercice de sa mission. Couvrir, c'est protéger et défendre. Or, certains policiers ont exprimé le sentiment de ne pas l'avoir été suffisamment après l'affaire de la rue Mogador. Pas assez protégés contre la justice, qui s'est mise à l'œuvre promptement. Pas assez défendus devant l'opinion, c'est-à-dire auprès des médias.

M. Baudouin a pris acte, jeudi, de la relative prudence des socialistes dans leur critique de la politique de sécurité du gouvernement. « Pas d'exploitation politique » avait dit M. Michel Charzat, député (PS) de Paris, le 7 juillet. Cette réserve n'est pas partagée par certains syndicats policiers de droite, qui n'ont pas cessé, à l'exploiter l'attentat du 9 juillet, de dénoncer les « bavures », mais aussi contre le gouvernement, invité à se solidariser davantage avec les plus actifs des fonctionnaires de police.

L'attitude du premier ministre face à cette situation est ambiguë. D'un côté, son porte-parole a adopté, jeudi, la logique qui consiste à imputer au retentissement médiatique de la « bavure » de la rue de Mogador une part de responsabilité dans l'attentat du 9 juillet, dont l'origine terroriste ne fait, selon lui, aucun doute. Certes, selon M. Baudouin, le « ciblage » de cet attentat a bien été le fait de ses auteurs ; certes encore, « tout événement condamnable doit être rapporté, souligné, dénoncé » par la presse, a-t-il dit. Mais c'était pour ajouter : « Attention de ne pas porter au langage ou au langage une opinion publique qui n'est pas, elle-même, dangereuse, mais dont les terroristes cherchent à profiter. » Et encore, à l'adresse des journalistes : « Nous sommes en face d'un ennemi commun. »

D'un autre côté, M. Baudouin a indiqué que le premier ministre avait donné des « consignes de calme et de dédramatisation ». Le souci est, là, d'envoyer un message qui risque d'aggraver les tensions au sein de la police, d'y favoriser les « dérapages » et d'aboutir, dans un secteur où la politique gouvernementale a une bonne cote aujourd'hui auprès du public, à un désastre.

La consigne de calme donnée à l'Hôtel Matignon concernait aussi le ministre de l'intérieur. M. Charles Pasqua a été invité à modérer ses propos et à ne pas épouser de façon trop évidente la thèse consistant à accuser la presse d'avoir préparé le terrain aux terroristes. L'initiative du ministre, invitait jeudi les responsables des rédactions pour une conférence de presse, a créé une surprise et une certaine inquiétude dans l'entourage de M. Chirac. Défendre la police dans les médias est une chose ; vouloir les admettre par la voie hiérarchique, par dessus les « rubricards » qui ont affaire quotidiennement aux policiers, en est une autre.

Mis en vedette et volontiers félicité par le premier ministre dès lors que sa politique « passe », bien au-dessus de la population, M. Pasqua semble payer aujourd'hui le rattrapage de ses premiers succès. Le contrôle étroit que l'Hôtel Matignon a souhaité rendre public jeudi témoigne d'un doute quant à la capacité du ministre à franchir seul une passe difficile. La modération des propos de M. Pasqua devant ses auditeurs de la presse montre qu'il est conscient du fait que sa force de conviction s'est singulièrement amoindrie, en une semaine, après avoir été au plus haut lors de son message à « l'Heure de vérité », le 2 juillet.

La préoccupation à l'Hôtel Matignon ne s'élève pas, toutefois, à la politique elle-même suivie, en matière de sécurité, depuis quatre mois. Dès lors dit-on que l'on a choisi l'offensive et que l'on expose davantage, par conséquent, la police, on assume les risques multiples, internes et externes, que ce choix comporte.

PATRICK JARREAU.

LA COMMUNICATION AU SÉNAT

Lentement mais sûrement...

35 et 36 : le satellite. 37 et 38 : le câble. Ce qui avait été dit pour la radiodiffusion sonore et la télévision par voie hertzienne, l'a été de nouveau, tout au long de la journée du jeudi 10 juillet, au Sénat, dans le débat sur la communication, pour ces deux autres supports.

Les arguments des uns et des autres sont invariables ; seuls leurs champs d'application changent. Socialistes et communistes plaident pour que le service public se voit réserver un canal de TDF 1. Pour le gouvernement et la majorité, ce qui compte, c'est la similitude des critères à partir desquels la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) accordera les autorisations de fréquences hertziennes ou par satellite : expérience acquise par les candidats, capacité financière, contribution au pluralisme, effort en faveur de la création...

Comme les jours précédents, les communistes revendiquent successivement, pour l'actuel Conseil national de la communication audiovisuelle ou pour la délégation parlementaire, des pouvoirs que majorité et gouvernement veulent confier à la nouvelle CNCL. De leur côté, les socialistes, par exemple, reprochent le système renvoyant systématiquement à des décrets en

Conseil d'Etat, les règles de la procédure d'attribution du droit d'usage.

A défaut de se convaincre, les sénateurs tombent d'accord sur des points mineurs tels que l'obligation de motiver les refus d'autorisation de fonctionnement des services de communication audiovisuelle, alors que le gouvernement ne prévoit qu'une simple notification. Quant aux autorisations, elles seront publiées au Journal officiel avec les obligations dont elles sont assorties. Commencé, l'examen des dispositions concernant le câble était le prétexte à un bilan de la politique menée dans ce domaine. La majorité, par la voix de M. Adrien Gouteyron (RPR), rapporteur de la commission spéciale, dresse un tableau sévère du programme lancé en novembre 1982 : un plan câble qui « n'a pas tenu ses promesses ». Les raisons de cet échec tiennent, explique-t-il, à l'incertitude tant financière que technique des objectifs, aux contraintes juridiques avec le monopole de l'Etat sur la maîtrise d'ouvrage des réseaux, avec la « défiance » qu'il manifestait envers la libre initiative des collectivités locales, contraintes d'un passage par les sociétés d'exploitation des services câblés (SLEC), avec la commission à l'appréciation de la Haute Autorité, pour l'autorisation de programmation.

Au nom des socialistes, M. Jean-Pierre Masseret rappelle que le plan porte sur douze ans, observe que le nombre de villes ayant signé des protocoles témoigne d'un début de réalisation effective, juge bien fondé l'engagement financier de l'Etat. Plutôt que d'entrer dans cette polémique, les sénateurs communistes rappellent leur préférence pour la fibre optique et regrettent l'absence d'un « vrai plan-câble ». Leur jugement est tout fait sur les intentions du gouvernement que M. Ivan Renard résume à la détermination de ce secteur et au démantèlement des télécommunications.

Dans ce débat, il revient à M. François Léotard de montrer sa

quasi la volonté du gouvernement est marquée par le choix du libéralisme.

En la matière, pour le ministre de la culture et de la communication, le libéralisme c'est le choix : les collectivités locales opèrent ou non pour la fibre optique, ou non pour la direction générale des télécommunications (DGT) ou non pour les SLEC. Toutefois, cette liberté accorde au nom du respect des collectivités locales - doit prendre en compte le principe de continuité : l'Etat respectera les conventions d'opérateur mais elle n'en aura plus le monopole.

Parallèlement au débat sur le fond, gauche et majorité s'opposent sur la forme. Accusés d'« obstruction » les socialistes ont semblé calmer le jeu en retirant quatre-vingt-trois de leurs amendements que le gouvernement, il est vrai, envisageait de déclarer irrecevables, arguant qu'ils étaient du domaine réglementaire. Les socialistes ont préféré prendre les devants afin d'éviter de donner un argument à la majorité contre eux. Il ne faut pas y voir pour autant, ont-ils fait savoir, le signe d'un effacement de leur combativité.

ANNE CHAUSSEBOURG.

● Les dirigeants du Recours chez M. Balladur. - Les dirigeants du mouvement du Recours ont été reçus, le 10 juillet, par le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur, qui « les a informés de son accord, indiquant-ils, pour que la solidarité nationale s'exerce plus justement envers les rapatriés », et que « même si les problèmes étaient complexes et la conjoncture délicate il était décidé de trouver des solutions honorables conformes aux promesses et à la volonté de M. Jacques Chirac ». Auparavant, les animateurs du Recours avaient été reçus par le secrétaire d'Etat aux rapatriés et par le chef de cabinet du premier ministre.

Le premier ministre oppose le comportement des sénateurs socialistes à celui... de M. Mitterrand !

La prolongation du débat sur la loi portant réforme de l'audiovisuel et privatisation de TF 1 commence à irriter sérieusement le premier ministre. Commencé le 25 juin au Sénat, la discussion du projet défendu par M. Léotard progresse à très petits pas. Le tiers à peine des articles a été examiné et il reste pour les autres à discuter un millier d'amendements déposés par l'opposition. A ce rythme, les travaux du Parlement risquent fort de se prolonger pendant le mois d'août ce qui aurait notamment pour conséquence d'empêcher sur la campagne électorale en vue du renouvellement partiel du Sénat, qui aura lieu le 28 septembre.

M. Chirac a donc tenu à rappeler, par la voix de son porte-parole M. Denis Baudouin, que s'il n'avait pas à se mêler du fonctionnement du pouvoir législatif, il considérait néanmoins que l'opposition ne se comportait pas au Sénat de façon « classique et normale ». Il a précisé : « Depuis quelques jours il y a une obstruction du fonctionnement du Parlement qui est inquiétante. » Le porte-parole du premier ministre a indiqué qu'une « véritable équipe, un staff, installée dans un bureau d'un groupe politique avec des collaborateurs d'un ancien ministre, préparait des amendements, montait des incidents et organisait la tactique » des socialistes. M. Baudouin vise ainsi des membres du cabinet de M. Filloux, ancien secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication de 1981 à 1986.

A l'Hôtel Matignon, on estime que ce comportement est en totale contradiction avec les propos et l'esprit même de la cohabitation, et on soupçonne les responsables de cette attitude d'être animés par « des arrière-pensées tendant à remettre en cause la cohabitation ». M. Baudouin déclare en effet : « Cette cohabitation est basée sur un ensemble de rapports entre le chef de l'Etat et le premier ministre qui tiennent compte de façon particulière des textes constitutionnels. »

François Mitterrand utilise au mieux les pouvoirs qui lui sont conférés, même s'ils sont un peu restreints. Il ne se prive pas de donner son avis, mais il n'a jamais bloqué le système. De son côté, Jacques Chirac tient scrupuleusement informé François Mitterrand du déroulement de l'action gouvernementale. Il y a, de part et d'autre, des efforts notables pour ne pas entraver le processus, même s'il n'y a pas d'accord parfait sur certains points. Le compromis ne remet pas en cause le combat politique mais il serait souhaitable, alors que la machine tourne, de ne pas essayer de déverner des poignées de sable dans ses rouages. »

Ainsi l'entourage du premier ministre et M. Chirac lui-même ne mettent pas en cause directement l'Elysée dans l'« obstruction » pratiquée par les sénateurs socialistes. Au contraire, M. Chirac veut accorder l'idée que les socialistes - qu'il s'agisse des députés et, pour le moment surtout, des sénateurs - sont en contradiction avec le comportement « cohabitationniste » de M. Mitterrand. On aurait presque l'impression qu'il s'agit d'opposer, de dissocier les parlementaires socialistes du président de la République.

En réalité - même si l'on n'en pense pas moins - on se refuse à croire, à l'Hôtel Matignon, que le président de la République tégide le moins du monde l'attitude des élus socialistes. Les déclarations de M. Baudouin s'expriment au nom du chef du gouvernement sont même un appel discret lancé au chef de l'Etat pour qu'il obtienne de ses amis politiques qu'ils se conforment davantage à l'esprit qui régit le sommet du pouvoir. Il est vrai que M. Chirac veut être irréprochable quant à son attitude formelle au regard de la cohabitation institutionnelle et ne peut donc pas instruire publiquement le moindre procès d'intention envers M. Mitterrand et son entourage officiel.

ANDRÉ PASSERON.

L'EUROPE CONTRE LA FRANCE

Comme ses prédécesseurs, le gouvernement va signer avec certains partenaires du Marché commun (RFA, Benelux, Italie) des accords supprimant tout contrôle de la circulation des hommes aux frontières. Cela paraît en contradiction avec sa volonté de surveiller de près l'entrée des étrangers sur son territoire, puisque la surveillance se fait alors aux frontières européennes et non à la frontière française.

Cette difficulté a été soulevée par M. Michel Debré, qui voit dans ces complications européennes une atteinte à la souveraineté nationale. M. Mazeaud en convient : « Ce n'est pas aux autres Etats de la Communauté de nous imposer leurs procédures de contrôle. » L'ancien premier ministre voudrait, lui, que ces conventions soient dénoncées. M. Pandraud n'a rien dit sur ce sujet délicat : il a simplement donné son accord à la modification du texte du projet qu'a fait voter M. Debré, qui prévoit que les nouvelles règles de contrôle aux frontières s'appliquent, certes, dans le respect des conventions internationales, comme initialement prévu, mais simplement si elles sont « dûment ratifiées et non dénoncées ».

Une évocation dense et lumineuse
NOS ANDALOUSIES
Texte : Michel del Castillo
Photos : Michel Desmoulin
23x30 cm - 212 pages - 290 F
Editions Bellerive-Lavault

مكتبة الأصيل

(Publicité)

Nous changeons le mode de scrutin. 5 ans avant les prochaines élections. Pas la veille.



LA PROCHAÎNE FOIS
FAUDRA LE CHANGER
PENDANT !

Cette annonce n'émane pas d'un quelconque comité du genre : La Mémoire-Qui-Flanche, Les Yeux Mi-Clos, Espace 81, Là et Ailleurs. Elle est signée du Rassemblement Pour la République

**Rassemblement
Pour la République**



LA TENTATIVE CONTRE LA BRIGADE DE REPRESSION DU BANDITISME

M. Chirac a donné à M. Pasqua

un coup de « cône » et de « décamétrage ».

M. Chirac a donné à M. Pasqua un coup de « cône » et de « décamétrage ». Le ministre de l'Intérieur a été informé par le chef de la police que la brigade de répression du banditisme (BRB) était en train de démanteler une organisation de bandits. M. Chirac a réagi en donnant à M. Pasqua un coup de « cône » et de « décamétrage ». Le ministre de l'Intérieur a été informé par le chef de la police que la brigade de répression du banditisme (BRB) était en train de démanteler une organisation de bandits. M. Chirac a réagi en donnant à M. Pasqua un coup de « cône » et de « décamétrage ».

LE SÉNAT

**Le premier ministre oppose le comportement
des sénateurs socialistes
à celui... de M. Mitterrand**

Le premier ministre a opposé le comportement des sénateurs socialistes à celui de M. Mitterrand. Le ministre de l'Intérieur a été informé par le chef de la police que la brigade de répression du banditisme (BRB) était en train de démanteler une organisation de bandits. M. Chirac a réagi en donnant à M. Pasqua un coup de « cône » et de « décamétrage ».

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES PROCHAINES ÉCHÉANCES

Les dirigeants socialistes cherchent comment conquérir les électeurs perdus par le PC

« La principale réserve de la gauche, c'est l'électorat communiste en rupture de PC et encore dans l'attente. » M. Henri Fiszbin, communiste « unitaire » — c'est-à-dire dissident, — aujourd'hui député apparenté PS, préche évidemment pour sa paroisse, mais il n'est sans doute pas loin de la vérité. Le rapport pré-

senté à la convention nationale des 28 et 29 juin par M. Jean Poperen, « numéro deux » du PS, a fini d'éclaircir ceux qui pouvaient encore en douter : les électeurs perdus par le PC le 16 mars n'ont pas, dans leur majorité, voté pour le PS. Ils se sont surtout réfugiés dans l'abstention, tandis qu'une petite minorité

dominait des voix au Front national (le Monde daté 29-30 juin).

La conquête de cet électorat-là est donc, par force, une priorité pour le PS. Tous les dirigeants socialistes le savent : l'entreprise est complexe et prendra du temps, si elle doit aboutir.

La conquête de l'électorat perdu par le PC suppose, d'abord, que le PS refuse de jouer le jeu de l'agression et s'empare à temps de la spirale de la désunion de la gauche. Comme le dit leur premier secrétaire, M. Lionel Jospin, les socialistes doivent montrer la permanence, au moins chez eux, d'une « démarche unitaire » et d'un « esprit de rassemblement » qui leur avaient réussi en 1981.

Pas d'attaques systématiques contre la direction du PC, et des propositions : dans l'esprit de M. Jospin, la création d'un Conseil national de la gauche, dans cette optique, ne s'adresse pas seulement aux communistes critiques, mais aussi au PC si, d'aventure, il cessait de s'y montrer hostile. Encore que, devant la faible probabilité d'une telle perspective, cette démarche apparaisse plus dirigée vers l'électorat lui-même que vers la direction du PC, sinon comme un moyen de pression.

Deuxième préoccupation élémentaire : offrir des perspectives. Cela

interdit, notamment, de faire l'impasse sur les préoccupations concrètes des catégories sociales — le salariat petit et moyen — qui, historiquement, ont formé le cœur de l'électorat communiste. Le groupe des experts du PS, qui vient de réactiver M. Jospin, sera invité à y réfléchir.

Dès aujourd'hui, M. Jean Oehler, ancien ouvrier, député du Bas-Rhin, propose la création au PS d'un groupe de travail sur les problèmes du monde ouvrier menacé de « précarité ». M. Michel Rocard, tout comme M. Jospin, pense que les socialistes peuvent marquer des points dans cet électorat, d'abord par leurs propositions. A cet égard, l'ancien ministre souligne l'importance d'un projet comme la création d'un revenu minimum garanti (qui figurait dans la plate-forme électorale du PS pour le 16 mars).

Il est, en réalité, difficile d'isoler la « gestion » de l'électorat de gauche en désobédience des « rendez-vous

du quotidien » où, selon l'expression de M. Michel Delebarre, les couches populaires attendent les socialistes.

C'est tout le sens des appels à une rigueur plus « sociale », plus facilement identifiable comme « de gauche », que n'ont cessé de lancer, pendant les derniers mois de la précédente législature, nombre de dirigeants socialistes.

Le 22 février dernier, au Creusot, M. Jospin soulignait que, en cas de victoire, « dans les années qui viennent, on regarde un peu plus du côté du monde ouvrier » (le Monde du 25 février). Aujourd'hui, M. Poperen lance : « Ils ne doivent pas penser que, si nous revenons au pouvoir, ce sont eux qui trinqueraient d'abord. Mais comment, alors, ne pas retomber dans la démagogie des promesses faciles ? Il suffit d'évoquer deux exemples — le pouvoir d'achat, le chômage — pour mesurer l'étroitesse de la marge de manœuvre du PS. D'autant que, conjoncturellement, la position officielle du PS sur la cohabitation (attendre les échéances normales), avec un président qui signe sans difficulté des ordonnances de « démolition », peut sembler difficile à comprendre pour l'électorat de gauche.

En somme, le discours national auquel est tenu un PS à vocation, désormais, gestionnaire peut-être écouté par l'ensemble de l'ancien électorat communiste, dont une bonne partie trouvait dans le PC un parti à vocation tribunitienne ? M. Claude Bartolone, par exemple, député de la Seine-Saint-Denis, proche de M. Laurent Fabius, n'en est pas convaincu. Cette incertitude, en tout cas, renforce les socialistes dans le sentiment que la reconquête se fera beaucoup « par le bas » : sur le

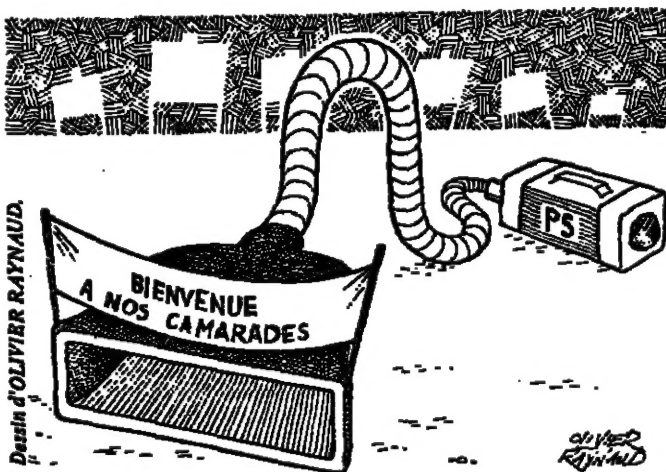
terrain municipal, en développant « le socialisme des villes », comme le dit M. Jospin : sur le terrain associatif, où l'on peut lutter contre la désespérance des exclus de la société duale : sur le terrain syndical, avec un engagement qui, toutefois, s'arrête à la limite fixée par M. Jospin : les socialistes ne doivent pas constituer de « fractions ».

Ni sectarisme, ni angélisme

La question communiste est d'autant plus complexe pour les socialistes qu'ils s'adressent à des citoyens au degré de politisation variable : les électeurs de base se contentent souvent de voir la crise à leur porte. Les plus vulnérables se trouvent désemparés à la vue du PC à déserter les « cages d'escalier des HLM ». Le PS peut-il aspirer à prendre la succession ? « On ne refait pas l'encadrement communiste », observe M. Poperen. Ce n'est pas forcément souhaitable, et, en plus, nous ne pouvons pas le faire.

La lucidité oblige, en effet, les socialistes à reconnaître que leurs capacités militantes, sur ce terrain, sont loin d'égaler celles du PC des grandes années... Pourtant, si le problème reste posé dans les cités HLM des grandes concentrations urbaines, les socialistes, dans les villes petites ou moyennes, assument souvent une telle fonction (voir encadré).

Quant aux anciens militants, plus formés politiquement, il n'y aurait rien de pire, explique M. Georges Sarre, député de Paris, que de leur dire : voilà ce qu'il faudrait faire. Tout au plus les dirigeants socialistes souhaitent-ils, plus ou moins discrè-



tement, que des structures souples d'action et de réflexion puissent leur être offertes.

Ni sectarisme, en somme ni angélisme. Ainsi, M. Rocard juge-t-il que le refus de toute concession sur le fond — notamment sur les libertés et les droits de l'homme — doit s'accompagner d'un hommage explicite au rôle historique des communistes en France. Ceux-ci doivent être accueillis au PS « avec leur culture », résume le rocardien Jean-Pierre Sueur. M. Fiszbin, lui, rêve qu'on puisse « être communiste au sein de tous les socialistes », au terme d'une véritable mue de l'actuel PS. M. Jospin, toutefois, nuance le propos de M. Fiszbin : « En tant que PS, rappelle-t-il, nous n'avons pas à être les gardiens de la culture communiste, mais nous devons être capables d'accueillir des gens qui vivent cette sensibilité, ou plutôt cette tradition, d'ailleurs un peu éteinte ».

Il est vrai que les communistes ne vivent plus comme il y a deux ou trois décennies, dans une « contre-société » culturellement antiairienne. M. Bartolone remarque que les ouvriers ne souhaitent plus s'identifier à l'image classique du prolétaire. Bref, la « conscience de classe » n'est plus ce qu'elle était. « Je me demande », note M. Sueur, si, quelquefois, on ne se fait pas une idée stéréotypée des électeurs communistes ».

La question communiste illustre, en fait, la synthèse particulièrement rude que doivent, dans l'avenir, résumer les socialistes s'ils veulent gagner leur pari : il leur faut prendre en charge les aspirations d'un monde du travail aujourd'hui éclaté, mais aussi — comme le rappelle

M. Fabius — celles des inactifs, dont le poids pèsera de plus en plus lourd dans l'électorat.

Cette synthèse peut se résoudre dans une ambition « gransocienne ». M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS, chargé des études, prend volontairement le problème à l'envers : les socialistes doivent parvenir à fonder une nouvelle « hégémonie », plus large encore que celle qu'avait su créer le PC dans certains milieux intellectuels.

D'où, par exemple, la participation de dirigeants socialistes, aux côtés d'anciens intellectuels communistes, à des initiatives comme celle du colloque de Saint-Fons pour la constitution d'une « eurogauche » (le Monde du 11 juin).

Il s'agit d'investir la société civile « par le haut ». Le risque n'est-il pas, alors, que les milieux ouvriers restent en marge d'un mouvement qui leur serait étranger ? « Il faudra beaucoup de temps », répond M. Strauss-Kahn. Mais l'objectif, comme le rappelait M. Jospin devant la convention nationale, est bien celui d'une gauche « culturellement majoritaire » puisque les socialistes sont revenus de l'illusion qu'une « majorité sociologique » suffirait à assurer la victoire.

Le PS, au demeurant, n'a pas le monopole de ces interrogations. Chacun apportant ses propres réponses, les contestataires communistes autant que les dirigeants du PC sont « interpellés » par les conclusions du rapport Poperen et disputent aux socialistes le « diamant vert » de l'électorat perdu : il y a trois chasseurs sur le même terrain.

JEAN-LOUIS ANDRÉAN.

L'expérience de Vervins (et ses limites)

« Moi, je contrôle le sous-prolétariat. » Elève de Nicolas Poulantzas, M. Jean-Pierre Balligand, député socialiste de l'Aisne, ne fait pas — même s'il prépare un doctorat — de la sociologie en chambre. Chez lui, dans une zone semi-rurale, avec un électorat qui se recrute dans le prolétariat pauvre et le sous-prolétariat, M. Balligand a pris le taureau par les cornes. « Je fais, dit-il, tous les biennaux et triennaux HLM. Les biennaux, c'est l'un des lieux où l'on combat le mieux l'idéologie du Front national, parce qu'on la rencontre ».

M. Balligand impose cette discipline à tous ceux qui travaillent avec lui. Un seul mot d'ordre : coller au terrain. Résultat : dans son canton, entre les élections de 1979 et celles de 1985, « arithmétiquement, il y a eu un passage absolu de l'électorat PC au PS ». Aux élections législatives de 1986, le député sortant a pu constater l'efficacité de ce labourage opiniâtre : ici, l'électorat n'offre plus, dit-il, « de prise aux vagues nationales ».

La maire de Vervins est le premier à reconnaître les limites de son expérience, assise sur une sociologie quelque peu archaïque, avec un secteur secondaire qui domine toujours un secteur tertiaire faible, dans une région où la tradition unitaire de la gauche est forte. Mais les leçons qu'il en tire portent plus loin que les confins de l'Aisne, quant au comportement politique qu'elles suggèrent pour le PS : « Sur les classes moyennes, c'est un discours. Sur le sous-prolétariat et le prolétariat pauvre, il ne faut

pas de discours. Ils ne fonctionnent qu'à la pratique. Et ils ont un mal de chien à s'identifier aux élus socialistes ».

Pas question pour M. Balligand de faire de la sociologie primaire, mais il observe : « La vraie question est de savoir si on veut faire un parti de masse. Le débat idéologique permanent ne sert à rien. Ne s'y retrouve plus que la classe qui aime le débat bourgeois intellectuel. » M. Balligand pense avoir créé un microclimat politique dans sa circonscription où le PS assume la fonction d'encadrement qu'était celle du PCF « il y a trente ou quarante ans ». Un parti qui veut s'adresser à ces classes sociales, ce doit être « une grande famille » et, aussi, « un lieu d'éducation politique », presque « une école primaire ».

De toute façon, pour M. Balligand, le PS n'a pas le choix : « Cette deuxième partie de la société duale, si on n'y est pas, c'est le Front national. Chez moi, sur tous les Abris ou pesant les jeunes, il y a marqué « Le Pen ». Ces jeunes, ils sont anticomunistes. Ce ne sont pas des SS. Ce sont les troupes des SA. On en est sûr (1). »

(1) A la différence des SS, conçus à leur création, comme une garde personnelle d'Adolf Hitler, les Sections d'assaut (SA) constituaient, jusqu'à l'élimination de leurs chefs par Hitler pendant la Nuit des longs couteaux, le 30 juin 1934, une troupe difficilement contrôlable, qui conservait l'orientation populiste, antisocialiste, des débuts du nazisme.

SELON DEUX SONDAGES

La cote de popularité de M. Mitterrand au beau fixe

Si M. François Mitterrand poursuit sa remontée au sein de l'opinion, M. Jacques Chirac accuse une baisse de sa cote de confiance. Tel est l'enseignement principal du baromètre mensuel SOFRES-Figaro Magazine publié samedi 12 juillet (1). 59 des personnes interrogées font ainsi confiance au président de la République (contre 55 % le mois dernier), tandis que 35 % sont d'un avis contraire (au lieu de 40 %). Le premier ministre, lui, inspire la confiance à 47 % des sondés (50 % en juin), et 48 % se montrent défiant (au lieu de 43 %). En ce qui concerne l'action du gouvernement, 72 % des personnes interrogées souhaitent que le dernier s'occupe « en priorité » du chômage, « pas très efficace ou pas efficace du tout ». La deuxième priorité du gouvernement de M. Chirac devrait être, pour 15 % des Français, la lutte contre la violence et contre la criminalité.

En outre, un autre sondage réalisé par BVA et publié dans Paris-Match le 9 juillet (2) dresse « le bilan des cinq ans de mandat présidentiel et de trois mois de cohabitation ». 53 % des personnes interrogées estiment que l'élection de M. Mitterrand a été « une bonne chose pour la France » (32 % émettant un avis négatif) et 52 % qu'il se conduisait aujourd'hui « comme le président de tous les Français » (32 % comme « le chef de l'opposition »).

En ce qui concerne la prochaine élection présidentielle, la candidature de M. Mitterrand recueille 43 % d'avis favorables (contre 42 % d'un avis contraire). Mais 51 % des personnes interrogées ne souhaitent pas sa réélection (contre 35 % d'avis favorables).

(1) Sondage effectué du 20 au 25 juin, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

(2) Sondage effectué du 13 au 19 juin, auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent quarante-huit personnes.

M. Chirac veut exercer pleinement son rôle de premier ministre en matière de défense

De notre envoyé spécial

Suippes. — Premier ministre et, en tant que tel, responsable de la défense nationale, j'entends, dans ce domaine, exercer pleinement le rôle qui est le mien. D'entre-deux, M. Jacques Chirac a donné le ton, jeudi 10 juillet, à sa visite à l'armée de terre au camp de Suippes (Marne). Et pour mieux marquer encore ses prérogatives, le premier ministre a ajouté à l'intention des cadres militaires auxquels il s'adressait à l'occasion d'une série d'exercices de l'arme blindée : « Vous accomplissez une tâche primordiale sous l'autorité du président de la République, chef des armées, et dans le cadre de la politique définie par le gouvernement ».

Cette mise au point, en forme de commentaire de la Constitution de 1958, lorsqu'elle détermine les rôles respectifs du chef de l'Etat et du premier ministre en matière de défense, M. Chirac l'a faite à l'occasion d'une réunion interministérielle de travail sous la tente, en plein camp militaire de Champagne. Autour de lui, MM. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation ; André Giraud, ministre de la défense ; Alain Juppé, ministre délégué, chargé du budget, et les directeurs de cabinet du ministre des affaires étrangères (retenu à Moscou au côté de M. François Mitterrand) et du ministre de la coopération (en déplacement en Afrique).

A l'exception du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, qui n'avait pu se joindre à cette réunion de travail en raison du récent attentat contre la brigade de répression de banditisme à Paris, tous les ministres présents à Suippes étaient les responsables gouvernementaux de la défense, qui, sous la présidence républicaine du chef de l'Etat, à l'Elysée, est chargé de fixer la politique nationale de défense. Objet principal de cette réunion interministérielle de travail, qui a duré deux heures avant les exercices, sur le terrain, de l'armée de terre : l'évaluation des menaces en Europe et en Méditerranée.

Si cette réunion sous la tente n'a pas permis d'évoquer, en raison de l'absence de M. Pasqua, la menace intérieure et la défense opérationnelle du territoire, celle-ci s'y oppose, il y a été essentiellement question, selon M. Chirac, de « la sensibilité du gouvernement aux problèmes de défense » par le

moyen d'un exposé de M. Giraud sur les missions et les matériels des armées. Après quoi, les ministres concernés ont pu assister à des présentations, statiques, et à des démonstrations, dynamiques, des principaux matériels de l'arme blindée à l'usage du premier ministre, lieutenant-colonel de réserve dans les chars, reste très attaché comme

La fin du domaine réservé

A quatre jours du défilé militaire du 14 juillet à Paris, pour la première fois, le premier ministre a délégué, à Suippes, les frontières des responsabilités de chacun en matière de défense. A l'occasion de sa première visite aux armées depuis sa désignation à Matignon, M. Chirac a, en quelque sorte, profité d'un auditoire de militaires pour signifier qu'il n'y avait pas de domaine réservé du chef de l'Etat en matière de défense, et que le chef du gouvernement définit la politique de défense. Ce n'est pas, dans ce domaine, la fin de la cohabitation puisque le premier ministre a pris soin d'indiquer que « la défense nationale doit rester un domaine d'unité nationale ». Ce sera plutôt le rappel que, sous la Ve République, le chef de l'Etat n'a pas le droit de déléguer ses responsabilités en matière de défense qu'il a accepté, de bon gré ou par complaisance, de s'en désintéresser au profit du seul chef de l'Etat.

C'est donc, du point de vue de M. Chirac, au premier ministre et à son gouvernement de définir les menaces qui assaillent la France, les moyens de les parer et, par là, les priorités militaires. Ce n'est pas à la portée financière du pays. Bref, c'est au premier ministre et à son gouvernement, compte-tenu des retards accumulés dans l'équipement des forces armées depuis bien avant 1981, d'imaginer la révision, si besoin était, de la doctrine stratégique qui rendrait cohérente la mise au point de matériels modernes avec l'apparition de nouvelles formes de menaces et l'existence d'alliances militaires.

A mots prudents, c'est ce que M. Chirac a suggéré à Suippes : il

lui revient la mission d'infirmer la politique actuelle de défense. Pour tenir compte, explique l'entourage du premier ministre, de ce qui risque de se passer, demain, indistinctement dans l'espace (où la France doit agir en concertation avec les Européens et les Américains), en Méditerranée (où la dissension nucléaire peut être tournée par le sud), sur le théâtre européen (où l'Alliance est pratiquement démunie face à une agression dans le nord et où la France doit savoir renouer le dialogue militaire avec l'Allemagne fédérale), dans les Caraïbes ou dans le sud du Pacifique (où la France n'a pas seulement à protéger ses « laboratoires » sensibles de Kourou ou de Mururoo, mais à l'ambition d'y jouer un rôle international, à sa mesure). C'est un « agissement stratégique » à concevoir, dit un proche de M. Chirac.

Où le bât blesse, c'est dans le silence maintenu, jusqu'à présent, par le premier ministre sur les engagements financiers en faveur de la défense. A Suippes, M. Chirac est demeuré très vague et l'on a noté qu'il n'a cité aucun chiffre, aucune évaluation des dépenses à prévoir, aucune référence à une part de la richesse nationale qui serait consacrée aux armées durant les cinq prochaines années de la future loi de programmation militaire. Depuis un quart de siècle, maintenant, les armées ont appris à se méfier des lois de programmation militaire : aucune n'a été appliquée jusqu'au bout, en dépit des promesses que les gouvernements successifs présentaient comme « intangibles » aux états-majors.

JACQUES ISNARD.

en témoignage son hommage particulier au général de Gaulle et aux « forces entraînées de l'époque ».

Il n'y a pas de politique de défense sans effort financier, a expliqué M. Chirac. Notre objectif est donc de retrouver aussitôt que possible un rythme suffisant de croissance des crédits militaires (...). Le budget de la défense pour 1987, premier budget de la nouvelle loi de programmation, marquera l'implication nécessaire dans la croissance des crédits d'équipement ».

Convaincu qu'il ne faut pas relâcher l'effort sur la modernisation des sous-marins nucléaires lance-missiles, le premier ministre a estimé que « la plus élémentaire prudence nous commande de prévoir, dès maintenant, une composition nouvelle » lorsque les bombardiers Mirage-IV et les missiles de Haute-Provence seront rendus vulnérables avant la fin du siècle. Il n'a pas précisé la nature de cette nouvelle composition, laissant, aux techniciens, à-t-il ensuite indiqué en privé, le soin de la définir. « En même temps », a encore déclaré M. Chirac, la France doit engager des efforts pour assurer sa présence dans l'espace. Elle doit prendre en compte les nouvelles formes de la défense aérienne et les nouveaux aspects des communications et de la guerre électronique.

Il n'est pas question de revenir à une forme quelconque d'intégration, incompatible avec notre statut de puissance nucléaire, a expliqué le premier ministre à propos de la défense de l'Europe et de l'adhésion de la France à l'alliance atlantique. Mais il n'y a pas de sécurité pour la France sans sécurité pour ses voisins (...). Nous estimons que le renforcement de notre défense doit accompagner l'effort de nos partenaires pour tenir compte, dans l'alliance atlantique, de l'évolution des menaces (...). C'est pourquoi le gouvernement, en même temps qu'il réfléchit, en toute indépendance, aux voies et moyens d'une solidarité européenne plus marquée, est favorable à une concertation nouvelle avec ses alliés », a conclu M. Chirac sans préciser davantage l'objet de cette concertation nouvelle face à l'évolution des menaces.

J.L.

هذه امه الاصل

société

L'AFFAIRE DU CARREFOUR DU DÉVELOPPEMENT

Les bonnes fortunes d'un chef de cabinet

(suite de la première page.)

Faute, peut-être, d'éléments suffisants, à moins qu'il n'ait préféré, comme certains l'envisagent, « pêcher le petit poisson d'abord pour voir comment le gros réagit ».

Providentielle, donc, cette fuite qui permet à chacune des personnes mises en cause de se retourner vers M. Châlier, l'air de tomber des nues. A croire qu'il avait agité et souvent brouillé, de son côté anti-écarlate et de son ardeur de chef de cabinet.

Du ministre Christian Nucci à la présidente de Carrefour du développement, M^{me} Michèle Brein-Naquet, en passant par le sous-préfet du Cher, M^{me} Marie-Danielle Bahissou, et la voyante, M^{me} Lucette Norbert, personne ne semble avoir songé à lui demander des comptes, ni même un seul des relevés bancaires qu'il faisait adresser à son domicile. Non, M. Châlier inspirait une « confiance totale ». Curieusement, il ne paraît susciter aujourd'hui aucune animosité de la part de ses « victimes ». L'artisan — plutôt léger — d'une escroquerie monumentale ? Ou l'un de ces demi-soldats qui partent un jour avec les millions brassés pendant vingt ans de loyaux services ? Aucune de ces étiquettes ne semble véritablement coller à ce personnage, sentimentalement.

« Je me suis fait tout seul », disait souvent M. Châlier. A quarante-cinq ans, ce caladoche issu d'une lignée de militaires pouvait se flatter d'avoir gravi les marches. Premier échelon : Saint-Cyr, qu'il devait intégrer en 1962, après avoir fait une partie de ses études en Australie. Sa carrière reste ensuite obscure. Tout juste retient-on qu'il a étudié le russe — il n'en faisait pas volontiers mention — et qu'il est licencié en droit. En 1979, il apparaît comme intérimaire dans une mission de secrétariat d'Etat aux DOM-TOM. Lieutenant-colonel, il rejoint le cabinet de M. Charles Hernu en 1981 comme chargé de mission — à titre officieux — aux affaires financières. Puis, en 1982, il figure parmi les deux ou trois officiers qui, chaque année, sont admis sur titres dans le corps des administrateurs civils. En mai 1983, il est présenté à M. Nucci, qui l'embauche comme conseiller technique au ministère de la coopération, puis, à partir de mai 1984, comme chef de cabinet. Entre-temps, il a fondé l'association Carrefour du développement, le 30 juin 1983, donc un mois seulement après son arrivée.

Le ministre et son collaborateur se complaisent à se vanter de l'un des anciens membres de son cabinet, à horreur des comptes. Ancien professeur de collège à Beauréaire, dans l'ère, lui aussi a gravi rapidement les échelons, dans le sillage de M. Louis Mermaz. Il préfère manifestement le « terrain » et les

contacts. Comme cela se fait dans d'autres ministères, son chef et directeur de cabinet signent donc de nombreux documents à sa place. D'où la difficulté, aujourd'hui, de déceler les fausses signatures autorisées par le ministre des véritables imitations ! Même ses amis déplorent aujourd'hui la « légèreté » et l'« imprudence » de M. Nucci.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

« Heure de gloire »

Mégamalliance ? M. Châlier commence à déraiper au moment de la préparation du sommet de Bujumbura. « Son heure de gloire », dit l'une de ses amies. Dans un domaine comme la coopération, où le volume des fonds secrets est important, l'argent distribué en Afrique n'a parfois qu'un lointain rapport avec l'aide au développement, la frontière est étroite. Même si la pratique est, par ailleurs, courante, c'est en tout irrégulière qu'une association 1901 — Carrefour du développement — se voit confier l'organisation du sommet.

D'un peu plus d'un million de francs en 1983, la dotation globale de Carrefour du développement passe à 23 millions en 1984, 47 millions en 1985, puis encore 10 millions de francs en 1986... Sur l'ensemble, 50 millions sont dévolus au sommet : le dernier compte — de 8,1 millions — date du 28 décembre dernier. Il était temps ! Pour débloquer ces fonds, il a fallu que plusieurs fonctionnaires ferment les yeux et que certains aillent jusqu'à imiter eux-mêmes des signatures. Même s'il y a eu des impondérables de dernière minute (un convoi de voitures officielles attaqué en Ouganda), on voit mal comment ce mécanisme aurait pu se mettre en place sur ordre d'un simple chef de cabinet, fût-il le vrai « patron ».

M. Châlier vit séparé de sa femme et de son fils depuis 1982. En septembre 1984, il emmène son amie guadeloupéenne à Bujumbura, pour son anniversaire. Ensuite, il se fait gaspiller par une « prêtresse » de la méditation, une femme de bouddhisme. Il additionne les femmes et les comptes en banque, jongle avec l'argent public qu'il fait parfois transiter par son compte personnel, accorde des subventions avec une rapidité qui ferait frémir d'angoisse le conseil général de la commune de la coopération, puis, à partir de mai 1984, comme chef de cabinet. Entre-temps, il a fondé l'association Carrefour du développement, le 30 juin 1983, donc un mois seulement après son arrivée.

Le ministre et son collaborateur se complaisent à se vanter de l'un des anciens membres de son cabinet, à horreur des comptes. Ancien professeur de collège à Beauréaire, dans l'ère, lui aussi a gravi rapidement les échelons, dans le sillage de M. Louis Mermaz. Il préfère manifestement le « terrain » et les

contacts. Comme cela se fait dans d'autres ministères, son chef et directeur de cabinet signent donc de nombreux documents à sa place. D'où la difficulté, aujourd'hui, de déceler les fausses signatures autorisées par le ministre des véritables imitations ! Même ses amis déplorent aujourd'hui la « légèreté » et l'« imprudence » de M. Nucci.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

Peut-être M. Châlier se met-il, en même temps, au diapason d'un milieu qui a l'argent facile — et les femmes aussi — où coopération et sexe se conjuguent parfois jusqu'à la limite du scandale.

est président, Marie-Danielle secrétaire et Lucette trésorière. Le courant va si bien passer entre l'ancien militaire et la voyante, que celle-ci accepterait d'accompagner, en safari au Kenya, Yves Châlier et une de ses conquêtes, la jeune hôtesse de l'air Joëlle Jaglain, une des deux jeunes femmes à qui Yves Châlier — toujours sur les fonds de la coopération — a offert deux studios jumeaux à Paris. Avec le même détachement, la voyante accepte donc le poste de trésorière de la Promotion française, qui achète le château puis, quelques mois plus tard, le revend... Mais cette fois à une SCI, dont M. Châlier et Mme Bahissou sont les seuls actionnaires. Tout semble sourire de nouveau à la « châteline » Marie-Danielle Bahissou, puisque entre-temps elle a été nommée sous-préfète au tour extérieur, faveurs qui suppose, dans les aléas du pouvoir, des appuis autrement plus influents qu'un simple ministre.

Entre deux visites, M. Châlier a trouvé le temps de préparer sa reconversion. Il prévoit de travailler à mi-temps pour le groupe hôtelier ACCOR — qui a participé au sommet de Bujumbura — et entreprend de fonder sa propre société d'exportation. Il avait déjà loué un local, dans l'immeuble qui abrite, rue de Rivoli, le salon de la Maison de l'Afrique. Cet appartement a fait l'objet d'une perquisition très discrète le 30 juin. Les policiers y ont saisi plus de trente cartons d'archives, de M. Nucci ou de M. Châlier, des papiers concernant l'association de Marthe Mercadier, des résumés d'entretiens diplomatiques... Des mois de travail pour la PJ !

L'ancien militaire, qui avait prévu d'embaucher son chauffeur du ministère dans sa société, semble curieusement avoir été pris au dépourvu par l'alternance du 16 mars. S'était-il cru à l'abri, en regardant ses services rendus ? Au début de l'affaire, il s'est rendu à l'Assemblée nationale pour voir son ancien ministre et a pris contact avec M. Guy Penne, conseiller du président pour les affaires africaines. Il s'est montré très amer, devant ses proches, à l'issue des conversations.

Son ancien chef de cabinet sous le coup d'un mandat d'arrêt, c'est désormais l'ancien ministre qui se trouve sur la ligne de front. « L'arbre Châlier ne doit pas chanceler », dit-on dans la majorité, en songeant à la démission de M. Châlier, tout en ayant porté plainte, pour également se trouver dans une situation inconfortable. Mais qu'on se rassure : s'il est une forêt qui n'a sans doute guère de chance de sortir de l'ombre, c'est bien celle de pratiques africaines en marge de la coopération, aussi vieilles que la décolonisation.

CORINE LESNES
et DANIEL SCHNEIDERMAN.

« NE TOMBONS PAS DANS LE PIÈGE TENDU PAR LE TERRORISME » déclare M. Pasqua

Au cours d'une conférence de presse, M. Charles Pasqua a déclaré, jeudi 10 juillet, que l'attentat contre la brigade de répression du banditisme était « un défi terroriste lancé à l'Etat lui-même ». Il a indiqué que la police ne privilégiait aucune piste et qu'aucune revendication sérieuse ne lui était encore parvenue. Il a cependant tracé un parallèle entre cet attentat et celui dont a été victime, mercredi à Munich, un des dirigeants de Siemens.

Evocant la mort du jeune homme tué la semaine dernière à Paris par un CRS, il s'est déclaré « choqué » par les informations « unilatérales » données, selon lui, par certains médias. Rappelant que tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été reconnu coupable par la justice, le ministre de l'Intérieur a demandé à la presse de ne pas instruire le procès du CRS Gilles Burgos à la place des juges. En diffusant, samedi 5 juillet, en fin de matinée, la seule version du policier, sans tenir compte des témoignages contredisant cette thèse, et qui avaient déjà été rendus publics, le ministre de l'Intérieur avait lui-même pris une position très tranchée, sans même attendre l'ouverture de l'information judiciaire.

Il a souhaité, enfin, que l'on ne tombe pas « dans le piège tendu par le terrorisme » en laissant se créer « un fossé entre les institutions et les citoyens ».

M. Pasqua avait invité à cette conférence de presse les responsables des rédactions de préférence aux journalistes spécialisés dans les affaires de police. Cette décision a provoqué un vif incident au Sénat, où M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS) a affirmé qu'elle illustrait « la conception de la liberté du gouvernement ».

La lettre de M. Yves Châlier

« Après le 16 mars, Yves Châlier est parti en vacances une semaine en Israël. A son retour, il a découvert qu'il avait détourné 10 millions de francs. » C'est en ces termes que l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci au ministère de la coopération résume sa « surprise » de se trouver au centre de l'affaire du Carrefour du développement, dans la boîte aux lettres de M. Michel Aurillac.

Rédigé d'une petite écriture serrée, touffu comme un rapport comptable avec des « titres » numérotés, ce document manuscrit mais non signé, rédigé à la troisième personne, semble traduire un esprit d'une minutie extrême mais soucieux, avant tout, de se justifier. Treize pages fournissant des chiffres et des dates, de mises en cause, mais dont quelques paragraphes seulement, dans un chapitre « notes personnelles », sont de nature à constituer une attente à la vie privée de tel ou tel des protagonistes. On est donc loin du « débailage » de plusieurs feuillets annoncés.

En tout état de cause, on a l'impression, à la lecture de ce texte, que M. Châlier, mû par une sorte d'appel du pied à pour bloquer le déroulement de l'affaire, a atteint une sorte de point de non-retour tant il y exprime de mépris — peut-être de rancœur — à l'égard de ses anciens interlocuteurs qui, semble-t-il, l'ont « lâché ». La condition, indique-t-il, pour que l'affaire ne devienne pas politique serait que M^{me} Michèle Brein-Naquet, présidente de Carrefour du développement, retire la plainte qu'elle a déposée le 30 avril, pour vol de documents et faux en écriture.

La lettre commence par un exposé détaillé mais très banal des conditions de création et des objectifs de Carrefour du développement, fondé, affirme M. Châlier, à la demande de M. Nucci.

L'ancien chef de cabinet indique ensuite être rendu à Bujumbura (Burundi) avec M. Nucci en avril 1984 pour préparer le sommet franco-africain de décembre. Les deux hommes se rendent compte, ajoute-t-il, de la difficulté d'une telle entreprise dans un « pays enclavé » dépourvu de structures hôtelières suffisantes et de forces de sécurité bien équipées. Sur le plan du financement des dépenses nécessaires, il se borne à préciser que 20 millions

de francs seulement seront débiqués sur les fonds spéciaux du premier ministre et qu'il a donc fallu trouver un complément. M. Châlier fait également état, sans autre détail, d'une menace libérée qui aurait nécessité un renforcement des mesures de sécurité. Il affirme encore qu'une voiture blindée était destinée au président du Burundi, mais l'ambassade de ce pays à Paris a démenti l'existence d'un tel cadeau.

Affiches électorales

Les « révélations » se font ensuite plus précises. Evoquant l'acquisition du Château d'Orléans par l'association La Promotion française, M. Châlier affirme que M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, était au courant. Il y a eu l'an dernier, assure-t-il, « deux petits déjeuners à l'Elysée » à ce sujet, et il a été fait mention de la possibilité d'achat plutôt d'un des châteaux de l'ancien président, centriste à Bokassa dans la région.

M. Châlier « avoue » ensuite que l'étude sur l'implantation de centres de gestion en Afrique, pour laquelle le ministère a débiqué plus de 2 millions de francs en février 1985, n'a jamais été réalisée, et que ces fonds ont servi à financer d'autres opérations. Il cite péle-mêle des dépenses de nature très différentes : les invitations à Beauréaire, fief dans l'Isère de M. Nucci, et à Sainte-Cécile-Vignes (Vaucluse), commune dont M. Penne est le maire, des ambassadeurs africains en poste à Paris en 1984 et en 1985, un récépissé de Manu Dibango à Beauréaire, un court séjour à Paris de certains habitants de Beauréaire. Mais, surtout, M. Châlier affirme que des affiches électorales de M^{me} Nucci et Louis Mermaz (tête de liste aux législatives dans le département) ont été financées par Carrefour du développement à concurrence de 400 000 F, ainsi qu'un meeting de M. Nucci (300 000 F), un stage d'entraînement du ministre aux techniques vidéo et une fête organisée par M. Nucci pour célébrer le troisième anniversaire de sa nomination au ministère de la coopération.

M. Châlier n'épargne pas non plus la présidente de l'association, M^{me} Michèle Brein-Naquet, affirmant-t-il, percevait — outre ses

remboursements de frais — 7 000 F par mois alors qu'il est illégal de percevoir une rémunération lorsqu'on est membre du bureau d'une association loi 1901 (ce montant nous a été confirmé par son avocat). Son mari émarquait également à l'association pour 15 000 F par mois.

L'ancien chef de cabinet est beaucoup plus discret dans le chapitre concernant le « train de vie d'Yves Châlier ». Il indique avoir, grâce à un réseau de relations à l'étranger, servi d'intermédiaire pour le vente de marchandises, ce qui lui aurait permis d'acheter pour 750 000 F son appartement parisien.

Il achève sa lettre en affirmant avoir été l'objet de menaces, un soir à Paris, de la part d'un homme qui lui aurait dit de « se tenir tranquille dans l'affaire du Carrefour du développement ».

Dans ce document, rédigé sans doute au début du mois de mai, M. Châlier n'évoque pas les détournements découverts ultérieurement, à savoir l'achat des deux studios parisiens offerts à des amis, il faut, en outre, faire la part des choses. Que l'invasion des ambassadeurs africains dans deux villages français — initiative unanimement applaudie — ait été financée par Carrefour du développement n'a rien de répréhensible.

Les opérations concernant directement la campagne électorale dans l'Isère peuvent, elles, apparaître évidemment moins justifiées. Encore faut-il garder à l'esprit que les sommes incriminées sont infimes au regard de l'ensemble de l'affaire (20 millions de francs non expliqués). M. Nucci aurait pu se contenter de M. Aurillac à ce sujet.

Il semblerait enfin que les ministères de l'Intérieur et de la coopération soient en train de confronter leurs points de vue sur l'orientation à donner à une affaire qui paraît désormais avoir atteint le terme de sa première étape (les escroqueries portant sur le château et les appartements). Confirmer, quid d'ailleurs, aux réalités africaines, le ministère de la coopération affirme, haut et fort, qu'il n'y a rien dans le dossier qui puisse viser la diplomatie ou l'Afrique. La PJ étendra-t-elle alors son enquête au-delà de Carrefour du développement et des quelconques « péchés » d'électeurs de l'Isère ?

C. L.

M. CHRISTIAN NUCCI CONFIRME SA PLAINTE EN FAUX CONTRE X

M. Christian Nucci, accompagné de son avocat, M^{me} Philippe Lemaire, a été reçu jeudi 10 juillet, sur sa demande, par M. Jean-Pierre Michaux, juge d'instruction chargé de l'information ouverte au tribunal de Paris dans l'affaire dite du Carrefour du développement.

L'ancien ministre de la coopération est venu confirmer la plainte contre X qu'il avait déposée le 30 juin, pour faux en écritures publiques et usage de faux et que M. Michaux avait aussi à instruire. M. Nucci a précisé au cours de cette visite d'une demi-heure quels documents il visait, c'est-à-dire les pièces qui portent sa signature falsifiée et font croire à une évaluation par lui de certaines opérations menées par M. Yves Châlier, le trésorier de Carrefour du développement, alors que, a répété M. Nucci, qu'il en ignorait totalement l'existence jusqu'à leur découverte par la justice.

ELIMENEZ LES MOUSTIQUES par une onde sonore.
Economique et inoffensif.
Fonctionne au pile Plus de 200 h d'autonomie.
Dimensions : 57 mm X 47 mm.
SKETER SKAT
160 F.
Franco : 170 F.
THIERIAU
LE SPECIALISTE DE LA LUTTE CONTRE LES INSECTES
30, av. de la Motteville 75009 PARIS (11) 47.22.33

JUSTICE

Pour atteinte à sa vie privée M^{me} FRANÇOISE SAGAN GAGNE UN PROCES CONTRE « MINUTE »

La première chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Jean-Michel Gauthier, a rendu le jeudi 10 juillet un jugement condamnant l'hebdomadaire Minute à verser 25 000 francs de dommages et intérêts à M^{me} Françoise Sagan en réparation d'une atteinte à la vie privée de la romancière.

Celle-ci avait assigné le journal auquel elle demandait 1 million de dommages et intérêts à la suite de la publication, en février 1986, dans deux numéros consécutifs, d'articles relatant l'interpellation par la police de trois revendeurs de drogue présentés comme ayant été les fournisseurs de l'écrivain.

Le second article reproduisait partiellement un procès-verbal d'audition de Françoise Sagan par la police, mentionnant son véritable patronyme et son adresse. Le journal avait fait plaider qu'« une infraction pénale comme celle-là intéressait au premier chef l'opinion publique ».

Le jugement déclare que « toute personne, fût-elle un personnage public, a droit au respect de sa vie privée et peut légitimement s'opposer à ce qu'il y soit porté atteinte par une intrusion injustifiée ou par une agression délibérée contre sa personnalité ». Il ajoute qu'en révélant « que Françoise Sagan fait usage de drogue et en portant ostensiblement à la connaissance du public son nom ainsi que son adresse personnelle », Minute a porté atteinte à la vie privée de la demanderesse. Enfin, il retient « une volonté de nuire et de dénigrer, sans que les nécessités de l'information du public puissent justifier une telle présentation ».

LA BAVURE DE LA RUE DE MOGADOR Deux nouveaux témoins

M. Michel Legrand, juge d'instruction chargé de l'information ouverte après la mort de Loïc Lefèvre, tué de deux balles par le CRS Gilles Burgos, pendant la nuit du 4 au 5 juillet, a entendu, jeudi 10 juillet, deux témoins qui assistaient à la première phase de l'affaire. Ces deux personnes, M. Olivier Chual, vingt-huit ans, ingénieur statisticien et M^{me} Florence Legros, chargée de recherche à la faculté de Nanterre, se trouvaient en 2 CV, dans la rue Halévy qui longe l'Opéra de Paris. L'un et l'autre ont remarqué, sur leur droite, la 2 CV verte et blanche de Loïc Lefèvre, ainsi qu'un car de police qui les précédait.

La voiture de Loïc Lefèvre avait ses feux allumés et roulait comme les autres véhicules, à faible allure. A l'intersection de la rue Halévy et du boulevard Haussmann, tous s'arrêtèrent au feu rouge. C'est à ce moment que les témoins ont remarqué que l'un des occupants du car de police passait son bras à l'extérieur, pour faire signe à la 2 CV de Loïc

Lefèvre de s'arrêter. Ce geste leur est apparu ordinaire et banal.

Mais le véhicule intime, qui se trouvait derrière celui de la police, déborda alors brutalement pour décaler, heurta une Austin de couleur claire (dont le conducteur ne s'est pas manifesté jusqu'à présent) et s'enfuit. C'est alors, déclarent ces deux témoins, qu'avec un léger temps de retard, le car de police démarra à son tour après avoir mis en action son gyrophare. M. Chual et M^{me} Legros n'ont rien vu d'autre, ayant continué leur chemin pour rentrer chez eux, à Courbevoie.

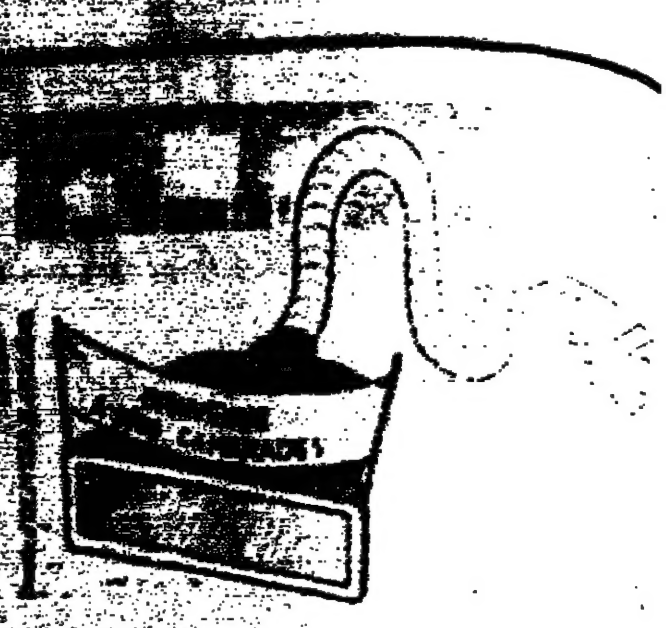
Les deux collègues de M. Gilles Burgos qui se trouvaient à bord du car de police et dont M. Legrand a ensuite recueilli les dépositions, corroborent cette relation des origines de la poursuite. Ils ont précisé que leur attention avait été simplement attirée à ce moment par la conduite hésitante et zigzagante de la 2 CV, ce qui détermina le geste demandant l'arrêt pour un contrôle.

EN BREF

● Un « Irlandais de Vincennes » diffamé. — M. Stephan King vient d'obtenir du tribunal de Paris la condamnation à 12 000 francs de dommages intérêts, pour diffamation, de M. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, et de M^{me} Jacques Hérant et Arnaud Dingreville, respectivement directeur et journaliste de France-Soir. Soupçonné, lors de son arrestation par le GIGN, en août 1982, d'être lié au terrorisme international,

M. King avait été mis en cause par des articles des deux journaux du 31 octobre 1985.

● RECTIFICATIF. — Ce ne sont pas des déportations de juifs et de celles de résistants décedés par la suite qui aura à répondre Klaus Barbie, comme il a été imprimé dans le Monde du 11 juillet, mais des déportations de juifs et de celles de résistants décedés par lui.



La machine à écrire est un objet de la culture. Elle a été inventée en 1814 par Blaise Pascal. Elle a été perfectionnée par Charles Babbage en 1822. Elle a été utilisée par les écrivains pour écrire leurs livres. Elle a été utilisée par les journalistes pour écrire leurs articles. Elle a été utilisée par les hommes d'affaires pour écrire leurs lettres. Elle a été utilisée par les militaires pour écrire leurs ordres. Elle a été utilisée par les scientifiques pour écrire leurs rapports. Elle a été utilisée par les artistes pour écrire leurs partitions. Elle a été utilisée par les médecins pour écrire leurs prescriptions. Elle a été utilisée par les avocats pour écrire leurs plaidoiries. Elle a été utilisée par les politiciens pour écrire leurs discours. Elle a été utilisée par les hommes de loi pour écrire leurs jugements. Elle a été utilisée par les hommes de lettres pour écrire leurs ouvrages. Elle a été utilisée par les hommes de science pour écrire leurs découvertes. Elle a été utilisée par les hommes de guerre pour écrire leurs stratégies. Elle a été utilisée par les hommes de paix pour écrire leurs traités. Elle a été utilisée par les hommes de bien pour écrire leurs lettres. Elle a été utilisée par les hommes de mal pour écrire leurs crimes. Elle a été utilisée par les hommes de tous pour écrire leur vie.

pleinement son rôle matière de défense

La machine à écrire est un objet de la culture. Elle a été inventée en 1814 par Blaise Pascal. Elle a été perfectionnée par Charles Babbage en 1822. Elle a été utilisée par les écrivains pour écrire leurs livres. Elle a été utilisée par les journalistes pour écrire leurs articles. Elle a été utilisée par les hommes d'affaires pour écrire leurs lettres. Elle a été utilisée par les militaires pour écrire leurs ordres. Elle a été utilisée par les scientifiques pour écrire leurs rapports. Elle a été utilisée par les artistes pour écrire leurs partitions. Elle a été utilisée par les médecins pour écrire leurs prescriptions. Elle a été utilisée par les avocats pour écrire leurs plaidoiries. Elle a été utilisée par les politiciens pour écrire leurs discours. Elle a été utilisée par les hommes de loi pour écrire leurs jugements. Elle a été utilisée par les hommes de lettres pour écrire leurs ouvrages. Elle a été utilisée par les hommes de science pour écrire leurs découvertes. Elle a été utilisée par les hommes de guerre pour écrire leurs stratégies. Elle a été utilisée par les hommes de paix pour écrire leurs traités. Elle a été utilisée par les hommes de bien pour écrire leurs lettres. Elle a été utilisée par les hommes de mal pour écrire leurs crimes. Elle a été utilisée par les hommes de tous pour écrire leur vie.

une réserve

La machine à écrire est un objet de la culture. Elle a été inventée en 1814 par Blaise Pascal. Elle a été perfectionnée par Charles Babbage en 1822. Elle a été utilisée par les écrivains pour écrire leurs livres. Elle a été utilisée par les journalistes pour écrire leurs articles. Elle a été utilisée par les hommes d'affaires pour écrire leurs lettres. Elle a été utilisée par les militaires pour écrire leurs ordres. Elle a été utilisée par les scientifiques pour écrire leurs rapports. Elle a été utilisée par les artistes pour écrire leurs partitions. Elle a été utilisée par les médecins pour écrire leurs prescriptions. Elle a été utilisée par les avocats pour écrire leurs plaidoiries. Elle a été utilisée par les politiciens pour écrire leurs discours. Elle a été utilisée par les hommes de loi pour écrire leurs jugements. Elle a été utilisée par les hommes de lettres pour écrire leurs ouvrages. Elle a été utilisée par les hommes de science pour écrire leurs découvertes. Elle a été utilisée par les hommes de guerre pour écrire leurs stratégies. Elle a été utilisée par les hommes de paix pour écrire leurs traités. Elle a été utilisée par les hommes de bien pour écrire leurs lettres. Elle a été utilisée par les hommes de mal pour écrire leurs crimes. Elle a été utilisée par les hommes de tous pour écrire leur vie.

SOCIÉTÉ

L'hécatombe du brevet

L'éducation nationale a ses «dramas» habituels : le baccalauréat et la rentrée scolaire. Et voilà qu'une troisième tragédie, inattendue celle-là, vient ébranler cette année le système scolaire : le brevet des collèges, version allégée du BEPC disparu depuis dix ans, s'est transformé en hécatombe pour les sept cent cinquante mille élèves de troisième qui l'ont subi.

Au total, moins d'un candidat sur deux aura décroché son certificat de fin de premier cycle secondaire (le Monde du 5 juillet). Si la moyenne nationale est décevante dans les collèges (57,9 %), elle est franchement catastrophique dans les lycées professionnels (9 %), mais avec des disparités considérables entre les académies : 69 % à Rennes et 47 % à Grenoble pour les collèges ; dans le technique, moins d'un élève sur cent réussit à Montpellier contre le tiers à Créteil.

La barre trop haute

L'ampleur de l'échec et la stupeur des parents d'élèves ont déclenché une controverse politique. Le ministre de l'éducation nationale, M. Monory, reste favorable au brevet, mais reproche à ses prédécesseurs sa précipitation à rétablir un examen aux objectifs mal définis et sa décision de faire plancher les élèves du technique sur les mêmes épreuves que ceux de l'enseignement général. M. Chevènement rétorque que le taux de réussite dans les collèges n'a «rien de surprenant» et souligne l'actuel ministre «de disposer d'autant de temps (que lui) pour mener à bien les nombreuses réformes qu'il a annoncées et qui n'ont pas encore vu le jour».

Depuis une dizaine d'années, le brevet des collèges était décerné au vu des notes obtenues au cours de l'année. Mais ce contrôle continu, décidé par M. Haby et mis en œuvre par M. Beullac, n'était pas pris au

sérieux ; il avait acquis la fausse réputation d'être accordé automatiquement, alors que près de 30 % des élèves de troisième des collèges ne l'obtenaient pas. Le brevet version 1986 résultait d'un compromis entre l'ancien et le moderne : un examen classique (en mathématiques, français, histoire et géographie), combiné aux résultats de l'année dans les autres matières.

Un candidat sur deux a échoué à ce nouvel examen. Les élèves de troisième seraient-ils vraiment «nuls» ?

Si ce principe n'est guère contesté, l'insuffisante préparation des élèves et le choix des sujets sont en cause. La «barre» avait-elle été placée à une hauteur convenable ? Les candidats étaient-ils aptes à la franchir ?

Destinés d'abord à frapper l'opinion, le retour du brevet, annoncé dès novembre 1984, n'a fait l'objet d'instructions pédagogiques qu'en décembre dernier. D'où le désarroi de certains enseignants, qui n'ont pu organiser leurs cours en fonction d'un véritable examen. Désarroi aussi de ces «bons élèves» admis sans problème en seconde mais honteusement cotés au brevet.

Comme l'explique M. Guy Berger, directeur de l'Institut de formation des enseignants de l'université de Paris VIII : «La plupart des enseignants français sont habitués à eux-mêmes comme des objectifs d'enseignement plutôt que comme des moments d'évaluation des connaissances. On risque de faire du brevet un nouveau drame national : mieux valait s'en servir comme base de réflexion sur le fonctionnement de l'éducation nationale».

La lecture de certains sujets laisse rêver sur la capacité de leurs

auteurs - inspecteurs pédagogiques régionaux et enseignants - à apprécier les possibilités d'un élève de troisième. Dans l'académie de Paris, l'épreuve d'histoire et géographie exigeait notamment des élèves qu'ils lisent et comprennent un discours du général de Gaulle présentant la Constitution de 1958 ; qu'ils expliquent les événements de mai-juin 1958 ; qu'ils définissent les mots

«constitution», «gouvernement», «parlement», «exécutif» ; qu'ils déterminent les pouvoirs attribués à chacun d'eux ; qu'ils citent les quatre présidents de la V^e République. En géographie, il fallait composer, au choix, sur «l'agriculture soviétique» ou «les problèmes actuels de la population en France», puis localiser cinq villes, un fleuve et deux chaînes montagneuses sur une carte des Etats-Unis. Le tout en deux heures. A Créteil, un tétarède inattendu a semé la panique, et l'on reconnaît aujourd'hui au recto de l'épreuve de mathématiques «trop longue et trop difficile».

Dans la plupart des académies, les jurys ont dû abaisser la barre pour éviter des résultats encore plus catastrophiques. L'absence d'harmonisation entre jurys est attestée par les énormes disparités des résultats entre départements : 4 % de succès dans les lycées professionnels des Alpes-Maritimes mais 53 % dans le Var.

Un curieux thermomètre

Plutôt que d'alimenter les jérémiades scolaires sur la prétendue «baisse du niveau» des élèves, ce saut-qui-peut général devrait faire

sortir de l'ombre toutes les recherches entreprises depuis des années sur l'évaluation des connaissances. Une étude très minutieuse a été menée par le service de la prévision et des statistiques de l'éducation nationale depuis sept ans.

L'enquête sur la classe de troisième, non encore publiée, révèle d'assez solides connaissances en histoire et en géographie : 86 % de collégiens connaissent la date du 11 novembre 1918 et 63 % celle du 3 mai 1945. Ils sont encore 38 % à connaître le 24 octobre 1929 (Kirsch de Wall Street). Les deux tiers savent situer Alger et New-York sur un planisphère, et ils sont encore près d'un quart à localiser Pékin et Shanghai.

Globalement, les élèves de troisième sont donc loin d'être «nuls». Encore faudrait-il s'interroger sur la validité d'un examen national subi simultanément par plus de sept cent mille d'entre eux, de toutes origines sociales et géographiques, scolarisés dans des collèges à l'environnement divers. Avec ce brevet, «on a voulu mesurer la température au moyen d'un baromètre», s'indigne M. André de Peretti, ancien directeur du département de psychopédagogie de l'éducation à l'Institut national de la recherche pédagogique. «Les Français se ridiculisent en prétendant tester sept cent mille élèves par référence à un modèle unique ; cela n'a aucun sens».

Un simple toilettage de l'actuel brevet est programmé pour l'année prochaine : les élèves du technique passeront des épreuves différentes, et les examens blancs seront encouragés. Mais le brevet pourrait être ensuite perfectionné pour s'adapter à l'hétérogénéité du public des collèges. L'hécatombe de 86 n'aura pas été inutile.

PHILIPPE BERNARD.

AU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Un oui du bout des lèvres à Eurodisneyland

La majorité des conseils régionaux de l'Île-de-France ont fini par dire oui à Eurodisneyland. Jeudi 10 juillet, cent douze d'entre eux (RPR, UDF et Front national) ont donné à leur président, M. Michel Giraud (RPR), l'autorisation de signer la convention Etat-région-département de Seine-et-Marne-Walt Disney Compagnie, qui prévoit l'implantation d'un parc de loisirs et d'un quartier nouveau à Marne-la-Vallée. Mais cette majorité relativement étroite (112 voix sur 197) n'a pu être obtenue qu'au prix de deux débats séparés par deux semaines de consultation supplémentaire et une ultime séance de quatre heures semées d'incidents.

Les élus du Front national qui, le 24 juin dernier, avaient joint leurs bulletins à ceux des communistes et des socialistes pour renvoyer l'affaire en commission, n'ont cette fois rejoint la majorité qu'avec réticence. «Nous ne vous donnons qu'un feu orange, pas un feu vert», a précisé M. Jean-Yves Le Gallou, leur président. Les objections des amis de M. Le Pen étaient essentiellement d'ordre culturel.

M. Giraud a produit une lettre de M. Dick Nunis, président de Disneyland International, indiquant que «l'héritage culturel et historique, tant français qu'euro-péen, nous fournira, grâce à sa richesse, certains éléments de la trame sur laquelle sera tissé le projet». M. Nunis s'est également engagé à discuter, le moment venu, de l'aspect éducatif du parc.

Interdit aux Turcs et aux Maghrébins

Ces vagues apaisements ont, semble-t-il, ébranlé les élus du Front national, mais ce qui a fait basculer leur conviction, c'est l'assurance écrite dans la convention que, pour l'embauche, la préférence serait donnée au personnel français et

euro-péen. «Nous ne voulons pas d'un Disneyland où des travailleurs turcs et maghrébins seraient dirigés par des cadres américains», a dit M. Le Gallou.

Réticents le 24 juin, lors de la première discussion, les élus du PS se disaient à présent satisfaits des garanties obtenues. La législation du travail sera respectée, les crédits affectés à Eurodisneyland ne seront pas détournés des lignes nouvelles, les exonérations fiscales resteront «normales». La région ne garantira pas les emprunts de la société pivot et la ligne du RER sera peut-être dotée d'une gare supplémentaire. Une contre-expertise sur les retombées économiques du projet sera même faite par le ministère des finances. Enfin, le conseil régional a créé en son sein une commission spéciale chargée de surveiller l'exécution du contrat. Bref, on s'acheminait vers un large consensus, comme on dit, lorsqu'a éclaté l'incident de l'embauche préférentielle. Les socialistes ont alors décidé de ne pas participer au vote.

Seuls les communistes ont voté résolument contre, comme ils l'ont fait depuis le début. Ils ont même appuyé leur refus d'une manifestation qui a obligé à interrompre la séance. Une cinquantaine de cégétistes en salopette, venus de Renault Billancourt, sont entrés par surprise dans les locaux de l'assemblée régionale. Ils ont déployé un calicot et protesté contre «les milliards dépensés pour un parc d'attractions américaines alors que l'industrie automobile française est en crise».

Les élus du PCF ont annoncé que, pour cette raison, ils combattraient le projet «jusqu'au bout».

Les négociations avec les Américains vont donc pouvoir reprendre. «Je ne sais si la convention sera signée dans dix jours ou dans un mois», a conclu M. Giraud, mais je suis convaincu qu'elle sera signée.

MARC AMBROISE-RENDU.

MÉDECINE

PREMIÈRE MONDIALE POUR UN LABORATOIRE FRANÇAIS

Un vaccin contre la leucémie du chat est obtenu par génie génétique

En mettant au point un vaccin contre la leucémie du chat, l'industrie pharmaceutique française vient de remporter un succès spectaculaire. Il s'agit du premier vaccin obtenu par génie génétique dirigé contre un rétro-virus. Cette découverte ouvre d'importantes perspectives pour la mise au point d'un vaccin contre certaines leucémies humaines. Sans parler du vaccin anti-SIDA.

Après l'annonce, jeudi 10 juillet, de la mise au point d'un vaccin contre la leucémie féline par les laboratoires Virbac, en collaboration avec les équipes de recherches américaines des professeurs Haseltine et Essex (Boston) et de l'université Cornell, les milieux scientifiques français sont unanimes pour saluer ce remarquable résultat. Il s'agit, en

effet, du premier vaccin obtenu par génie génétique, dirigé contre une famille de virus qui comprend celui du SIDA.

La leucémie féline est une affection virale contagieuse de chat à chat mais non transmissible à l'homme. D'après une étude faite récemment à Maisons-Alfort, environ 50 % des chats atteints de leucémie chronique sont séropositifs pour le rétro-virus de la leucémie féline, le FELV. On estime que la maladie tue chaque année plusieurs millions de chats dans le monde et qu'en France environ 800 000 chats sont porteurs du virus. Celui-ci appartient à la famille des oncovirus, capables d'engendrer des leucémies aussi bien chez les chats que chez les bovins, les singes ou les hommes.

Il ne s'agit pas du premier vaccin contre la leucémie féline : en 1981, une équipe de l'université de l'Ohio, dirigée par le docteur Richard Olsen, avait réussi à mettre au point un vaccin de ce type, en collaboration avec les laboratoires Norden. Mais il n'était pas produit par génie génétique, et le taux de protection variait de 80 % à 90 %.

Le travail conduit à Boston par les équipes des professeurs Essex et Haseltine, sous l'égide du laboratoire Virbac, a débuté en 1982. Il a permis, dans un premier temps, l'identification d'une protéine immunisante (la P 45) capable d'induire à tout coup l'apparition d'anticorps neutralisants. Une fois cette protéine vaccinale identifiée, les chercheurs ont isolé le gène responsable de sa synthèse et l'ont inséré au sein d'une bactérie. Cette dernière étape franchie, la production d'un vaccin par génie génétique devenait possible.

Expérimenté sur plusieurs dizaines de chats, ce vaccin est d'une totale innocuité. Il protège les chats dans une proportion allant de 90 % à 100 %. Son prix devrait être compris entre 150 F et 300 F, et pourrait être commercialisé en France d'ici quatre à six mois.

La mise au point de ce vaccin constitue un encouragement pour tous ceux qui tentent de fabriquer des vaccins dirigés contre les rétro-virus. Même si, comme le remarque le docteur Jean-Claude Chermann, de l'Institut Pasteur, «il est plus facile de mettre au point un vaccin contre la leucémie féline que contre le SIDA».

Cela dit, les virus HTLV 1 et 2, responsables de l'apparition de leucémies chez l'homme, se valent pas. Comme le FELV, il s'agit de rétro-virus. Il est donc possible que l'on puisse très vite mettre au point un vaccin qui protégerait contre ces leucémies endémiques au Japon et aux Caraïbes.

FRANCK NOUCHI.

SCIENCES

LA PLUS GROSSE ATTRACTION

Un nouveau record vient d'être battu aux Etats-Unis dans la course difficile - et onéreuse - que se livrent les physiciens à la recherche de champs magnétiques de plus en plus intenses. Une équipe du laboratoire Francis Bitter du Massachusetts Institute of Technology a, en effet, récemment créé un champ de 336 000 Gauss, alors que le plus fort champ généré jusqu'ici était de 300 000 Gauss (à titre de comparaison, le champ magnétique terrestre est de l'ordre de 0,5 Gauss).

Ce résultat, publié dans le numéro de juillet de la revue Applied Physical Letters, a été obtenu à l'aide d'un aimant hybride (petit aimant, entouré d'un plus gros, supraconducteur), possédant une cavité de 30 millimètres de diamètre dans laquelle ont été plongés deux cylindres d'holmium.

Le directeur du centre spatial Kennedy démissionne. M. Richard Smith, le directeur du centre spatial Kennedy, a annoncé, jeudi 10 juillet, son intention de démissionner de son poste à la fin du mois, en précisant qu'il n'avait subi aucune pression pour quitter la NASA après l'explosion de Challenger. M. Smith, qui va devenir PDG de la firme privée General Space Corporation de Pittsburgh, sera temporairement remplacé par l'actuel directeur adjoint du centre spatial Kennedy, M. Thomas Utman. La démission de M. Smith intervient un mois après celle du directeur du centre spatial Marshall de Huntsville (Alabama), M. William Lucas. (UPI, Reuters.)

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUAND les drames se succèdent, ils peuvent prendre l'allure d'un cadeau du malheur, un drame venant à soulever l'autre : à la ruine de Red Adair qui éteignait les incendies de puits de pétrole par une explosion plus forte.

Telle est la géométrie politique qui s'est incarnée dans les minutes qui ont suivi l'affreux attentat commis contre des locaux de la préfecture de police. D'autant que cette géométrie était déjà esquissée lorsque les pouvoirs publics tentaient de compenser le mort de la rue de Mogador par le gendarme sudanais tué dans le Midi.

Ce serait une confusion de l'esprit que de se laisser aller à une telle confusion des faits. Les victimes du quel de Gesvres n'effacent pas celle de la rue de Mogador. Les questions demeurent. Elles sont simples.

Un individu quelconque, dépourvu de la qualité de CRS mais comme lui convaincu d'avoir tué, se sent-il vu modifier l'indemnité qui a été prononcée contre le CRS Gilles Burgos ? La réponse est non. Il aurait été inculpé d'homicide volontaire et non pas de ces piques «coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner».

Un individu quelconque, auteur en pleine rue, de nuit, de coups de feu mortels, aurait-il, comme le CRS Gilles Burgos, bénéficié d'un maintien en liberté ? La réponse est non. Il serait parti coucher à Fresnes, à la Santé ou à Fleury-Mérogis. C'est une décision traditionnelle lorsque l'on a tué un homme, a fortiori lorsque les circonstances exactes en sont controversées.

Ayant fait usage d'une arme de guerre, un individu quelconque aurait-il pu soutenir longtemps aux policiers quelle était la juste et nécessaire réaction à l'objet qu'il avait cru apercevoir ? La réponse est non.

Qu'il se trouve à sept ou huit mètres de sa victime, selon lui, ou à deux mètres selon les témoignages, le CRS qui tire, dans le dos ou en face, mais ailleurs que dans les jambes, avec une arme de guerre dont il connaît la puissance, peut-il penser qu'il va rater sa cible ? La réponse est non. Ou bien c'est adopter l'hypothèse qu'on met entre les mains des forces de l'ordre des armes foudroyantes dont elles ne maîtrisent pas le maniement.

Lorsque les témoins d'un drame se présentent à elle, la police n'a-t-elle rien de plus pressé que de rechercher les opinions politiques des témoins ? On veut croire que la réponse est non. C'est pourtant ce qui a été fait, et le résultat de ces recherches, s'il est ce qu'on fait dire, complétement répandu. Le juge d'instruction n'avait pas encore procédé à la reconstitution des faits qu'un journal, dès le lundi matin, écrivait : «Trois de ces témoins sont fichés par les Renseignements généraux pour leur appartenance à l'extrême gauche».

EN vertu de quels textes recueille-t-on les opinions politiques de citoyens sans histoires, en admettant même que ces opinions soient ce que la police suture à l'aide de ses amis ?

Faut-il continuer cette litane de questions ? La réponse est non. Dès l'origine, ce drame humain et de scandale politique sont orientés pour se traduire par un euphémisme : pour qu'un homicide en uniforme ne soit pas davantage qu'une bavure et que deux balles de fusil AM soient estimées à deux coups de poing trop bien ajustés. Il n'y aura pas eu de mort rue de Mogador. Ou bien, ce sera le juste prix qu'il faut consentir au maintien de la sécurité. Avant de consentir à d'autres, ou bien de subir d'hor-

ribles escalades dont la police elle-même serait la victime.

Soutenant sans faiblir le bien-fondé de ses thèses, quoi qu'elles coûtent, M. Charles Pasqua est l'objet des critiques d'une partie de l'opinion. Les murs politiques ne font pas réfléchir. Mais pourquoi lui seul ? C'est faire peu de cas de M. Roger Pandraud, en charge de la sécurité. C'est surtout faire peu de cas du gouvernement tout entier.

Car si la dignité de M. Edouard Balladur à cette occasion a été justement saluée, si M. Jacques Chirac s'est déclaré «attristé», et après lui M. Chalandon, Loïc Lefèvre est mort à vingt-neuf ans alors que règne une politique de la sécurité qui conduit M. Chirac et à laquelle sont associées toutes les ministères, à commencer par le ministre d'Etat qu'est Edouard Balladur et le garde des sceaux qu'est Alain Chalandon.

Bien qu'il ne se passe pas de jour sans que soient signalés des incidents entre la police et les citoyens, au point qu'aucun journal ne parvient à les rapporter tous, le gouvernement ne doute pas qu'il a fait le bon choix en lâchant, au moins dans les plus grandes villes, des théories d'hommes en arme dont une grande partie n'a manifestement aucune idée des relations avec les passants.

Les CRS, pour ne parler que d'eux, portent un nom qui dit bien ce qu'il leur faut. Ces Compagnies républicaines de sécurité, créées après la guerre, ont avant tout une mission de maintien de l'ordre, au sens le plus aigu du terme. Ses membres ont, du citoyen, l'image de l'émouleur plutôt que du badaud. Mais à Paris et ailleurs, pour autant qu'on le sache, les rues sont davantage peuplées de badauds que d'émouleurs, d'hommes anodins que de militants terroristes.

Non

AUSSSI n'est-ce pas sans frémir qu'on voit dans quelles conditions des volontaires du contingent vont être affectés à des tâches policières. Ces jeunes gens, qui devraient entre autres veiller à la sortie des écoles, seront armés. Pour viser qui ? Pour courser, revolver au poing, les chapeards de caramels dans la pâtisserie qui jouxte l'école ?

Pour déposer d'une arme, par nature meurtrière, au milieu de la population civile, ces volontaires recevront une formation de deux mois. Deux mois ! Un tel délai est peut-être suffisant pour apprendre à tirer. Il ne l'est certainement pas pour apprendre à ne pas tirer.

Si un CRS de vingt-neuf ans, exerçant son métier depuis plusieurs années, a pu s'estimer menacé et prétendre qu'il était en état de légitime défense à cause d'une bombe lacrymogène - à la condition qu'elle ait été là où il l'affirme, - que ne peut-on craindre d'un garçon de vingt-neuf ans d'années de contingent à cet âge-là qui aura eu deux mois pour se garder de sa neuve puissance ?

A quel M. Chirac peut répondre que cet emploi aberrant du contingent n'est pas né sur son initiative. Cette perversion du service national a en effet été voulue par les socialistes qui en ont voté le principe en 1985. Voilà donc un héritage dont il ne se plaint pas.

EST-CE à cette origine qu'il faut imputer le honneur silence - ou les timides, ou les tardifs commentaires - du Parti socialiste sur la rue de Mogador ? Est-il, en cas de cas, un socialisme de la prudence ? A moins que ce ne soit celui de la cohabitation ? Mais si les socialistes marchent à pas de loup sur le terrain des libertés, que leur restera-t-il qui les distinguerait du reste de l'échiquier politique ?

Déjà qu'il est passé par le pouvoir, le socialisme que met en œuvre le PS n'a plus rien à voir avec ce que, théoriquement, le mot signifie. Enterré Jaurès, et quelques autres. En matière économique, l'homme a été écarté au profit de l'industrie. Bien vite - fût-ce peut-être à juste titre - le PS ne s'est pas montré moins rude que la droite lorsqu'il s'est agi d'éclaircir des affaires tenues pour obscures.

Au contraire, en matière sociale, la droite ne touche pas trop aux mécanismes de protection sociale. Le précédent gouvernement n'aurait certainement pas donné plus d'argent que n'en recevoient les salariés chassés de la Normed.

Mais si les socialistes s'alignent aussi sur leur droite au chapitre de la sécurité, à quel servent-ils ? Car c'est une touchante aveu celui de M. Michel Charzat, secrétaire national du PS, qui, à propos du meurtre de la rue de Mogador, dit ne pas vouloir «politiser» l'affaire, non plus que se livrer, dit-il, «à je ne sais quelle polémique hors de propos».

Si ce n'est pas une affaire politique que le contrôle et l'utilisation de la police, quelle autre le sera ? D'ailleurs M. Joseph l'a bien compris, qui s'est tu pour la rue de Mogador et s'essouffait au quel de Gesvres.

Heureusement que les citoyens ne paraissent pas vouloir entrer aussi vite que cela dans la stratégie du consentement et de la fadure idéologique ; que plusieurs d'entre eux ont su faire preuve d'un sacré courage pour s'opposer à la vérité officielle que, contre toute légalité, en grande hâte le directeur de cabinet du préfet de police. Pour ne rien dire de M. Pasqua parlant de «prétendus témoignages».

Le glas qui sonnera pour Loïc Lefèvre ne sonnera pas que pour lui, mais aussi pour un mythe, celui qui remet à la justice la mission de contrôler la police lorsqu'elle recherche les infractions. D'application très incertaine en temps ordinaire, l'imperium des procureurs de la République sur les actions de police judiciaire n'est plus que désolée quand les dirigeants politiques font de la police une institution qui ne reconnaît d'autre contrôle que celui qu'elle accepte.

La faible voix des magistrats devient inaudible des policiers quand le gouvernement leur tarabuste les oreilles pour leur dire qu'ils sont les plus beaux, les plus forts, les plus méritants et que d'eux dépend pratiquement la survie de l'Occident chrétien. Ils finissent par se croire tels, c'est-à-dire invincibles et toujours dans leur droit.

On prête à Georges Clemenceau, qui fut un rude ministre de l'intérieur, le mot selon lequel on ne fait pas la police avec des enfants de chœur. Il est tout aussi vrai qu'on ne dirige pas la police avec des enfants de chœur. Mais c'est se comporter de la sorte que de vouer à la police une admiration si bête qu'elle fait perdre toute réalité aux administrateurs.

Le chancelier Kohl n'est pas si mince qu'il puisse passer inaperçu à la télévision. En si, car il était tel et bien présent à la finale du Mundial, contrairement à ce qui a été écrit la semaine dernière (L'Argent).

LES PHILIPPINES ET LA RÉVOLUTION FRAGILE

«LAISSER SA CHANCE A CORY AQU C'EST AUSSI LA NOTRE»

«A

هذه امه الأصل

Le Monde sans visa

LES PHILIPPINES ET LA RÉVOLUTION FRAGILE

Le bref coup de chaud qu'ont connu les Philippines, à la fin de la semaine dernière, avec la mutinerie avortée d'une poignée de militaires, annonce-t-il l'entrée de la jeune révolution de Cory Aquino dans des zones de turbulences plus graves ? Cinq mois après la mise à bas du régime Marcos, rien n'est encore très clair pour cette démocratie naissante qui paraît toujours largement engoncée dans les rouages du passé. Une armée rendue nerveuse par les tentatives d'ouverture à gauche, une guérilla communiste toujours active, un clergé qui savoure sa victoire et reste vigilant, des hommes d'affaires craintifs et timorés, un chef d'Etat hésitant, un protecteur américain, enfin, qui n'a jamais été aussi sourcilieux. Tels sont les principaux acteurs qui se partagent aujourd'hui le destin du pays.

«LAISSER SA CHANCE A CORY AQUINO, C'EST AUSSI LA NOTRE»

«At last, I am free» («enfin, je suis libre»). L'inscription en lettres rouges, avec pour fond deux poings brisant des chaînes, barre le tee-shirt de Teddy. Le jaune, couleur de cette «révolution de février» qui mit bas le régime Marcos, est passé, terni de sueur. Il flotte autour du torse creux de cet homme de cinquante-trois ans qui déplace des caisses de fruits sur un quai du port de Manille. «*Quelque chose a changé dans votre vie depuis février ?* — Non monsieur, rien. — Débardeur, Teddy gagne toujours ses 120 pesos pour quarante-huit heures de travail d'affilié. Il «squatte» un terrain vers Tondo, le plus grand bidonville de Manille. «*Et la nouvelle présidente ?* (Sourire) — J'ai confiance en Cory.»

Dans cette hacienda du centre de Negros, l'île du sucre où c'est désormais «*tiempo muerto*», la longue saison du non-travail pour les 400 000 ouvriers des plantations pendant que, d'avril à septembre, la canne pousse, Rudy, du

haut de ses onze ans, veut devenir «docteur». En attendant, il va à l'école les jours où il n'y a pas de travail (il s'arcle 10 mètres carrés pour 2 pesos). Pour son père, c'est «*Tiang walai galin*» («le temps de rien») : il fait du charbon de bois, gagnant 110 pesos en deux semaines.

Manille et sa «révolution» sont loin des champs de canne. A Negros, on vit comme avant : les militaires, les communistes, la quête de la nourriture sont le lot quotidien. «*Et Cory ?* — Elle est bien», dit en riant Nita, la mère de Rudy, qui ne s'est pas achetée un vêtement depuis quatre ans.

Troublés par le tsapage et les violences des manifestations des «loyalistes» à Marcos, assaillis régulièrement de rumeurs de coup d'Etat militaire imminent que véhiculent avec complaisance dix-huit quotidiens qui ont renoué avec leurs vieilles habitudes, antérieures à la loi martiale, d'écrire à tort et à travers, les Philippines vivent leur lendemain de fête : ces moments où la réalité résiste à l'espoir, lamine les illusions.

Ils aiment les solutions inopinées, voire miraculeuses. Mais ils ont dû se rendre à l'évidence : Cory ne fait pas de «miracle instantané» pour relever un pays exsangue. Ce qui reste au fond d'eux-mêmes, enraciné comme un viatique, c'est le refus de se poser la question : et si cette bataille avait été vaine ? Marcos est parti, et après ? Un sourire, une boutade, la longue plainte muette dans les regards des enfants mendians sont les seules réponses qu'on obtient du petit peuple de la rue. Même certains hommes d'Eglise qui furent aux côtés de Cory dès la première heure laissent percer en privé leurs incertitudes : «*Elle n'est pas vraiment en selle, il faut attendre, lui laisser sa chance qui est aussi la nôtre*», estime une personnalité proche du cardinal.

L'effervescence politique, à gauche comme à droite ; une agitation sociale bourgeonnante qui se nourrit du populisme affiché par certains membres du gouvernement ; l'attentisme des milieux d'affaires, dont la prudence de la communauté chinoise est le baromètre ; une certaine insécurité en

ville, où les hold-up et la criminalité sont en recrudescence ; tout cela, conjugué au sentiment que le gouvernement n'a pas réussi à s'imposer, en particulier à l'armée, crée un climat d'incertitude.

**Auparavant,
j'avais peur
pour moi.
Aujourd'hui,
j'ai peur
pour mon pays**

«Auparavant, j'avais peur pour moi. Aujourd'hui, j'ai peur pour mon pays, confie un intellectuel. Mais je ne peux pas tourner le dos à l'espoir. Il n'y a d'ailleurs pas d'alternative. Cory est la seule chance pour les Philippines. Ou bien elle réussit, ou bien c'est le cycle trop connu : une jeune militaire épaulée par les Américains, une extension de l'insurrection et, dans cinq ans, dix ans, la prise de pouvoir par les communistes.»

L'euphorie de la victoire envolée, l'immensité des problèmes

n'en paraît que plus évidente. Les deux tiers de la population, soit 37 millions de personnes, vivent au-dessous du seuil de pauvreté (1 170 dollars annuels par famille). Selon le vice-président Saluatore Laurel, 15 % de la population active est au chômage et 45 % est sous-employée. Rien qu'à Manille, il y a 2,2 millions de sans-logis vivant dans des masures de tôle et de carton.

A Negros, où sévit une malnutrition qui s'aggrave, la moitié des enfants de moins de sept ans pèsent de 4 à 6 kilos de moins que le poids normal. Dans les bidonvilles de Bacolod, bon nombre d'entre eux portent dans les yeux les traces de trachome. Dans ses cinquante et un centres sur l'île, l'Eglise nourrit régulièrement vingt-cinq mille enfants. Les Philippines doivent d'autre part faire face à une guérilla forte de seize mille hommes, présente dans pratiquement tout le pays, et à la charge d'une dette extérieure de 26 milliards de dollars, dont le remboursement absorbe les quatre cinquièmes des recettes d'exportation.

Les réformes nécessaires pour remédier à une telle situation devraient être drastiques. Or la nature de la «révolution de février» ne doit pas tromper. Le *people power* (pouvoir du peuple), dont l'actuel gouvernement tire sa légitimité, n'est en rien enfant de la lutte des classes. Rarement, au demeurant, un pouvoir populaire fut autant fêté dans les salons, et rarement on s'est autant congratulé de la «révolution» autour des piscines des «ghettos dorés» de la grande bourgeoisie de Manille.

Cette grande bourgeoisie radicale-chic qui s'est découverte «aristo-libertaire» pour chasser un régime qui l'avait partiellement spoliée, afin de donner pouvoir et richesse à ses barons, s'est alliée aux nouvelles classes moyennes des villes.

De cette «révolution» de Manille, les Philippines ont gagné deux choses. Ils ont d'abord retrouvé les libertés. Même les

(Lire la suite page 12.)



Enquête
de notre envoyé spécial
Philippe Pons

AU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE DE FRANCE

Un œil du haut des Nivres à Eurodisney

Le conseil régional d'Île-de-France est réuni, ce samedi 12 juillet, pour débattre de la construction d'un parc à thème à Eurodisney. Le conseil, présidé par le député-maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, est composé de 12 membres, dont 6 élus par le conseil régional et 6 élus par le conseil général de la Seine-Saint-Denis. Le conseil régional a voté, à l'unanimité, une résolution qui demande au conseil général de la Seine-Saint-Denis de ne pas autoriser la construction d'un parc à thème à Eurodisney.

Le conseil régional d'Île-de-France est réuni, ce samedi 12 juillet, pour débattre de la construction d'un parc à thème à Eurodisney. Le conseil, présidé par le député-maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, est composé de 12 membres, dont 6 élus par le conseil régional et 6 élus par le conseil général de la Seine-Saint-Denis. Le conseil régional a voté, à l'unanimité, une résolution qui demande au conseil général de la Seine-Saint-Denis de ne pas autoriser la construction d'un parc à thème à Eurodisney.

Le conseil régional d'Île-de-France est réuni, ce samedi 12 juillet, pour débattre de la construction d'un parc à thème à Eurodisney. Le conseil, présidé par le député-maire de Paris, Jean-Pierre Chevènement, est composé de 12 membres, dont 6 élus par le conseil régional et 6 élus par le conseil général de la Seine-Saint-Denis. Le conseil régional a voté, à l'unanimité, une résolution qui demande au conseil général de la Seine-Saint-Denis de ne pas autoriser la construction d'un parc à thème à Eurodisney.

Annuaire des Turcs et des Maghrébins

Ces deux annuaires sont publiés par le conseil régional d'Île-de-France. Ils contiennent les noms, les adresses et les professions des personnes de nationalité turque ou maghrébine résidant en Île-de-France.

U.R. par Philippe B...

Le conseil régional d'Île-de-France...

Le conseil régional d'Île-de-France...

Le conseil régional d'Île-de-France...

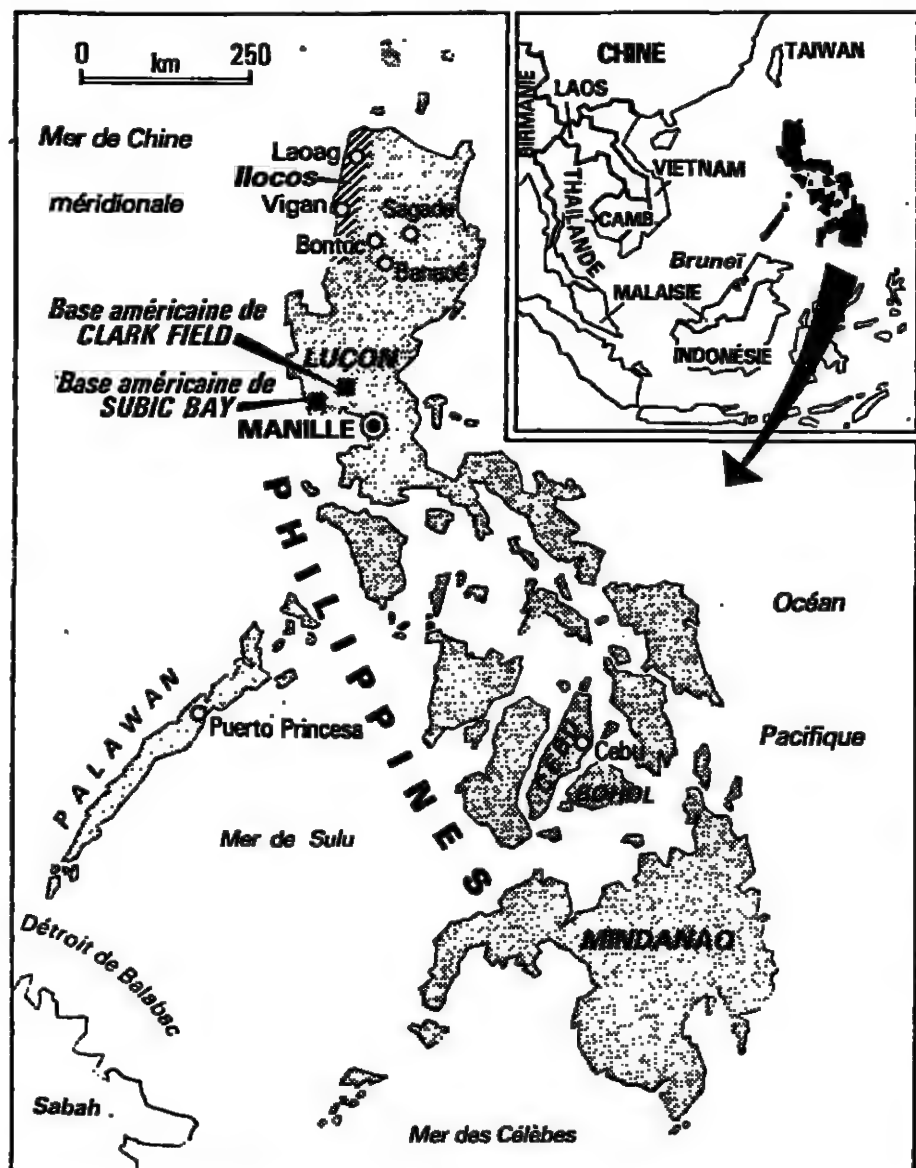
Le conseil régional d'Île-de-France...

Le conseil régional d'Île-de-France...

Le conseil régional d'Île-de-France...

Le conseil régional d'Île-de-France...

l'enquête



Les Philippines occupent dans le Sud-Est asiatique une position stratégique aux yeux des Américains, bien décidés à se maintenir dans le pays. Ci-dessous, une jeune femme militante, avant les élections de février dernier, pour Marcos et Tolentino, ce fidèle du président déchu qui vient de tenter un coup de force le 6 juillet dernier.



pas encore de réformes en profondeur. Ainsi, le gouvernement tarde à s'attaquer aux problèmes sociaux et à celui, fondamental, d'une réforme agraire, c'est-à-dire de la réorganisation en coopératives des grandes exploitations. Or c'est là aussi pour certains un test de la volonté politique de la présidence d'aller à l'encontre des intérêts de cette grande bourgeoisie dont elle est issue. Jusqu'à présent, la « révolution » a plutôt pris le tour d'une « restauration », les grandes familles, comme celles des Lopez, partiellement dépouillées par Marcos, récupérant leurs empires.

En prenant le pouvoir, Cory Aquino était placée devant un choix : ou bien utiliser les pleins pouvoirs et la légitimité populaire dont elle disposait pour aller vite et faire des réformes ; ou bien suivre la voie plus longue du processus démocratique tout en consolidant son pouvoir. Elle s'est engagée sur la deuxième voie. Une nouvelle Constitution est en chantier et sans doute l'année prochaine auront lieu des élections locales, prévues initialement en mai dernier.

Jouer la carte constitutionnelle représente aussi un risque de paralysie pour le nouveau gouvernement, le nouveau pouvoir populaire dont il tire sa force pouvant être noyé dans le juridisme. Les Philippines sont un pays dont la classe politique souffre d'une obsession légaliste : lors de la rédaction de la précédente Constitution, il n'avait pas fallu moins de trois mois pour trancher la question de la langue (anglais ou tagalog) qui serait celle des travaux de la commission. Lorsqu'il aura à composer avec tout un appareil parlementaire, le gouvernement risque de voir ses réformes s'enliser dans la palabre et les arguties juridiques : l'esprit de février risque d'être étouffé avant d'avoir pu souffler.

Dans un pays où, certes, l'injustice sociale est criante mais où la conscience de classe reste marginale et où même les communistes ont dû en convenir et changer de tactique, la population ne semble guère portée à la révolution violente, la voie choisie par le gouvernement semble judicieuse. Il n'y en avait guère d'autre, souligne-t-on dans l'entourage de Cory Aquino. Le pouvoir civil contrôle encore mal l'armée, et déjà les enquêtes de la commission des droits de l'homme sont ressenties par les militaires comme une vendetta : « Pourquoi nous, et pas les communistes ? »

eux aussi ont commis des exactions », rétorque, acerbe, un officier. En outre, même s'il l'avait voulu, le nouveau pouvoir ne pouvait s'attaquer d'entrée de jeu aux grands privilèges « sans provoquer une hémorragie de capitaux et faire tout sauter », nous dit l'un des conseillers de la présidence.

Ce mélange de prudence, qui frise parfois la compromission, et de moralisme contribue à créer une certaine confusion. Par exemple, la commission pour un bon gouvernement tourne autour de l'empire de M. Ponce Enrile, ministre de la défense, sans s'y attaquer. Elle vient de mettre sous séquestre la Banque des planteurs de noix de coco, dont il était le président, mais elle se garde d'enquêter sur l'immense fortune qu'il avait accumulée lorsqu'il était un des piliers du régime Marcos.

De même, le gouvernement ferme les yeux sur les manœuvres de Peiping Cojuangco, frère de Cory Aquino, qui, dit-on, serait en train de prendre en sous-main le contrôle des neuf casinos des Philippines par l'entremise de som-

Il était difficile, du temps de Marcos, de garder toujours les mains propres

bres personnages liés à la pègre japonaise. Ceux-ci avaient la haute main sur les jeux avant que Marcos n'en fasse un monopole confié au frère d'Imelda, Alfred Romualdez. « Peiping Cojuangco est un problème : on l'a mis un peu sur la touche, mais, ici, on ne tourne pas facilement le dos à la famille. Et puis il a largement contribué à la campagne de Cory », commente un observateur.

Inversement, l'épée de Damoclès que fait peser la commission pour un bon gouvernement sur les milieux des affaires paralyse ceux-ci. Aux Philippines, tout est dans tout : il était difficile du temps de Marcos de garder toujours les mains propres. Aujourd'hui, pour ne pas éveiller l'attention de la commission Salonga, de nombreux hommes d'affaires préfèrent ne pas prendre l'initiative d'investir. Or du redémarrage de l'économie

LAISSER SA CHANCE A CORY AQUINO

(Suite de la page 11.)

communistes le reconnaissent. Les pauvres et les humiliés craignent moins aujourd'hui de l'arbitraire des policiers ou des soldats. La « révolution de février » a aussi redonné aux Philippines une dignité nationale éteinte par le colonialisme et le sentiment d'être le jouet de la puissance tutélaire américaine.

Sans doute le rôle de Washington fut-il plus déterminant dans la chute de Marcos que la majorité des Philippines veulent le croire. Mais l'important est la perception qu'ils ont aujourd'hui d'eux-mêmes : pour la première fois peut-être avec autant d'intensité, ils ont l'impression d'avoir pris leur destin en main. « Je suis fier d'être philippin », peut-on lire sur des tee-shirts. Ce n'est pas rien pour un peuple qui, derrière l'ironie, est en quête d'une identité

culturelle nationale. Les quatre livres qui viennent d'être publiés sur la révolution de février, et dont déjà les premiers tirages sont épuisés, répondent à ce besoin de se rassurer.

Quatre mois après la chute de Marcos, Cory Aquino demeure la garante de la restauration de la démocratie et du redressement du pays. Le pouvoir lui a rendu plus inaccessibles : la campagne électorale est loin, avec les bains de foule, les mains qui se tendaient vers sa robe jaune, les regards qui se rassuraient d'un sourire. Les apparitions de la présidente se limitent à des cérémonies officielles ou à des allocutions télévisées où la spontanéité n'est plus de mise.

Aujourd'hui, les lettres passées par les grilles du palais de Malacanang, où se trouve, dans le bâtiment réservé aux hôtes étrangers,

le bureau de la présidente, s'entassent sur les tables de son secrétariat. Mais l'image de Cory, sa popularité, sont intactes. Dans un pays où les personnalités comptent plus que les idéologies, Cory dispose d'un atout majeur : « Psychologiquement, elle a le pays en main, même si le gouvernement ne le contrôle pas vraiment », admet l'un de ses proches collaborateurs.

Pour combien de temps Cory Aquino conservera-t-elle ce lien privilégié avec la nation ? Tout dépendra de sa capacité à mener ses bonnes intentions en volonté politique, son charisme en action. Elle demande régulièrement aux Philippines d'être patients. Compte tenu des problèmes, cette quête de temps paraît logique. Mais le temps joue contre le nouveau pouvoir, alimentant les déceptions, les rancœurs, galvanisant les impatiences.

Le bilan du gouvernement Aquino est encore mince. La présidente a tenu sa promesse en faisant libérer les cinq cents prisonniers politiques et en rétablissant l'habeas corpus. Elle tente en outre, tant bien que mal, de trouver un terrain de négociations avec la guérilla communiste (le Monde du 4 juillet). Elle s'est attaquée aux cent vingt-neuf monopoles et entreprises d'Etat dont les barons du régime défunt se servaient pour piller le pays. Elle cherche enfin, avec la commission pour un bon gouvernement, dirigée par l'intègre sénateur Salonga, de déraciner les pratiques de corruption, tandis que la commission des droits de l'homme, dirigée par l'ex-sénateur Dionicio, enquête sur les exactions commises par l'armée.

Un souci de moralisme certes louable mais qui ne s'accompagne

VOX DEI, VOX POPULI

Le cardinal Sin évoque volontiers l'« intervention divine » dans le déroulement de cette « révolution des miracles ».

« L'ÉGLISE n'intervient que lorsque le pouvoir laïc est défaillant. » Cette affirmation d'une personnalité proche du cardinal Sin est symptomatique de l'attitude adoptée par l'Eglise philippine depuis l'installation du gouvernement Aquino. Les prêtres, les religieux et les prêtats, qui furent un élément moteur de la « révolution de février », ont adopté aujourd'hui un profil bas.

La réserve de l'Eglise tient à plusieurs facteurs. D'abord, elle a obtenu ce qu'elle désirait. Son action, son engagement, qu'il faut bien qualifier de politique (1) dans la « révolution », ont été un succès. Ce fut la « révolution des

miracles », aime à dire le cardinal Sin, qui évoque volontiers l'« intervention divine » pour expliquer l'enchaînement d'événements ayant conduit à la chute du régime Marcos. En son for intérieur, le prélat n'est sans doute pas loin de penser que l'ultime miracle de cette « révolution » est précisément que la révolution, entendue au sens étymologique de transformation complète de l'ordre social, n'a pas eu lieu.

S'il en fut ainsi, c'est bien parce que l'Eglise sut ravir l'initiative à la gauche. L'apparente spontanéité de l'élan populaire qui se cristallisa autour de Cory Aquino pour abattre le régime Marcos ne doit pas dissimuler le substrat dont celui-ci a bénéficié : un long travail, souvent ponctuel, parcellaire d'organisation, d'éveil des consciences.

Indépendamment de toute « intervention divine », ce fut l'Eglise en tant que force sociale présente dans l'organisation de décompte des voix, Namfrel, qui mit en lumière les fraudes, et mobilisa avec Radio Veritas, en particulier pendant les quatre

jours de la rébellion armée. Elle réussit à être le catalyseur de la dynamique « révolutionnaire » plus que la gauche enlisée dans sa campagne de boycott des élections. « People's power, God's power » (pouvoir du peuple, pouvoir de Dieu), pouvait-on lire sur des badges en février. L'Eglise fut le ferment de cette « révolution » en soustrayant à la gauche le monopole de la contestation et de l'espoir, en substituant la catharsis de la morale à celle de l'idéologie. Et Cory Aquino n'a d'ailleurs pas gagné sur un programme politique mais parce qu'elle apparut, modelée par l'Eglise, comme le symbole du bien.

L'Eglise philippine ne s'est pas contentée, comme le souhaite Jean-Paul II, de « stimuler les laïcs dans leur fonction de citoyen ». Elle a contribué à forger une troisième voie, dépassant l'alternative « Marcos ou les communistes » dans laquelle s'enfermait le pays. Il est significatif d'ailleurs que l'un des livres qui vient d'être publié à Manille sur la « révolution de février » ait été écrit par le père James Reuter,

directeur de Radio-Veritas : il est dédié à la Vierge Marie.

Ayant tant accompli, il peut paraître logique qu'aujourd'hui l'Eglise se « repose ». En réalité, il y a d'autres raisons à sa réserve. Lorsque le cardinal Sin évoquait, comme il le fit à maintes reprises, les « forces des ténèbres » (Marcos) s'opposant à celles de la « lumière » (Cory Aquino), lorsqu'il faisait, au lendemain de la victoire, le signe de la croix avec le pouce et l'index formant le « L » de Laban (mouvement de Mme Aquino), lorsque Radio-Veritas (la radio des jésuites) diffusait régulièrement *En avant, soldats du Christ* dès que l'on parlait des nouvelles forces armées, l'Eglise s'est engagée bien au-delà du simple rôle de « suppléance » politique temporaire, refuge des valeurs humaines et porte-parole des opprimés que tolère le Vatican.

Sans doute après la victoire de Cory Aquino l'Eglise philippine fut-elle tentée de continuer à jouer un rôle de premier plan. Mais plusieurs facteurs l'en dissuadèrent. L'histoire de ces cin-

quante dernières années montre que lorsqu'elle s'est engagée politiquement, à froid, c'est-à-dire sans qu'il existe une situation de tension, elle n'a pas été suivie.

Si, en février, l'Eglise a joué un rôle mobilisateur, c'est parce que son action semblait renouer avec toute une tradition de révoltes contre l'oppression, identifiées à la rédemption dans l'esprit d'un peuple partagé entre un fatalisme atavique et la croyance aux miracles.

Désobéir à Rome

La catharsis révolutionnaire disparue, l'Eglise s'est mise en retrait. Le gouvernement Aquino ne semblait d'ailleurs pas souhaiter alimenter des critiques de « théocratie ». Surtout, le cardinal Sin savait qu'il avait pris de grands risques en s'engageant comme il l'avait fait et qu'il convenait d'être prudent. Pour deux raisons : ménager le Vatican et maintenir l'unité des fidèles.

Lorsque, le 6 avril, le cardinal Sin invita à sa résidence le nonce apostolique, Mgr Tupigiani, et baisa l'anneau de l'archevêque,

beaucoup virent surtout dans ce geste de réconciliation (les rapports entre les deux hommes avaient été pour le moins tumultueux au cours des mois précédents) le signe de l'allégeance à Rome du bouillissant prélat. En effet, pas rendu compte des mises en garde du Vatican : ni les deux lettres qui lui avaient été adressées par Mgr Casaroli, ni des avis de prudence réitérés du nonce (au demeurant très proche des Marcos). Le cardinal, qui entretenait des liens d'amitié avec Jean Paul II, n'ignorait pas qu'il s'engageait sur un chemin épineux, et que, non seulement il ne serait pas épaulé par Rome mais sans doute même désavoué. Ainsi, en appelant la population à descendre dans la rue le soir du 22 février pour former un cordon sanitaire autour des soldats rebelles se garda-t-il de téléphoner à Rome : « Il savait qu'on aurait essayé de le dissuader et qu'il risquait soit d'être paralysé soit de désobéir à Rome », nous dit l'un de ses collaborateurs.

La « révolution » des Philippines a bien tourné. Mais, néanmoins, elle place

l'enquête

Au micro, avec des lunettes, le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile. A ses côtés, bondissant, le chef d'état-major Fidel Ramos.



PUTSCHS EN STOCK

Comme du lait sur le feu, l'armée surveille tout débordement à gauche...

DEPUIS plusieurs mois, des rumeurs de coup d'Etat courent les rues de Manille. Bien que toujours démenties, les intentions séditionnelles prêtées à l'armée philippine ne cessent d'inspirer les spéculations sur le rôle futur qu'entend jouer ces quelques deux cent mille soldats, naguère « garde prétorienne » de Ferdinand Marcos.

M^{re} Aquino s, en effet, hérité d'une armée fortement politisée qui, depuis qu'elle a « retrouvé son âme », se considère comme le gardien de la démocratie philippine.

Si le ministre de la Défense, Juan Ponce Enrile, tient souvent des propos allant à l'encontre de la politique gouvernementale, l'armée, en revanche, est restée jusqu'à présent extrêmement discrète. Pourtant, au moment où s'engagent des négociations avec les dirigeants communistes de la Nouvelle armée du peuple (NAP), le corps des officiers est saisi d'un malaise renforcé par le fait que l'état-major est tenu à l'écart des négociations.

L'officier philippin se dit avant tout « constitutionnaliste ». La décision « révolutionnaire » prise par M^{re} Aquino de suspendre la Constitution et le Parlement dans l'attente de nouveaux textes en a choqué plus d'un. Les militaires philippins craignent aujourd'hui le « vide politique ».

En fait peu d'officiers seraient prêts à se déclarer hostiles à la présidence. « Mais si elle ne joue pas franc jeu avec nous, des choses pourraient arriver... », avertit un colonel.

Pour consolider l'unité de l'armée, M^{re} Aquino insiste notamment sur la nécessité d'effacer la distinction entre soldats auparavant « loyaux » à l'ancien chef d'Etat et ceux qui étaient aux côtés de la « révolution » de février. Mais certaines mesures du nouveau gouvernement ont profondément irrité nombre d'officiers.

Ainsi, les militaires ont en général mal accepté l'ouverture des prisons et la remise en liberté des « gros poissons » de la direction communiste, tel M. José Maria Sison, capturé avec tant de peine. Ils ont été encore plus sensibles au décret présidentiel n° 8 créant un comité chargé d'enquêter sur les atrocités et abus de pouvoir commis

par les forces armées du temps de Marcos. Si, officiellement, le nouveau chef d'état-major, le général Fidel Ramos, a entériné cette initiative, les échelons inférieurs ne cachent pas leur émoi devant les prérogatives considérables accordées à ce comité composé essentiellement de civils, sous la responsabilité d'un « vétéran des luttes pour les droits de l'homme », l'avocat José Diokno. Dans ces cercles, on estime que, si le ménage doit être fait, c'est avant tout une affaire entre soldats.

Brutalité et liquidations

Le reproche le plus fréquent concerne le « parti pris » supposé du comité Diokno. Selon un officier supérieur des renseignements militaires, « Diokno ne s'intéresse qu'aux prétendues atrocités commises par l'armée, il veut passer sous silence les innombrables cas de brutalité et de liquidations qui ont été l'œuvre de la NAP... ». Dans cet esprit, une section de l'armée se prépare à remettre au comité Diokno une liste « précise des exécutions perpétrées par la NAP, vingt fois plus terribles que celles qui nous sont imputées... ».

M^{re} Aquino bénéficie encore de l'état de grâce, personne ne remet en cause son « intégrité » ni sa « sincérité ». Ce n'est pas le cas pour le reste de son cabinet. Les militaires sont convaincus que calcul-ci et le comité Diokno sont au moins sous l'influence des communistes. Dans la province de Cagayan, front actif de la lutte contre l'insurrection, un lieutenant-colonel peste contre ces ministres, tel M. « Bobbit » Sanchez, ministre du travail, qui, selon lui, « protège les communistes que l'on nous dit de combattre... ». En réalité, le ministre Sanchez défend une politique plutôt alignée sur la social-démocratie, et a marqué ses distances, à plus d'une reprise, à l'égard des communistes.

Pour les militaires philippins de l'après-février, « être de gauche », c'est déjà trop. Développée grâce à un encadrement technique et « moral » américain, l'armée philippine en a hérité certaines réactions épidémiques. Les nombreux émissaires de haut rang de la Maison Blanche n'hésitent pas à exprimer leur crainte d'un « débordement à gauche » si la politique de réformes sociales, préconisées par certains ministres, allait trop loin.

Il ne manque pas de gens à Manille pour penser que l'armée serait prête à saboter tout effort d'entente avec la NAP. Beaucoup

d'officiers se font, en effet, l'écho du ministre de la Défense, selon qu'il est impossible de s'entendre avec les communistes car ils veulent tout simplement détruire notre société. Ces officiers frémissent à l'idée d'une paix honorable avec l'ennemi qui leur tient tête depuis bientôt deux décennies. La présence de la NAP à la table de négociations, le cas échéant, serait ressentie comme une humiliation et un échec.

Au front, le moral de la troupe n'est guère au beau fixe. Les drapeaux des casernes de Tuguegarao — capitale de la province de Cagayan — par exemple, sont en permanence en berne. Il ne se passe pas de jour sans que les soldats ramènent les cadavres de soldats tués lors d'embuscades. A l'exception de ceux qui appartiennent aux corps d'élite, le soldat sait peu de chose sur la nature de la lutte qu'on lui demande d'entreprendre. Tel ce sergent, dont l'unité est de tous les accrochages : « Si seulement les communistes acceptaient de se battre comme des hommes, de face... » Les soldats philippins sont persuadés que la NAP réussit à capter leurs communications-radio, ce qui expliquerait pourquoi les embuscades sont si meurtrières.

Ancien ministre de la Défense du président Marcos, rallié dans des conditions dramatiques à M^{re} Aquino, le ministre Enrile, qui a une réputation d'ambitieux, est le porte-parole de l'armée. Selon un officier, dont le nom pourrait fort bien apparaître sur la liste des mises en accusation du comité Diokno, « Enrile nous défendra, il ne permettra pas que l'on nous touche ». L'avocat Diokno ne fait pas de déclarations fracassantes. L'officier se félicite de cette « sagesse » due, selon lui, à l'influence du ministre de la Défense. Un colonel des renseignements rappelle « qu'en février, s'il s'était avéré que ni Marcos ni Aquino ne pouvaient s'imposer, Enrile avait envisagé une troisième option ». En langage de demi codé, cette « option » n'est rien d'autre qu'un putsch militaire.

L'armée n'est pourtant pas unanime. Un clan s'est formé autour du ministre Enrile. Des relations ambiguës existent entre lui et le général Ramos, que l'on dit plus proche de M^{re} Aquino. Bien qu'ayant été le véhicule du renouveau militaire, le Mouvement pour la réforme de l'armée (MRA) se distingue aujourd'hui par son profil aussi bas que haut. Officiellement, le MRA ne s'occupe que du bien-être matériel des soldats. Mais, dans ses rangs, certains généraux nourrissent d'autres ambitions.

KIM GORDON-BATES.

« COBRAS » TÊTE HAUTE

Escalante : sur les murs de la place, les traces des rafales d'armes automatiques sont toujours visibles... Dans les cours de certains, les plaies sont encore ouvertes.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

A Manille, on a ouvert des dossiers « historiques » : l'attentat de la place Miranda en 1971, qui fut sans doute fomenté par Marcos pour justifier la proclamation de la loi martiale. Lentement commence d'autre part à venir au jour l'arrière-plan du meurtre de Ninoy Aquino : témoin devant la Cour suprême, le procureur du tribunal qui acquitta les vingt-cinq accusés (dont le général Ver) de cet assassinat a raconté les pressions

exercées sur la justice. Mais à Escalante et dans les villes voisines, les miliciens des unités des Panthères ou des Cobras qui participèrent au massacre continuent à circuler librement. Personne n'a été arrêté, sinon le capitaine qui commandait à Escalante lors de la manifestation.

Un procès vient de s'ouvrir pour établir les responsabilités : la première chose établie a été le rejet de toute faute du général Ramos qui, à l'époque, négocia de faire procéder à une enquête approfondie sur les circonstances du massacre.

Cory Aquino a récemment mis en garde l'armée contre l'utilisation de la torture envers les prisonniers communistes. La Commission des droits de l'homme a reçu plus de six cents plaintes contre des militaires (pour affaires de meurtre, de torture ou de viol). Un débat s'est ouvert au sein du gouvernement pour savoir si on devait aussi enquêter sur les atrocités commises par les communistes : selon le général Ramos, il y a trois cent soixante-dix cas d'exécutions dont sont responsables les rebelles.

Aux environs de Cadiz, non loin d'Escalante, Armando Gustilo,

ancien gouverneur mais surtout « seigneur de la guerre » du nord de Negros, est retranché dans sa propriété adossée à la mer et fermée de hauts murs surplombés de grilles électrifiées. Aux alentours patrouillent les hommes de son armée privée. « Le jour du massacre à Escalante, sa Mercedes était garée près de la mairie lorsque les soldats ont ouvert le feu », raconte Fernando, dont la fiancée a été tuée.

Sur son hacienda, Gustilo a toujours sa station de radio privée, la seule qui existe au nord de Negros, et chaque jour il attaque le gouvernement et ceux qui le soutiennent comme Mgr Fortich, évêque de Bacolod. A Cadiz, il n'y a jamais eu de manifestation en vingt ans : « Dès qu'un attroupement se formait, les hélicoptères de Gustilo, mitraillés en batterie, survolaient le lieu », raconte Milo Pico qui, à plusieurs reprises, dut disparaître de la ville pour ses activités syndicales. « Aujourd'hui, la population n'a plus peur mais elle ne sait pas bien qui a vraiment le pouvoir : le gouvernement ou encore les seigneurs de la guerre. »

on ne peut plus répondre de rien », affirme, pour sa part, le Père Mauri, qui depuis des années travaille avec la Fédération des ouvriers du sucre et vient de soumettre au gouvernement un projet de réforme agraire.

A Manille, avec plus de discrétion qu'avant, l'Eglise continue à conseiller de loin la présidence (c'est le cas, bien qu'il s'en défende, du Père Bernas, jésuite, président de l'Ateneo ; c'est aussi le cas du cardinal, qui a été par exemple à l'origine de la nomination du nouvel ambassadeur auprès du Vatican). Sur le terrain, des évêques comme Mgr Fortich à Negros ou Mgr Vidal à Cebu jouent les intermédiaires avec les communistes. « Nous restons une force de soutien, présente mais neutre », affirme volontiers le Cardinal Sin.

(1) Voir l'intéressant article de Mgr Claver : « L'Eglise et la révolution : solution philippine » dans la revue *Etudes*, juin 1983. Jésuite, Mgr Claver se situe dans le courant progressiste de l'Eglise philippine et fut avec Mgr Bacani, évêque auxiliaire de Manille, et Mgr Legaspi (dominicain), l'auteur du texte (dans sa version la plus dure pour le régime) adopté par la conférence épiscopale le 13 février.

Rome dans l'embarras. On prête ces propos au cardinal Sin, retour de Rome dernièrement : « Le Saint-Père n'aime pas qu'on retourne le bateau, parce qu'il n'aime pas que le monde puisse penser que nous faisons de la politique. »

Il n'y a pas que Rome qui incite le cardinal Sin à la réserve. Son action a en effet aussi provoqué des réactions négatives parmi les fidèles. Toute l'action du cardinal a consisté à essayer de refaire l'unité de son Eglise en récupérant au profit de la hiérarchie l'initiative que les prêtres militants lui avaient progressivement ravie. La déclaration de la conférence épiscopale du 13 février, condamnant le régime Marcos en affirmant que ce pouvoir n'avait plus de « bases morales », a consacré à la fois l'engagement de l'Eglise et son unité.

Le cardinal a refait l'unité de son Eglise mais il a aussi ainsi divisé les fidèles. Bon nombre d'entre eux ont critiqué l'engagement des prêtres. A Ilocos-Norte, région natale de Ferdinand Marcos, « plusieurs dimanches de suite, une partie des fidèles ont ostensiblement boudé la messe »,

raconte un prêtre. A des degrés divers, des comportements analogues ont été remarqués un peu partout dans le pays. « Notre principale tâche aujourd'hui est de promouvoir la réconciliation nationale et d'apparaître neutres », ajoute notre interlocuteur.

La région d'Ilocos est un cas particulier. Mais partout on sent que ces prêtres veulent rester un peu à l'écart. Certains fidèles ont été irrités par l'engagement de l'Eglise et d'autres, aujourd'hui, sont aussi déçus par les atermoiements du nouveau pouvoir. Certains prêtres militants se trouvent dans une situation embarrassante. « L'Eglise a accompagné son peuple et elle a même été dans certains cas son avant-garde », nous dit l'un d'eux à Negros : « Elle ne peut le laisser aujourd'hui au milieu du gué. Elle doit l'aider dans le travail plus pénible, plus ingrat, de la reconstruction. En tant qu'hommes de Dieu, nous devons chercher à ce que le gouvernement rende vivante l'option préférentielle pour les pauvres », la concréte en programmes politiques. »

« A Negros, on a peut-être deux ans pour faire des réformes, après

Il était difficile, du temps de Marcos, de garder toujours les mains propres

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Un jour de septembre 1985, dans cette petite ville du nord de Negros, l'armée et des membres des unités de défense civile, sorte de milice à la solde des planteurs, ont ouvert le feu sur des manifestants : vingt et un d'entre eux ont été tués et une cinquantaine blessés. Le massacre d'Escalante est symbolique des abus commis par l'armée à la fin du régime Marcos. Mais cinq mois après l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, la population d'Escalante attend toujours que justice soit rendue.

Enquête

LES SOUTENEURS DE MANILLE

Même si les thèses de Cory Aquino ne sont pas toujours du goût du président Reagan, les Américains sont décidés à maintenir leur présence dans le pays. A n'importe quel prix.

AVEC le gouvernement de M^{re} Aquino, Washington doit se faire à un nouveau style. La « révolution de février » a donné aux Philippines une certaine fierté nationale qui se reflète dans l'attitude adoptée par Manille à l'égard des Etats-Unis. Ainsi, lorsque le secrétaire d'Etat américain George Shultz se rendit à Manille, le 20 juin dernier, pour annoncer à M^{re} Aquino que Washington était, finalement, disposé à accorder aux Philippines une aide économique de 200 millions de dollars, le secrétaire à la présidence, M. Arroyo, déclara sans ambages : « Avant de pousser des cris de joie tels des chimpanzés sautillants, nous devons savoir que M. Shultz ne fait que nous verser en aide économique le loyer de l'utilisation des bases américaines aux Philippines ».

Ces réactions sont peut-être plus épidémiques qu'elles ne reflètent une réelle évolution de l'attitude du gouvernement philippin à l'égard des Etats-Unis. « Le style a changé, mais l'allégeance fondamentale demeure : nous sommes toujours sous protectorat américain », commente l'historien Renato Constantino.

Deux événements récents semblent d'ailleurs étayer la thèse de M. Constantino. Washington vient d'annoncer que le versement du reste de l'aide promise aux Philippines (262 millions de dollars qui doivent être répartis sur les neuf prochains mois) sera fonction du programme économique que le gouvernement Aquino mettra en place. Une manière de tenir la dragée haute au nouveau pouvoir, et peut-être aussi de le ramener à de meilleurs sentiments.

Pratiquement en même temps, le 4 juillet, jour anniversaire de l'annexion américano-philippine, cinq mille personnes manifestèrent à Manille devant l'ambassade américaine, pour protester contre les ingérences de Washington dans les affaires intérieures philippines. Les manifestants furent dispersés à coups de bombes lacrymogènes. Ce premier affrontement entre la gauche non

communiste et les forces de l'ordre est à l'image des tensions qui se dessinent entre le gouvernement et les nationalistes. Au sein même du gouvernement Aquino, les positions sont divergentes. Le vice-président Salvador Laurel, représentant de la classe politique traditionnelle, qui se félicitait, lors de la visite de M. Shultz, de la « sollicitude américaine », ou M. Enrile, ministre de la défense, sont très clairement ce que la gauche nationaliste nomme des « american boys ». M. Arroyo, le porte-parole du gouvernement M. Saguisag, ou le sénateur Diokno, qui dirige la commission des droits de l'homme, sont en revanche des hommes faisant preuve de beaucoup moins de servilité à l'égard de Washington.

M^{re} Aquino fut au départ influencée par les idées de la gauche nationaliste : en décembre 1984, elle signa par exemple un texte favorable au retrait des bases américaines. Présidente, elle a adopté une position plus nuancée, sinon attentive, déclarant que la question des bases resterait ouverte jusqu'en 1991, année où expirerait le traité entre les Etats-Unis et les Philippines sur cette question, traité qui devra éventuellement être renégocié.

Hollywood, opium du peuple

Telles deux personnes qui se savent irrémédiablement liées, les Etats-Unis et les Philippines entretiennent des relations tumultueuses, oscillant entre l'amour et la haine. Les Etats-Unis ont sur l'archipel des intérêts stratégiques importants : les bases de Subic Bay et de Clark, élément pivot de leur présence militaire dans le Pacifique et l'Océan Indien. Leur déplacement coûterait quelque 8 milliards de dollars.

Les Philippines sont en outre l'un des rares pays où, à l'exception de la gauche, la présence américaine n'est pas contestée et où l'américanisation de la culture est évidente : des policiers de la route coiffés de leur chapeau à large bord comme des « mounties », de la musique disco



MARCOS (MAGNUM)

partout présente à la culture du tee-shirt en passant par les restaurants de fast food ou la floraison de sectes évangéliques.

La culture populaire est hollywoodienne, l'anglais est parlé partout, l'élite est formée dans les universités des Etats-Unis, et même un petit parti veut faire des Philippines le cinquante et unième Etat américain. Surtout, le rêve reste américain : il suffit de voir la queue qui chaque jour s'étend à la porte du consulat des Etats-Unis pour obtenir une autorisation d'immigration.

Et pourtant les Etats-Unis n'ont pas toujours ménagé les Philippines. Au tournant du siècle, l'armée américaine écrasa dans la plus pure tradition colonialiste le mouvement indépendantiste philippin mené par Emilio Aguinaldo, après l'avoir brièvement encouragé : 14 000 Philippines trouvèrent la mort dans cette lutte d'indépendance qui échoua. Déjà, à l'époque, les Etats-Unis avaient besoin de l'archipel comme base pour protéger leur commerce en Extrême-Orient.

Les Philippines devenues indépendantes, Washington continua à intervenir, « gérant » avec plus ou moins de doigté et de discrétion la mise en place des gouvernements successifs.

Non sans tiraillements et hésitations, la Maison Blanche abandonna Marcos in extremis. Il reste à écrire l'histoire du rôle des Etats-Unis dans la chute de son protégé : il est en effet difficile d'imaginer que M. Enrile et le général Ramos se soient lancés dans l'aventure de la rébellion sans assurances des Etats-Unis, et, encore plus, que le cardinal ait fait descendre la foule dans la rue sans avoir la certitude que Marcos était neutralisé : or les seuls à pouvoir le neutraliser étaient les Américains. Cela dit, Washington n'avait guère de choix : la crise économique, sociale, l'extension de l'insurrection communiste faisaient

de Cory Aquino la seule chance d'une alternative modérée à Marcos.

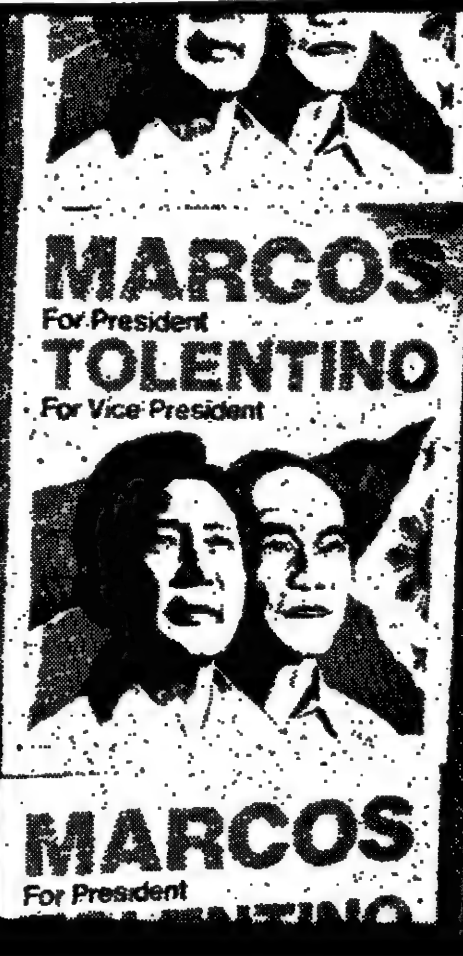
Pourtant, le gouvernement Aquino ne satisfait que modérément la Maison Blanche : l'anti-américanisme affiché de certains membres du gouvernement et la popularité quelque peu mystique de Cory Aquino suscitent à Washington plus de suspicion que de sympathie. Avec son côté « sainte », Cory Aquino paraît plus difficile à manœuvrer.

Ces inquiétudes expliquent que Washington ait quelque peu traîné les pieds avant de manifester son soutien au nouveau pouvoir. L'attitude personnelle de M. Reagan n'est sans doute pas étrangère à cette réserve : on dit qu'il éprouva des remords d'avoir abandonné son ami Marcos, qui avait toujours fait preuve d'une irréprochable loyauté à l'égard des Etats-Unis. D'ailleurs, ayant gratifié Cory Aquino d'un coup de téléphone de trois minutes, Ronald Reagan passa quarante minutes à converser avec Ferdinand, et son entourage dut exercer

de sérieuses pressions sur le président américain pour l'empêcher de rendre visite au couple Marcos lorsqu'il fit un voyage à Hawaï.

Ayant annoncé que les Philippines honoreront leur dette extérieure, le gouvernement Aquino a cependant donné des gages de bonne volonté. Ce qui a conduit M. Shultz à manifester hautement le soutien des Etats-Unis aux Philippines et à déclarer qu'il avait confiance dans leur futur. Washington n'en distille pas moins son aide (dont le montant total est, au demeurant, bien inférieur à celui concédé par exemple au Pakistan) comme pour rappeler au nouveau pouvoir de ne pas dépasser certaines bornes.

Les Américains semblent en outre rassurés par la présence au gouvernement d'un homme comme M. Enrile. Avec le général Ramos, en qui le Pentagone a une grande confiance, il pourrait constituer le noyau d'une solution « musclée » si la situation devenait trop instable et risquait de compromettre les intérêts américains.



MARCOS TOUJOURS CHEZ LUI...

Dans la région d'Ilocos Norte, des inconditionnels du président déchu tiennent tête au nouveau gouvernement.

« **L**e commissaire du gouvernement, dehors ! » La banderole est suspendue en travers de la rue principale de Vigan, capitale de la province d'Ilocos Sur. Devant le bâtiment de la municipalité, une centaine de petites gens montent la garde. Depuis six semaines, les villages de la région se relayent pour envoyer une délégation de citoyens former le « cordon sanitaire » destiné à empêcher le commissaire du gouvernement, M^{re} Sally Villanueva, nommée par la présidente Aquino, de remplacer le gouverneur déchu, M. Chavit Singson.

A Vigan, comme dans la province d'Ilocos Norte, région natale de Ferdinand Marcos, le « peuple power » (pouvoir populaire) qui porta au pouvoir Cory est mobilisé contre elle. Le gouvernement se heurte à la « force » du Nord, ce que Marcos appelait son « solid North » et il doit battre en retraite. « Marcos pa rin ! » (Marcos pour toujours), « Marcos est notre pré-

sident » sont des inscriptions qui fleurissent un peu partout. D'abord, évidemment, dans les hauts lieux du culte Marcos : ainsi à Sarat, petite ville propre où la maison natale de Ferdinand a été transformée en musée, mais aussi à Batac, où il a grandi.

La demeure ombragée de palmiers devenue musée en 1977 pour le soixantième anniversaire de l'ancien président avait fermé précipitamment ses portes la nuit du 25 février, lorsqu'on apprit la fuite des Marcos. Le musée est à nouveau entrouvert. Trente-six mannequins grandeur nature représentent un Marcos éternellement jeune en différentes tenues. On y apprend que Ferdinand naquit à 7 heures ; aussi fit-il de ce chiffre un fétiche qui se révéla inopinément néfaste le 7 février, jour des élections.

Peu de choses ont changé à Sarat ou à Batac depuis la « révolution de février » : la conservatrice du musée Marcos n'est plus payée mais continue bénévolement son travail ; quant à la pauvre Junesia Domingo, âgée de quatre-vingt-deux ans, nourrice de Ferdinand qui entretenait sa maison natale, elle ne touche plus sa pension.

A San-Nicolas, une bourgade voisine, célèbre parce que douze mille neuf cents des treize mille électeurs ont voté Marcos, le maire, Benjamin Madamba, artisan de cet exploit électoral, est toujours en place.

Ilocos Norte a bénéficié, c'est vrai, du régime Marcos. Une université portant le nom du père de l'ancien président, Mariano Marcos, est sans doute la majeure contribution du régime au

développement d'Ilocos Norte. Mais le ressort de la fidélité des Ilocanos à Marcos tient surtout à un attachement de type clanique. Sans doute la population s'est-elle égarée dans la confusion des révélations sur la fortune accumulée par les Marcos, mais elle les a vite refoulés.

Les deux provinces d'Ilocos (Norte et Sur) sont le terrain de ce qu'il est convenu d'appeler les « loyalistes » (les pro-Marcos). Pour l'instant, ils ne sont pas organisés. Les Ilocanos fournissent notamment de la « troupe » — parfois rémunérée — pour les manifestations qui ont lieu chaque dimanche à Manille. Au début de juin, elles ont pris un tour sanglant et ont fait cinq morts.

« Les loyalistes ? Les Philippines sont un pays tropical : ils sont comme les moustiques », ironise un proche collaborateur de Cory Aquino. Ils n'en représentent pas moins une force politique potentiellement non négligeable, appuyée sur un pouvoir local qui, en vingt ans de régime Marcos, s'est solidement structuré et dont les ramifications occupent les rivalités de certaines puissantes familles.

A Vigan, Chavit Singson est un exemple de ce pouvoir. Son clan et ses clientèles dominent cette ville à l'atmosphère surannée, comme surgie d'un autre âge.

Son père, S. Mercedes, entouré de ses quatre gardes du corps, pistolet enfoncé dans la ceinture, Chavit Singson ne mâche pas ses mots. « Vous êtes venus voir le début de la prochaine révolution », nous dit-il en guise de bienvenue, montant l'escalier menant à son bureau de gouverneur.

tapisés de portraits des Marcos dédicacés et où l'attendait une brochure de souvenirs venues lui apporter leur soutien. Chavit Singson se considère toujours comme l'« élu » du peuple. En présence d'un prêtre, il aurait même mené M^{re} Villanueva de la « passer par la fenêtre » si elle mettait les pieds dans son bureau.

Seigneur de la guerre

A première vue, le personnage est peu amène. Il reste qu'il est difficile de voir la situation politique de Vigan en termes tranchés. Chavit Singson est devenu « marcosien » après avoir été aux côtés de Ninoy Aquino en 1971, dans le Parti libéral. A l'époque, en revanche, la famille Villanueva était du côté de Marcos. Puis Chavit Singson hérita de l'empire régional de son oncle, Florio Crisologo, député d'Ilocos Sur pendant vingt ans, baroudeur, officier au Vietnam et surtout « seigneur de la guerre » dans sa province, assassiné un dimanche d'octobre 1970 alors qu'il assistait à la messe à la cathédrale de Vigan.

Aux dernières élections, les Villanueva ne mirent pas tous leurs coups dans le même panier : une partie de la famille fit campagne pour Marcos, une autre pour Cory. Aussi Chavit Singson n'entend-il pas se laisser déposséder par des « balimbing » (fruit caméléon qui change de couleur quand on le tourne) : une expression désignant aujourd'hui ceux qui tournent leur veste.

Ces intrigues de famille, dans lesquelles les options idéologiques et le

choix des camps sont au service des intérêts des clans, sont certes anecdotiques, mais elles constituent l'arrière-plan du jeu politique philippin. Le mouvement loyaliste n'est rien d'autre, pour l'instant, qu'un congrès de clans défendant leurs intérêts. Il peut cependant connaître une évolution qui en fera une véritable force politique.

Le fringant Rudy Farinas, trente-quatre ans, le plus jeune maire des Philippines, ami intime de Bong Bong, fils de Marcos et ex-gouverneur d'Ilocos Norte, est toujours à la tête de la municipalité de Laoag, capitale de la province. Puissant propriétaire de la compagnie d'autocars desservant Manille, Rudy Farinas est un loyaliste sans nostalgie ni état d'âme. « D'accord, Marcos est une cause perdue », nous dit-il, mais il y a des millions de gens qui croient encore en lui et un nombre croissant de mécontents. Tous ont besoin d'un point de ralliement, de quelqu'un qui les représente, qui les défend : me voilà. »

M. Farinas, qui se déplace en Cadillac blindée et dispose d'une petite armée privée d'une cinquantaine d'hommes, nie avoir organisé à l'extrême nord de Luzon, dans une vallée perdue de la cordillère du nom de Blue Haven, un camp d'entraînement pour trois cents déserteurs à la solde des loyalistes.

Au niveau national, le camp loyaliste est surtout en train de se rassembler autour d'un nouveau leader, M. Ponce Enrile, ministre de la défense. Il fut un pilier du régime Marcos, géant notamment la loi martiale (et maintenant en prison Ninoy

Aquino). M. Enrile n'a jamais caché ses ambitions présidentielles du temps de Marcos. Avec le général Ramos, il mena la rébellion de l'armée qui donna le coup de grâce au régime. « Bien sûr, Enrile a trahi Marcos mais la fidélité clanique entre Ilocanos est plus forte », dit le pragmatique M. Farinas.

Lorsque M. Enrile se rendit le 19 juin à Laoag, il ne fut pas reçu en triomphe mais en héros. L'allégeance des Ilocanos fut complétée et M. Enrile fut acclamé comme le « nouveau père, le héros ».

Ce dernier même actuellement un jeu subtil. Il s'est entouré d'une force spéciale, dite « anti-terroriste », qui protège son ministère contre toute éventualité.

Il serait sans doute prématuré de monter un coup de force contre le pouvoir. Mais M. Enrile consolide sa base politique.

Il courtise les Américains, se démarquant de la réserve du gouvernement Aquino à propos des bases et prône, ce qui n'est pas pour déplaire à Washington, la ligne dure à l'égard des communistes. Sur le plan interne, il a commencé avec succès à combler le vide laissé par Marcos dans le nord-ouest du pays. Lui-même ayant son fief au nord-est (la province de Cagayan). Parallèlement, il encourage ses amis de l'ancien parti de Marcos à reconstruire le Parti nationaliste. Il tend ainsi à apparaître comme le rassembleur des forces conservatrices du pays, instaurant progressivement un véritable rapport de forces avec le gouvernement Aquino.

CASTORIADIS, UN

« V »

PHILOSOPHE EN BATAILLE

هكذا منذ الأصل

rencontre

CASTORIADIS, UN DÉÇU DU GAUCHE-DROITE

« Il y a longtemps que le clivage gauche-droite, en France comme ailleurs, ne correspond plus aux grands problèmes de notre temps », dit Castoriadis, philosophe, psychanalyste, animateur de *Socialisme ou barbarie*, dont la pensée prépara mai 68.

« VOUS n'étiez pas sorti du silence des intellectuels » après 1981. A présent que la droite gouverne de nouveau, sentez-vous l'urgence d'un *kairos*, ce moment critique où quelque chose doit être dit ou fait ?

Plusieurs textes dans *Domaines de l'homme* montrent que je me suis publiquement exprimé chaque fois que je le pensais utile. Mais il ne pouvait être question de participer à ce bazar dont les enjeux, les acteurs et les motivations étaient trivialement transparents. Il y a longtemps que le clivage gauche-droite, en France comme ailleurs, ne correspond plus ni aux grands problèmes de notre temps ni à des choix politiques radicalement opposés.

Où est l'opposition entre Mitterrand et Chirac en matière militaire, nucléaire, africaine, de structure et de gestion du pouvoir, d'éducation et même d'économie ? Pendant cinq ans, les prétendus socialistes ont disposé d'un pouvoir absolu ; ils l'ont utilisé pour gérer le système et - comme pendant la guerre d'Algérie - faire ce que la droite voulait et n'osait pas faire. Les politiques Bérégovoy et Chevènement en sont les exemples les plus frappants.

Les « réformes », depuis 1981, reviennent à trois types de mesures : celles qui tiennent à des singularités et à des retards français (décentralisation, peine de mort) ; celles qui exploitent utilement une dogmatique néo-socialiste au bénéfice de la bureaucratie du parti (nationalisations, remplaçant les managers en place par les « nôtres ») ; celles, enfin, destinées à faciliter la plus grande pénétration de l'appareil d'Etat par l'appareil socialiste.

De l'autre côté, une « droite » qui se dit libérale et assortit chacune de ses mesures de quinze clauses interventionnistes ou dirigistes ; qui, naturellement, s'attaque aux couches les moins favorisées, aux immigrés et aux étrangers ; et qui souffre intérieurement du même manque

diablotin du même manque total d'idées et d'imagination politique.

Malentendu général, époque aberrante.

Le crétinisme que vous dénoncez sans ménagement ne serait donc pas propre aux libéraux ?

On sait qu'il y a eu parmi les libéraux des esprits profonds et originaux ; entre autres, les pères fondateurs américains : Constant, Tocqueville, Mill. Aucun rapport avec les resucées des discours « libéraux » contemporains, où l'on ne trouve pas une idée nouvelle, pas un seul effort pour affronter les problèmes du présent.

La question qui se pose devant cette misère est : d'où est donc venue la force de ce pseudo-libéralisme depuis quelques années ? Je pense que, pour une grande partie, elle vient de ce que la démagogie « libérale » a su capter le mouvement et l'humour profondément antibureaucratiques et antistatistiques qui remuent la société depuis le début des années 60 (et qui avaient échappé au regard pénétrant des dirigeants « socialistes »).

C'est un grand malentendu que de voir dans mai 68 et les autres mouvements des années 1960 l'origine de l'individualisme « contemporain ». Celui-ci résulte de l'échec de mai 68, et cet échec était interne.

Le mouvement - comme ses analogues dans d'autres pays - a charrié beaucoup d'absurdités, et il n'a pas pu dépasser le stade de la manifestation subversive, il n'a pas su affronter positivement la question de son autogouvernement. Mais son inspiration profonde était l'aspiration à l'autonomie, dans sa dimension sociale aussi bien qu'individuelle.

Aujourd'hui comme toujours, la tâche politique est de reprendre et de porter plus loin la grande tradition émancipatrice de l'Occident : construire une société démocratique, autogouvernée, où l'autonomie individuelle et l'autonomie collective s'élèvent et se nourrissent l'une l'autre. Mais cela ne peut se faire en dehors d'un grand mouvement démocratique de la



population, qui est précisément absent. L'échec des mouvements des années 60 a convergé avec les tendances profondes du capitalisme bureaucratique moderne, poussant les gens à l'apathe et à la privatisation.

Pour l'instant, donc, le *kairos* fait défaut comme *kairos* politique. On n'y peut rien, et ce n'est pas une perte sèche. Cela donne le temps de penser plus loin, de questionner plus profondément, comme j'essaie de le faire dans les textes philosophiques des *Domaines de l'homme*.

Comment expliquer cette apathie ?

Question énorme, un des nœuds du deuxième volume de *Devant la guerre* : pourquoi et comment une culture meurt-elle ? Tout aussi difficile que l'autre : pourquoi et comment une culture se crée. Une culture se crée en créant de nouvelles significations imaginaires et en les incarnant dans des institutions. Le monde est peuplé de dieux et de nymphes. Ou : le monde et les humains ont été créés par un dieu omniscient et omnipotent. Ou encore : le monde n'est que matière inerte moyennant laquelle nous pouvons réaliser ce qui donne sens à la vie humaine - l'expansion illimitée des forces productives, ou de la maîtrise, ou de la puissance.

Voilà des significations imaginaires nucléaires de quelques sociétés connues - et l'on voit sans peine les institutions qui les ont activement incarnées. Ces institutions tombent souvent en crise ; mais les sociétés possèdent aussi une énorme capacité d'auto-réparation. Celle-ci dépend essentiellement de la vitalité continue de ces significations imaginaires, c'est-à-dire aussi et surtout de leur capacité à former, animer, inspirer, motiver les individus. Or c'est là toute la question : les sociétés occidentales croient-elles toujours

à un avenir indéfini rempli de toujours plus de « bien-être », de richesses et de « puissance » technique ? Croient-elles vraiment qu'un tel avenir vaut la peine ? Est-ce là une idée pour laquelle on pourrait, par exemple, accepter de mourir ? Produisent-elles les individus capables d'autre chose que de vivre sur le système ?

Ce que vous dites, en général, n'est pas très encourageant ni très mobilisant.

Avant d'être d'accord avec les autres, j'ai envie d'être d'accord avec moi-même. Et je suis stupéfait, par moments effondré, en voyant les ravages d'un « réalisme » pseudo-hégélien : en réalité d'un opportunisme, à très courte vue du reste, même auprès de jeunes intelligents et sympathiques. On vous sort comme un argument, sur un ton de commisération : Mais cela, on le disait il y a dix ans, on ne peut plus le dire aujourd'hui !

Mon pauvre ami, c'est parce que cela a cours aujourd'hui que cela a toutes les chances d'être une bourde. Hegel disait : l'histoire du monde est le Jugement dernier. Pour notre époque : l'émission de télé de ce soir est le Jugement dernier. Et, comme cette émission est, par construction et à juste titre, oubliée le lendemain matin, il y a Jugement dernier tous les soirs - c'est-à-dire il n'y a plus aucun Jugement ni dernier ni premier, ni mémoire, ni réflexion. Dans les bonnes manières du microcosme intellectuel parisien, il est devenu indécemment de rappeler (et même de se rappeler) ce qu'Untel racontait l'année dernière.

Combien de temps peut-on accepter d'être minoritaire ?

Je ne suis pas minoritaire ; je suis seul, ce qui ne veut pas dire isolé. J'étais seul, nous étions seuls aussi pendant toute la période de *Socialisme ou barbarie* ; la suite a montré que nous n'étions pas

isolés. Il est possible que tout ce que je dis et écris soit nul. Il existe toutefois aussi une autre hypothèse, moins optimiste : que les gens aujourd'hui n'ont aucune envie d'entendre, et de faire l'effort de réclamer un discours qui appelle à la réflexion critique, à la responsabilité, au refus du laisser-aller.

Vous êtes très pessimiste ?

L'époque est celle où l'on a inventé ce terme suprêmement dérisoire de « post-modernisme », pour cacher la stérilité électorale,

le règne de la facilité, l'incapacité de créer, l'évacuation de la pensée au profit du commentaire, au mieux, du calembour ou de l'érudition, le plus souvent. Epoque de parasitisme et de pillage généralisé. Ce qui passe aujourd'hui pour le dernier cri de la « pensée » et de la « philosophie politique » sera regardé, j'en suis convaincu, avec pitié dans une, deux ou trois décennies.

Car que dit-on, au fond ? Que l'histoire s'est arrêtée, ou mieux, qu'elle est finie. Depuis l'Antiquité grecque, l'Europe se définit aussi par la philosophie, et on nous dit : fin de la philosophie, il n'y a plus qu'à « déconstruire ». Depuis vingt-huit siècles, l'Europe se définit par ses luttes pour modifier l'institution de la société, ses luttes sociales et politiques, sa création de la politique, et on nous dit : la politique (la vraie, la grande), c'est terminée.

La République parlementaire ou présidentielle (qu'on appelle aussi « démocratie », le respect des mots étant depuis longtemps perdu), voici la forme enfin trouvée de la société humaine. Certes il reste à faire quelques réformes : revoir, par exemple, les allocations familiales des gardes champêtres. Mais, pour l'essentiel, la tâche politique, la tâche instituante de l'humanité est achevée : Reagan, Thatcher, Kohl, Mitterrand/Chirac pour les siècles à venir.

On ne peut, en évoquant un tel cauchemar, que redevenir irrésistiblement optimiste. Car, dans une telle perspective, il y a presque une contradiction interne. Ces gens-là sont les sous-produits et les parasites des régimes contemporains, en aucun cas ils n'auraient pu les créer (comme les « déconstructeurs » d'aujourd'hui ne peuvent vivre que parce que des philosophes ont existé).

Et ils ne pourraient même pas, à la longue, les conserver. Régimes produits par la lutte des peuples pour des objectifs autrement radicaux : des objectifs d'autonomie véritable. La philosophie, la vraie pensée, n'est pas finie, on pourrait presque dire qu'elle commence. Et la grande politique est à recommencer. L'autonomie n'est pas simplement un projet, c'est une possibilité effective de l'être humain. On n'a pas à prévoir ou à décréter son avènement ou son effacement, on a à travailler pour elle. Nous traversons une basse époque, c'est tout.

Propos recueillis par MICHEL CONTAT.

COURTIER

UN SUISSE NOMMÉ CHEVROLET

Le samedi 21 juin vous avez publié, page 14, un article signé Lowell Bennett - ancien journaliste et diplomate américain - dont le titre, en gros caractères : « La General Motors, née en Bourgogne » a fait sensation dans notre région.

Où, Louis Chevrolet et sa famille (ses parents et six frères et sœurs) ont vécu à Besune à la fin du siècle dernier. Oui, Louis fut apprenti au garage Robin et réparait des bicyclettes, mais l'atelier où il travailla n'existe plus, malgré les dires de votre auteur.

Professeur d'histoire retraité, j'ai entrepris, pour le compte du Centre bernois d'études historiques, des recherches sur la famille Chevrolet en Suisse, d'où elle était originaire, à Besune et en Amérique.

Les Chevrolet, s'ils ont vécu à Besune pendant une quinzaine d'années, n'étaient pas français mais suisses.

Cette riche Américaine, amoureuse de l'apprenti mécanicien, cela est un conte digne de figurer parmi ceux de Perrault ! Oui, il y eut à Besune une rencontre entre Louis Chevrolet et un Américain de passage, possesseur de l'une des toutes premières automobiles. S'il y eut coup de foudre, ce fut celui de Chevrolet pour cette nouvelle

machine, qu'il réussit à mettre en route par une froide méthode de primeurs. De ce fait, l'Américain (certains parlent de Vanderbilt, mais c'est douteux...) fit monter à bord le jeune apprenti et l'encouragea à aller en Amérique, ce qu'il fit en 1900. Il alla tout d'abord au Canada, à cause de la langue, puis gagna laborieusement sa vie comme mécanicien auto dans la banlieue new-yorkaise.

En 1905, il épousa Suzanne Trevoix, une Française dont la mère gérait un magasin de fourrures à New-York.

Après avoir été un grand champion cycliste régional de Bourgogne, Louis Chevrolet et ses frères Arthur et Gaston, émigrés eux aussi, devinrent de grands champions automobiles aux Etats-Unis. Cette popularité, ajoutée à leurs qualités exceptionnelles de mécaniciens, leur permit d'obtenir de W.C. Durant les fonds nécessaires à la création de la firme Chevrolet en 1911.

Il serait utile que des Américains puissent fournir des renseignements sérieux sur la descendance des Chevrolet et sur la division Chevrolet de la General Motors, renseignements qu'il est difficile d'obtenir.

JACQUES CHEVALLEY (Besune).

PHILOSOPHE EN BATAILLE

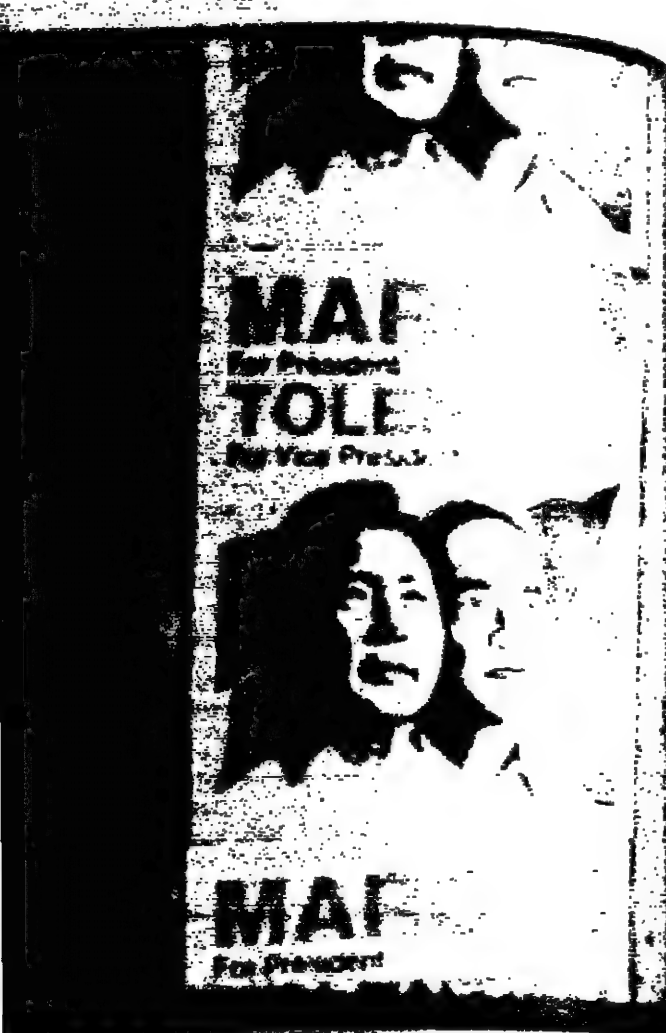
Quatre années sous la dictature de Metaxas, contre laquelle il lutta au sein des Jeunesses communistes, avant de rejoindre les trotskistes de la IV^e Internationale. Résistant à l'occupation de la Grèce et en butte à la double persécution des nazis et de la Guépéou locale. Rien de mieux, avec des études de philosophie, de droit et d'économie, pour transpercer un caractère et armer d'intelligence les convictions. Cornelius Castoriadis, soixante-quatre ans, a la solidité du matériel d'avant guerre. Ce n'est pas lui que feront plier les vents de la mode libérale, de droite ou de gauche.

Arrivé en France en 1945, il fonde bientôt, en rupture avec le trotskisme, *Socialisme ou barbarie*, groupe et revue dans laquelle il affirme avec tranchant sa pensée. Critique radicale du système capitaliste, critique non moins radicale de la bureaucratie russe. Un objectif, inlassablement réaffirmé : l'autonomie des individus formant une collectivité autogouvernée. Une conviction axiale : l'histoire est création.

Parmi ses livres, *L'institution imaginaire de la société* (Seuil, 1975) est devenu un classique de la per-

sée politique révolutionnaire. Devant la guerre (Fayard, 1981), qui développe l'idée que l'URSS est une société dominée par son armée et qu'elle tend donc structurellement vers la guerre d'expansion, a rencontré critiques et désapprobation des amis écologistes et pacifistes de Castoriadis, en Allemagne comme aux Etats-Unis, où il est souvent invité. Avant de publier le deuxième tome de cet ouvrage controversé, il vient de faire paraître, sous le titre *Domaines de l'homme* (Seuil), un recueil de textes qui accompagnent l'élaboration d'un autre important travail en cours, consacré à la *Création humaine*.

Qu'il s'intéresse à la polis grecque, à l'imaginaire social, à la psyché, aux sciences contemporaines ou à l'économie, le philosophe Castoriadis manifeste chaque fois la même vitalité batailleuse, la même originalité de pensée, la même fermeté. Combinée à une extrême urbanité, cette force de conviction le met à part sur une scène intellectuelle aujourd'hui plutôt floue, mais assure aussi sa « présence », comme on le dirait d'un acteur. ■



Le Cory Agnès le suit dans d'autres situations, modérées à l'extrême.

Préparer le gouvernement Agnès ne voulait que constituer la Maf... (text continues with a critique of the political situation and the role of the media).

Ces spéculations impliquent que l'économie ne puisse pas être totalement soustraite de la politique... (text continues with a discussion on the relationship between economics and politics).

Les idées de Louis Pasteur, selon lesquelles la vie est née de la matière... (text continues with a philosophical reflection on the origin of life).

Le philosophe Louis Pasteur, selon lequel la vie est née de la matière... (text continues with a philosophical reflection on the origin of life).

Voyages



« Rien n'est vrai, même pas moi, ni les miens, ni mes amis. Tout est faux. » Par quelle entortillement le pays où il divague seraient-ils plus vrais que Giono lui-même ?... Cet incomparable peintre de paysages n'a jamais peint que l'intérieur de sa cervelle. (Photo extraite du film de François Leterrier, *Un roi sans divertissement*.)

GIONO, MENTEUR DE GRANDS CHEMINS

par Gilles Lapouge

L y a deux ans, j'ai fait la connaissance d'un jeune homme très bizarre. Je l'avais pris en autopost entre Lurs et Forcalquier. Je lui avais demandé s'il était de la région. Non, il n'était jamais venu encore. Et il avait ajouté, avec un peu de mystère : « Et pourtant, croyez-moi si vous le voulez, j'y reviens. » Ce menu mystère était simple. Mon jeune homme avait lu toute l'œuvre de Giono. Il s'en servait comme d'un Guide Bleu.

Je n'ai pas découragé sa naïveté, mais je ne donnais pas cher de ses itinéraires. Je savais, pour y avoir un peu fourré le nez, que les géographies de Giono sont des boîtes à malices et que les routes n'y sont tracées que pour vous perdre. Giono est un diable, si les diables sont roublards. Il fait semblant. Il raconte des balivernes. Ses topographies mentent comme des arracheurs de dents. Elles paraissent sérieuses comme des papes ; il est clair que leurs paysages ont été arpentés longuement par l'écrivain et puis vérifiés sur des cartes d'état-major. Oui, mais ces cartes énoncent des pays qui n'existent pas. Énoncent des « ailleurs », comme dirait Tringlot, dans *L'iris de Suse*, en lisant le carnet dans lequel ne sont inscrits que des chiffres.

Elles sont presque exactes, mais, justement, ce sont ces glissements indicibles, ces déviations de Lilliput, qui égarent. La Provence de Giono couvre des lieux inexistant. Les montagnes, les rochers, les gorges, ce sont des oripeaux que Giono jette sur des poussières d'étoiles pour faire croire au cosmos, un peu comme ce blagueur d'Ulysse-pousse un brin de paille dans une flaque d'eau pour se persuader que Zeus existe et qu'il a des amours.

Giono n'a dit que des menberies et nous les prenons pour argent comptant. L'étrange est que ce menteur professionnel nous a prévenus. Pareil au voyou qui triche aux cartes, dans les *Grands Chemins*, Giono annonce qu'il raconte des sornettes, et il décompose au ralenti ses tours de prestidigitation, dans une lumière aveuglante, de manière à cotoyer le danger, à sentir la corne du taureau ; c'est sa manière de jouer. Tant pis pour nous si nous n'y voyons que du bleu. Giono nous annonce froidement que ses vessies sont des lanternes, nous

nous obligeons à les prendre pour des vessies, et, dans sa barbe d'abeilles, Giono rigole.

Dans *Noé*, il a mis du soin à démonter ses horlogeries. Il fournit le mode d'emploi de ses bouillottes et même le service après-vente. « Rien n'est vrai. Même pas moi, ni les miens, ni mes amis. Tout est faux. » Par quelle entortillement le pays où il divague seraient-ils plus vrais que Giono lui-même ? Du reste, nous savons par *Noé* comment il procède. De sa ville de Manosque, il a fait une nuit de Shéhérazade : sur les petites places désertes, le soir, Gédéon, les yeux crevés, beugle comme un bœuf. Dans l'odeur des lilas de Vézère, Juliette attend l'aurore. Les soirs d'hiver, dans les ruelles encaissées qui entourent l'abbaye de Manosque, trottent Ivan Karamazov, Stavroguine et quelques prostituées de Saint-Petersbourg. *Noé* dit que Cézanne, c'est une pomme de Cézanne, et il veut dire, bien sûr, que les héros magiques du Jocond, les plateaux noirs du Ventoux, c'est Giono.

On saurait rectifier les géographies enchantées de Giono. La chose a été faite avec bonheur par Pierre Citron et Robert Ricatte dans « la Pléiade ». Les chemins gioniques sont un brouillamini : il n'est pas vrai que, du haut de la montagne de Lure, on aperçoive le mont Blanc et la Méditerranée. Et si l'on examine le Trièves de Giono, on ramasse des collines surnuméraires, des vallées déplacées, des distances multipliées.

Giono fonctionne comme Dieu. Plutôt, il rectifie les bêtes de Dieu. Ce dernier a griffonné un brouillon que Giono met au net. Quand il veut enfermer le triste M. V. dans *Un roi sans divertissement*, il va chercher une montagne dans la Romanche et la pique du côté de Chichilliane. Giono, pour porter à incandescence ses personnages, a besoin de solitudes. Rien de plus facile : il suffit de dilater les distances. Pourquoi ne pas compter en lieues ce que le bon Dieu, qui est un peu lard, a compté en kilomètres. C'est ainsi qu'émerge, des eaux de la Genèse, un décor à la mesure des cœurs démesurés. Ce décor ne figure pas dans les atlas. L'incomparable peintre de paysages que fut Giono n'a jamais peint que l'intérieur de sa cervelle.

Il devient alors comique de présenter Giono comme un écrivain réaliste, et plus comique de le croire provençal. « Je

crois que si j'avais pu, j'aurais quitté la Provence. J'aime la pluie, j'aime le froid, je n'aime pas le soleil... Je déteste l'azur, que de bleu sur la terre... » La Provence de Giono n'est que son comté du Yokapatsapha, à mi-chemin de Faulkner et de l'Aristote.

J'ai toujours soupçonné que Giono était jaloux comme un tigre de Faulkner. Ainsi que Faulkner, il a dressé de sa main la carte de ses domaines, et quels domaines ! Des centaines de lieues carrées, peuplées d'orages et de soleils noirs, de neiges d'apocalypse, et d'une tripotée d'hallucinés, exactement comme Faulkner régnait à Jefferson sur des topographies taillées dans la chair de Quentin et de Snopes, dans le corps calciné des esclaves, dans l'écho vaincu des canons du général Lee.

Le Voyage en Italie est une longue confidence, il nous fournit des clés. Quand Giono se déplace, son plaisir est d'acheter des maisons et des monuments. Mais il n'achète pas à l'étourdi. D'avoir collé des bons du Trésor, pendant dix-sept ans, au Comptoir d'escompte de Manosque, il a conservé des habitudes d'économie. Giono, qui était fou, gérait sa folie comme un portefeuille en Bourse, avec parcimonie, c'est à ce prix que les jouissances éblouissent. Par exemple, s'il achète la Colisée de Rome, ou l'église de Viterbe ou un loch d'Ecosse, il discute, il marchandise, il est méfiant comme une musaraigne. Il calcule les frais de chauffage et les impôts locaux. Parfois, il se résigne à revendre une cathédrale pour se payer une ou deux maisons dans le voisinage. Tout ce petit commerce du songe est aussi bien tenu que le livre de comptes d'une vieille mercière de Manosque. On peut rêver, mais il y a des règles au rêve, et Giono les connaît sur le bout du doigt.

Pour les paysages qu'il entasse dans ses livres, il procède à l'identité. Il ne fait pas n'importe quoi. Ses mensonges ont un cahier des charges. Ils doivent bouleverser le réel mais en frôlant le réel, histoire de mieux tromper son monde. C'est pourquoi il consacre tellement d'heures à ses cartes d'état-major. J'ai vu ces cartes dans son bureau de Manosque. Celle de l'iris, autour de Blioux et de Quette, près de Moustiers, est une merveille. Giono l'a constellée de hiéroglyphes chinois. Comme il était un géogra-

phe excellent, il devinait, à la seule lecture des courbes et des hachures, la direction des vents, la couleur des matins et si les jeunes filles sont blondes ou rousses, si elles ont odeur de lait ou de géranium. Il savait même, à lire ses cartes, si les hommes de ces vallées préfèrent tuer ou se suicider.

Ses propriétés les plus chères, cependant, ne se situent pas en Provence, mis à part ce haut-pays, qui entoure Lure et dont il avait fait un Tibet, un plateau - à mille mètres au-dessus du Tibet -. Pour le reste, c'est dans les Alpes que son violent esprit rencontre un peu de douceur.

« La montagne est ma mère. Je déteste la mer, j'en ai horreur... La vue des glaciers et des pâturages à chamois suffit à embraser ma respiration et mon sang. » Pas étonnant que le Trièves, proche de Lus-la-Croix-Haute, lui ait telle ment servi. Il possédait là un réservoir d'Ali Baba - des noirceurs et des idiots, des cœurs inassouvis, et les fontaines de sang qui glougloutent dans le Roi, les Ames fortes, l'Eau vive, Faust au village...

À la fin, pourtant, les Alpes même ne suffisent pas à combler l'appétit de ce mangeur d'espaces. Il ne peut pas s'empêcher de les rabouter à d'autres continents. Nous autres, nous croyons très sottement que le Grésivaudan n'est pas Valparaíso. Cette idée aurait bien fait rire Giono. Quand Giono prend la micheline de Marseille, c'est à Moscou qu'il débarque, et s'il monte dans sa 4 CV pour explorer le Piémont, c'est pour l'Himalaya qu'il appareille, avec quelques passagers clandestins, Dante, Cervantès et Sophocle. Il mélange tout : à Venise, il est convaincu d'être sur la côte de Mallaig, en Ecosse, car les lumières sont pareilles.

Dans *Ennemonde*, il décrit le panorama que l'on découvre dans le haut-pays. Il aperçoit le mont Blanc, ce qui est déjà une prouesse mais, au-delà, il découvre Samarkand et les Andes, des marécages de moustiques, des « œils de cyclones », assez pour faire du ciel un plumage de paon. Dans la petite chambre de Manosque où il est en train de décrire, en 1946, la neige de Chichilliane en 1843, tout en scrutant de son œil bleu si franc le jardin de curé de son voisin manosquin, est piquée au mur une vieille carte du Mexique. Comment ne pas comprendre, alors, que le sang de l'oise

Ravel dans la neige du Jocond coule, en même temps, dans l'hiver de 1843, dans le *Perceval* de Chrétien de Troyes mais aussi sur les forêts de basalte du Mexique et sur les bijoux d'or de Montezuma ?

RESTE l'Océan. Giono méprise la mer et, en 1944, il consacre deux mois à écrire un roman de mer, *Fragments du paradis*, c'est à n'y comprendre rien. Quelle mouche l'a piqué ? La mouche des mots, si la chose peut se dire. Le vocabulaire des marins est une splendeur et Giono avait envie de jouer en écrivant amures et tribord, *Touamotous* et *iles Sous-le-Vent*, *promontoires* et *plagues de goémons*. Grâce à ces mots, il largue enfin toutes les amarres, il navigue au plus près du vide. Il n'a même plus de carte d'état-major pour faire mine de réalisme. Il est vrai qu'il a bien mieux : les *Instructions nautiques* qu'il lit toute sa vie, et si le médecin lui avait ordonné une cure d'iodé, il se serait contenté de lire chaque soir quelques pages de ces *Instructions*.

Dans de telles immensités, la Provence et les Alpes se ratatinent. Ce fatras de collines et de vallées, ces fleuves entrelacés, tout cela n'est plus grand-chose à proportion du vrai domaine de Giono et de son lieu natal - le pur espace, le seul espace qui corresponde aux dimensions de ce cœur inconsolé. *L'iris de Suse*, son dernier roman, qu'il voulait appeler, très étrangement, *L'invention du zéro*, contient une femme qu'on nomme *l'absente*. Voilà un mot convenable à cette œuvre. Giono est un « absent ». Ses montagnes se dressent dans le néant. Or, même si l'on est envoûté par le néant, il arrive qu'on soit très malheureux. C'est alors qu'on fait le dieu ou le diable, et l'on s'agit comme un malade pour baratter le vide, avec des mots, dans l'espoir éperdu que le vide finira bien par prendre une forme, même vague, même biscornue. Homère pensait que les dieux font des événements pour que les poètes aient des histoires à raconter. Giono raconte des histoires pour que le vide fasse semblant de produire des événements.

Journaliste et romancier, Gilles Lapouge a publié notamment *Le Singe de la montagne* (1982) et *La Bataille de Wagram* (1986), chez Flammarion.

escales

L'OMBRIE A FRESCO



Assise

L'Ombrie est une région-pont que l'on franchit un peu trop vite entre Florence et Rome

A Spolète, sommeil au début de l'été un festival qui eut ses heures de gloire, le festival des Deux-Mondes. Il a perdu les couleurs folles que lui prêtait Louis Malle dans *Vie Privée*. Menotti y remet en scène ses anciens opéras ou invite Bergman à présenter une très naturaliste *Mademoiselle Julie*...

Mais on peut aller à Spolète pour sa cathédrale romane ornée en façade d'une si douce mosaïque, pour sa rocca sévère dont Lucrèce Borgia fut gouverneur, pour le labyrinthe de ses ruelles médiévales, pour le moutonnement de ses vertes collines, bleues sur le soir.

Aux environs de la ville, comme autant de variations sur un thème musical, Todi, Trevi, Foligno, Gubbio et tant de nobles bourgs offrent en subtiles nuances le rose et le miel des pierres ombriennes et de la terre cuite, un même jallissement de tours et de campaniles qu'enchaînent d'antiques murailles, où la colonne romaine rencontre l'arc étrusque.

De part et d'autre de l'ancienne via Flaminia, l'Ombrie est une région-pont que l'on franchit un peu trop vite, entre Florence et Rome. Ce « pan de ciel tombé sur la Terre », comme l'appellent les Italiens, a-t-il vu naître trop de saints ? Sans parler des premiers évêques et protomartyrs comme saint Félicien ou saint Valentin, l'Ombrie a donné à l'Eglise Benoît de Norcia, patron de l'Europe, Rita de Cascia, Angèle de Foligno et surtout François et Claire d'Assise.

Trop céleste Ombrie ? Par son *Cantique des créatures*, le Poverello a bien su dire combien pouvaient être associés mysticisme et sensualité. Nature généreuse, l'Ombrie est le pays de la meilleure huile d'olive, celle de Spolète ou de Spello, deux meilleurs vins, comme ceux d'Orvieto, des truffes et des champignons rares, du meilleur pain, des meilleurs fruits.

Les mystères, eux, sont partout dans cette campagne sérénissime : cet étrange puits Saint-Pancrace d'Orvieto, construit par Sangallo sur l'ordre de Paul III Farnèse, qui reprend l'escalier à double révolution du puits étrusque de Pérouse ; cette citadelle Paolina, à Pérouse, symbole orgueilleux de la puissance pontificale, aujourd'hui souterraine, vrai délire architectural à la Pise. Ici, le cours du Tibre s'élargit comme une mer intérieure. Non loin des sources iridescentes du Cliturne, paysage d'idylle chanté par Pliny, où se consultait l'oracle, on ouvre pour vous une chapelle minuscule dans les champs, qui découvre une fresque du Pérugin où se retrouvent les bleuïtés humides de l'Ombrie, le lointain profil du lac de Trasimène.

On peut à juste titre s'enchanter de la fraîcheur de la peinture ombrienne, devant le terrible Jugement dernier de Signorelli à Orvieto, les fresques de Cimabue, Giotto et Martini à Assise, ou le Pinturicchio à la chapelle Baglioni de Spello. Mais il faut garder un jour pour flâner à Todi où, sur la place, de jeunes *tifosi* jouent au foot entre des palais du treizième siècle, un autre pour Bevagna et ses églises aux rares ouvertures, aux rosaces si pures : qui oserait dire ici que l'art italien est « un peu chargé » ? Tout est subtil et juste, et fertile en instantané.

Pour se remettre de l'émerveillement des fresques de Giotto, à Montefalco, on pourra déguster dans quelque taverne un bon verre de ce Sagrantino au goût de mûre, accompagné de quelques *crostini* tartinés de truffes.

BERNARD RAFFALLI.
► A Todi, restaurant Umbria, via S. Bonaventura, 134, tél. : 0763-90276.
► A Spello, restaurant Molino, corso Cavour 24, tél. : 0742-85305.
► A Pérouse, De Cesarino, via della Gabbia, 13, tél. : 075-66277.
► A Orvieto, La Badia, chambres paisibles dans le cloître. Tél. : 0763-90276.

LIVRE BRUT D'ECOSSE

L'Ecosse, berceau du golf, terre de châteaux, de glens (vallons) et de lochs (lacs intérieurs), patrie du whisky. Jamais pays n'aura été réduit à ce point à quelques images qui lui collent à la peau. Un jour, pourtant, le rideau se déchire, et tout est balayé. Un livre peut suffire, tel ces *Hautes Terres d'Ecosse* photographiées par Michael Ruetz. Ce dernier, nous dit-on, aurait été « éveillé » à l'Ecosse, d'une part, par la *Symphonie écossaise* de Felix Mendelssohn-Bartholdy, d'autre part, par le *Journal d'un voyage dans les îles Hébrides*, dans lequel James Boswell décrit le poète anglais Samuel Johnson en train de regarder une Ecosse considérée, à l'époque, comme aussi sauvage que les colonies américaines.

A l'origine de cet album somptueux, le désir de célébrer, par un hommage photographique, le 200^e anniversaire de la publication de ce récit. En essayant de retrouver la vision des deux voyageurs, en bannissant de ses photos toute figure humaine, en laissant les nuages, les lochs, les bras de mer et l'humidité constante imprégner ses cirés et ses réflexions, Ruetz nous offre, en soixante-dix clichés, une Ecosse déserte et nue.

Kenneth White, le poète gallois qui en a rédigé le préface, ne s'y est pas trompé. Lui aussi relève, d'entrée, que l'on ne trouve dans cet album pas l'ombre d'un Ecosse. Tout au plus un château en ruine, un mur de pierres sèches ou la fumée qui s'élève de bruyères brûlées. Pas davantage de moutons, de chieus ou de bergers. Rien que du minéral, de l'élémentaire, du météorologique. Là réside le talent du photographe. Dans cette alchimie de savoir-faire et de savoir voir qui, au terme de

trois voyages, 20 000 km et 550 rouleaux de pellicule, vous fait sauter aux yeux la musique d'un paysage. Musique ? Mieux vaudrait, peut-être, parler de respiration d'un paysage avec, rythmant l'ouvrage, sept dépliant panoramiques où l'on respire en effet l'Ecosse à pleins poulmons. Se succèdent, au fil des pages, pierres brutes ou moussues, touffes de fleurs sauvages et fougères, varech, brindilles, galets et algues séchées, ajoncs et pins calédoniens, langues de neige dans la bruyère, cascades et ruisseaux indomptés.

« Il nous faut absolument, écrit Kenneth White, conserver et respecter nos lieux déserts, nos paysages du vide afin d'y réapprendre une esthétique de vie. » L'Ecosse est de ces lieux où l'on accède à une forme d'immortalité simple et concrètement vécue. Ne dit-on pas que c'est un Ecosse qui a inventé Dieu pour avoir un interlocuteur métaphysique à sa taille ? Aucune place, ici, pour les enfantillages, nous prévient-on. Seulement du silence et une communion. Avec, si nécessaire, l'aide de ce liquide mordant, aux effluves âcres et parfumés et où, de l'ocre au brun, on retrouve toutes les nuances de la terre d'Ecosse...

Magie d'un livre qui peut paraître donner de cette terre une vision austère, voire lugubre et angossante, mais qui fascine et envoûte pour, finalement, s'emparer de vous et flotter dans votre tête en attendant que, à votre tour, vous fouilliez ces hautes terres d'Ecosse.

P. Fr.

► *Hautes Terres d'Ecosse*, photos de Michael Ruetz. Éditions Hologramme, 540 F.

la table

AUTOUR D'UN PLAT DU THON DU BON

par
La Reynière

En vacances dans le Pays basque, vous verrez peut-être, à Saint-Jean-de-Luz, devant la mer, une sentinelle placée sur un lieu élevé. Son rôle est d'annoncer l'arrivée des bancs de thons, la direction qu'ils prennent, afin de permettre aux bateaux de les encenser en demi-cercle dans le « jardin » de leurs filets pour, enfin, les rabattre sur le rivage où ils seront harponnés.

Il s'agit des « thunnus alalunga Bonnatere » ou germon, et c'est le thon blanc de nos boîtes de conserve. Mais il existe de nombreuses autres espèces et, en Méditerranée, le « thunnus thynnus Linné » ou thon rouge. Leur pêche remonte à la plus haute Antiquité. Ils figuraient sur les pièces de monnaie en Asie mineure, et Pliny les disait faibles de l'œil gauche, ce qui les faisait entrer dans la mer Noire par la

rive droite pour en sortir par la rive gauche.

Passons. La chair des thons est grasse, ferme, serrée, riche en sels minéraux et en vitamine A et D. Et si, pour beaucoup, il reste un animal que l'on ne trouve et dont on ne se régale qu'en boîte, il mérite l'intérêt du consommateur.

Qui le préférera au restaurant car sa cuisson imprègne la cuisine d'une odeur forte et persistante ? En boîte, il agrémente les salades d'entrée (élément indispensable de la salade niçoise) et reste bien de saison.

Frais, il est poisson d'été par excellence (évitons le congelé qui, du reste, doit être signalé par le poissonnier). On le mangera cru (mais il faut qu'il soit très frais, gardant ainsi toute sa valeur alimentaire), coupé finement et macéré une heure dans du citron ; braisé (il sera moins gras si on le poche préalablement cinq minutes) ; grillé (pourquoi ne pas le pocher légèrement au préalable, là aussi ?) ; et frit (pour les

amateurs, mais de digestion difficile).

J'ai beaucoup aimé le thon rouge cru aux herbes de Michel Guillaumin (en son *Restaurant Poquefin*, 17, rue Molière (1^{er}), tél. : 42-96-22-19) et le thon (blanc) frais « façon Max » (Chez Max, 19, rue de Castellane (8^e), tél. : 42-65-33-81).

Mais s'il s'agit de le cuisiner, alors, c'est à l'Italie que je vais demander une recette : celle du *vitello tonnato* (veau au thon). D'où vient-il ? J'ai fait sa connaissance à Vérone, dans une trattoria de la via Arche Scaligera, où l'on m'assura que c'était plutôt un plat milanais, ce que Sophia Loren confirme (mais oui ! elle a signé un livre de cuisine !). Seulement, on m'a fait aussi remarquer que le thon se pêche du côté de la Sardaigne et de la Sicile, et que le veau thoné pourrait bien venir de par là-bas. Soit. Mais dans leur ouvrage de recettes, MM. Carnacina et Veronelli protestent : « Ce plat est d'origine française. » Alors ?

Alors, français ou italien, on ne le trouve nulle part à Paris. Et c'est dommage, car la noix de veau marinée au vin blanc, puis lentement braisée à l'huile d'olive et au jus de citron, coupée en tranches fines et tartinée d'une sorte de mayonnaise à la purée de thon et d'anchois est une merveille. Surtout par temps chaud lorsqu'on la déguste froide, en entrée.

Comme... Oui, comme, car, enfin, j'ai trouvé à Paris du *vitello tonnato* ! comme, dis-je, au *Carpaccio* (Royal Monceau, 35-39, avenue Hoche (8^e), tél. : 45-62-76-87).

LAUSANNE ET SON PALACE

deur de Grande-Bretagne pour le « Silver Jubilee » de S.M. la reine Elizabeth II, etc.

Mais c'est aussi une piscine et un centre fitness qui eût stupéfié les belles dames qui, en 1886, venaient ici fleurir la tombe de leur compagne, Beppo ou Joë ; deux tennis ; deux restaurants et un grill à la piscine, que sais-je encore !

Le restaurant gastronomique (1), dirigé par Diego Sanchez (H.M. Fopp, chef de cuisine) est de belle qualité. Avec un menu (85 FS) qui m'a régalé d'un filet de truite fumée au caviar, d'une soupe à l'oseille, de langoustines sautées aux artichauts, de suprêmes de pigeon aux reinettes, et après les fromages (français et suisses, ceux-ci les meilleurs puisque « chez eux ») le dessert. Belle carte de vins français et suisses. A juste titre, les gourmets lausannois sont sourcilieux à propos de leurs vins, et ils viennent de rapprocher à Fredy Girardet, leur chef prestigieux de Crissier, de lancer une « cuvée Girardet » de beaujolais, le mettant en garde contre « la dangereuse pente des opérations publicitaires et financières » dont sont coutumiers les chefs français. Et toc !

Crissier n'est qu'à quelques tours de roues de Lausanne, et un passage chez Girardet s'impose (1, rue d'Yverdon, tél. : 021-34-15-14), mais il faut citer aussi à Cully (8 km) l'Auberge du Raisin (1, place de l'Hôtel-de-Ville, tél. : 021-99-21-31) et à Lausanne même la Vieille Grappe d'Or (3, Cheneau-de-Bourg, tél. : 021-23-07-60) reprise par Peter Baermann et dont la carte comme le menu « poissons et crustacés » (ce dernier à 105 FS), sont remarquables. Buvez un décafé ville de Lausanne 1985 dros des moines, avant le bouquet final, la table ronde des eaux-de-vie.

Mais revenons au Beau-Rivage pour signaler aux amateurs de golf des programmes de sept jours (avril et octobre) « autour du Léman », sportifs autant que gastronomiques.

Et redira ici combien cette petite Cocagne au cœur de Lausanne-Ouchy mériterait de figurer dans le carnet secret des épicuriens.

L. R.

(1) Ce restaurant du Beau-Rivage s'appelle le *Willington*, autre nom de séquoia, l'un des plus beaux arbres du parc qui, en 1858, lors de la pose de la première pierre du palais, était un vigoureux. On y récolte cette année-là quinze chars de vin blanc, soit 9 000 litres, vendus 52 centimes le pot ! Hélieux temps...

GASTRONOMIE

l'Alsace à Paris!

9, place Saint-André-des-Arts, 6e
43-26-89-36 - Ouvert T.L.J.

DÉJEUNERS, DINERS, SOUPES

Grillades - Choucroutes
Poissons - Coquillages

Salons pour groupes de 15,
20, 30, 60 personnes

Sur sa terrasse unique
au bord du Loing

la Vannerie

77690 MONTIGNY-SUR-LOING
Tél. 16 (6) 424-82-10

« Site classé de l'Île-de-France »
à 45 km de Paris, en forêt de Fontainebleau

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUX 51200 ÉPERNAY, Tél. 26-68-48-37
Vin vieilli au soufre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
12 bouteilles 1982 : 440 F TTC taxes dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (33) 47-19-94
Louis Modrin, viticulteur, 71600 Marcilly.

مكتبة الامانة

escales

SAINT-TROPEZ NE SUPPORTE PLUS L'HIVER

PÂTISSERIE

SENEQUIER

TEA ROOM



DESIGN DE ROMÉ

Désireux d'attirer un tourisme de luxe et d'affaires à haut pouvoir d'achat, le maire de Saint-Tropez veut par ce moyen enrayer l'exil des jeunes Tropicains

A légende, plus que l'histoire, a fait de ce village de pêcheurs une capitale. Le petit port « découvert » au siècle dernier par Guy de Maupassant, « simple fille de la mer nourrie de poissons et d'air marin », refuge de Paul Signac, de Matisse, de Dufour, de Segonzac, inspirateur de Colette et de Pagnol, a toujours donné le ton à une certaine intelligence. Mystère de Saint-Tropez qui fait la mode, attire les passionnés ou provoque la répulsion.

Après les poètes et les peintres de naguère, ce petit chef-lieu de canton de six mille deux cent quarante-huit âmes a fasciné les noms les plus célèbres. Vadim, Bardot, Sagan, ou encore Pompidou, Picasso, Buffet

et aussi les princes, les stars et les émirs en escale ont cédé la place à des étoiles de moindre grandeur.

La foule venue d'ailleurs, les soirs d'été, se presse toujours sur les quais ou dans les ruelles pour tenter de reconnaître quelque visage connu. Mais aujourd'hui il faut se lever tôt pour croiser Brigitte Bardot du côté des Canoubiers, à bord d'une vieille bagnole, où elle entasse ses chiens, ou se coucher tard pour danser chez Régine au New Jimmy, après avoir traîné place des Lices pour regarder Barclay, Collaro ou Le Luron jouer à la pétanque.

Entre deux poussées de fièvre saisonnière, le petit port retrouve son rythme apaisé et retourne à ses histoires de clocher : on entre entre soi le Gorille, patron du célèbre bistrot, on rafraîchit les façades roses et ocre des immeubles du port, on enlève les parcmètres pour touristes, et on regarde finir le jour à la terrasse de Sénéquier.

Le nouveau maire, élu en 1983, devenu député (RPR) du Var en 1986, le cardiologue Jean-Michel Couve, a voulu pour sa ville changer le rythme des saisons. Afin qu'elle ne s'écoule trop vite, il souhaite tout simplement que l'été commence plus tôt et se poursuive plus tard. La

site de cette station, malgré le déferlement de quatre-vingt mille estivants, est exceptionnellement protégée : les constructions y sont strictement réglementées, à la différence de ce qui s'est passé dans toutes les autres stations de la Côte. Le béton n'a pas défiguré Saint-Tropez. Il fallait donc innover sans déformer, respecter le passé en accueillant le futur. Le destin de Saint-Tropez n'est évidemment pas dans l'industrie. Sait-on que dans ce site synonyme de joie, de paix, de vacances, la seule industrie est une usine de torpilles pour la Marine nationale, cachée, un peu bonteuse, au fond du golfe ?

Le « Bol d'or » de la voile

Le docteur Couve préfère développer le tourisme de qualité dont les activités peuvent élargir la saison estivale. Il s'est donc tourné à la fois vers la mer et vers la terre.

Les manifestations nautiques « haut de gamme » se multiplient. Dès le mois d'avril, c'est le « Bol d'or de la voile » auquel participent deux cents navires, et

en mai le Grand Prix off shore du motonautisme, dans lequel s'affrontent les plus puissants bateaux de course à moteur du monde. En juin, ce sont les joutes provençales dans le port pour sacrifier à la tradition, et en juillet la course transgolf en planche à voile, qui réunit plus de mille concurrents. En septembre, cette année, Saint-Tropez organisera la première Coupe d'Europe de pêche au gros, et début octobre, la « Nioulargue », devenue le rassemblement nautique le plus prestigieux de la Méditerranée, avec plus de cent cinquante grands voiliers de course, les « maxis » de tous les pays et même d'Amérique.

Toutes ces manifestations s'accompagnent de l'arrivée dans les eaux tropéziennes d'une armada de yachts plus luxueux les uns que les autres, qui provoquent l'admiration des touristes et... les bonnes affaires des commerçants du port. D'ailleurs, les paquebots de croisière de luxe choisissent de plus en plus Saint-Tropez pour escale : il n'y en avait aucun en 1983 et on en attend quarante-cinq en 1986.

Avec toutes ces activités nautiques, Saint-Tropez qui, dans son histoire, a repoussé les Espagnols et les Anglais, est aujourd'hui devenu un véritable « international melting pot of sailing ».

Saint-Tropez, capitale de la presqu'île qui porte son nom, veut ainsi en être le principal pôle d'attraction touristique. Une Maison du tourisme a été ouverte en 1985 à l'entrée de la ville, dotée d'un service télématique Tropitel de réservation pour l'ensemble de l'aire du golfe, qui regroupe douze communes. Dans le village même, dès l'année prochaine, deux salles sur la place des Lices offriront sept cents places à des congressistes dans ce que M. Couve appelle « l'Espace-congrès » de Saint-Tropez.

L'infrastructure hôtelière est évidemment insuffisante pendant les mois d'afflux saisonnier, en juillet et en août. Mais, passé ce coup de chaleur, un millier de chambres s'offrent dans une trentaine d'hôtels souvent entourés de verdure. Les sports terrestres sont aussi un bon créneau pour le développement du tourisme haut de gamme à Saint-Tropez. Dès l'année prochaine, une quarantaine de courts de tennis, dont un « central », seront ouverts. Mais surtout Saint-Tropez pense au golf. Dans la région, celui de Beauvallon, près de Sainte-Maxime, est saturé alors qu'aucun parcours n'existe dans la presqu'île même. Plusieurs tracés sont donc à l'étude, qui éviteront aux joueurs de traverser l'enfer du carrefour de la

Foux pour regagner leurs hôtels. Un dix-huit trous sera construit sur la commune limitrophe de Gassin et un autre est projeté à Ramatuelle.

Désireux d'attirer un tourisme de luxe et d'affaires à haut pouvoir d'achat, le maire de Saint-Tropez veut par ce moyen enrayer l'exil des jeunes Tropicains. Ses projets tendent donc à créer des emplois permanents en offrant à une clientèle nouvelle des raisons d'hiverner et aux commerçants locaux des motifs d'ouvrir boutique. Des investissements prometteurs sont lancés dans cet esprit : un centre d'isothérapie et de remise en forme, patronné par Jean-Claude Killy, un hôtel de cent chambres en pleine nature ouvert toute l'année et une école hôtelière internationale.

Le pari du docteur Couve n'est toutefois pas encore gagné : dans cette presqu'île qui n'est desservie ni par l'avion, ni par le train, ni par l'autoroute, dans cette station qui ne possède pas de casino, les Tropicains eux-mêmes ont souvent des comportements d'étrangers, dont l'hospitalité n'est pas la qualité la plus spontanée. Ce sont pourtant eux qui pourront faire fructifier la renommée de « Saint-Trop ».

ANDRÉ PASSERON.

la table

SEMAINE GOURMANDE

CHEZ TANTE LOUISE

Reprise par un homme de métier, Bernard Lhiabastres, et son chef J.M. Rombault, la vieille et sympathique maison de la Madeleine vous enchantera. Trois salles, le restaurant d'entrée bien fleuri par Etienne Lhiabastres, la mezzanine et la salle du fond, le « privé » des habitués. Le personnel est le même, la carte d'un classique aimable, avec chaque jour un « plat en sauce » (88 F prix net). Beaux desserts, vins à partir de 65 F. Un menu superbe avec foie gras à 170 F (sans fromage hélas !) et à la carte compter 300 F.

► Chez tante Louise, 41, rue Boissy-d'Angles (9^e). Tél. : 42-65-06-85. Fermé le dimanche.

LINDA

Linda (cuisinière de l'ARC) fit les beaux jours du Saratoga de Neuville. La voici redevenue parisienne. Petite salle amusante avec un minibar animé par Jean Porasse, homme du showbiz tout-parisien. Carte qui fait saliver (des œufs Linda, sur fonds d'artichaut agrémentés d'une sauce pleine de « peep », aux piccata de lotte, au rognon de veau « à la façon »). Bon sorbet « rosé de Moët » pour conclure. La maison sans façon pour repas d'amitié. Compter 250 F.

► Linda, 2, rue Cuvier (17^e). Tél. : 43-80-63-63. Fermé samedi et dimanche.

L'ENOTHEQUE

On l'avait oublié depuis le départ de François, il y a des lustres. Pascal vient de reprendre cette maison « symp » où le vin sera de nouveau à l'honneur. Cadre de paisible ambiance pour amateurs de plats sin-

cières — et copieux ! — avec la cervelle d'agneau en beignets (58 F), la galette d'escargot à l'ail doux (61 F), les filets de morue sauce aigre douce (75 F), la fricassée de lapereau (88 F), la tête de veau grise (78 F). Honnêtes desserts. Prix net. Ce sont des débuts, mais prometteurs.

► L'Enothèque, 37, rue de Lille (7^e). Tél. : 42-61-23-40. Fermé samedi et dimanche.

LA BOUFFE

Carte d'été de cette petite maison, bistrot d'habitués ravi d'une bonne « bouffe » à petits prix (entrées de 15 à 40 F). Une andoulette grillée et au vin blanc (35 F), l'onglet échalote (55 F) et la fameuse escalope à la Serbe (crème fraîche et ail, 34,50 F). Desserts de ménage. Vins à 35 et 45 F.

► La Bouffe, 35 rue de Vauvilliers (7^e). Tél. : 42-61-03-22. Fermé samedi et dimanche.

LA BOUTARDE

Ici aussi carte d'été. C'est le meilleur rapport qualité-prix de Neuilly. Haricots de la Baltique (28 F), ou charlotte de chèvre frais aux noix (25 F), le plat du jour (à découvrir inscrit sur la glace, au blanc d'Espagne) ou l'émancé de haddock, beurre rouge et tagliatelles vertes (55 F), petit salé de canard froid ou « caviar suzerain » (liez lentilles) (60 F), ou yassa de volaille marinée au citron (55 F). Tout plein de desserts. La mini-terrasse est très demandée.

► La Boutarde, 4, rue Boutard (à Neuilly). Tél. : 47-45-34-55. Fermé samedi midi et dimanche.

L. R.

LIVRE

BRUT D'ECOSSE

Un roman de John Galsworthy, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Lasserre, 1986, 192 pages, 12 F.

A l'origine de cet album consacré à la littérature britannique, le 200^e anniversaire de la publication de ce roman. Le roman de Galsworthy est un roman de la vie, un roman de la classe, un roman de la famille.

Le roman de Galsworthy est un roman de la vie, un roman de la classe, un roman de la famille. Il est un roman de la vie, un roman de la classe, un roman de la famille.

LAUSANNE T SON PALACE

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

Le Grand-Palais, pour le 50^e anniversaire de la ville de Lausanne, a organisé une exposition de la collection de la ville.

coins de France

MERCURE

guide

DES ENFANTS DANS L'ÉTÉ

Remuante, vive et curieuse, la petite classe. Comment l'occuper durant toutes les vacances ? Un carnet d'adresses.

Dossier établi par Isabelle d'Erceville

L'ÉCOLE est finie... Deux bons mois d'été pendant lesquels il faut occuper cette jeune classe soudainement démobiliée. Quel que soit leur âge, une multitude d'organismes sont prêts à les accueillir une journée, une semaine, un mois ou plus, en internat ou en externat.

Ainsi, cet été, cinquante et une stations de ski leur proposent un large éventail d'activités sportives et de formules pour découvrir la montagne. Les vétérans des organismes de jeunesse, comme l'U.C.P.A., les Glénans, les Auberges de jeunesse, le Club alpin, le C.I.H.M. ou l'U.F.C.V. qui, d'habitude, affichent très vite complet, proposent encore de nombreux stages. Même les grands voyagistes, de Nouvelles Frontières à Fram en passant par le Club Méditerranée, cherchent à séduire cette jeune clientèle.

Voici, pour ceux qui n'auraient pas encore fait leur choix, une sélection de séjours et de stages où il est encore possible de s'inscrire.

■ EN FRANCE

Sur les cimes

« Rois » dans cinquante et une stations de ski, vos enfants sont notamment attendus à Val d'Isère, où, de 4 à 18 ans, cinq écoles les prennent en charge et leur proposent trampoline, équitation, tennis ou boccia.

A Valmorel, on a le choix entre équitation, tir à l'arc, water-polo ou équitation avec, pour les adolescents, un chalet où, à quelques minutes de la station, ils pourront suivre des stages d'informatique ou animer et préparer un journal radio ; à Avoriaz, au Village des enfants d'Annie Farnose, où, dans un parc de 2 hectares, champions et professionnels attendent les 5-15 ans ; à La Plagne, les 6-12 ans peuvent s'adonner à l'artisanat, à l'informatique et au boccia.

Sans les parents et en pension complète, ils pratiqueront judo et escrime à Avoriaz (1 650 F de 11 à 15 ans), de nombreuses acti-

vités sportives ; à La Plagne (8-12 ans, 1 110 F la semaine, et jusqu'à 15 ans, 2 690 F les deux semaines), voire un stage haut de gamme de tennis, ski ou modern jazz (3 050 F pour les 8-15 ans, deux semaines) avec la carte champion « tilleul fraise ».

Ceux qui aiment l'équitation sont attendus à Avoriaz (1 750 F la semaine pour les 7-14 ans), à La Rôzière Montvalzan (1 080 F la semaine), à La Pesse, dans le Jura, avec le C.I.H.M. (chalet international de haute montagne) où les 10-15 ans partagent la vie du poney et s'initient à l'escalade et au boccia (vélo tout-terrain) (2 520 F les deux semaines).

Le tennis, lui, est pratiqué à Avoriaz (1 754 F la semaine), aux Contamines, avec Patrick Dominguez (stage super-tennis : 2 870 F la semaine), à Isola 2000 (stage « jeune super-tennis » : 3 850 F les deux semaines), à Flaine (pour les 8-14 ans, 2 050 F la semaine avec escrime ou natation), à Val-Thorens, avec Pierre Barthès (2 000 F les six jours avec possibilité de pratiquer le football), à Val d'Isère, avec Gilles Moretton (7-16 ans, 1 370 F la semaine), aux Arcs avec des stages « campus » (8-14 ans) ou « super-campus » (15-18 ans), tennis ou golf, pour 4 500 F les treize jours.

Côté escalade et alpinisme, le Club alpin propose des stages de découverte destinés aux 12-18 ans (1 600 F la semaine), « Montagnes et sommets », pour les 14-18 ans (2 700 F, les trois semaines) et « découverte et randonnée de haute montagne » (2 700 F les trois semaines).

Pour les 15-18 ans, l'Union des centres de plein air (U.C.P.A.) propose un raid premier degré, de Lans-le-Villard (Vercors) à Val-Cenis (Piémont) pour 2 200 F les deux semaines, ou jusqu'à Pralognan (deuxième degré) pour 2 285 F les deux semaines. A Barèges (Pyrénées), les 15-18 ans feront de l'escalade du massif du Neau Vieille à celui de Gavarnie pour 3 020 F la semaine. A La Plagne et à Samoëns, un stage « d'enfer » comprenant ski alpin sur herbe, escalade, vélo tout-terrain, équitation, roller-skate est proposé aux 15-18 ans pour 2 585 F les deux semaines.

Camps itinérants

Pour ceux qui hésitent entre la mer et la montagne, Neige et Montagne organise un séjour itinérant, à la carte, à partir de Chantouvet, permettant aux 12-17 ans de pratiquer minigolf, tir à l'arc, randonnée pédestre, puis de rallier ensuite en bus la Côte d'Azur italienne (Finale Ligure) avant de remonter vers la vallée de la haute Maurienne, à Bra-

mans, pour goûter au tennis ou à l'équitation : 2 650 F les quinze jours.

En cyclomoteur, l'association Arc-en-ciel propose aux 15-18 ans de sillonner pendant dix jours la Côte d'Azur, de Sainte-Maxime au Pradet, en passant par les gorges du Verdon : 3 900 F avec prêt de la mobylette. Par les canaux cette fois, cet organisme propose aussi aux 14-17 ans une semaine sur le canal du Midi, en « house-boat », suivie d'une semaine en calèche attelée, dans le Minervois, puis d'une semaine de cyclotourisme dans les Corbières, le tout pour 3 990 F.

A cheval, des Causse aux gorges du Tarn, le C.I.H.M. propose aux cavaliers confirmés de 15-17 ans une semaine de balade pour 1 590 F. Rencontres de jeunes emmène de son côté les 16-17 ans (vingt et un jours pour 5 250 F) à Sarlat, pour du théâtre, de l'expression corporelle et la réalisation d'un spectacle présenté dans les différents centres de la région, avec, bien sûr, la rencontre des comédiens du Festival de Sarlat.

L'U.F.C.V. (l'Union française des centres de vacances) propose la Bretagne avec une « balade des baladins » : théâtre, mime, jeux chantés, pendant trois semaines (pour les 9-13 ans et à partir de 3 810 F) ou une balade en roulotte, des Landes au Médoc, pendant un mois, pour 4 590 F. En train, à partir de Strasbourg, Brest, Toulouse ou Grenoble, reportage et informatique sont à l'honneur avec des enfants de 14-17 ans, promus « reporters en cavale » afin d'écrire des articles pour les différents quotidiens des villes traversées, articles transmis par Minitel à leur famille. Quant à la Fédération des auberges de jeunesse, elle invite les plus de 16 ans à suivre les traces des derniers corsaires en randonnée de Saint-Malo à Dinan (douze jours pour 1 600 F) ou à parcourir le cœur de la Bretagne, de Carnac au Mont-Saint-Michel (vingt et un jours pour 2 900 F).

Centres de vacances L'Association des gîtes d'enfants de Savoie accueille les enfants en famille pour leur faire découvrir la vie de la ferme et la nature (promenades et pêche dans le ruisseau voisin) pour 90 F par jour.

Avec Vacances Far-West on peut également vivre pendant neuf jours comme les Indiens (sous la tente et en s'initiant à l'équitation), puis neuf jours comme les cow-boys (roulottes et campements) à l'époque de la conquête de l'Ouest et, enfin, neuf jours comme les trappeurs (camp de toile et descente de rivière en canoë-kayak) pour 5 280 F, y compris le transport jusqu'au Pavillon, ce paradis de 10 hectares situé dans le Loir-et-Cher.

Au château de La Briche, en Touraine, Accueil des jeunes en France propose aux 6-14 ans de la voile, planche à voile, boccia, escalade, tennis et micro-informatique pour 1 500 F la semaine. Dans un château du quinzième siècle, le Poney Club Galopade invite les 6-10 ans au

pays de d'Artagnan pour y apprendre le saut d'obstacles, les courses, les randonnées et les westerns avec en prime squash, tennis, piscine ou moto-verte pour 1 540 F la semaine.

Ceux qui sont avides de vacances toniques iront à Saint-Lary, dans les Pyrénées, avec ALTO Plus (Aventure, Loisirs, Tonus, Oxygène) pour des stages de tennis ou d'équitation : quinze jours, 3 650 F, de 6 à 18 ans. Pour ceux qui veulent chevaucher sur les hauts plateaux du Languedoc, de l'Ardèche ou de l'Aveyron, la Barle propose des stages de huit à dix jours à partir de 2 120 F. En Lozère, à Nissoulagre, le C.I.H.M. propose aux 14-18 ans du cheval à gogo, pour 1 580 F la semaine.

Centres sportifs

Les stages multisports

— L'U.C.P.A. propose aux 13-15 ans des randonnées en canoë-kayak en Dordogne et dans le haut Allier pour 1 835 F la semaine ; les Auberges de jeunesse, un cocktail détonnant d'activités telles que la « super-glisse en eau vive » avec du rafting, de l'hydrospeed (nage en torrent) et du kayak pour découvrir l'Isère et ses rapides (1 950 F la semaine) ou un surf-safari de Biarritz au Portugal, en camping et minibus, à la recherche des meilleures vagues (3 600 F les quatorze jours) et, à Saint-Brevin, du char à voile et du speed-sail (1 040 F les six jours).

— L'O.C.C.A.J. (Organisation des camps d'activités et de jeunesse) propose des stages pour les 9-12 ans à Pratpoutel dans l'Isère, avec informatique, vélocross, tennis (3 300 F à 3 900 F les trois semaines) ; dans le Gard, à Méjannes, de l'astronomie, du rink-hockey et du tennis pour les 10-12 ans (de 3 260 F à 3 830 F, les trois semaines) et à Chambray, en Corrèze, de l'équitation, du base-ball et du trampoline pour les 13-15 ans (4 000 F à 4 680 F les trois semaines). Rencontre de jeunes propose deux séjours multi-activités à Saint-Front, en Haute-Loire (mob vert, vidéo, informatique) pour les 13-17 ans (5 200 F les trois semaines) et à Aniane, dans le Languedoc (escalade, spéléo, canoë), pour les 15-17 ans (5 000 F les trois semaines).

Voile et planche à voile

Les Glénans organisent à Paimpol des stages d'initiation à la croisière et de formation à la croisière au large (douze jours sans pension complète pour 2 400 F) ; d'initiation au dériveur et au catamaran (2 700 F, treize jours) ou à la planche à voile (1 180 F la semaine) à l'île d'Arz, de perfectionnement à la planche à voile (Glénans et île d'Arz, treize jours pour 2 400 F) ; à la croisière au large (Glénans, treize jours, 2 400 F). Quant aux auberges de jeunesse, elles proposent aux loups de mer d'au moins quatorze ans de la voile, de la planche à voile et du kayak de mer, à l'île de Batz, pour 2 500 F les treize jours.

Chantiers de restauration

A raison de deux heures par jour, Arc-en-ciel vous invite à res-

tauer les bâtiments d'un moulin de l'Hérault, tout en jouant au tennis, en randonnant à pied ou à vélo avec, en prime, le canal du Midi en « house-boat » pour 3 050 F les trois semaines.

■ A L'ÉTRANGER

Vacances studieuses

Pour les enfants de 8 à 13 ans, de toutes nationalités, le Club Med plante sa tour de Babel aux États-Unis à Copper Mountain, en juillet et en août, dans le Colorado. Une occasion idéale pour découvrir le Nouveau Continent, du Grand Canyon à Disneyland ou San Francisco, mais surtout en s'adonnant au rodéo, au tennis, au tir à l'arc, au trapèze volant, au trampoline ou à la peinture sur soie, en parlant anglais, espagnol ou allemand. Un mois, 22 700 F pour les 12-13 ans et 20 490 F pour les 8-12 ans.

FRAM, plus classique, ouvre aux 12-16 ans six centres de Beaumont College en Angleterre, avec quatre formules de vacances studieuses : anglais intensif, sport intensif informatique (15-16 ans), anglais + sport et loisirs. Deux semaines : 4 250 F transport compris. Nouvelles Frontières propose aux 12-15 ans des séjours de trois semaines, avec cours, activités sportives, hébergement en famille (à partir de 3 890 F) à Bournemouth, Bath, Cambridge, Oxford ou Londres.

Côté organismes spécialisés, le Club des 4 vents propose des séjours de trois semaines autour de la voile, à Cobb en Irlande, pour les 15-17 ans (5 320 F tout compris), du vélo, dans le Kerry et Killarney (3 650 F), du squash en Écosse (4 350 F), du tennis et de l'équitation en Grande-Bretagne (4 900 F) ainsi que des résidences d'été, à Ségovie et Soria, pour étudier l'espagnol (4 740 F).

International Cultural Organization propose toutes sortes de séjours à l'étranger, dont des cours tous niveaux en public school avec sports à l'appui (à partir de 3 600 F les deux semaines), de l'équitation près du Snowdon (3 800 F, deux semaines) et, en Irlande, du golf

(3 400 F, deux semaines) et de la voile (3 400 F, deux semaines). Homestay propose, pour les 13-18 ans, de l'anglais et des échecs à Hastings (4 980 F les trois semaines) ou de l'anglais et de la micro-informatique pour 4 500 F. De leur côté, les Relais universitaires proposent des « minischools » pour les 6-11 ans, des matinées studieuses et des matinées sportives pour les plus de 15 ans et des séjours de découverte en Grande-Bretagne, Allemagne et États-Unis.

Les offices de tourisme des pays d'accueil conseillent, quant à eux, une multitude d'organismes locaux, à contacter directement. L'Office du tourisme espagnol (avec l'Institut de la jeunesse) suggère des camps de découverte, à travers les parcs nationaux, des randonnées de montagne et des chantiers de travail. L'Office du tourisme autrichien propose une bonne adresse pour l'été : Vorarlberg, une ville spécialisée dans l'accueil des familles et des enfants avec, tout l'été, une succession de fêtes différentes chaque semaine.

Découvertes et circuits

Rencontres de jeunes propose aux 16-18 ans la Grèce, ses îles, la Sicile à partir de 4 750 F pour vingt-deux jours (sans l'avion). Loin voyage, outre des séjours linguistiques en Angleterre, Irlande et Allemagne, propose vingt-cinq jours en Grèce pour 4 495 F, la Norvège pendant vingt-deux jours à 4 095 F ou un tour d'Europe à 5 095 F. Arc-en-ciel propose le Canada (quinze jours, 7 300 F, pour les 16-18 ans) et la Scandinavie en minibus (14-17 ans, 5 600 F, quinze jours). Quant à l'U.F.C.V., elle organise un marathon des cinq capitales de la Communauté européenne par équipe de huit enfants, de 16 à 19 ans (Belges, Italiens, Allemands et Espagnols) dont photos et reportages seront primés par Radio-7.

Pour ceux qui veulent en savoir plus : le CIDJ, Centre d'information de la jeunesse, propose toutes sortes d'activités en France et à l'étranger, pour les jeunes de tous âges.

REPÈRES

► SUR LES CINES

— Association des maires des stations de sport d'été, 81, boulevard Haussmann, 75008 Paris, tél. : 47-42-23-32.
— La Barle, 07510 Les Usclades, tél. : 75-38-80-19.
— Club alpin, 9, rue La Botz, 75008 Paris, tél. : 47-42-38-46.
— U.C.P.A., 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13, tél. : 43-36-05-20.
— C.I.H.M., 15, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, tél. : 43-25-70-90.

► CAMPS ITINÉRANTS

— Neige et montagne, 7, rue des Vauries, 28200 Châteaudun, tél. : 37-45-16-94.
— Arc-en-ciel, 65, rue de Sèvres, 92100 Boulogne, tél. : 48-25-11-44.
— U.F.C.V., 71, rue du Théâtre, 75015 Paris, tél. : 45-78-27-45.
— F.U.A.J., 6, rue Mesnil, 75116 Paris, tél. : 45-05-13-14.

► CENTRES DE VACANCES

— Alto plus, 28, rue de Mogador, 75009 Paris, tél. : 42-85-52-25.
— Rencontre de jeunes, 39, rue de Châteaudun, 75008 Paris, tél. : 48-74-89-28.
— Vacances Far-West, centre de Sarge-sur-Bray, 41170 Mondoubleau, tél. : 54-72-99-07.
— Accueil des jeunes en France, 119 rue Saint-Martin, 75004 Paris, tél. : 42-77-87-80.
— Les Glénans, quai Louis-Biérot, 75781 Paris Cedex 16, tél. : 45-20-01-40.
— Poney-Club Galopade, 32810 Lasseube-Propre-Auch, tél. : 62-06-76-05.
— O.C.C.A.J., 66, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, tél. : 45-25-21-21.
— Relais des gîtes ruraux : 24, bd de la Colonne, 73000 Chambéry, tél. : 79-33-22-56.

► VACANCES STUDIEUSES

— Club Méditerranée, place de la Bourse, 75001 Paris, tél. : 42-96-10-00.
— FRAM, 79, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 47-23-54-45.
— Nouvelles Frontières, 87, bd de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15, tél. : 45-68-70-00.
— Club des quatre vents, 1, rue Gozlin, 75006 Paris, tél. : 49-29-60-20.
— Loin voyage, 108, rue Montmartre, 75001 Paris, tél. : 42-33-51-28.
— International Cultural Organization, 55, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. : 42-36-47-18.
— Relais universitaires, 7, rue de Constantinople, 75008 Paris, tél. : 43-87-01-31.
— Home Stay, 5, rue Boudreau, 75009 Paris, tél. : 42-65-50-40.
— CIDJ, 101, quai Branly, 75015 Paris, tél. : 45-67-35-85.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Montagne

JURA

JOLI JURA VERT - 84-48-30-09
Pension complète TTC 148 F/jour, 1 sem.
999 F, 1/2 pens. 116 F. Forfait enfant.
Animaux accept.
Hastellerie L'HORLOGE
RN 78, 39130 PONT-DE-POTITE.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO

GRAND HOTEL
COMPLÈTEMENT RENOVÉ.
Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un
grand parc au centre de la cité.
Cuisine soignée. Dir. A. COTTE.
Téléphone : (091) 9313-02-82.
Téléc. : 846143.

CH1822 CHERNEX-S/MONTREUX

HOTEL LES IRIS**

Vacances d'été au bord du lac de Genève.
Pension compl. dès 60 FS (soit 230 FF).
Tél. 19-41/21/64-43-52.

LEYSIN (Alpes vaudoises)

HOTEL SYLVANA***

Hôtel familial, situation panoramique.
Son restaurant « La Refuge » avec ses
spécialités. Pens. compl. dès 65 FS, y
comp. tennis, mini-golf, patinoire.
Pam. L. BONELLI T. 19-41/25/341136
CH-1854 LEYSIN

TOURISME

COTE ATLANTIQUE

BAIE D'ARCACHON
VILLAGE VACANCES grand confort
CAMPING-CARAVANING

LE ROUMINGUE - 33138 LANTON

Tél. 56-82-97-48

Pension complète et demi-pension
(vin compris) - Self-service - Buffet

DÉTENTE - REPOS - ANIMATION

Distractions variées adultes et enfants.
Plage priv. et sur. - Mini-golf - Tennis
Initiation planche à voile - Excursions
Soirées dansantes - Ciné - T.V. - Pêche.
Réductions en juin et septembre.

Merci Mr Dollar

POUR NOS VOLS HEBDOMADAIRES TRANSCANADA
VERS QUEBEC-MONTREAL-TORONTO-VANCOUVER
A PARTIR DE 2650 F*

POUR VOS RESERVATIONS CONTACTEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES
OU LE 42.61.54.24

*TARIF VALABLE du 09 au 31 10 86 (de 28 ans)
du 10 au 31 10 86 (de 28 ans)
du 09 au 30 09 86 (de 28 ans suppl. de 140 F)
(départ minimum de 14 jours)

Wardair
Le service à votre compagnie aérienne

مكتبة الأصيل

Le Monde SPORTS

BASE-BALL

Une carotte pour la batte

Sur la pelouse, des types drôlement culottés, masqués ou casqués, courent le long de lignes blanches tracées en carré. Sur les gradins, quelques milliers de spectateurs. Des connaisseurs pour la plupart qui applaudissent à point nommé. Des curieux aussi, attirés au stade de la Cipale par le championnat d'Europe de base-ball, et ravis de découvrir ce sport qui ne cache pas ses origines. Casquettes à longues visières, boîtes de Coca et « pom-pom girls » : un exotisme « made in USA » baignait le bois de Vincennes du 2 au 6 juillet.

Sport national non seulement aux Etats-Unis, mais aussi au Japon, en Corée du Sud, en Australie et à Cuba (champion du monde en titre), le base-ball sort de la clandestinité en France. Bien que battue en finale du groupe B par l'Allemagne de l'Ouest (6 à 5), l'équipe de France vient d'accéder à l'élite européenne. La Fédération française de base-ball-softball (FFBS) a permis aux clubs de première division de se doter d'un entraîneur étranger grâce à des « incitations financières ». Le niveau du base-ball progresse donc parmi les initiés français, mais l'ambition de Patrick Tugault, président de la FFBS, est aussi quantitative. De 900 licenciés à sa prise de fonctions en 1981, l'effectif est aujourd'hui passé à 7000. Son objectif est d'atteindre la barre des 100 000 pratiquants. Notamment grâce au softball, version édulcorée du base-ball, moins exigeante sur les plans technique et physique, ainsi qu'en infrastructures (un terrain de football suffit). « Le softball, c'est comme la pétanque, un sport pique-nique ouvert au plus grand nombre, tandis que le base-ball est un sport de haut niveau. C'est toute la différence entre ping-pong et tennis », explique Patrick Tugault.

Conscient qu'il n'existe pas de « mémoire collective » pour porter ce sport en France, il a décidé d'« entrer par la petite porte dans les écoles ». Cette année, la FFBS a consacré 200 000 francs à des équipements scolaires. Un paquetage complet de softball pour une classe coûte 2 100 francs. « Pour la première fois, des collèges ont été demandeurs », se réjouit Patrick Tugault.



Tugault. De plus en plus de professeurs d'éducation physique s'intéressent en effet au base-ball, « dont la gestuelle rejoint celle de l'athlétisme ». Estimant avoir fait ses preuves depuis cinq ans, et fort de l'organisation réussie du championnat d'Europe à Paris, le président de la FFBS réclame aux pouvoirs publics des moyens à la mesure des programmes de développement qu'il met sur pied. La Fédération de base-ball ne dispose pour l'instant d'aucun terrain spécifique, et Christian Blacher, un inspecteur des finances pressenti pour devenir entraîneur national, attend depuis plusieurs semaines confirmation de son détachement. Ce fonctionnaire en rupture de carrière par amour du base-ball espère n'avoir pas lâché la proie pour l'ombre. « Si on me donnait 1 milliard, je ne saurais qu'en faire, admet Patrick Tugault, mais je veux être traité comme les autres fédérations sportives. Je suis las de combattre les moutons à vent. »

J.-J. B.

ATHLÉTISME

Femmes en « pointes »

En planant à plus de 6 mètres au-dessus du stade Lénine, le sauteur à la perche Sergueï Bubka a fait de l'ombre à Jackie Joyner. La jeune athlète noire américaine a pourtant fait reculer, lundi 7 juillet à Moscou, l'une de ces limites mythiques qui jalonnent l'histoire de l'athlétisme. Réalisant plus de sept mille points au terme des sept épreuves de l'heptathlon, pulvérisant de 202 points (7 148 contre 6 946), le record du monde de l'Allemande de l'Est Sabine Paetz, Jackie Joyner est devenue « la » championne des championnes.

Mais son exploit souffre aux yeux du public et des médias d'une double tare. Sa discipline, comme toutes les épreuves combinées, est aussi peu valorisante qu'elle est exigeante. Il faut, pour suivre le classement des concurrentes au fil des différentes épreuves, jongler avec les chronomètres et les calepêtres. Des travaux herculéens qui se mesurent à la balance d'apothicaire! Réduits à l'état de chiffres, l'effort répété, la souffrance accumulée n'ont pas la même poignante épaisseur que le spectacle, bref mais intense, d'un exploit isolé. Et puis, suprême handicap pour l'heptathlon, c'est une

discipline féminine. Or l'athlétisme féminin endure le même préjugé restrictif que le tennis féminin il y a quelques années.

La lecture des performances dénotées par Jackie Joyner est pourtant édifiante : 12 s 85/100 au 100 mètres haies ; 1,88 m au saut en hauteur ; 14,76 mètres au lancer du poids ; 23 s au 200 mètres ; 7,01 m en longueur ; 49,86 m au javelot et 2 min 10 s 02/100 au 800 m.

Les meilleures athlètes féminines ne pourront jamais battre les meilleurs masculins, mais l'abîme de nature se comble. L'athlétisme a ses héroïnes comme il a ses dieux du stade. Jackie a rejoint dans la légende son frère Al Joyner, champion olympique du triple saut à Los Angeles en 1984. La veille à Oslo, Ingrid Kristiansen, seule en piste à galoper derrière la trotteuse du chronomètre, avait écrit une nouvelle page illustre de l'histoire du demi-fond : 30 min 13 s 74 sur 10 000 m, soit 46 s de moins que son précédent record. Avec un temps pareil, elle ne serait probablement pas ridicule dans une finale masculine du championnat de France.

La blonde Norvégienne doit d'ailleurs s'entraîner avec des hommes afin de continuer à progresser. Et plusieurs spécialistes de la distance pensent qu'elle pourrait d'ores et déjà descendre sous les 30 minutes si on l'autorisait à s'aligner au départ d'une course masculine. C'est ce qui se produit pour le marathon, seul exemple de mixité athlétique. Or, c'est sans doute sur cette distance que la progression des performances féminines a été la plus fulgurante.

En 1979, Grete Waitz, une autre Norvégienne, avait été la première à courir les 42,195 km en moins de 2 h 30 min. Depuis, vingt-trois coureuses l'ont rejointe sous cette barrière, que certains jugeaient, il y a peu, inaccessible aux femmes. Trois d'entre elles - l'Américaine Joan Benoit, la Portugaise Rosa Mota et Ingrid Kristiansen - flirtent aujourd'hui avec les 2 h 20 min. Kristiansen a déjà annoncé son intention de s'y attaquer en octobre à Chicago. Et personne, parmi les tenants d'une certaine misogynie sportive, ne songe à sourire.

J.-J. B.

TIR

Gibier d'argile

La poudre va parler durant quatre jours au club de La Roche Couloir, à Chevreuse, près de Paris. Quelques deux cent cinquante tireurs - dames, seniors, juniors et vétérans - individuellement ou par équipe nationale, participent jusqu'au 14 juillet, dans cet ensemble consacré au tir, aux VIII^{es} Championnats du monde de parcours de chasse. Une compétition dont l'organisation a été confiée, cette année, par la Fédération internationale de tir aux armes sportives de chasse à la FFT (Fédération française de tir).

est vrai, les « pigeons », autre terme utilisé en l'occurrence, sont lancés de petits abris très précisément disposés et on les tire à partir de postes universellement définis. Ils évoluent selon un trajet très précis également, sous des angles de visée très particuliers et à une vitesse en principe égale à un stand à l'autre. Au départ, l'engin sort des « boîtes » à une vitesse d'environ 120 kilomètres à l'heure.

Au skeet ou à la fosse, le pigeon est de type standard (110 grammes pour un diamètre de 110 millimètres). Il est fait d'argile et de matériau composite où entre de la poudre de charbon. En parcours de chasse, les plateaux sont de taille et de poids différents, ce qui peut compliquer la tâche du tireur quand le volatile artificiel se prend à planer ou, au contraire, à plonger sans préavis.

Dans tous les cas, ces pigeons ont des trajectoires et des comportements particuliers. Ils sont dits fuyants lorsqu'ils s'éloignent du tireur, retournants lorsqu'ils viennent vers lui, traversants lorsqu'ils défilent parallèlement au tireur.

En outre, au parcours de chasse, on a introduit, histoire de compliquer encore les choses, un plateau de type supplémentaire : le « rabbit », une pure invention anglo-

saxonne et une redoutable épreuve. Le pigeon, devenu lapin, est un plateau qui roule sur sa tranche avec de facieux et surprenants sautilllements atteignant parfois plusieurs dizaines de centimètres de hauteur. Des surprises qui peuvent amener bien des bouleversements dans les classements.

Le parcours de chasse est ainsi une épreuve plus spectaculaire que le skeet ou la fosse. Il fait appel à plus de virtuosité. Plus ouvert, il ne permet guère de prévoir qui l'emportera. En tout cas moins facilement que l'on peut l'envier pour les tireurs olympiques, dont le succès dépend généralement d'une parfaite mécanique de tir.

A ce propos, le caractère répétitif des gestes d'un tireur à la fosse ou au skeet a amené certains responsables à mettre en cause la présence de ces disciplines aux Jeux olympiques. L'argument suprême étant que ce type de sport est peu télévisé.

La mise au point d'un nouveau pigeon d'argile, qui libère à l'impact une poudre fluorescente du plus bel effet, devrait faire taire ces rumeurs de mauvais augure. On doit au principal fabricant français de lanceurs et de plateaux, la société Laporte, installée à Nice, cette innovation qui évite, de surcroît, bien des contestations entre arbitres et tireurs... Et puis, quelles belles images cela fera sur les écrans de télévision quand le pigeon, sur le coup de fusil, partira dans une belle fumée rouge...

CLAUDE LAMOTTE

LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Vélo-rétro

Nouveaux changements jeudi 10 juillet au cours de la septième étape du Tour de France cycliste, Cherbourg-Saint-Hilaire-du-Harcouët gagnée par le Belge Ludo Peeters. Jorgen Pedersen a détrôné le Néerlandais Van der Velde, et c'est, après Kim Andersen, le deuxième champion danois porteur du maillot jaune. Bonne affaire aussi pour le Français Eric Caritoux, qui reprend 2 min. 3 sec. à Fignon et Hinault : un coureur du type longiligne, bon grimpeur de surcroît, qui n'est pas sans rappeler... Roger Pingeon.

De notre envoyé spécial

Saint-Hilaire-du-Harcouët. — Que sont nos champions devenus? Vainqueur du Tour de France en 1967, aujourd'hui fleuriste à Montpelier, Roger Pingeon s'échappe chaque année pendant trois semaines pour revenir sur le terrain

de ses exploits et livrer ses impressions aux téléspectateurs suisses. Son commentaire est celui d'un vieux routier passionné de technique et d'un observateur attentif aux détails. Pourtant, en dépit de sa longue expérience, il continue de s'étonner : « J'admets, dit-il, que, de tous les sports, le cyclisme est le plus empirique, mais quand je constate que depuis trente ans les méthodes n'ont pas changé, je m'interroge. A l'ère spatiale, on ravitaillait toujours les concurrents du Tour de France, la plus grande épreuve du monde, en leur passant des mouettes sur le parcours. Et que trouve-t-on à l'interieur? Des sandwiches et des bananes. C'est complètement dépassé. Surtout si l'on songe qu'en 1950 Coppi et Bobet, qui avaient percé les secrets de la diététique sportive, avaient déjà adopté l'alimentation liquide. »

Et le matériel? Sur ce point, l'ancien leader de l'équipe de France s'est montré encore plus surpris : « Je me demande si les vélos à cadre plongeant, à guidon en cornes de vache et à roues lenticulaires n'obéissent pas d'abord à une mode. Tout le monde copie tout le monde sans chercher à savoir si tel type de bicyclette convient à tel genre de parcours. Les roues lenticulaires n'augmentent pas systématiquement le rendement, cela dépend de l'itinéraire, et je ne suis pas certain que les machines qu'on appelle futures améliorent l'aérodynamisme. »

Roger Pingeon note que l'inventeur de la pédale automatique de sécurité supprimant le cale-pied - il s'agit de Lilian Christol, un chercheur de Clermont-Hérault - a dû se battre pendant des années pour vaincre l'incrédulité des fabricants et imposer son prototype. Cette pédale spéciale équipe aujourd'hui les professionnels du groupe Peugeot, Bernard Hinault employant pour sa part un modèle concurrent de même conception.

Et le vélo révolutionnaire de Thierry Marie?

« J'ignore s'il bénéficie d'un meilleur CX, mais il comporte une astuce intéressante, à savoir le dossier qui maintient les reins et qui offre au coureur un point d'appui supplémentaire. La selle à dossier, c'est l'avenir. Grâce à cet accessoire, qu'il ne faut pas confondre avec un aileron ou un carénage, on gagnera 10 % de puissance. Il procurera un avantage considérable contre la monte et dans la montée des cols. »

JACQUES AUGENDRE.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme Championnats de France des épreuves combinées. Samedi 12 et dimanche 13 juillet à Athis-Mons. Championnats du monde juniors. Du 16 au 20 juillet à Athènes. Meeting du Nikala. Mardi 15 juillet à Nice.	Canoe-kayak Pré-championnats du monde. Jusqu'au lundi 14 juillet à Bourg-Saint-Maurice.	Sports équestres Championnats du monde de saut d'obstacles. Jusqu'au dimanche 13 juillet à Aix-la-Chapelle (A 2, samedi 12 à 17 h 10, direct) (TF 1, dimanche 13 à 17 heures, direct).
Cyclisme Tour de France. Jusqu'au dimanche 27 juillet (A 2 tous les jours en direct et « Le journal du Tour » à 19 h 35).	Football Coupe de la Ligue. Samedi 12 juillet et mercredi 16 juillet.	Tennis Tournoi de Bordeaux. Jusqu'au dimanche 13 juillet (FR 3, samedi 12 et dimanche 13 à partir de 14 heures).
Automobilisme Championnat du monde de formule 1. Grand Prix de Grande-Bretagne à Brands Hatch (TF 1, dimanche 13 juillet, à partir de 15 h 15, direct).	Motocyclisme Grand Prix de la Ville de Paris de vitesse. Samedi 12 juillet et dimanche 13 juillet sur le circuit Carole, à Tremblay-les-Gonnesse.	Voile Tour de France. Jusqu'au 9 août (TF 1, émission quotidienne « Carnet de bord », sauf dimanches, en fin de programme).
Aviron Régentes internationales de Lucerne. Jusqu'au dimanche 13 juillet.	Omnisports Les Goodwill Games (Jeux de la Bonne Volonté). Jusqu'au 20 juillet à Moscou.	Tout l'arsenal Le tir aux armes sportives de chasse est pratiqué en France par 300 000 à 400 000 personnes de toutes catégories socio-professionnelles et de toutes les régions. 11 000 sont licenciés par la FFT pour la compétition.
Basket-ball Championnat du monde. Jusqu'au 20 juillet en Espagne.		Deux cents millions de pigeons d'argile sont fabriqués en France, chaque année. Une moitié est tirée dans l'Hexagone et l'autre est exportée.

VACANCES : LES LIVRES POUR LES ENFANTS.

Une large sélection des meilleurs ouvrages parus récemment.

Le Monde
de l'ÉDUCATION

NUMÉRO DE JUIL.-AOÛT EN VENTE PARTOUT

culture

EXPOSITIONS

Au Musée de Caen

Les plaisirs de la Charité

La belle histoire d'une dame au cœur ardent qui a inspiré les peintres.

« Donna vestita d'habito rosso, che nella destra tenga un core ardente, i con la sinistra abbracci un fanciullo ». « Femme extraordinairement vêtue de rouge, dont la main droite tient un cœur ardent, et dont la gauche enlace un enfant ». Ainsi le savant Cesare Ripa fixe-t-il en 1593 les attributs allégoriques de la Charité. Ainsi doit-elle, ou devrait-elle, apparaître dans les images que peintres et sculpteurs exécutent de cette vertu théologique. Le cœur ardent brûle d'amour divin et d'amour humain. L'enfant est nourri au sein, afin que le symbole soit sans équivoque et que fidèles et spectateurs déchiffrent commodément la figure, codifiée, stéréotypée, limpide donc.

De moins la déchiffraient-ils, si les artistes obéissaient à l'icônologie de Ripa et appliquaient avec scrupule ses indications. Mais ceux-ci n'obéissent ni n'appliquent, naturellement. Leur insoumission forme le sujet, le vrai sujet, d'une exposition savante qui, s'attachant à l'histoire d'un seul thème, rassemble les exemples les plus divers de ce que leur fantasme ou leur génie suggèrent aux maîtres, lesquels varient, brodent, altèrent ou réinventent plus souvent qu'ils ne se conforment à un modèle. Si la charité est le sujet, tout n'est ici que variations et entrecroisements changeants, et l'allégorie ne se révèle que travestie ou trahie. De là l'intérêt paradoxal du travail accompli par Alain Tapié à Caen : il démontre que l'icônographie, si stricte soit-elle, ne vaut que par les détournements qu'elle subit et que suivre les mésaventures d'un programme allégorique permet essentiellement de décrire, par allusions et renvois, les modes et les évolutions qui affectent l'art de peindre de la première moitié du seizième siècle jusqu'au dix-neuvième siècle. Le procédé est elliptique, sans doute, il oblige à zigzaguer et à rebondir. Mais il séduit, tout en proposant résurrections et redécouvertes.

Trois chefs-d'œuvre

Il était donc une fois une dame en rouge, pourvue d'un bambin, ou de plusieurs, qu'elle caresse ou allaite ; et pourvue encore d'un petit brasier flamboyant. On imagine les hésitations des peintres contraints de trouver à cet hétéroclite assemblage une apparence acceptable. Quand Andrea del Sarto se soumet à l'épreuve, en 1518, il ne peut plus, comme jadis Giotto, s'en tenir à une illustration correcte : le goût de la Renaissance exige de la grâce, de la vraisemblance et du sentiment. L'orthodoxie y perd ses flamme, la Charité se change en mère assise dans un paysage, entourée de chérubins, dont l'un tète. Un second regard se mène : allégorie de la foi ou simple observation sur le motif ? Le doute, les hésitations de l'analyse, indiquent à eux seuls les symptômes d'une évolution. L'amour maternel se substitue à l'amour divin, la charité devient vertu familiale plus que théologique, l'image de la Vierge à l'Enfant s'introduit subrepticement dans l'icônographie, accompagnée de nuées d'angelous joueurs ou dansants.

Tout au long du seizième siècle, Vénitiens et maniéristes s'autorisent toutes les douceurs et aménagent le sujet à leur guise. Cornelisz Van Harlem y place une décoration de montages rêvés, un chat qui un enfant tire par la queue et une somptueuse beauté blonde, parée de roses et d'un fichu jaspé, coiffée de tresses et de nœuds, sœur de Judith ou de Diane, allégorie de la Grâce profane peut-être, mais fort peu de la vertu chrétienne. Les disciples de l'Albane et du Guerchin, d'une part, les flamands rubénistes de l'autre n'ont guère plus de retenue. Les premiers glissent à l'imagerie érotico-antique ; le dogme prend des airs d'épique et Caritas batifole sur la couche de Vénus. Les seconds préfèrent les poitrines opulentes : les



Le Brun : la Charité

babies à la Van Dick sucent des mamelles immenses.

Par chance, au même moment, d'autres relisent Valère Maxime : l'histoire romaine se substitue à la doctrine catholique pour rendre au thème son tragique et sa noblesse. Péro, jeune héroïne, nourrit jadis son père Micon, condamné à mourir de faim en prison si le sein filial ne l'avait sauvé. L'épisode a de quoi tenter un amateur de pathétique — et l'on ne s'étonne guère que Caravage l'ait remis à la mode en 1607 dans ses sept *Œuvres de Miséricorde*, l'une des toiles dont l'absence se fait le plus tendre. Caravage l'ayant illustrée, la légende se répand, la « charité romaine » — ainsi nomme-t-on cette fable grec-

que — triomphe à Naples chez Ribera et ses disciples, puis chez les caravagesques nordiques, les Seghers, les Stomer pour qui rien n'est trop cruel ni trop cru. Eclairages de tonbeau, vieillards plus décharnés que Job, guenilles désoilantes, cachots épouvantables illuminés par le blanc visage d'un enfant attendri : la Charité, malgré Ripa, prend ces traits et ce costume. Reni l'idéalise, Vouet la magnifie par la couleur, Charles Mellin par la volupté de son style ondoyant. Deux imageries, dès lors, entrent en concurrence, l'une orthodoxe et considérablement affaiblie ; l'autre palenne de naissance et étonnamment efficace. L'allégorie se divise et se complique.

Trois chefs-d'œuvre témoignent à merveille de l'éclatement, trois maîtres français judicieusement accrochés à côté : Blanchard, Champaigne et Le Brun. Le premier exagère encore la mignardise flamande et multiplie poupons et chérubins. Le deuxième, à l'inverse, sévère et digne, en revient aux flammes, à la grande ouverte et à la robe pourpre, admirablement accordée à la stature monumentale et à la noble pose de sa divinité. Quant à Le Brun, moins soucieux de la règle, il invente de réunir charité chrétienne et charité romaine : vieillard maigre et enfant rose adorent ensemble la poitrine qui les nourrit. La vraisemblance importe peu au regard de la force symbolique, accrue par le décor à l'antique et la fumée qui trahit la présence du brasier nécessaire. Deux traditions se confondent, deux stéréotypes se combinent pour susciter une image pathétique.

L'exposition toute entière semble conçue afin d'expliquer ce Le Brun et sa bizarrerie. Faute d'une généalogie des symboles, l'œuvre, par ailleurs fort agressive à l'œil, demeure inconnue et énigmatique. Après pareille apothéose classique, les charités du dix-huitième ont des airs de redite et de rhétorique employée par habitude, que relèvent trop peu le pittoresque des détails et la vivacité du métier. Quant à celles du siècle suivant, fort peu nombreuses ici, elles comptent parmi les plus curieuses efforts tentés pour restaurer à toute force un sujet et un genre devenus désuets. L'éloquence grave de Béranger pourrait retentir si, tout à côté, la charité ne glissait au kitsch, jeune femme couronnée de marmots de tous les continents, dont un Chinois en robe de mandarin proprement ahurissant. Pour être la plus exotique, cette variation n'en est pas pour autant la plus convaincante. Mais elle suffit à illustrer l'ultime décadence d'une allégorie, devenue désormais prétexte à effets et à réminiscences après avoir été longtemps et si diversement inspirée les « maîtres d'autrefois ».

PHILIPPE DAGEN.

* Musée des beaux-arts de Caen ; jusqu'au 13 octobre.

A Tours, quarante ans d'éditions Maeght

La passion d'un marchand

Grâce à un marchand qui aimait aussi les livres, les peintres et les poètes ont pu dialoguer librement.

A l'occasion du 40^e anniversaire des éditions Maeght le Centre de création contemporaine de Tours a décidé d'organiser la première rétrospective consacrée à l'activité éditoriale d'Alain Maeght. A l'instar d'Ambroise Vollard ou de Kahnweiler, le célèbre marchand de tableaux fut fasciné par le livre comme s'il sentait que le texte devait nécessairement rencontrer les « Voix du silence ». C'est à partir de 1946 que l'« oeuvre » Maeght, qui compte des noms aussi prestigieux que Bonnard, Miro, Braque, Brum vas Velde, à l'initiative de son patron, va se mettre à l'écoute des poètes et des écrivains ; le temps que sorte des presses un ouvrage à chaque fois unique et passionnément préparé. Ainsi Jacques Prévert signe avec Miro, René Char avec Braque, Michel Léris avec Giacometti. Parallèlement à cette avalanche de monographies, les deux cent cinquante-trois numéros de *Derrière le miroir* suivent, de 1947 à 1982, l'actualité de la galerie. On retrouve les signatures de Francis Ponge, Georges Limbour, Samuel Beckett, Paul Eluard, André du Bouchet, Italo Calvino.

D'autres revues s'ajoutent à cette liste déjà longue, l'*Ephémère*, l'*Argile*. Certes, ces deux dernières ont cessé de paraître, mais *Noë*, tout récemment, a pris le relais et tente de renouer avec la tradition de la maison. Bref, parcourir les différentes salles où sont rassemblés ces documents, c'est feuilleter les pages de notre proche passé tout en sachant qu'elles appartiennent à l'histoire de l'art. Enfin, quelques peintures et sculptures complètent ce panorama (Miro, Calder, Léger). Retenons parmi elles une toile de Tapié, qui n'a pas pris une ride. Bien sûr, des esprits chagrins trouveront que les années 70 paraissent un peu maigres à côté des années 50-60, mais c'est ignorer qu'Alain Maeght

n'a jamais joué à l'encyclopédisme et qu'il fut jusqu'à sa mort, en 1981, le héros d'une étonnante aventure dans laquelle il entraîna son fils Adrien.

Orphelin, tour à tour garçon boucher, musicien de jazz, Alain Maeght passe en 1925 à Nîmes le CAP de dessinateur-lithographe, ou de chromiste comme on disait à l'époque. Embauché à l'imprimerie Robaudy, il excelle déjà dans la mise en page. Exécutant une affiche pour Bonnard, il se fait remarquer par le maître qui lui glisse à l'oreille un conseil en forme d'hommage. « On sent — lui dit-il — que vous avez appris la chromolithographie pour arriver à accorder ce beige et ce rouge avec la chair ». Entre-temps, il se marie et ouvre un magasin où il vend des transistors tout en gardant dans l'arrière-boutique un atelier où il crée à la commande des affiches et des sigles. Avant que ne commencent sa véritable destinée, il sera encore journaliste. Il commente à chaud les matchs de football pour la station Nice-Côte d'Azur.

Les hasards de la guerre et l'aide de Bonnard le mettent sur la voie du courtage. Il vend des Utrillo, des Manet, des Sisley, etc. Le voilà lancé. Il reste cependant fidèle à son premier métier et choisit aussi d'être éditeur d'art. Un rêve qu'il va poursuivre jusqu'au bout. Bientôt à la tête de l'imprimerie Maeght, il laisse à ses artistes le soin de composer en toute liberté, sans souci de temps ni d'argent, ce qu'on appelle parfois, sans trop y réfléchir, un livre illustré. Il suffit de regarder attentivement la qualité du papier, le format, les caractères et le passage des couleurs de chaque exemplaire pour comprendre la passion de ce marchand bibliophile.

BERTRAND RAISSON.

* A proximité des poètes et des peintres. Quarante ans d'éditions Maeght. Centre de création contemporaine, Tours. Jusqu'au 28 septembre. Les éditions Maeght publient le catalogue de l'exposition avec des textes de Jacques Chapon, Michel Enrie et Claude Lefebvre de Frey. Ces ouvrages, remarquables par sa qualité, devraient servir d'instrument de référence, 151 p. 110 F.

La couleur des murs de la ville

De nouvelles fresques

Après quarante ans d'éclipse, les murs peints reviennent en force dans nos villes.

Cette mode stimule toute une génération d'artistes qui préfèrent accrocher leurs œuvres dans la rue plutôt que sur les cimaises des galeries.

L'affiche a été célébrée pendant tout le mois de juin sans que l'on daigne parler de son cousin, le mur peint publicitaire, qui, après quarante ans d'éclipse, opère un retour en force. Ce revêtement prolifère dans toutes les villes de France. Dans la seule année 1985, la société Avenir-Publicité en a réalisé à Boulogne, Bèthune, Angoulême, Vesoul et Dijon. Giraudy, dont ce n'est pas le créneau, s'est quand même chargé de Lyon. Quant à Dauphin, il est responsable, à Paris, de ceux dont on parle le plus : le grand singe qui vante les produits Gervais, rue du Renard, et la petite fille en sarreau rétro qui croque un biscuit Lu, rue d'Anteuil. Car « si l'affiche est le meilleur moyen de communiquer dans une ville », comme le constate Jean-Pierre Duval, d'Avenir, le mur peint a l'avantage sur les autres médias publicitaires du même type, d'être géant, de se trouver le long des grands axes de circulation et d'avoir une durée de vie beaucoup plus longue. Et comme il est censé favoriser l'expression artistique et qu'il peut — théoriquement — s'autoriser toutes les audaces graphiques, c'est, pour l'annonceur fortuné

et désireux de se singulariser, une excellente carte de visite.

De plus, en dehors de ses strictes fonctions utilitaires, les municipalités ont découvert ses vertus décoratives. « Un mur peint, c'est un plus dans une ville », affirme Jean-Pierre Duval. Aussi, à Rueil, à côté de la mairie, au milieu d'une façade en trompe-l'œil, se détachent les personnages du *Balcon de Manet*. Et près de Grenoble, à Echirolles, onze variations sur le thème du « Radeau de la Méduse », des Malassis, s'étalent sur plus de 2 000 mètres carrés.

Vestiges dégradés

Comme tant d'autres modes, cette vogue nous est venue des Etats-Unis. Avec, sans doute, un crochet par le Portugal. Mais, ici, sa signification est totalement différente. De l'autre côté de l'Atlantique, le mur peint est l'œuvre, plus ou moins improvisée, d'artistes contestataires. Son message est agressif, violent. Il exprime un refus, une angosie. Il apparaît le plus souvent dans les quartiers en voie de devenir des taudis. Au Portugal, où il a fleuri pendant un an ou deux, après la « révolution des œillets », il décrivait un message politique précis. D'ailleurs, l'esthétique résolument « réaliste-socialiste » des robustes travailleurs, brochés sur les façades, ne permettait aucune équivoque. Rien à voir avec la France où le mur peint apparaît comme l'ultime touche de « bon goût » dans un quartier rénové. Quant au message, s'il en a un, il se perd dans la sophistication du trait et des jeux de perspective. Pourtant,

charger une muraille de slogans publicitaires n'est pas nouveau en France.

La prolifération au début du siècle. On en relève ici ou là quelques vestiges dégradés, comme les célèbres « Dubou Dubou Dubou » ou, rue de la Fédération à Paris, la série de écussons qui célébraient, pour l'Exposition universelle de 1937, les provinces de France. En 1943, pour mettre fin aux barbouillages inconsidérés des murs de nos villes, une loi fixa les dimensions des messages publicitaires : pas plus de 16 mètres carrés. En 1979, les communes repartirent le pouvoir de restreindre ou d'élargir l'espace dévolu à la publicité et si diversement inspirée les « maîtres d'autrefois ».

Nous bricolons nos recettes

Ces essais, parfaitement gratuits, donnent des idées à Jacques Dauphin, le patron de l'entreprise d'affichage qui porte son nom, la troisième de France avec 400 millions de chiffre d'affaires. Sa société était contractuellement liée avec la capitale. Depuis la fin de la guerre, elle a la concession des panneaux apposés le long des deux cents murs-pignons — laissés pour compte des grandes percées haussmanniennes — dont la ville est propriétaire. Elle propose de les utiliser sur toute leur surface. Leur entretien étant évidemment à sa charge, un accord fut conclu. C'est ainsi que les premiers murs peints publicitaires refirent leur apparition : boutiques Aéroports de Paris, avenue du Général Leclerc, balles de tennis Penn, à la porte d'Anteuil, ou GSF à l'angle des rues de Vaugirard et du boulevard du Montparnasse. Il y a parfois une distorsion complète entre l'affiche publicitaire qui subsiste au pied du mur et l'œuvre qui s'étale au-dessus. C'est le cas de l'escalier aérien de Rieti, rue Etienne-Marcel. D'autres sociétés comme Avenir Publicité,

essaient de lier les deux produits en recréant des façades fictives qui intègrent les panneaux publicitaires.

Mais il ne faut pas croire que les murs peints se multiplient miraculeusement. Il faut d'abord décrocher une autorisation de la mairie. Puis de la commission des monuments historiques si l'emplacement convoité est situé dans le centre d'une ville. La construction est-elle privée ? Il faut encore l'aval du ou des propriétaires. A Paris, épreuve supplémentaire, il faut passer devant une autre commission, encore informelle, celle que préside Mme Nicole Chouraqui, l'une des adjointes de M. Jacques Chirac, composée des maires d'arrondissement et d'un certain nombre de personnalités : publicitaires, architectes ou décorateurs. Non seulement elle a un droit de regard sur les projets qui lui sont présentés, mais elle propose ses propres artistes. A Dauphin qui met en avant son réalisateur maison, la commission oppose par exemple Yvaral, l'auteur de la « Joconde » métallique de la rue du Louvre ou Pierre-François Gorse, celui de « L'arbre des Seychelles » de la rue de Bretagne. Le feu vert obtenu, il faut nettoyer le mur, le restaurer s'il est abîmé, l'enduire avant de le peindre. C'est d'habitude une équipe de spécialistes qui reporte matériellement le travail du peintre en suivant scrupuleusement ses indications. Rares sont les artistes qui réalisent eux-mêmes leurs œuvres. « Quand ils le font, le résultat n'est pas toujours probant », affirme Bernard Ogé, chargé de l'aménagement urbain à la Ville de Paris. « Nous faisons des erreurs, rétorque Fabio Rieti, c'est normal, nous n'avons aucune assistance technique. Nous bricolons nous-mêmes nos propres recettes. » Mais il tient mordicus à exécuter lui-même ses travaux jusqu'au bout. « Une œuvre, c'est une suite de fautes que l'on corrige au fur et à mesure. Personne ne peut remplacer la main de l'artiste ».

Aussi préfère-t-il travailler sur des carrés de toile de 1,50 mètre, qu'il assemble et maroufle ensuite sur la surface à couvrir. « Ce n'est pas une solution », rétorque M. Thidet, de chez Dauphin. La toile se dégrade trop vite. Voyez l'escalier de Rieti aux Halles. « Faux, réplique

Rieti, ce n'est pas plus difficile à entretenir qu'une peinture ». Et d'indiquer obligeamment les travaux peints de Zinko ou de Gorse, qui effectivement tombent en morceaux. Car si la vie de telles œuvres est officiellement garantie pour dix ans, elles s'abîment beaucoup plus vite. Les couleurs virent, les enduits s'écaillent, et la restauration à long terme est illusoire.

En dépit du coût relativement élevé de ces « fresques » — de 1 000 francs à 1 500 francs le mètre carré — les municipalités sont friandes de telles nouveautés. En dehors des publicités peintes, l'Hôtel de Ville de Paris lance un vaste programme dans quatorze arrondissements. Elle compte faire appel, pour cette opération, à de jeunes peintres qui seront sélectionnés par concours. Fabio Rieti, vieux briscard de cette nouvelle vague décorative, l'explique simplement : « Si le XX^e siècle est le siècle de l'image, c'est avant tout celui de l'image photographique. Or la peinture permet de réaliser des images qu'aucun photo, aucun montage photographique, ne pourra rendre. Mais le mur peint ne peut avoir de prétention à l'actualité. Il n'est pas fait pour les messages. C'est là le rôle de l'affiche. Il est fait pour célébrer la ville, accompagner le promeneur qui lui jette un coup d'œil en passant ; c'est son miroir. Nous ne sommes pas des décorateurs, mais des évocateurs. On nous reproche d'être anecdotique parce que nous peignons une peinture réaliste. C'est un danger que nous n'évitons pas toujours comme l'art abstrait n'en a pas toujours le banal décoratif ».

« La peinture urbaine est la parente pauvre de l'art. Elle n'a aucune valeur commerciale, elle est éphémère. Toutes nos œuvres sont condamnées à disparaître. Elles ne sont prestigieuses que pour les conseillers municipaux qui nous les commandent. Mais c'est stimulant pour un artiste de travailler pour une communauté. Tant de gens défient devant nos œuvres qu'elles ont finalement un impact que n'a pas toujours un tableau dans une galerie. Ce que je cherche à faire, c'est un art de la rue qui accompagne les mouvements de la foule, un art éphémère comme la rue. » « Pour nous, petits maîtres de la peinture, conclut avec orgueil Fabio Rieti, nos pages blanches, ce sont les murs de la ville ».

EMMANUEL DE ROUX.

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

BARRY LYNDON

STANLEY KUBRICK

RYAN O'NEAL - MARISA BERENSON

PHILIP MAEGE - HARRY KUPGE - DIANA NOERSEN - GAY HAMILTON

Produit par Barry Lyndon

"C'est un émerveillement, l'apogée d'un genre, un acte de beauté... un chef-d'œuvre."

L'EXPRESS

هذه امه الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

Dimanche 13 juillet

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre numéro du samedi daté dimanche-lundi.

Vendredi 11 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Intervilles** : Amiens-Toulouse. Réalisation G. Barillet et J. Cohen. Un des grands succès de la télévision française. L'émission présentée par Léon Zitrone, Simone Cardet et Guy Lux passe sans faiblir à travers le temps et les modes.
- 22 h 15 **Variétés** : Johnny Hallyday au Zénith (et à 23 h 30). Réalisation : Guy Job. Près de trois heures de chansons, des anciens succès aux nouveaux « tubes », avec choristes, musiciens et danseurs. Johnny tel qu'en lui-même, généreux, violent, irrésistible.
- 23 h 15 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 **Série** : Médecins de nuit : Six braves petites indiennes. De B. Schwamm, réal. F.-J. Gontieb, avec A. Lochner, C. Allégret.
- 21 h 35 **Apostrophes**. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « La France déchirée », sont invités : Jean Daniel (De Gaulle et l'Algérie), Gilles Martinet (Cassandre et les tueurs), Reynald Secher (le Génocide franco-français), la Vierge (veillé), Charles Tilly (la France contestée - De 1600 à nos jours), Michel Winock (la France hexagonale).
- 22 h **Ciné-club** : La Tendre Ennemie. Film français de Max Ophüls (1936), avec S. Berrian, G. Vitray, M. Valbel, J. Delix (N.). Le jour des fiançailles forcé de sa fille, un homme, mort depuis vingt ans, reparait à l'état de fantôme et rencontre le fantôme de l'aimant de sa femme. Ils évoquent le passé. D'une pièce boulevardière d'André-Paul Antoine, qu'il avait mise en scène au théâtre, en Allemagne, quelques années plus tôt, Ophüls a fait une comédie mélancolique, doucement amère, sur la mystère de la féminité. Cette œuvre, finalement proche de Schmitzler, fut un succès commercial.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 **Histoires singulières** : Mystère sur court. Scénario d'Andrew Sinclair, d'après la nouvelle de M. Hastings; réalisation C. Frankel. Avec H. Gordon, J. North, C. Shepp...
- 21 h 30 **Taxi**. Magazine d'information de Philippe Alfoani.

Au sommaire : Cambodge, suiviez le guide; l'énergie solaire : l'expérience Thémis (la centrale solaire de Font-Romeu); Alice Sapich, reporter.

22 h 30 **Journal**.

22 h 50 **Décibels**. Au programme de l'émission rock : The Woodentops, London Cowboys, Working Week, Marc Minelli, Le Mur, Gangster d'amour, Thugs.

23 h 15 **Prélude à la nuit**. Pastorale, de J.-S. Bach, par K. Richter, orgue.

23 h 25 **Journal des festivals** (rediff.).

CANAL PLUS

- 21 h, Papa, maman, le bouze et moi, film de Jean-Paul Le Chanois; 22 h 25, Edith et Marcel, film de Claude Lelouch; 1 h 28, Possession, film d'A. Zulawski; 3 h 15, 1984, film de Michael Radford; 5 h 5, les Faveurs de Sophie, film de Michel Berny; 6 h 28, Superstars.

LA « 5 »

- 20 h 30, Série : Tomerme mécanique (et à 23 h 15); 21 h 25, Série : Baretta (et à 0 h 10); 22 h 15, Magazine automobile : Grand Prix (et à 1 h 5).

TV6

- 19 h, NRJ 6, invité : Gold; 20 h, Tonic 6; 23 h, NRJ 6 (rediff.).

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Journal du corps** : existe-t-il un modèle de politique de santé? Avec le docteur Anou, le professeur J.-C. Gaux, MM. C. Gilerdeau, G. Jolanne et M. Feneau.
- 21 h 30 **Black and Blue** : Festivals d'été.
- 22 h 30 **Nuits magiques** : la nuit et le moment; les voix.
- 0 h 10 **De jour au lendemain**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 4 **Concert** (épis de Stuttgart) : Preciosa, ouverture de Weber; Six Lièdes, extraits du Knaben Wunderhorn, de Mahler; Symphonie fantastique, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Garcia-Navarro, sol. C. Ludwig.
- 22 h 28 **Les soirées de France-Musique** : Les pêcheurs de perles, les Marika; musique d'Éthiopie, tradition et modernité.

Samedi 12 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 15 h 35 **Croque-vivantes**. En balade... à bord du « Duo-de-Normandie » : Rémi, Darc-dur-mot; Le roi Arthur; L'île au trésor.
- 17 h 25 **Série** : La chambre des dames (rediff.).
- 18 h 20 **SOS animaux** : SOS réfugiés.
- 18 h 35 **Auto-moto**.
- 19 h 5 **La vie des Botas**.
- 19 h 40 **Le masque et les plumes**. Invité : Carlos.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 30 **Tirage du Loto**.
- 20 h 35 **Les oiseaux se cachent pour mourir**. Réal. D. Duke, d'après C. McCullough. Avec R. Chamberlain (rediff.).
- 21 h 50 **Droit de réponse** été : Carré blanc. Magazine de Michel Polac. Rediffusion d'extraits de l'émission du 14 mai 1985 consacrée à la sexualité, suite d'un débat avec « Madame Claude », Francis Leroy, réalisateur de films X, Michel Field et Irène Fraiz, écrivains, et trois témoins.
- 23 h 50 **Journal**.
- 0 h 5 **Carnet de bord**. Tour de France à la voile.
- 0 h 15 **Ouvrir la nuit** : Destination danger (rediff.).

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 14 h 30 **Les jeux du stade**. Golf : Master des États-Unis; Cyclisme : Tour de France, 9^e étape (contre la montre individuel à Nantes); Hippique : championnat du monde à Aix-la-Chapelle.
- 18 h 15 **Série** : Amusement votre.
- 19 h 5 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Le journal du Tour de France**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Jeu** : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jannet. Finale de la deuxième Coupe des clubs, en direct d'Antibes. Avec la Coupe des champions (en février à Monaco) et le Grand Tournoi des chiffres et des lettres (en octobre à Nîmes), la Coupe des clubs, dont la première édition a eu lieu en 1985, est une nouvelle occasion de réunir les amoureux du calcul mental et de l'érudition lexicale.
- 22 h **Histoires de l'autre monde**. Le million, de D. Spiel et M. Durand, réal. J. Harrison. Un nouvel avatar des vieilles aventures de Faust et du diable.
- 22 h 30 **Journal**.
- 22 h 45 **Magazine** : Les enfants du rock. Eurofile (deuxième partie). Avec, entre autres, The Cure un clip de Bushung, réalisé par Kiki Picasso; d'Etienne Daho, réalisé par P. Gauthier; Steve Winwood, Five Star, Elton John, Simple Minds, Rod Stewart, Dire Straits.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 17 h 15 **Espace 3** : Objectif santé.
- 17 h 30 **Documentaire** : La mémoire des poies.
- 17 h 45 **Fou vert à l'Ouest** (à 19 h et à 19 h 35).
- 18 h 45 **Journal des festivals**.
- 20 h **Sac à dingues surprise**. Émission de G. Montagnol. L'odyssée du sac à dingues à Dourgnon. Près de deux heures de rire, de gags, de dessins animés (Tom et Jerry), de sketches, d'imitation...
- 21 h 55 **Journal**.
- 22 h 15 **Série** : Mission casse-cou. Pitié pour Harriet.
- 23 h 5 **Musclub**. Symphonie n° 2, de Brahms.
- 23 h 45 **Journal des festivals** (rediff.).

CANAL PLUS

- 14 h, Festival : Lili, petit à petit; 14 h 50, Cabon-Cadix; 16 h 15, Série : Mike Hammer; 17 h 10, Documentaire : Un an de la vie de la France; 18 h 10, Série : Expiation à la mode; 19 h 5, Top 50; 20 h 15, Football : Coupe de la Ligue (en direct); 22 h 35, Série : Hollywood blues; 23 h 20, Soeurs de sang, film de Brian de Palma; 0 h 58, Guyana, la Secte de Peffer, film de René Cardona Jr.; 2 h 35, les Faveurs de Sophie, film érotique de Michel Berny; 3 h 50, Edith et Marcel, film de Claude Lelouch.

LA « 5 »

- 16 h 30, Téléfilm : la Dernière Carte (rediff.); 18 h, Série : 1788, l'Année de la Révolution; 19 h 40, Série : Star Trek; 20 h 30, Téléfilm : le Pirate (première partie); 22 h 10, Arabesque; 23 h, Série : Ripaille.

TV 6

- 14 h, Tonic 6; 17 h, System 6; 19 h, NRJ 6; 21 h, Tonic 6; 23 h, Live 6; invité Big Country.

FRANCE-CULTURE

- 14 h 30 **Nouveau répertoire dramatique** : Krocot et les marionnettes de Hubert Hadad, avec J.P. Zehacker, P. Constant, A. Oumansky, J. Charby, Y. Penou...
- 22 h 10 **Démarches** avec... Hubert Lucot.
- 22 h 38 **Musique** : Nouvelles tendances du quatuor aujourd'hui, œuvres de Dillan, Scelsi, Redgate, Nyman, par le Quatuor Arditi.
- 0 h 5 **Clair de nuit** : tentatives premières; chasse au mark.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné le 28 avril au Théâtre des Champs-Élysées) : Coriolan, ouverture, Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Beethoven; Symphonie n° 1, de Brahms, par l'Orchestre national de France, dir. R. Barchai, sol. A. Weissenberg.
- 23 h **Les soirées de France-Musique** : œuvres de Martini, Fauré, Brahms, Hindemith... par Irma Kolasi; à 1 h, Champ d'écailles : voyage à travers la chanson.

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 13 JUILLET

- « La Conciergerie et la Révolution française », 11 heures, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Corine Sagave).
- « Ateliers d'artistes et curiosités de Montparnasse », 15 heures, métro Vavin (Corine Sagave).
- « Les salons du ministère des finances », 16 heures, 93, rue de Rivoli (AIFG).
- « Visite du château de Beaumont », 15 heures, place du château (train gare du Nord).
- « L'Assemblée nationale », 14 heures, quai d'Orsay devant Palais Bourbon (la France et son passé).
- « Hôtels et jardins du Marais », 15 heures et 17 heures, grille Carnavalet (C.-A. Meiser).
- « Du gilet de Montfaucon au Temple de l'amour : le parc des Buttes-Chaumont », 11 heures, métro Botzaris, côté jardin (M. Jacomet).
- « Un hôtel particulier du Marais : l'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (M. Jacomet).
- « Le château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, vestibule d'honneur (M. Hulot).
- « Cinq cents mètres sous terre dans l'aqueduc médiéval de Belleville », 15 heures, métro Télégraphe, lampes de poche (M. Bussan).
- « Notre-Dame de Paris. Jacques Coeur. Le secret de la Table ronde. La mission des templiers », 15 heures, métro Cité (J. Haullier).
- « Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, entrée principale,

- et « Le Premier Empire au Père-Lachaise », 14 h 45, entrée principale (V. de Langlade).
- « Une journée autour de Chambord, châteaux privés », inscriptions : 45-26-26-77.
- « Giverny dans le jardin et les ateliers de Claude Monet », inscriptions : 45-26-26-77.
- « Vaux-le-Vicomte », inscriptions : 45-26-26-77 (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

- 1, rue des Prouvaires (1^{er} étage droite) : « Nos réalisations dans la vie » (J. Noël). « Les secrets du tarot » (Naty).

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 14 h 15 **Les animaux du monde** : Horizons sans barreaux.
- 14 h 45 **Série** : Buffalo Bill.
- 15 h 15 **Sports**. Automobile, Grand Prix de formule 1 d'Angleterre; concours hippique d'Aix-la-Chapelle; tennis : tournoi de Bordeaux; tir à l'arc à Saint-Claude.
- 18 h 5 **Histoires naturelles** : les coureurs des bois au Canada.
- 19 h **Série** : Pour l'amour du risque.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Cinéma** : la Vache et le Prisonnier. Film français de H. Verneuil (1959). Avec Fernandel, R. Haverd, A. Rémy (N.). En 1943, un prisonnier de guerre français, travaillant dans une ferme en Allemagne, part sur les routes, dans son costume militaire, avec une vache tenue en laisse. Une « histoire vraie » recueillie par Jacques Antoine, un rôle en or pour Fernandel, un récit picaresque bien conduit. Et aussi un film souvent diffusé.
- 22 h 30 **Sports dimanche soir**.
- 0 h 15 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 14 h 10 **Série** : Les deux font la paire.
- 15 h **Sports**. Cyclisme : Tour de France; 10^e étape (Nantes-Jaunay-Clan); Golf : Masters des États-Unis.
- 17 h **Série** : Anno Domini. Écrit par Anthony Burgess et Vincenzo Labella, réal. Stuart Cooper. Péguy inspiré de l'histoire romaine au temps du Christ.
- 18 h 45 **Stade 2 et journal du Tour**.
- 19 h 30 **Série** : Ma sorcière bien-aimée.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Les enquêtes du commissaire Maigret** : Port des brumes. D'après Simenon, réal. J.-L. Muller. Deuxième partie du concert de Vézère donné le 18 août 1985 au bénéfice de la lutte contre la faim. Parmi les artistes qui ont entendu ce soir : José Carreux, qui a pris l'initiative de la manifestation, Montserrat Caballé, Sherill Milner, Al Weber et Gwyneth Jones.
- 23 h 20 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 14 h 30 **Tennis**. Grand Prix Passing-shot, en direct de Bordeaux.
- 18 h **RFO hebdo**.
- 19 h **Emissions pour les jeunes**. Génies en herbe : Le petit chien; Les nouvelles aventures de Saturnin.

- 19 h 35 **Dessins animés** : Les entrecatchés.
- 20 h 5 **L'oiseau bleu**.
- 20 h 35 **L'Afrique en Noir et Blancs**. Deuxième partie : opération Ségou. Émission proposée par J.-J. Jausely et réalisée par C. Massot. En 1863, le gouverneur-général Faidherbe demande à un officier géographe d'aller découvrir des régions encore inconnues, entre Médine et Ségou, de la frontière du Sénégal au cœur de l'actuel Mali. L'idée de refaire pas à pas cet itinéraire un siècle plus tard est un pari fort bien réussi et peut-être un futur document d'histoire...
- 21 h 25 **Aspect du court métrage français**. En garde, de Serge Canaud; Premiers pas, de Christopher Barry.
- 22 h **Journal**.
- 22 h 30 **Cinéma de minuit** : Mannequin. Cycle Spencer Tracy, film américain de F. Borzage (1938), avec J. Crawford, S. Tracy, A. Curtis, R. Morgan (v.o., sous-titrée, N.). Une jeune ouvrière d'Hester-Street, quartier pauvre de New-York, fait un mariage d'amour pour échapper à sa famille. Son mari, qui vit d'expédients, la pousse vers un riche industriel. Borzage transforme, avec virtuosité, des éléments mélodramatiques en étude sociale, psychologique, sentimentale.
- 0 h **Prélude à la nuit**. Deux Mélodies de F. Liszt, par M. Mesplé.

CANAL PLUS

- 14 h 5, Téléfilm : Anna Karenine; 16 h 30, Basket américain; 18 h, Ca va faire mal, film de Jean-François Davy; 19 h 35, Ca Cartoon; 20 h 30, Le justicier de minuit, film de Jack Lee Thompson; 22 h 15, Série : Espion à la mode; 23 h 5, Vidéo plaisir, magazine de la création vidéo; 23 h 30, le Retour de Topper, film de Roy del Ruth; 0 h 55, Out of order, film de Carl Schenkel; 2 h 15, Jazz à Juan-les-Pins, Miles Davis et son orchestre.

LA « 5 »

- 18 h 35, Série : L'homme de l'Atlantide; 19 h 40, Série : 1788, l'Année de la Révolution; 19 h 40, Série : Star Trek; 20 h 30, Série : Expiation à la mode; 22 h 10, Arabesque; 23 h, Série : Ripaille.

TV 6

- 14 h, Tonic 6 (et à 20 h); 18 h 30, Play 6; 19 h, Métal 6.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 **Atelier de création radiophonique** : Guadeloupe, Festival de Batouka du 1^{er} au 15 avril 1986.
- 0 h **Chair de unit**.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 **Concert** (donné le 14 août au Festival de Berlin 1985) : Symphonie n° 2, de Mahler, par l'Orchestre des jeunes de la Communauté européenne, le Wiener jeunesse chor et les chœurs de Berlin, dir. C. Abbado, sol. K. Matilla, C. Ludwig.
- 23 h **Les soirées de France-Musique**.



Le Monde
dans le prochain numéro

**Supplément
Radio-Télévision :**
le regard du «Monde» pour choisir.

- Entretien avec Georges Dumézil.
- Spencer Tracy.
- Les nouveaux animateurs de télé.
- Portrait de Pierre Bellemare.
- Les « pirates » des Antilles.
- La chronique de Bruno Frappat.

AU SOMMAIRE

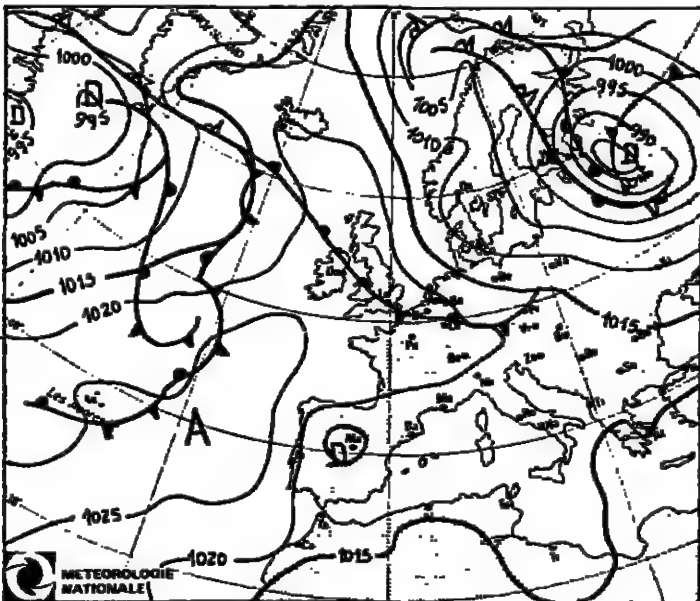
Le Monde
PUBLI-ARTS ET SPECTACLES

01-82, pour

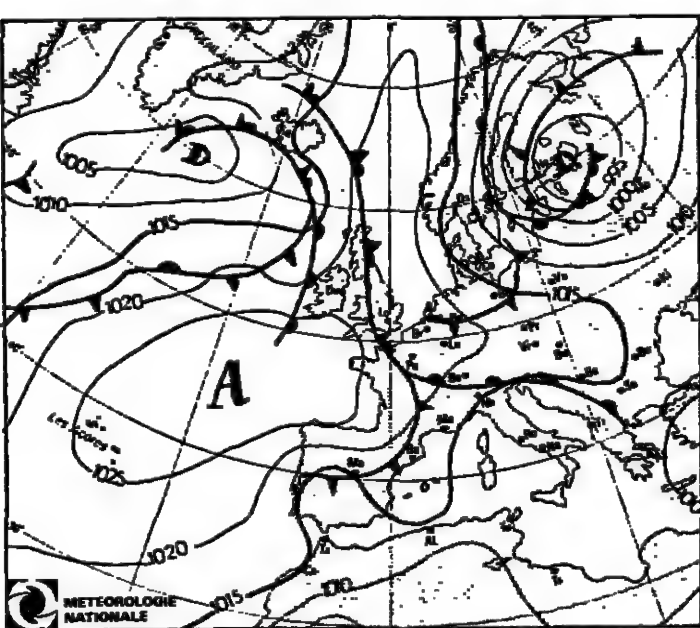
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 JUILLET 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 JUILLET A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 11 juillet à 0 heure et le samedi 12 juillet à minuit.

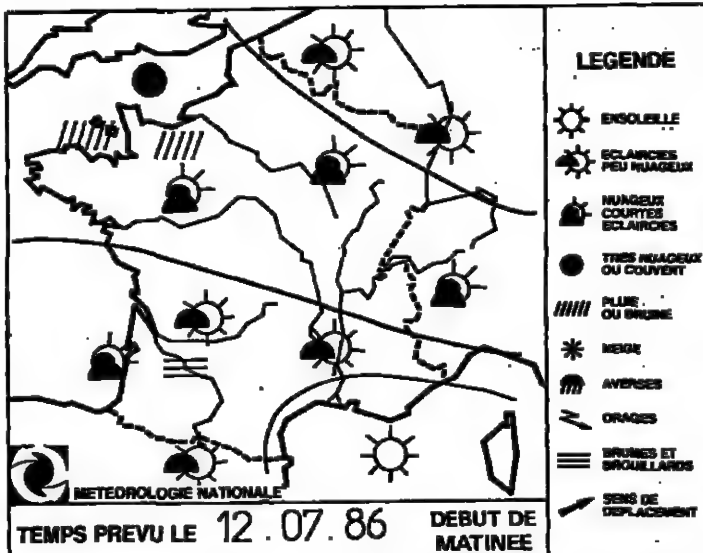
Les hautes pressions du proche Atlantique sont toujours en extension mais laissent le vent de nord-ouest à nord sur l'Europe de l'Ouest. Des perturbations circulent dans ce flux humide et frais.

Samedi, temps maussade et pluvieux sur la France. Le matin, les nuages vont recouvrir toutes les régions au nord d'une ligne Bordeaux-Lyon. Des pluies vont déborder très tôt sur les côtes de la Manche et gagner la majeure partie du pays en cours de journée, se décalant dans un axe Normandie-région lyonnaise. Les températures resteront le plus souvent comprises entre 18 et 22 degrés. Le vent soufflera faiblement.

Sur les régions au sud de Bordeaux-Lyon, après une matinée peu nuageuse mais localement brumeuse, aggravation en cours de journée avec développement de nuages à caractère orageux. Les menaces d'orages vont rapidement s'étendre des Pyrénées vers le Massif Central puis vers les Alpes avec une intensité plus importante. Les températures seront en baisse, elles seront comprises entre 23 et 30 degrés de l'Aquitaine à la Méditerranée.

Le vent de nord-ouest soufflera assez fort près de la Méditerranée.

Dimanche, les nuages et les pluies vont continuer à se décaler vers le Sud-Est. Sur les Alpes, la Provence et la



TEMPÉRATURES				maximale - minimale				Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre								le 10-7-1986			
le 9-7-1986 à 6 h TU et le 10-7-1986 à 6 h TU								à 6 heures TU			
FRANCE				ÉTRANGER							
ALJACC	26	16	S	TORONTO	22	15	C	LOS ANGELES	23	17	C
BARCEL	28	17	S	TOULOUSE	29	14	S	LUXEMBOURG	17	12	P
BORDEAUX	28	17	S	POINTE-A	31	24	A	MADRID	36	18	S
BRESCIA	24	13	S					MARSEILLE	39	24	N
BRUXELLES	17	12	N					MEXICO	21	11	S
CARLIS	18	14	P	ALGER	30	18	S	MILAN	28	17	S
CHERBOURG	16	14	P	AMSTERD	18	11	N	MONTREAL	25	9	S
CHERMONTE	25	11	N	ATHENS	31	25	S	MOSCOW	25	12	A
CHERMONTE	22	11	C	BANGKOK	27	18	S	MURKIN	23	13	N
CHERMONTE	27	12	S	BARCEL	24	14	C	OSLO	19	9	N
CHERMONTE	22	12	S	BERLIN	16	10	N	PALM-DEB	30	15	S
CHERMONTE	22	12	S	BIRMINGHAM	19	12	S	PEKIN	30	21	S
CHERMONTE	22	12	S	BRESCIA	23	23	S	PRAGUE	20	21	S
CHERMONTE	22	12	S	CHERBOURG	19	9	S	SÃO CARLOS	21	16	N
CHERMONTE	22	12	S	DALAS	29	25	N	ROME	28	16	S
CHERMONTE	22	12	S	DELHI	28	26	P	SINGAPOUR	30	24	C
CHERMONTE	22	12	S	DENVER	24	11	S	STOCKHOLM	17	8	N
CHERMONTE	22	12	S	HONGKONG	26	26	A	SYDNEY	14	6	S
CHERMONTE	22	12	S	ISTANBUL	26	17	S	TOKYO	24	22	C
CHERMONTE	22	12	S	JERUSALEM	29	17	S	TUNIS	22	18	S
CHERMONTE	22	12	S	LAGOS	26	16	C	VALENCIA	18	9	N
CHERMONTE	22	12	S	LONDON	23	13	P	VERONE	24	16	S
CHERMONTE	22	12	S					VIENNE	20	13	C
A	B	C	N	O	P	S	T	*			
maximale	brumée	courant	minimale	océan	pluvie	agité	température	notes			

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Corse, le ciel restera très nuageux et des orages locaux éclateront encore.

Sur la plupart des régions, atténuation des risques de pluie mais le ciel restera assez nuageux, seules de rares éclaircies se développeront.

Elles seront plus belles sur les régions pyrénéennes. Une nouvelle aggravation débitera en soirée sur le Breizh.

Les températures restent très basses sur la moitié nord et sont en baisse très sensible sur la moitié sud, elles ne dépasseront pas 20 à 23 degrés en général.

Seul le bord de la Méditerranée garde des températures de saison avec 27 à 29 degrés. Le vent de nord à nord-ouest reste modéré à assez fort sur le Midi.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 11 juillet 1986 :

DES ARRÊTÉS

• Du 9 juin 1986 relatif à la construction et à l'exploitation des télévisés.

• Du 26 mai 1986 portant création de certificat d'aptitude professionnelle vente et abrogation l'arrêté du 26 octobre 1977 portant création de certificat d'aptitude professionnelle vendeur.

• Du 25 juin 1986 interdisant la mise et le maintien sur le marché de produits cosmétiques présentant un danger pour l'utilisateur.

14 JUILLET

Les services ouverts ou fermés

PRESSE - Les quotidiens paraîtront normalement le lundi 14 juillet.

BANQUES - Fermées le 14 juillet.

BUREAUX DE POSTE - Pas de distribution de courrier à domicile le 14 juillet. Seuls seront ouverts les 13 et 14 juillet les bureaux assurant la permanence des dimanches et jours fériés.

RATP - Service réduit des dimanches et fêtes.

SNCF - Service réduit sur les lignes de banlieue.

GRANDS MAGASINS - Tous fermés le 14 juillet, ouverts les 12 et 13 juillet aux heures habituelles.

SÉCURITÉ SOCIALE - Guichets fermés du vendredi 11 juillet, à 15 heures, au mardi 15 matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES - Coisses fermées du vendredi 11 juillet, à 12 heures, au mardi 15 juillet au matin.

ARCHIVES NATIONALES - Salles de lecture fermées les

13 et 14 juillet. Musée d'histoire de France ouvert le 13 juillet, fermé les 14 et 15 juillet.

MUSÉES - A Paris, seront ouverts les Invalides et le Musée de l'Armée, les Musées des arts et traditions populaires, des monuments français, Jean-Jacques-Henner, Gustave-Moreau, Port-Royal, le palais de Tokyo et le Musée de l'air et de l'espace au Bourget. Tous les monuments historiques de l'Etat seront ouverts au public. La Cité des sciences de La Villette sera ouverte le 14 et fermée le 15.

En province, seront ouverts le château de Fontainebleau (partiellement), Compiègne, La Malmaison, le château de Paul l'abbaye de Saint-Riquier, les Eyzies de Tayac, Blérancourt, le Musée de l'île d'Aix, la maison de Bonaparte à Ajaccio, les châteaux de Langeais, Chantilly, Chailly (Oise), Vaux-le-Vicomte, Rambouillet et Maisons-Laffitte.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 12 juillet

Méreaux, 14 heures : mobilier, cuivres, objets d'art.

PLUS LOIN

Samedi 12 juillet

La Rochelle, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Saint-Malo, 14 heures : mobilier, bibelots.

Dimanche 13 juillet

Elanville, 14 h 30 : arts d'Asie ; Clamecy, 14 h 30 : mobilier, bibelots, livres ; Cien, 14 heures : objets d'art, mobilier, argenterie ; Grandville, 14 h 30 : orfèvrerie, bijoux, mobilier, objets d'art ; Semur-en-Auxois, 14 h 30 : objets d'art, mobilier, tableaux.

Lundi 14 juillet

Grandville, 14 h 30 : tableaux modernes ; Morlaix, 14 h 30 : atelier Maryvonne Le Rouvreur.

FOIRES ET SALONS

Béziers, Carjac (46) (dimanche seulement) ; Cesset (03) ; Grandville (60) (dimanche seulement) ; Méroux (83) ; Mirande (32) ; Nogent-sur-Vernasson (45) ; Prunoy (89) ; Saint-Girons (09) ; Vieux Boucau (40).

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde sans visa » page 16.

CARNET DU Monde

Naissances

- Léa
est née le 10 juin 1986.

Maryline et Laurent LE LÉONNEC-SERRA.

91600 Savigny-sur-Orge.

Mariages

- Didier STROZ
et Anni GUTTMAN

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Tel-Aviv le 23 juin.

12, rue Eliahou-Salman, Jérusalem.

Décès

- Ses anciens élèves et étudiants ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Anne-Paule COURGEY,

née Lapeque,

agréée de l'Université, professeur honoraire d'espagnol au lycée Victor-Hugo de Poitiers et maître-assistant honoraire de la faculté des lettres de Poitiers.

La messe de sépulture a été célébrée à Poitiers, en la chapelle de la Milétrie, le vendredi 11 juillet, à 10 heures.

- Le Comité national pour les sinistres français, L'Association des anciens des affaires algériennes (SAS), M^{me} Yvan Durand et Ylène,

ont la douleur de faire part du décès de

Yvan DURAND,

chevalier de la Légion d'honneur, brutalement disparu, le dimanche 6 juillet, dans sa cinquante-quatrième année.

Les obsèques ont été célébrées le mardi 8 juillet à Saint-Martin-d'Amour.

8, rue Franklin, 75116 Paris.

28, rue Eugène-Flachat, 75017 Paris.

Rabat (Tara).

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} René FORT,

née Irma Basset,

survécant le 26 mai 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année,

et le décès de

M. René FORT,

survécant le 11 février 1986 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La famille rappelle le souvenir de

René BAUER,

Rosette BAUER,

née Marceau, son épouse

et

Danièle BAUER,

leur fille,

morts à Auschwitz, où ils furent déportés avec les mille quatre cent quatre-vingt-dix autres hommes, femmes et enfants partis de Drancy le 7 mars 1944 par le convoi n° 69. A leur descente du train, plus de trois cents déportés furent immédiatement envoyés dans les chambres à gaz. Sur les deux cents autres, treize avaient survécu en 1945.

Danièle était née le 8 mars 1939.

Monique Hecker,

2, rue du Capitaine-Olechanski, 75016 Paris.

- M^{me} Gisèle Lotrian, née Grassin,

son épouse

Et ses enfants,

ont la douleur de vous faire part du décès de

M. Michel LOTRIAN,

attaché commercial

ambassade de France

Kinshasa (Zaire),

survécant le 9 juillet 1986, à l'âge de cinquante-trois ans à Brest (Finistère).

16, rue de Coccardes, 29200 Brest.

M^{me} Gérard Schneider,

née Lott Frederick,

son épouse,

M. Roger Goullas

et M^{me} (veuve Karot) :

M^{me} Laurence Schneider,

ses enfants,

M. et M^{me} Sady Karot,

M. Gavin Cazan et M^{me} née Karot,

M. Peter Bonmart et M^{me} née Karot,

M^{me} Marie-Hélène Karot,

ses petits-enfants,

Alexandra Cazan,

Virgilia Karot,

Maximilien Bonmart,

ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Gérard SCHNEIDER,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier des Arts et Lettres,

Grand Prix national des arts,

survécant dans sa quatre-vingt-dixième année, le 8 juillet à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Sulpice le samedi 12 juillet 1986, à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse le même jour.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Au lieu d'offrandes florales, les personnes qui le désirent peuvent envoyer un don à la mémoire de Gérard Schneider à la Maison nationale des artistes, 14, rue Charles-VII, Nogent-sur-Marne.

- M^{me} Jean-Marie Terrin,

M. Maurice Terrin,

M. et M^{me} Pierre Terrin,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Augustin Terrin,

M^{me} Paul Muletier,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie TERRIN,

commandeur de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1914-1918,

président d'honneur

des chantiers navals de La Ciotat,

président d'honneur

de la Société propevaie

des ateliers Terrin,

survécant à Paris, le 5 juillet 1986, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 9 juillet, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Gilbert Groslier,

leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Colette Yvert

ses enfants et petits-enfants,

M. et M^{me} Yves Le Fol

et leurs enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de vous faire part du décès de

M^{me} Henri YVERT,

née Madeleine Masse,

survécant le 9 juillet 1986 dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 15 juillet 1986, à 15 h 30, en l'église l'abbatiale de Corbie (Somme), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Corbie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, rue de Chantal,

26000 Valenciennes.

138, route de la Reine,

92100 Boulogne.

21, boulevard Jean-Jaures,

92100 Boulogne.

Anniversaires

- Pour le vingt-troisième et le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Roland et Georgette

MENTHONNIER,

parrain et marraine de Chloéfontaine,

leurs enfants vous prient de se joindre à eux dans une pensée joyeuse et reconnaissante en union avec la messe célébrée le 12 juillet 1986.

Verrières-le-Buisson.

Autrans.

Paris.

La Tranche.

ATTENTION

Lundi 14 Juillet Férié

Jouez donc
avant dimanche soir
ou au plus tard mardi
(aux heures habituelles)

NATIONAL LOTO

loterie nationale

TRANCHE (N° 201) DU

SUSPENSE

TIRAGE DU VENDREDI 11 JUILLET 1986

LE NUMÉRO 244083

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETTS SE TERMINANT PAR 359

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

NATIONAL

LOTO N° 28

TIRAGE DU MERCREDI 9 JUILLET 1986

11 22 27 36 43 48

2

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 12 JUILLET 1986

VALIDATION : POUR LE MERCREDI 16 JUILLET 1986 ET LE SAMEDI 19 JUILLET 1986 JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

NUMÉRO DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	14
5 BONS N°	56
+ complémentaire	2 614
4 BONS N°	122 154
3 BONS N°	2 046 375
	624 870,00 F
	72 900,00 F
	4 905,00 F
	105,00 F
	9,00 F

هكذا امه الأصل

économie

REPÈRES

Prix : hausse de 0,3 % en juin

Les prix de détail ont augmenté, en France, de 0,3 % au cours du mois de juin, selon les premières estimations de l'INSEE publiées le jeudi 10 juillet. Depuis le début de l'année, la hausse a été de 1 %. Elle est de 2,3 % sur les douze derniers mois (juin 1986 comparé à juin 1985). En juin 1985, les prix avaient augmenté de 0,4 % et de 6,4 % sur un an. La forte décodification de l'inflation enregistrée depuis laisse supposer que l'objectif du gouvernement d'une hausse de 2,3 % en glissement reste possible pour 1986.

Europe : le budget pour 1986 est adopté

L'Assemblée européenne a définitivement adopté, le jeudi 10 juillet, le budget de la Communauté pour 1986, par 403 voix pour, 27 contre (des travaillistes britanniques) et 21 abstentions (du groupe Arc-en-Ciel). Le nouveau budget s'élève à 35,2 milliards d'ECU (1 ECU = 6,90 F), supérieur de 1,9 milliard d'ECU à celui adopté en décembre par l'Assemblée, puis annulé par la Cour européenne de justice. Ce vote met fin à une crise financière qui avait contraint la CEE à calquer ses dépenses sur le budget 1985, nettement moins élevé. Toutefois, le plafond des ressources propres de la CEE est atteint et la préparation du budget 1987 s'annonce déjà difficile.

AFFAIRES

L'INFORMATISATION DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSURE

Romans avance à pas prudents

Dès septembre les ouvriers des usines de chaussures de Romans, dans l'Aisne, pourront se rendre au lycée technique ou à l'AFPIC (Association pour la formation professionnelle des industries du cuir) de la ville, pour utiliser des systèmes Lectra, ordinateurs dont le logiciel a été conçu pour informatiser la production de chaussures. Cette mise en commun d'un investissement productif constitue une tentative originale pour tenter de remédier aux difficultés financières rencontrées par les PMI pour s'informatiser.

Les dépenses ayant été engagées par les instituts de formation, il est logique que les utilisateurs soient avant tout les étudiants. Au lycée technique par exemple, qui a bénéficié d'une subvention de 1,5 million de francs de l'éducation nationale, pour l'achat de trois systèmes Lectra et d'une table de découpe au laser, les candidats au brevet de technicien (BT) et brevet de technicien supérieur (BTS) s'entraînent aux techniques nouvelles de la fabrication, en plus du piquage ou du montage traditionnel.

Mais très vite est venue « l'idée d'associer les industriels de la région au projet, pour renouveler d'ici à cinq ans un matériel vite dépassé » par le progrès technique, explique M. Valenti, proviseur du lycée. En plus du recyclage dans le cadre de la formation permanente, l'école offre en effet de louer, des la rentrée scolaire, les unités Lectra aux fabricants, voire de réaliser pour eux quelques travaux de sous-traitance. Les industriels se sont déclarés « méfiants » vis-à-vis du procédé, mais « intéressés » par l'utilisation possible à l'école, commente M. Valenti. Méfiants car ils estiment l'investissement trop lourd par rapport à leur chiffre d'affaires (Stéphane Kélian produit 130 millions de francs de chaussures par an, Robert Clergerie 80 millions et Jean Barnasson 40 millions). Seuls les établissements Jourdan, avec 400 millions de francs de production, ont pu acquiescer en propre deux

unités Lectra. Aux coûts financiers s'ajoutent les insuffisances techniques : l'ordinateur sait encore mal travailler les volumes. Dans l'industrie, textile, Lectra prend en charge le processus de fabrication, depuis la conception assistée par ordinateur (CAO) jusqu'à la découpe des tissus au laser. Dans la chaussure, l'ordinateur ne peut qu'exécuter la mise à plat des différents éléments d'un modèle, c'est-à-dire transcrire les volumes en surfaces. Le « patronnier » doit calculer lui-même les dimensions de chaque pièce, l'ordinateur ajustant seulement l'élément à la pointe désirée. De plus, le laser ne sert pas à découper le cuir mais seulement les formes de carton qui serviront à fabriquer les emporte-pièces. Les industriels sont néanmoins intéressés. L'informatisation de la production est nécessaire pour assurer l'avenir d'une industrie menacée par la concurrence des pays à bas salaires. Comment être compétitif quand il faut encore plus de deux cents opérations nouvelles pour fabriquer une chaussure.

Les actions collectives permettent de dépasser le problème de la taille critique qui entrave la diffusion des nouvelles techniques. D'où l'expérience engagée à Romans. Au-delà, Jourdan est le chef de file d'un projet pour développer un véritable système de CAO, déposé sur le bureau du CIDIC (Comité interprofessionnel de développement des industries du cuir). Cet organisme, qui gère 10 % de la taxe parafiscale, finance en effet de tels projets concertés. Mais le volume de ses actions pourrait faiblir avec la réduction de l'assiette de la taxe parafiscale, revenue dans la chaussure de 0,3 % du chiffre d'affaires en 1985 à 0,25 % cette année, et qui devrait tomber à 0,20 % l'an prochain. Les industriels devront alors prendre eux-mêmes les responsabilités d'un regroupement ou profiter d'occasions comme celles offertes aujourd'hui à Romans.

DOMINIK BAROUCHE.

DIVORCE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

La « guerre des salons »

La société Expomat et le salon du même nom (Salon international du matériel de travaux publics et de bâtiment), qui existent depuis 1958, viennent de recevoir un coup de poignard au cœur. Et les commanditaires de l'opération ne sont autres que ceux qui, jusqu'à maintenant, les faisaient vivre...

Les deux organisations professionnelles que sont le Syndicat national des industries d'équipement (MTPS) et le Syndicat des importateurs de matériel de travaux publics et de manutention (MTPM), irrités du comportement des dirigeants d'Expomat, qui refusent de tenir compte des avis des industriels et qui « se complaisent dans des attitudes vieillottes », ont décidé de « laisser tomber » purement et simplement Expomat, et d'organiser un grand salon international concurrent, Internet, du 16 au 21 mai 1988, quinze jours seulement après la quatorzième version programmée d'Expomat. Mais il est bien évident qu'il n'y aura pas place pour les deux manifestations commerciales et le nouveau venu, qui a l'appui, semble-t-il, de la majorité des professionnels directement concernés, risque de vider de sa substance, donc de son utilité, le premier (1). Bref, bien plus qu'un simple divorce, c'est la « guerre des salons ».

Les dirigeants du MTPS et du MTPM n'y vont pas de main morte. « Depuis longtemps, nous formulons des critiques, des contre-propositions aux organisateurs d'Expomat. Cette société n'a pas été à même de présenter un projet cohérent et efficace en matière de promotion et d'animation. Bien au contraire, elle propose le retour à un passé révolu en décidant unilatéralement qu'Expomat 1988 aurait lieu au parc des expositions du

Bourget, qui n'est pas, selon nous, de nature à offrir la qualité d'accueil d'une exposition de standing international. »

L'initiative d'Internet — cette « trahison » — a fait entrer M. Birembaut, directeur général d'Expomat, dans une grande fureur. « D'abord, Villepinte n'est pas un bon site. Ensuite, le MTPS et le MTPM ont pris leur décision sans aucune consultation ou concertation préalable avec nous [...]. Expomat continue. Expomat vivra. »

Le SEPIC est en charge de la promotion d'Internet 88, avec un budget colossal de 12 millions à 15 millions de francs, soit 25 % du chiffre d'affaires attendu du salon lui-même.

Comme les entreprises, les salons (qui sont un peu leurs tribunaux) sont en compétition sur le plan international. Pour que les entreprises gagnent, il faut aussi que les expositions (et dans le domaine des travaux publics, les salons allemands Bauma à Munich en 1989, ou Conexpo à Las Vegas en février prochain, sont des concurrents sérieux), constituent des plates-formes attractives et rayonnantes, bref des événements.

Sur fond de déchirements familiaux, la partie de bras de fer continue. Et si elle continue trop longtemps, les concurrents étrangers en retireront les bénéfices.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) La Fédération nationale des travaux publics (FNTP), qui regroupe les entreprises de travaux publics et non les fabricants de matériel, et que préside M. Jean-Louis Girard, se déclare favorable à Internet.

LE MONDE diplomatique

JUILLET 1986

GUERRE DES ÉTOILES LE « RÉALISME » DE LA DROITE LIBÉRALE EN FRANCE

M. Jacques Chirac se fait l'avocat de la politique stratégique de Washington. Pourtant, deux commissions du Congrès américain ont conclu à la précarité du bouchier spatial prôné par Ronald Reagan. Et la catastrophe de la navette spatiale retarde la mise en chantier du système.

CHINE

LA FENÊTRE OUVERTE ET LES MICROBES

La Chine continue de liquider l'héritage de la révolution culturelle. Elle limite de façon autoritaire sa démographie. Elle ouvre son économie à l'étranger. Elle autorise un certain développement des entreprises privées. Au risque d'une contagion des microbes capitalistes...

PÉTROLE

VERS UN COMPROMIS ENTRE L'OPEP ET LES GRANDES COMPAGNIES

Comment les Saoudiens s'efforcent-ils de maintenir la cohésion de l'OPEP alors que les prix et la consommation de pétrole baissent ? Pourquoi les grandes compagnies ont-elles intérêt au succès de cette stratégie ?

LE MONDE SELON M. REAGAN

Par Stanley Hoffmann
La doctrine du président américain ne saurait tenir lieu de politique étrangère

INFORMATIQUE

L'OFFENSIVE DES ÉTATS-UNIS CONTRE L'AMÉRIQUE LATINE

Les grands constructeurs américains s'inquiètent du développement de l'informatique brésilienne. Ils cherchent maintenant à éviter que ces velléités d'indépendance technologique ne gagnent l'Argentine.

PROCHE-ORIENT

L'OLP PRISE AUX PIÈGES DU TERRORISME

L'OLP a systématisé le terrorisme comme outil politique. Mais aujourd'hui l'arme se retourne contre elle. Parce que chaque nouvel attentat est désormais préjudiciable à son image. Et parce que l'organisation ne parvient pas à contrôler l'usage qu'en font certains de ses membres.

ÉTHIOPIE

UNE PAUSE DANS LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

Le gouvernement a déjà transféré six cent mille paysans victimes de la sécheresse. Aujourd'hui, il marque un temps d'arrêt. Est-ce par nécessité économique ou pour parer aux critiques politiques des organisations internationales ?

En reste chez votre marchand de journaux.

CONJONCTURE

LE RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT POUR 1985

Les politiques monétaires n'ont été que modérément assouplies

Les politiques monétaires ont été, en 1985, dans la plupart des pays, modérément assouplies. Les autorités monétaires, ayant fait preuve en définitive d'une conduite pragmatique face à une progression des agrégats monétaires supérieure, dans l'ensemble, aux objectifs ou prévisions, note le Conseil national du crédit dans un rapport annuel sur 1985.

En ce qui concerne la France, le rapport souligne que, comme en 1984, la contribution de la politique monétaire à l'effort de désinflation a été facilitée par la mise en œuvre convergente de la politique budgétaire et de celle des revenus et des prix. Quelques assouplissements ont été apportés dans le domaine de la fiscalité, de la surveillance des prix et du contrôle des changes, sans toutefois remettre en cause la rigueur du dispositif.

La fixation de la progression maximale de la masse monétaire (M2R), entre 4 % et 6 % au regard d'une hausse attendue de 7,5 % du PIB en valeur était nécessaire pour tenir compte de l'affaiblissement progressif de la demande de monnaie dû à l'essor

des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Ces derniers offrent, en effet, des produits qui tendent à se substituer partiellement à des avoirs monétaires dans le patrimoine financier des entreprises et des particuliers.

Passant ensuite en revue les conditions de la rémunération de l'épargne, le rapport note que l'échelle des rémunérations est restée largement favorable aux placements non monétaires. L'écart entre les taux à court et à long terme s'est même accentué au cours du second semestre, cette évolution s'expliquant notamment par la période d'expectative qu'a traversée le marché obligataire au moment où des titres à court terme négociables étaient proposés aux souscripteurs. En définitive, sur le marché obligataire, le taux de rendement corrigé de l'inflation des prix au cours des douze derniers mois et après prélèvement fiscal libérateur s'élevait à 3,5 % à la fin de l'année, en hausse d'un point par rapport à la fin de 1984.

Le gouvernement ne pourra tenir ses promesses budgétaires, estiment MM. Pierret et Emmanuelli

Le député socialiste des Vosges, M. Christian Pierret a déclaré mercredi 9 juillet qu'il serait « impossible » pour le gouvernement de tenir à la fois ses promesses d'allègements fiscaux et de réduction du déficit budgétaire en 1987, sans recourir à des « astuces de présentation », à des « débudgétisations » et « sans affecter certains produits des privatisations au financement de dépenses courantes ».

Au cours d'une conférence de presse tenue en compagnie des anciens ministres, MM. Jean Le Garrec et Henri Emmanuelli, M. Pierret, ancien rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée nationale, a évalué à « au moins 45 milliards de F », les « engagements pris par le gouvernement en matière d'allègements fis-

caux ». Compte tenu de sa volonté de réduire le déficit budgétaire de 15 à 20 milliards, a poursuivi le député des Vosges, « c'est 60 à 65 milliards d'économies que le gouvernement devra dégager », ce qu'il a estimé « impossible, après les efforts d'économies déjà faits » par les gouvernements socialistes.

Les députés socialistes ont déclaré que les mesures de financement de la sécurité sociale qui viennent d'être annoncées rendraient « impossible » à atteindre l'objectif du gouvernement de réduire de 1 % les prélèvements obligatoires en 1987, alors que ces prélèvements, ont-ils affirmé, devraient baisser cette année de 0,7 % du fait des décisions prises par le dernier gouvernement socialiste.

Les deux prélèvements de 0,4 % seront payés en février 1987 et en février 1988

Le prélèvement fiscal de 0,4 % sur les revenus de 1985, destiné à la Sécurité sociale, se fera le 20 février prochain avec le paiement du premier tiers provisionnel, retardé de quelques jours. Tous les contribuables le paieront à l'exception de ceux dont l'impôt sera inférieur à 1 300 F : gross modo les contribuables, dont les revenus sont trop bas pour être imposés, et ceux qui paient leurs impôts en une seule fois à la fin de l'année. Au total, 1,5 million de contribuables seront exonérés. Les exonérations instituées par MM. Pierre Mauroy et Jacques Delors (chômeurs, handicapés, invalides...) ne sont pas reprises, mais le seuil d'exonérations alors prévu (270 F pour l'impôt sur les revenus de 1982, 295 F pour ceux de 1983) était nettement plus bas que celui qui a été prévu par MM. Balladur et Juppé.

Un deuxième prélèvement fiscal sera effectué le 15 février 1988 — et non fin 1987 comme

l'avait d'abord envisagé le gouvernement et comme nous l'avions rapporté — sur les revenus de 1986. Les conditions d'exonération seront les mêmes : moins de 1 300 F d'impôt sur les revenus de 1986. Aucun prélèvement fiscal exceptionnel ne sera donc perçu cette année sur les revenus de 1985.

Au total, ces deux prélèvements devraient rapporter un peu plus de 9 milliards de francs, sous réserve de modifications éventuelles du projet de loi par le Parlement.

Le même projet de loi, qui doit être examiné ce vendredi 11 juillet en conseil des ministres, autorise le gouvernement à relever de 0,7 point la cotisation vieillesse des fonctionnaires à partir du 1^{er} août. Cette cotisation est en outre relevée par décret pour tous les salariés de régime général ainsi que pour les artisans et commerçants.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE L'AUDE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION - 5^e BUREAU -
Tél : 47-83-11 - poste 434

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté de M. le Préfet, commissaire de la République du département de l'Aude en date du 2 juillet 1986, une enquête publique est ouverte sur le territoire des communes de LIMOUSIS, LASTOURS, SALSIGNE, SALLELES-CADARÈS, CONQUES-SUR-ORBIÈRE, TRASSANEL, FOURNIES-CÔTES à la suite d'une demande d'autorisation présentée par la Société des mines et produits chimiques de SALSIGNE qui sollicite l'autorisation d'installer et d'exploiter une installation de production et de stockage d'arsine sur les communes de LIMOUSIS et de LASTOURS.

Le but de l'unité d'hydrure ou arsine est de produire un gaz de haute pureté destiné à être mis en œuvre pour la fabrication de composants électroniques. Cette installation aura une capacité nominale de production de 6 tonnes par an.

L'ensemble des caractéristiques de l'établissement figure dans l'étude d'impact et l'étude des dangers établies conformément aux dispositions en vigueur.

Une commission d'enquête présidée par M. Alexandre Brunelle et comprenant M. Xavier Guenot et M. Marc Gouzy a été désignée par arrêté du 25 juin 1986 de M. le président du Tribunal administratif de Montpellier.

Le dossier de l'enquête remette déposé dans les mairies de LIMOUSIS et de LASTOURS pendant un mois, du 23 juillet au 22 août 1986 inclus.

Un commissaire enquêteur se tiendra dans ces mairies pendant la durée de l'enquête selon un calendrier figurant dans l'arrêté préfectoral dont il peut être pris connaissance auprès de la préfecture de l'Aude.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier, formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet et adresser toutes les correspondances relatives au projet soumis à enquête publique aux mairies de LIMOUSIS et de LASTOURS.

Il est à signaler en outre que les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenues à la disposition du public à la préfecture de l'Aude - DAGR/S - Bureau de l'environnement.

ODOUL AGENT DE
Garde-meubles demeco
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

هناك امه الأصل

SOCIAL

LES PROJETS POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Un plan d'urgence pour les titulaires de CAP

Donner les moyens de trouver un emploi aux jeunes titulaires de CAP (Certificat d'aptitude professionnelle). Telle la priorité de M. Nicole Catala, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, qui s'est exprimée jeudi 10 juillet devant des dirigeants d'entreprise réunis au Centre d'observation sociale à Paris. Une préoccupation d'autant plus justifiée qu'une enquête a révélé qu'en 1985 près de deux titulaires de CAP sur trois, et un titulaire de BEP (Brevet d'études professionnelles) sur deux, n'avaient toujours pas trouvé d'emploi huit mois après l'obtention de leurs diplômes.

« Les enseignants n'auront pas de vacances », a ironisé M. Catala, pour affirmer que l'éducation nationale devait prendre sa part dans la formation professionnelle des jeunes. Le programme en préparation pour la rentrée prochaine, devrait concerner, selon le secrétaire d'Etat, plus de 100 000 jeunes quittant les lycées professionnels, et 30 à 35 000 sortant des collèges. Aux volontaires, il sera proposé, après une période d'évaluation de six semaines, de revenir dans le système scolaire, de suivre un « stage d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) », de trois à six mois, ou encore de s'orienter vers d'autres formations en alternance. En revanche, dans la circulaire adressée aux recteurs par le ministre, il n'est plus fait référence aux dispositifs antérieurs, comme les stages scolaires, ou les « dix-huit ans ou dix-neuf ans », ni des PAIO (Permanence d'accueil, d'information et d'orientation).

Pour M. Catala, il faut « avoir le courage de repenser l'ensemble du système d'enseignement professionnel et technique », et, à l'image de nos voisins, la RFA notamment, confier beaucoup plus la formation professionnelle aux entreprises, avec l'espoir que l'industrie française apprenne à définir plus clairement ses besoins.

Pour l'heure, une action s'appuyant sur les établissements scolaires à la faveur du secrétaire d'Etat, par rapport aux missions locales, beaucoup moins nombreuses (cent six actuellement, couvrant des bassins d'emploi et financées pour moitié par les collectivités locales).

ENTREPRISES

Sept cent millions pour la Compagnie générale maritime

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellac, vient d'annoncer à M. Claude Abraham, président de la Compagnie générale maritime (CGM), groupe nationalisé, que l'Etat accorderait à l'entreprise 700 millions de francs de dotations en capital, sur les deux années 1986 et 1987, afin qu'elle puisse mener à bien son plan de redressement. Jusqu'à maintenant, M. Abraham n'avait obtenu pour cette année que 150 millions de francs. Dès la fin de 1986, une « rallonge » lui sera versée. D'autre part, le président de la CGM a été autorisé à passer commande d'un navire porte-conteneurs pour la ligne d'Australie, destiné à remplacer le Kangourou. Le chantier constructeur, français ou étranger, n'a pas encore été désigné.

People Express refuse une offre d'achat de Texas Air

La compagnie aérienne américaine People Express, spécialisée dans les vols bon marché, a refusé une offre d'achat de 235,8 millions de dollars de Texas Air Corp. People Express avait récemment annoncé son intention de trouver un acquéreur. La compagnie a enregistré une perte de 58 millions de dollars sur 329 millions de chiffre d'affaires au premier trimestre 1986. On a appris d'autre part que People Express essayait de vendre une de ses filiales, Frontier Airlines, aux United Airlines pour 146 millions de dollars.

Montedison : émission record pour financer le rachat de Fermenta

Le groupe chimique italien Montedison se propose d'augmenter massivement son capital. Encore soumise à l'approbation des actionnaires, cette opération financière d'un montant record de 947 milliards de lires (4,42 milliards de francs) sera lancée au cours de l'automne. Ce sera la plus importante de toute l'histoire en Italie. Son produit servira à financer les dernières acquisitions du groupe, à savoir les firmes pharmaceutiques Fermenta (Le Monde du 9 juillet), dont le coût se situait entre 2,3 et 2,5 milliards de francs environ, et Elen, ainsi qu'une partie de la société Intermarine (dragageurs de mines, fabrication de plastiques armés) appartenant à M. G. Varasi, plus gros actionnaire de Montedison (10 %). Avec son augmentation de capital, Montedison veut enfin se doter des moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre l'accord de joint venture conclu avec Asahi Glass

Même si leur existence « n'est pas mise en cause », les budgets étant maintenus pour 1986, un rapport a été demandé à M. Yves Robineau, délégué général à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté, qui devrait proposer un recensement de leur activité, pour une plus grande efficacité dans le placement des jeunes.

Concernant l'apprentissage, M. Catala n'a pas caché qu'elle aurait préféré que l'âge limite d'entrée ne soit porté comme la veut M. Monory, ministre de l'éducation nationale, qu'à vingt-trois ans au lieu de vingt-cinq ans. D'autre part une commission présidée par le recteur Garagnon, s'est réunie une deuxième fois le 8 juillet pour continuer l'examen des « conditions dans lesquelles le baccalauréat professionnel pourrait être préparé par la voie de l'apprentissage », peut-être « à titre expérimental, dès la rentrée de 1986 ».

F. K.

TIERS-MONDE

ENTREPRISE POUR LE DÉVELOPPEMENT : LA PRATIQUE DU SPONSORING HUMAINITAIRE

De plus en plus d'entreprises s'intéressent au mécénat ou au sponsoring : en voici qui découvrent le sponsoring humanitaire. Entreprise pour le développement, est une association sans but lucratif dont l'objectif est d'apporter des réponses pratiques aux besoins de populations du tiers-monde. Elle lance des programmes de taille modeste, touchant deux à trois cents familles, et ses efforts portent sur la scolarisation, la formation professionnelle, la création de petites entreprises, les prêts à la création d'emplois, à l'habitat. Elle participe à des actions au Brésil, aux Indes, aux Philippines, en Egypte, placées dans une optique résolument positive.

★ Fondation des entreprises pour le développement, 8, place du Roi-de-Rome, 75120 Boulogne-Billancourt. Téléphone : (16) 69-01-44-24.

CONSEQUENCE DE LA LOI

Les statisticiens ne pourront plus chiffrer le nombre de licenciements économiques

Conséquence imprévue de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les statisticiens vont perdre l'un des moyens qui leur permettait d'observer l'évolution du marché du travail. Subsidiellement, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, ne sera pas en mesure de vérifier si l'abrogation de la loi a provoqué une augmentation abusive des licenciements collectifs. Contrairement à ce qu'il avait laissé entendre, il ne pourra surveiller de près l'attitude des chefs d'entreprise et, donc, leur tenir grief de leur absence de civisme.

Inquiets, les fonctionnaires des services du ministère des affaires sociales ont tenu réunion sur réunion à ce propos et ne trouvent pas de solution. Dès lors que l'employeur n'a plus à demander l'autorisation préalable de licencier jusqu'à neuf salariés pour raison économique, l'administration n'est plus en mesure de connaître le nombre de ces pertes d'emploi, ni à fortiori leur justification. Les instruments d'observation, tant du ministère que de l'INSEE, vont souffrir de ce que les techniciens nomment « une rupture de série statistique ».

A. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSOCIATION DES SOCIÉTÉS ET FONDS FRANÇAIS D'INVESTISSEMENT

L'assemblée générale annuelle de l'ASFFI s'est tenue le 24 juin 1986 sous la présidence de M. de Feuilleade de Chauvin. Elle a constaté la poursuite du remarquable développement des organismes de placement collectif en valeurs mobilières, qui comptent, à fin 1985, 372 SICAV, 2 150 fonds communs de placement et 4 sociétés d'investissement fermées. Les actifs ont progressé en 1985 de près de 50 %, atteignant un total de 678 milliards de francs. Ce montant, multiplié par 9 en cinq ans, est à rapprocher des 2 273 milliards de francs de la capitalisation boursière des actions et des obligations françaises à la même date. Les capitaux nets recueillis en 1985 par l'ensemble des SICAV, FCP et SI ont dépassé 173 milliards de francs.

Par le montant de leurs actifs, les OPCVM français ont accoutumé leur considérable avance sur les autres pays de la CEE, et ne sont dépassés dans le monde que par ceux des Etats-Unis et du Japon, pays avec lequel l'écart se réduit.

Par leur diversité et par les nouveaux types d'investissement qui leur ont été ouverts (instruments à court terme négociables, notamment), les OPCVM français tiennent désormais une place déterminante dans les circuits financiers en France, participant ainsi à l'intercommunication entre les divers marchés

actuellement vus par les pouvoirs publics.

Les dispositions fiscales récemment adoptées vont amener les SICAV et les FCP à distribuer intégralement les produits courus des obligations et autres titres de créances qu'ils détiennent. Cette mesure entravera le développement des OPCVM de capitalisation, qui dépendaient cependant à une forte demande des épargnants. Heureusement, le projet initial, qui prévoyait d'étendre la taxation des revenus courus au moment du rachat des parts, n'a pas été retenu. Un tel système aurait créé de graves difficultés de liquidité considérables et mis les OPCVM français dans une situation très défavorable, au moment où l'adoption des deux directives européennes du 20 décembre 1985 va, d'ici à octobre 1989, créer les conditions d'une concurrence fortement accrue au sein de la CEE. Ces directives vont conduire à la révision du régime législatif et réglementaire français établi par les lois de 1979. L'ASFFI aura un rôle important à jouer dans ce domaine au cours des prochains mois.

Dans le cadre du renforcement des structures de l'ASFFI, rendu nécessaire par l'augmentation du nombre des adhérents et l'élargissement des tâches, le comité de direction a promu M. Pierre Boëlle, précédemment secrétaire général, au rang de délégué général.

INTERBAIL

Bonnes perspectives pour l'exercice 1986

Le conseil de surveillance s'est réuni le 4 juillet 1986 sous la présidence de M. Jean Marinneau. Il a entendu le rapport présenté par M. Jean-Baptiste Pascal, président du directoire.

Le marché du crédit-bail immobilier se caractérise par une vive concurrence depuis le début de l'année 1986. Cette ambiance témoigne, à la fois, de la propension des entreprises à choisir ce mode de financement pour leurs investissements longs (y compris lease-back) et d'une compétition plus aigüe due à la baisse des taux et à la multiplication des opérateurs. La société avait, en outre, au 31 mai 1986, 2 200 000 000 de contrats de crédit-bail immobilier.

En outre, INTERBAIL a été choisie pour diriger le syndicat de SICOMI qui financera l'importante réalisation hôtelière des Wagons-Lits dans le quartier de la Bastille à Paris.

En matière de location simple, la société a contracté, au 31 mai 1986, un montant d'engagements correspondant à la moitié des engagements de même nature pour toute l'année 1986. Ces acquisitions intéressent un magasin CASTORAMA à Vélizy et une résidence de loisirs à Avoriaz.

Les seuls résultats d'exploitation enregistrés au 31 mai 1986 permettent d'estimer une progression du résultat courant, en fin d'exercice, supérieure à 10 %.

LA BNP EN ITALIE

La Banque Nationale de Paris vient d'être autorisée par la Banque d'Italie à transformer son Bureau de Représentation de Turin en agence.

Cette nouvelle implantation complète le réseau d'exploitation italien de la BNP déjà présente à Rome et à Milan. A Turin, l'agence effectuera toutes opérations de banque et en particulier financiera les opérations en lire et en devises de sa clientèle et de grandes entreprises et de P.M.E.

Via Meravigli 4
00123 MILAN
Tél. (2) 3452311

Directeur : Alain Penicaut

Via Vittorio Veneto 84
00187 ROME
Tél. (6) 46.56.72

Directeur : Daniel Nieto

Piazza Castelletto 113
10121 TURIN
Tél. (11) 544.092

Directeur : Antonio Terzaghi

BNP : la banque est notre métier

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 10 juillet ↑

En hausse : + 0,8 %

Pour l'instant, le marché parisien ne se dépitait pas de sa bonne humeur et les valeurs françaises qui avaient déjà gagné 1 % la veille, ont reproduit pratiquement le même gain jeudi (+ 0,77 %).

La reprise de Wall Street, qui s'est étendue dans la matinée aux principales places européennes et notamment à Paris, a sans doute conforté les boursiers. Mais ceux-ci continuent à faire état d'un courant acheteur dont il faut chercher l'origine dans les 20 milliards de francs de coupons et dividendes qui « tombent » durant le premier trimestre de juillet.

Au cours de cette séance, Générale de Fonderie, qui a fait beaucoup parler d'elle ces derniers temps, s'est distinguée avec une avance de 8 % qui a surpris plus d'un professionnel. Bien entourée, les titres Suez, Bouygues, Thomson-CSF, Bouygues, Dumet, BIC, Primagaz, Générale des eaux et Cie Bancaire, qui vient d'annoncer un volume d'affaires en hausse appréciable pour le premier semestre 1986, ont enregistré des hausses de 2 % à 5 %.

A signaler, dans le peloton des hausses, la bonne tenue de Poliet et de Midland Bank SA qui se situent à leur plus haut niveau de l'année. A l'inverse, on remarque le repli de Mine Salsèque (Marcellin), Scrog, Moulinet, Carrefour, Synthelabo, Crouzet et Darty. De nombreux titres participatifs sont en baisse parmi lesquels ceux de Thomson, CGE, Rhône-Poulenc, Saint-Gobain.

Sur le marché de l'or, le métal fin international s'est établi à 347,50 dollars l'once à Londres. Le lingot parait 250 F, à 78 200 F le napélon orléans 5 F, à 515 F.

Introduites le 10 juillet au second marché de Paris, les actions Saint-Honoré Matignon ont été cotées à 265 F, près de 35 % des ordres d'achat ayant été satisfaits à ce cours. La demande a porté sur 210 000 titres offerts au public.

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,99 F ↑

Paradoxalement, l'annonce d'une réduction unilatérale du taux d'escompte américain, de nature à faire baisser le dollar, s'est traduite par une légère hausse du billet vert. Il est vrai que cette réduction avait été anticipée et que son montant est jugé faible : on attendait 1 point complet au lieu d'un demi point.

FRANCFORT 10 juillet 11 juillet
Dollar (en DM) ... 2,1759 2,18

TOKYO 10 juillet 11 juillet
Dollar (en yen) ... 160,59 160,75

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (11 juillet) ... 7 1/4 %
New-York (10 juillet) ... 6 3/4 %

NEW-YORK, 8 juillet ↑

Reprise de dernière heure

Pour la seconde séance consécutive, Wall Street a manifesté, jeudi, de meilleures dispositions. Toutefois, ce changement d'attitude n'a été perceptible qu'en fin de séance. Durant la plus grande partie de la session, la tendance fut, en effet, très irrégulière. Un moment même, le « Dow » creva le plancher des 1 800 points (1 799,07). Sur des achats de dernière minute, tout le terrain perdu allait cependant être regagné et même très au-delà. Finalement, l'indice des industriels s'éleva à 1 831,83, en progression de 5,76 points.

Le bilan de la journée a été d'une qualité comparable à ce résultat. Sur 1 990 valeurs traitées, 817 ont monté, 757 ont baissé et 406 n'ont pas varié.

De l'avis général, le marché a surtout réagi aux rumeurs d'OPA circulant autour du Big Board. Merrill Lynch, la célèbre maison de courtage, a fait partie du lot des entreprises citées et a grimpé de 8 %.

La décision de la Réserve fédérale d'abaisser, enfin, son taux d'escompte de 6 1/2 % à 6 % n'a été connue qu'après la séance. Rien n'avait transpiré.

L'activité a été assez forte, et 146,2 millions de titres ont changé de mains, contre 142,9 millions la veille.

VALEURS	Cours du 8 juillet	Cours du 10 juillet
Alcoa	36 7/8	37
A.T.T.	24 1/2	24 5/8
Bell	62 1/2	62 3/8
Cable & Wireless	41 5/8	41 1/4
Du Pont de Nemours	78 5/8	80
Eastman Kodak	55 1/2	55 1/4
Exxon	54 1/4	54 1/2
Ford	52	52 3/8
General Electric	76 5/8	76 1/2
General Motors	75 3/4	76
Goodyear	32 1/8	32 1/2
IBM	144 1/4	146 3/4
ITT	54 1/4	55 1/2
ITT	30 1/4	30
Pfizer	65 5/8	67 1/8
Schlumberger	34 1/8	34 1/4
Tenneco	29	29 1/8
U.S. Steel	45 1/2	45 3/4
Union Carbide	23 3/8	23 1/4
USX Corp.	19 7/8	19 7/8
Westinghouse	50 1/4	50 5/8
Xerox Corp.	55 1/2	55 3/8

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

9 juillet 10 juillet

Valeurs françaises ... 141,3

Valeurs étrangères ... 84

C° des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 368,2 372,3

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

Industrielles ... 1826,87 1831,83

LONDRES

(Indice Financial Times)

Industrielles ... 1331,5 1340,6

Mines d'or ... 282,4 283,6

Fonds d'Etat ... 96,6 96,41

TOKYO

9 juillet 10 juillet

Nikkei Dow Jones 17596,1 17469,8

Indice général ... 1354,47 1358,85

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 juillet

Nombre de contrats : 3 449

COURS	ÉCHEANCES			
	— Juillet 86	Sept. 86	Déc. 86	Mars 87
Dernier	110,70	111,50	112,30	112,45
Précédent	110,35	111,30	112,15	112,15

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CFDE : ÉMISSION PROCHAINE D'OBLIGATIONS

— La Compagnie financière de développement des entreprises (CFDE) distribuera un dividende de 6 F par action (assort d'un avoir fiscal de 3 F), contre 5,24 F par action (et 2,62 F d'avoir fiscal) en 1984. Ce dividende sera mis en paiement le 13 août prochain. Le bénéfice net consolidé de l'année 1985 s'est élevé à

123 millions de francs (hors intérêt des tiers), contre 75,5 millions de francs en 1984.

L'assemblée générale, réunie le 30 juin, a autorisé le conseil d'administration à émettre des obligations à bons de souscriptions d'actions et des obligations remboursables en actions pour un montant maximal de 700 millions de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	6,9948	6,9970	+ 22	+ 34	+ 59	+ 89	+ 159	+ 239
Suez	5,7755	5,8013	+ 25	+ 49	+ 122	+ 89	+ 377	+ 362
Yca (100)	4,3441	4,3457	+ 89	+ 105	+ 194	+ 221	+ 547	+ 606
DM	3,2668	3,2706	+ 68	+ 81	+ 138	+ 168	+ 309	+ 441
Fluor	2,8477	2,8501	+ 26	+ 34	+ 69	+ 76	+ 201	+ 241
F.R. (100)	15,6992	15,7165	+ 39	+ 23	+ 64	+ 74	+ 96	+ 116
E.S.	3,3292	3,3331	+ 76	+ 94	+ 161	+ 189	+ 441	+ 510
L (1 000)	4,6765	4,6748	- 283	- 172	- 369	- 311	- 1028	- 918
Euro	16,6629	16,6144	- 267	- 235	- 519	- 453	- 1406	- 1252

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/2	6 3/4	6 5/8	6 3/4	6 9/16	6 11/16	6 9/16	6 11/16
SE-IL	4 3/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 1/2	4 5/8
DM	6	6 1/4	5 7/8	6	5 3/4	5 7/8	5 1/4	5 11/16
Fluor	6 7/8	7 3/8	7	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8	7 3/8
E.S.	1 3/8	1 7/8	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16	4 5/8	4 3/4
L (1 000)	1 1/2	1 1/2	11 1/4	12	11 1/4	11 3/4	11 1/4	11 3/4
Euro	9 7/8	10 1/8	10 1/8	10 1/4	10 1/8	10 3/16	9 7/8	10
R. (100)	7	7 1/2	7 1/2	7 3/8	7 1/8	7 3/8	7 1/4	7 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هنا املنا للأصل

References

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
● : prix précédent
★ : marché continu.

Le Monde

Le Japon et la RFA ne semblent pas prêts à suivre la baisse des taux américains

La décision de la Réserve fédérale, annoncée le vendredi 11 juillet, de diminuer de un demi-point le taux d'intérêt, fait suite à des pressions de plus en plus insistantes du pouvoir politique.

Succesivement, le chef de la majorité républicaine au Sénat, M. Robert Dole, et le secrétaire général de la Maison Blanche, M. Donald Regan, avaient adjuré la Fed de prendre une telle mesure, estimant qu'aucun signe de reprise de l'inflation « n'obligeait à maintenir les taux réels d'intérêt à leur niveau actuel ». « Il serait utile, ajoutait M. Regan, que les autres pays se joignent aux Etats-Unis pour stimuler l'économie afin d'en faire profiter le monde entier. » C'était une allusion à la dernière baisse « concertée » des taux d'intérêt en avril, décidée en commun avec le Japon et la RFA, et aux engagements, plus ou moins formels qu'auraient pris les participants du sommet de Tokyo, en mai dernier, dans le sens d'une diminution supplémentaire et générale du loyer de l'argent.

Or, pour l'instant, l'unanimité n'est pas acquise, loin de là, plusieurs banques centrales se montrant soucieuses d'éviter tout retour de l'inflation à la faveur d'une reprise trop rapide. Aux Etats-Unis même, cette préoccupation hantait les dirigeants de la Réserve fédérale, qui, finalement, après la réunion de leur comité de l'Open Market, mardi et mercredi, ont passé outre. Dans un communiqué, il est indiqué que, si l'abaissement des taux d'escompte apparaissait « approprié dans le contexte d'une croissance relativement lente, bien inférieure aux capacités de production, aux Etats-Unis et dans le monde industrialisé », les risques d'inflation étaient, finalement, négligeables. Ils ont évoqué la baisse des prix de nombreuses matières premières, et, dans ce domaine, il est certain que celle des prix du pétrole a compté dans leur décision.

En Allemagne et au Japon, en revanche, le son de cloche est bien différent. M. Karl Otto Poehl, le rigoureux président de la Bundesbank, clame qu'« il n'y a aucune raison de modifier actuellement les taux d'intérêt allemands » ni de relancer l'économie germanique, qui « se porte très bien », le bâtiment lui-même, très déprimé depuis trois ans, donnant tous les signes d'une amélioration. En bon Allemand obsédé par toute réurgence de l'inflation, il a observé avec inquiétude un gonflement de la masse monétaire au printemps, un peu calmé depuis, ce qui l'a autorisé, il y a huit jours, à annoncer « une bonne nouvelle » : la Bundesbank n'allait

pas relever ses taux, comme elle eût pu être tentée de le faire. On est loin d'une diminution !

Au Japon, le gouverneur de la Banque centrale, M. Satoshi Sumita, n'a cessé de répéter, ces jours derniers, que les taux d'intérêt nippons, déjà diminués trois fois depuis le début de l'année, sont déjà historiquement bas, et que l'économie de son pays n'a nullement besoin d'être stimulée, la consommation intérieure prenant le relais d'une exportation touchée par la hausse spectaculaire du yen. Donc, pas de baisse du taux d'escompte dans l'immédiat.

Reste à savoir quelle sera la réaction de ces deux pays au cas où la diminution des taux américains entraînerait un recul supplémentaire du dollar, peu souhaité par les partenaires commerciaux des Etats-Unis et ardemment désiré par les milieux industriels américains. Dans l'immédiat, cette réaction a été nulle, tant la décision de la Réserve fédérale avait été anticipée. Au surplus, une baisse des taux d'escompte d'un demi-point est considérée comme faible, et insuffisante pour relancer l'économie outre-Atlantique. On attendait un point entier, et bien des analystes pensent que cette baisse sera suivie par d'autres d'ici à la fin de l'année, ce qui obligerait, peut-être, les partenaires en question à modifier leur attitude. A ce sujet, on peut faire deux constatations. La première est que la Réserve fédérale a été moins sensible au danger d'une nouvelle baisse du dollar, susceptible de décourager les prêteurs étrangers qui contribuent à financer le déficit budgétaire américain. La seconde est que ladite Réserve, en prenant une décision unilatérale, a rejeté la balle dans le camp des partenaires, qui devront soit s'aligner sur la baisse des taux, soit supporter un recul supplémentaire du dollar. Quant à la France, traditionnellement, elle suit l'Allemagne fédérale, à moins que, par une décision volontariste, elle ne décide, unilatéralement, de donner un nouveau coup de pouce à la décadence des taux, pour, elle aussi, stimuler son économie.

FRANÇOIS RENARD.

AFP: NOUVELLE CONSULTATION DE LA BASE

Après une grève de vingt-quatre heures, lancée jeudi 10 juillet, pour riposter contre le plan de redressement de M. Henri Pigeat, les syndicats de l'Agence France-Presse (AFP) pourraient durcir leur mouvement à partir de la semaine prochaine. L'intersyndicale CFTD, FO, SNJ et CGT (catégorie journalistes) consulte ce vendredi le personnel de l'Agence de Paris, en province et dans les bureaux étrangers, afin de décider une grève reconductible toutes les quarante-huit heures à partir du mardi 15 juillet, sur la base d'un refus de licenciement « sec » à l'AFP. La consultation sur cette proposition a été décidée après un entretien entre le PDG de l'Agence et l'intersyndicale, entretiens dont le résultat a été estimé « négatif » par les différentes centrales. Les catégories techniques et employés de la CGT, ainsi que la CFTC, joignent cependant pas à ce mouvement.

● Côte d'Ivoire. — Abidjan renonce à porter plainte contre l'« Unité » et « le Matin ». Le bureau politique du PDCI-RDA (parti unique ivoirien) a annoncé, le jeudi 10 juillet, que la Côte d'Ivoire renonce à porter plainte pour diffamation, à la suite de la publication par ces deux journaux d'articles jugés « injurieux, calomnieux et diffamatoires » à l'encontre notamment du président Houphouët-Boigny. Une très vaste campagne de protestation et de réfutation s'était développée depuis plusieurs jours en Côte d'Ivoire. — (AFP, Reuters.)

de visu
LA TELEVISION
ET LES ENFANTS
n° 6
en librairie 38 F

Le numéro de « Monde » daté 11 juillet 1986 a été tiré à 472 833 exemplaires

A B C D E F G

APRÈS L'ATTENTAT CONTRE LA PJ

Les enquêteurs privilégient deux pistes : Action directe et les Fractions armées révolutionnaires libanaises

Les obèques du chef inspecteur divisionnaire Marcel Basdevant, cinquante-quatre ans, tué le 9 juillet dans l'attentat contre les locaux de la brigade de répression du banditisme (BRB), doivent avoir lieu samedi 12 juillet à 9 h 15 dans la cour d'honneur de la préfecture de police de Paris. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, qui avait aussitôt fait part de son indignation et de son émoi, mercredi, prononcera l'éloge funèbre de l'inspecteur qui devait prendre sa retraite dans quelques mois.

Marcel Basdevant — dont les jeunes collègues soulignent tous : « C'est lui qui nous a formés. Il avait des qualités de technicien hors pair » — a été cité à l'ordre de la Nation le 10 juillet. Nommé commissaire principal à titre posthume, la citation souligne sa « haute conscience professionnelle » et son « dévouement exemplaire ».

Quarante-huit heures après l'attentat, les fonctionnaires de la BRB sont encore sous le choc. L'inspecteur Arnel Legras et l'enquêteur Paul Orsini, très gravement blessés, sont dans « un état stationnaire », de même que le commissaire inspecteur des établissements classés, Yvon Ambour.

De son côté, la brigade criminelle chargée de l'enquête attend les résultats des expertises demandées. On souligne à l'état-major de la

police judiciaire que les dégâts sont tels dans les locaux de la BRB que les prélèvements effectués dans les gravats ne sont pas de bonne qualité. L'enquête, sans exclure aucune hypothèse, semble privilégier deux pistes. En premier lieu, celle du groupe ultra-gauche Action directe en raison de ses liens, voire de sa fusion, avec la Fraction armée rouge allemande qui a revendiqué, le 9 juillet, l'assassinat d'un dirigeant de Siemena. La deuxième piste à laquelle pense la police judiciaire est celle des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), dont le chef des opérations militaires présumé en Europe, Georges Ibrahim Abdallah, a été condamné.

Les enquêteurs, pour l'instant, constatent simplement la détermination du groupe terroriste qui a agi et sa volonté manifeste de tuer. L'heure de l'explosion (peu avant 16 heures) et la puissance de la charge (entre cinq et dix kilos) en témoignent. Un commissaire confie que le ou la terroriste a pris de fait un « risque considérable » en déposant un engin explosif dans les toilettes situées au quatrième étage et réservées, en principe, au personnel de la BRB. Les policiers de la Brigade relativisent un peu ces informations en confirmant que l'ensemble des locaux étaient ouverts au public.

Au conseil des ministres

M. JEAN PAOLINI NOMMÉ PRÉFET DE POLICE DE PARIS

M. Jean Paolini, préfet hors cadre des services de police de Paris en remplacement de M. Guy Fougier placé sur sa demande en position de préfet hors cadre. M. Fougier avait présenté sa démission au ministre de l'Intérieur après les propos tenus par celui-ci lors de l'émission « l'heure de vérité », le 2 juillet.

[Né le 3 mars 1921 à Ghisonaccia (Corse), M. Jean Paolini est nommé sous-préfet en 1947. En mai 1949, il entre comme directeur du cabinet du directeur général de la sûreté nationale. En 1951, il devient secrétaire général de la Savoie ; en 1958, secrétaire général de la Charente ; en 1959, secrétaire général de la Meurthe-et-Moselle. En octobre 1965, il est nommé préfet de la Meuse, puis, en 1967, directeur du cabinet du préfet de police (tout à tour M. Grimaud, puis M. Lenoir). Il fut préfet de police à Paris de juin 1973 à avril 1976. Il avait alors été nommé directeur du cabinet de Pompidou, ministre de l'Intérieur.]

Le conseil des ministres du vendredi 11 juillet a, d'autre part, nommé préfet hors cadre M. Claude Bussière, préfet de région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne. Son remplacement sera nommé lors d'un prochain conseil des ministres.

M. Guy Pignatelli, préfet du Maine-et-Loire a été admis sur sa demande au bénéfice du congé spécial.

A propos de la lettre de M. Châlier

DÉMENTIS DE MM. MERMIAZ ET NUCCI

M. Louis Mermiaz, que nous avons joint au téléphone, oppose « le parole d'honneur d'un ancien président de l'Assemblée nationale » aux affirmations contenues dans la lettre de M. Châlier. M. Mermiaz a supervisé « d'assez près » les comptes de sa campagne pour « savoir que pas un centime ne vient de Carrefour du développement ».

M. Guy Penne, qui s'est abstenue de toute réaction publique depuis le début de l'affaire, était inopiné dans la matinée de ce vendredi 11 juillet.

Quant à M. Nucci, il dément avoir reçu quelque argent que ce soit « pour ses affiches électorales ». En revanche, il reconnaît avoir organisé « plusieurs manifestations à caractère socioculturel rassemblant un certain nombre de personnes, ce qui correspondait à l'objet de Carrefour du développement ». Il admet également avoir suivi un « training vidéo ». M. Nucci tient à ajouter qu'il « n'a jamais eu connaissance de ce document. M. Châlier parle de lui-même à la troisième personne. Je m'interroge sur les conditions de rédaction d'un tel document, non signé par son auteur. Sur le fond, à la lumière des éléments que vous citez, c'est un tissu de contre-vérités, de mensonges, un plaidoyer en faveur d'un homme qui, cela est sûr maintenant, a commis des fautes et très certainement des détournements. Ce sont des accusations scandaleuses que je ne saurais accepter ».

Sur le vif

Soufflez pas

Quelle journée, hier, dites donc, la gâche ! Je passe aux Galeries Lafayette pour m'acheter un maillot de bain. Rien. Ils n'ont rien. Tout est moche. C'est trop décoloré, ça dégage le genre, il y a pas de manche. Nulle, la collection, cet été. Là-dessus, je me pointe chez Yves pour un brushing et je lui dis : j'ai envie de changer de tête. Si tu me faisais une Farah Fawcett... Alors lui : Qu'est-ce que tu dirais plutôt d'une petite frange à la Mami Eisenhower, là aujourd'hui, je crois que ça serait plus seyant.

En sortant de là, je passe devant un kiosque et je vois sur la couverture d'un Paris qu'il y a plus malheureux que moi : la princesse Stéphanie. J'achète, je me jette, suite page 6, je tourne et qu'est-ce que je reçois en pleine poire ? Un truc à renverser un bouff : je pue du bec. Si, si, j'ai mauvaise haleine, on est des centaines de milliers comme ça et on ne sait même pas, personne n'ose nous le dire. Heureusement que c'est marqué dans le journal.

Remarque, j'aurais dû m'en douter, il y a des signes qui ne trompent pas. Mouvement de recul des proches et des copains quand vous vous retrouvez nez à nez dans un couloir. Bises écourtes. Au lieu d'un aller-retour aller, vous n'avez droit qu'à l'aller simple. Façon qu'on ait les mecs

d'espérer à fond et de bloquer leur respiration, avant de vous prendre dans leurs bras. Enfin, tout ça...

Autre chose : pas la peine de mettre la main devant la bouche chaque fois qu'on ouvre. Ça laisse passer les courants d'air. Et inutile de mettre ça sur le compte d'un alibi ou d'une carie. C'est rarement le cas. D'où ça vient ? C'est très compliqué. C'est une question de respiration. On inspire et on expire vingt-trois mille fois par jour et, quand on est stressé, on a le souffle enroué. Voilà. Les remèdes ? Faut faire des tas d'exercices physiques genre yoga. Ne me demandez pas lesquels. J'ai rien compris.

La seule chose que je peux vous dire, c'est qu'il faut qu'il faut le dire. Faut pas dire : Tu pousseuses du goulou. Faut dire... Quoi ? C'est pas évident. Eux, ce qu'ils conseillent, c'est de décomposer l'article en question et de le faire lire à l'intéressé. J'ai essayé ce matin, rue des Italiens. J'ai fait semblant de l'oublier sur le bureau de mon chef. Il l'a vu, il l'a pris et il me l'a tendu : Tiens, il y a un sujet pour toi, là, ma grande. Vraiment tout a fait pour toi.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Bernard Ceysson succède à M. Dominique Bozo à la tête du Musée national d'art moderne

Le ministre de la culture, M. François Léotard, a nommé M. Bernard Ceysson directeur du musée national d'art moderne. Il remplace M. Dominique Bozo, devenu délégué aux arts plastiques.

Né le 7 juin 1939 à Saint-Etienne, où il a fait ses études de lettres et d'histoire de l'art, M. Bernard Ceysson avait pris en 1967 la succession de M. Maurice Allmand au Musée d'art et d'industrie de sa ville natale. Suivant les traces de son prédécesseur (un des rares conservateurs des musées de province à s'intéresser alors à l'art moderne), il s'était employé à développer la collection d'œuvres contemporaines du musée. Cette importante collection, devenue grâce à lui, une des meilleures qu'on puisse trouver pour l'art des années 60 ne pouvant, faute de place, être convenablement présentée, M. Bernard Ceysson a obtenu qu'on la sépare du Musée de l'Indus-

trie et lui construise un musée spécifique, qui devrait être inauguré d'ici deux ans.

M. Bernard Ceysson est aussi bien connu dans les milieux artistiques en France et à l'étranger pour les expositions qu'il organise, toujours à Saint-Etienne, et qui témoignent de sa compétence et de son sérieux (« Après le classicisme », 1980-1981, « Mythe, drame et tragédie », 1982, pour ne citer que deux exemples traitant avec honnêteté des questions d'actualité). Cet historien d'art, amateur enthousiaste doublé d'un littérateur, a gardé un pied à l'Université, où il est chargé de cours. — G. R.

LA MORT DE MARTIN FLINKER

La mémoire littéraire de l'Europe centrale

Une porte, deux fenêtres : la librairie allemande de Martin Flinker, au 68, quai des Orfèvres, semblait plus à une maison qu'à une boutique. Depuis 1947, les germanistes allemands à pénétrer ce sanctuaire de la littérature d'Outre-Rhin, où les tables couvraient des piles de vieux livres et d'ouvrages neufs, dans un désordre charmant. Aujourd'hui, les volets sont clos, et une affiche invite les habitués à revenir en septembre. Mais ils ne retrouveront plus le petit homme affairé sous le portrait de la famille Mann. Martin Flinker est mort le 21 juin, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Né en 1895, dans l'empire austro-hongrois, il consacra sa vie à sa passion, les livres. Après des études de droit, il ouvre à Vienne sa première librairie, en 1929. Il fréquente Hermann Hesse, Robert Musil, Stefan Zweig, mais surtout Thomas Mann dont il devient l'ami intime. Opposé au nazisme, il quitte l'Autriche au moment de l'Anschluss ; il séjourne

en Suisse, puis en France, et enfin au Maroc.

Au cours de ces pérégrinations, il entretient une correspondance avec l'auteur des « Buddenbrook ». A la Libération, il s'installe définitivement à Paris, où il ouvre sa librairie franco-allemande, et reprend ses activités d'éditeur. Réputé pour ses « Almanachs », auxquels collaboraient de prestigieux écrivains, il est aussi l'auteur d'essais critiques sur Thomas Mann, Robert Musil et Joseph Roth.

Son influence sur les germanistes français se traduit par sa participation à l'élaboration des programmes d'agrégation. Homme cultivé et raffiné, Martin Flinker avait surtout su faire de sa librairie un véritable salon littéraire, où l'on pouvait discuter des heures, sans pour autant acheter des livres. Avec lui, s'est éteint l'un des derniers témoins de l'histoire littéraire de l'Europe centrale.

A. L.

NOUVELLES BRÈVES

ATHLÉTISME : Goodwill Games. — Le Canadien Ben Johnson a remporté le 100 mètres en 9 s 95, jeudi 10 juillet à Moscou. Cette performance se situe à 2/100e de sec. du record du monde établi en altitude par l'Américain Calvin Smith.

BASKET-BALL : championnat du monde. — Le Mexique a victoires sur le Panama (91-88), jeudi 10 juillet, à Saragosse, l'équipe de France, qui termine quatrième de sa poule de classement derrière le Brésil, l'Espagne et la Grèce, n'a pas obtenu sa qualification pour la phase finale.

FOOTBALL : coupes d'Europe. — Pour le premier tour des coupes européennes de football, dont le tirage au sort était effectué jeudi 10 juillet (nos dernières éditions), le Paris SG sera opposé aux Tchécoslaves de Vitkovice dans l'épreuve des champions et Bordeaux aux Irlandais de Waterford dans celle des vainqueurs de coupe. En coupe de l'UEFA, Nantes jouera contre Torino, Toulouse contre Naples et

Lens contre Dundee (Ecosse). A l'exception de Toulouse, les équipes françaises disputent le premier match sur leur terrain le 17 septembre. Les matches retour sont fixés au 1^{er} octobre.

SPORTS ÉQUESTRES : championnats du monde. — L'équipe de France (Pierre Durand sur Jappeloup, Patrice Delavand sur Lœwen, Michel Robert sur Lafayette et Frédéric Cottier sur Flambeau) n'a pu conserver son titre mondial, jeudi 10 juillet à Aix-la-Chapelle. La victoire est revenue pour la première fois aux Américains (23,63 points) devant les Britanniques (31,19) et les Français (44,32). Pierre Durand est toutefois en tête du classement individuel provisoire.

TENNIS : tournoi de Bordeaux. — Victime d'une inosolation, Henri Leconte a abandonné face à Thierry Champion (6-3, 2-6, 4-1), jeudi 10 juillet, en huitième de finale du tournoi de Bordeaux, doté de 150 000 dollars.

Le Monde
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986
Renseignements publicités :
45-55-91-82, poste 4196

هذه امه الأصل